

La diplomatie soviétique et les bouleversements en Europe centrale

Le « retour » de M. Gorbatchev

On l'avait un peu oublié, avec tous les bouleversements chez ses anciens sujets d'Europe centrale, mais l'homme qui a mis tout cela en mouvement, M. Gorbatchev, est de retour sur la scène internationale. Astendu mercredi à Rome, où il rencontrera notamment le pape Jean-Paul II, le président soviétique va avoir ensuite, au large de Malte, son premier sommet avec M. Bush, avant de rencontrer M. Mitterrand à Kiev.

La dernière fois que M. Gorbatchev s'était montré à l'Ouest — si l'on excepte son voyage en Finlande en octobre — c'était en juin et en juillet derniers à Bonn et à Paris. Un délai très bref en temps ordinaire, mais tant d'événements se sont produits entre-temps que le numéro un du Kremlin présente aujourd'hui un portrait quelque peu différent.

D'un côté, il est celui qui a pris l'initiative des réformes et a rendu possible la formidable entreprise de libération actuellement en cours en Europe de l'Est. Son image internationale en est sortie grandie, et la crédibilité de son projet est renforcée au point que le président des États-Unis lui-même n'hésite pas à se déclarer « le plus ardent supporter de la perestroïka ».

De l'autre, M. Gorbatchev apparaît comme le chef assis d'un système en déroute et d'un empire aux abois, plutôt en retard sur ses nombreux ennemis d'Europe centrale. Il y a encore un an, l'URSS faisait figure de phare des réformes dans tout le monde communiste, y compris par rapport à une direction polonaise qui se refusait toujours à ouvrir une « table ronde » avec l'opposition. Aujourd'hui, elle semble quelque peu figée dans son refus d'admettre le pluralisme, de renoncer au monopole du pouvoir pour le Parti communiste et même à certains attributs particulièrement désuets en matière de comportement politique tels que le « centralisme démocratique ». Toutes choses que la Pologne, la Hongrie, la RDA, la Tchécoslovaquie et même la petite Bulgarie commencent à laisser affaiblir par-dessus bord.

C'est bien pourquoi la situation de M. Gorbatchev sur le plan intérieur est devenue un sujet d'inquiétude dans la mesure même de l'espoir suscité par sa politique. Il est vrai qu'il a maintenant de puissants alliés dans son propre camp, en remplacement des généraux qu'étaient MM. Honecker et Jakes. Mais les conservateurs, civils et militaires, de Moscou trouvent dans les bouleversements actuels en Europe la justification de leurs pires inquiétudes sur le « bradage » de l'héritage stalinien auquel conduit à leurs yeux la perestroïka. Et la situation catastrophique de l'économie soviétique aggrave encore des problèmes déjà insolubles.

Un espoir tout de même : que les lois fondamentales dont débatt actuellement, après d'incessants ajournements, le Parlement soviétique — sur la propriété, sur la liberté de conscience et de presse, etc. — balisent enfin le terrain, trace le cadre qui permettra aux réformes de démarrer sur des bases plus saines. Le vote d'un texte offrant l'autonomie économique aux Républiques baltes est un premier signe en ce sens. Mais il en faudra bien plus pour aider M. Gorbatchev à passer la cap redoutable de l'hiver.

Lire nos informations page 4

M 0147 - 11290 - 4,50 F



3790147004500 11290

● L'opposition tchécoslovaque accroît ses exigences ● M. Kohl envisage l'unité de l'Allemagne par étapes

Au lendemain de la grève générale, qui a été suivie par des millions d'étudiants et de salariés, le gouvernement tchécoslovaque de M. Ladislav Adamc et une délégation du Forum civique — qui accroît ses exigences — ont entamé, mardi 28 novembre à Prague, de nouvelles négociations. Celles-ci portent notamment sur la formation d'une coalition

comprenant des personnalités de l'opposition. A Bonn, le chancelier Helmut Kohl a présenté, mardi, au Bundestag, les grandes lignes d'un plan de rapprochement avec la RDA, susceptible de conduire par étapes à l'unité de l'Allemagne. Le SPD s'est prononcé, de son côté, en faveur d'une formule analogue (lire page 4).

A Prague, le glas du parti « dirigeant »

PRAGUE

de nos envoyés spéciaux

Pour la troisième fois en moins d'une semaine, les représentants du Forum civique, conduits par Vaclav Havel, et ceux du gouvernement — démissionnaire — de M. Ladislav Adamc devaient se retrouver, mardi 28 novembre, à 11 heures, au siège du gouvernement à Prague. Outre M. Zdenek Jizicky, professeur de droit constitutionnel, révoqué en 1968,

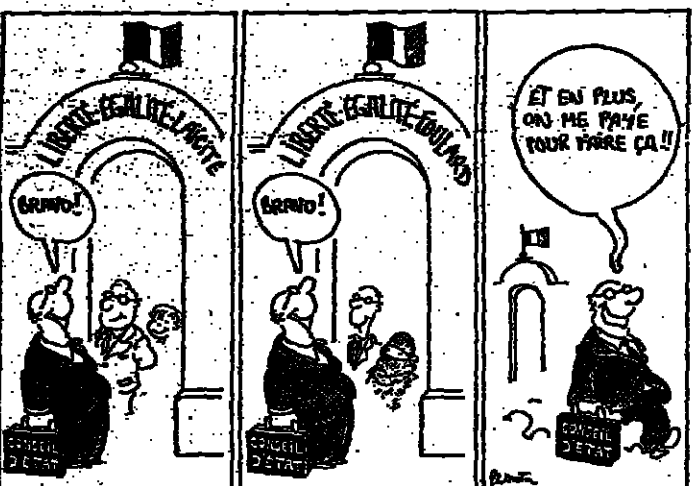
et l'économiste Václav Komarek, le militant catholique slovaque Jan Carnogursky, tout juste libéré de prison, fait partie de la délégation du Forum civique.

Fort du succès de la grève générale de lundi, le Forum civique a l'intention de demander au premier ministre de former un nouveau gouvernement composé de personnalités nouvelles. « S'il nous répond qu'il n'est pas en mesure de le faire, nous lui

demandons de se retirer, affirme Vaclav Klaus, conseiller économique du Forum. Il attendra alors au président de la République, M. Gustav Husak, qui connaît bien la situation, de se mettre à la recherche d'une personnalité politique adéquate. »

SYLVIE KAUFFMANN et LUC ROSENZWEIG

Lire la suite page 3



Après l'avis du Conseil d'Etat
Les établissements scolaires seront habilités
à autoriser ou interdire le foulard islamique

Lire page 13 - section B l'article de ROBERT SOLÉ
et page 14 - section B le reportage de J.-J. BOZONNET & Croix

L'intégration contre l'intégrisme

La mobilisation contre l'extrême droite et le débat sur l'islam soulignent l'urgence d'une politique de l'immigration

par Jean-Marie Colombani et Jean-Yves Lhœu

Comme s'ils étaient saisis de panique, les grands partis politiques classiques bousculés par le Front national, ignorés par les électeurs, forment soudain un front commun contre l'extrême droite qui, en progrès dans toutes les élections partielles de dimanche dernier, menace de ravir à la droite parlementaire deux sièges de députés à Dreux et à Marseille. Avec un bel ensemble, le bureau politique du Parti communiste, le RPR, par la voix de son président, M. Jacques Chirac, et le Parti socialiste, ont appelé, lundi 27 novembre, les

électeurs de gauche — dont les représentants sont éliminés de la compétition du second tour — à voter pour la droite afin de faire barrage à M. Le Pen.

Tout arrive, et même si cet écumeurisme est un peu tardif, on ne boudera pas son plaisir. Deux hommes, en 1987, avaient pris deux ans d'avance sur leurs amis respectifs. M. Michel Noir, ministre dans le gouvernement de cohabitation dirigé par M. Chirac, avait affirmé au mois de mai qu'il vaut mieux perdre les élections plutôt que de perdre son âme en passant alliance avec le Front national. M. Lionel Jospin qui, au mois de décembre de la même année, alors qu'il était

encore premier secrétaire du PS, avait encouragé les conseillers régionaux socialistes de Champagne-Ardenne à la bienveillance envers le budget, menacé par l'extrême droite, d'une région présidée par un centriste jugé fréquentable et en tout cas insoupçonnable de complaisance avec le Front national, M. Bernard Stasi.

A l'époque, l'appareil du RPR jugeait M. Noir coupable de haute trahison ; quant à M. Jospin, soutenu par M. Rocard, il avait dû affronter tous les « éléphants » de son parti, MM. Fabius, Joxe, Poperen, Mauroy, Chevènement, etc.

Lire la suite page 10

Le grand spectacle du pétrole

L'OPEP demeure l'acteur principal du marché mais l'or noir est devenu une « matière première » comme les autres

VIENNE

de notre envoyée spéciale

Quelle sera, en 1990, la tendance des prix pétroliers ? Ferme, comme en 1989, où la croissance mondiale aidant, les cours moyens ont retrouvé un niveau proche du prix de référence de 18 dollars par baril ? Ou molle, comme en 1988, où les prix du baril avaient chuté aux alentours de 15 dollars ? Réponse immédiate à Vienne, où les treize pays membres du cartel des exportateurs de brut (OPEP) tiennent, depuis samedi 25 novembre, leur grand « conseil » annuel. A l'ordre du jour, la fixation d'un plafond de production pour l'année prochaine et la redistribution des quotas entre les producteurs.

L'importance de cette réunion-clé se mesure au nombre des « serviteurs » dépêchés par centaines des quatre coins du monde par toutes les parties prenantes du secteur pétrolier : compagnies, traders, banquiers, courtiers, etc. Tous également anxieux de saisir à la nuance

près la teneur exacte du message que l'OPEP adressera au marché pour en déduire la politique à mettre en œuvre l'an prochain.

Car s'il y a beau temps que le cartel ne fixe plus, de manière unilatérale, les prix du brut et que ses décisions concrètes n'ont qu'une valeur indicative (le plafond, les quotas et les prix n'étant respectés que de très loin), l'OPEP demeure sans conteste l'acteur principal du marché, celui dont l'attitude, comme celle de la FED sur les marchés monétaires, va dicter celle de tous les autres partici-

pants. Que la discorde règne, que l'accord final soit jugé bancal ou irréaliste, et les cours chuteront, précipités à la baisse par le déstockage des compagnies et les anticipations des spéculateurs. Qu'à l'inverse le cartel donne l'impression de tenir la situation en main et les prix du brut resteront fermes, quelle que soit la situation réelle du marché, les spéculateurs échaudés par quelques expériences malheureuses depuis trois ans n'osant pas jouer la baisse.

VÉRONIQUE MAURUS

Lire la suite page 25 - section C

SCIENCES • MÉDECINE

- Deux millions de femmes contaminées par le virus du sida
- La science par la bande dessinée
- La découverte d'un gigantesque amas galactique

pages 15 à 17 - section B

CLAUDE
SIMON
L'acacia 98 F

JEAN
ECHENOZ
Lac 65 F

SAMUEL
BECKETT
Soubresauts 40 F



MINUIT

حکومتی اہل

DÉBATS

Résistance

L'Histoire contre la polémique

par Daniel Cordier

DANS son article du *Monde*, daté du 15 novembre, « Les biographies les plus longues ne sont pas forcément les meilleures », Henri Noguères excusait mon ouvrage *Jean Moulin, l'inconnu du Panthéon* dont ni un chapitre ni une phrase ne trouve grâce à ses yeux. Concentrant sa critique sur la préface, où il n'y voit qu'une « démarche vengeresse », une « croisade anti-Frenay, qui est vite devenue une croisade anti-Combat » s'appuyant sur des « révélations » (dont) beaucoup n'en sont pas ». Quant à la biographie proprement dite, qui occupe les quatre cinquièmes de ces deux volumes, elle ne présente à ses yeux qu'un « intérêt limité » et, selon lui, « n'apprend rien d'essentiel sur Jean Moulin ».

Je déplore cette attitude négative d'un des historiens de la Résistance, mais constate qu'il n'est pas suivi par ses confrères.

Les lecteurs du *Monde* ont en effet trouvé le 20 octobre un compte rendu de mon livre par l'historien Jean-Pierre Rioux déclarant : « Les deux premiers volumes de cette monumentale biographie sont — je pense mes mots — stupéfiants. Par l'ampleur du travail (...), par sa sûreté documentaire (...), par l'art du recoupement d'archives authentifiées (...), par l'émotion du contenu aussi. » Par ailleurs, nombre d'anciens responsables de la Résistance — de tous les mouvements — et de la France libre et tous les historiens spécialistes de cette époque m'ont manifesté leur approbation. Déjà certains d'entre eux m'ont fait parvenir les résultats de leurs travaux qui démontrent la convergence de nos conclusions.

Objectifs et ambitions

Pour éclairer les lecteurs que ces propos contradictoires pourraient troubler et pour qu'ils comprennent l'utilité des recherches auxquelles je me suis consacré depuis 1977, je me sens tenu d'évoquer les problèmes des relations entre la Résistance des mouvements en zone libre et la France combattante du général de Gaulle, d'autre part de montrer comment, jusqu'à nos jours, ces divergences n'ont cessé d'influencer l'historiographie de la Résistance.

Après la défaite, la coupure de la France en deux zones étanches et les contraintes de la clandestinité amenèrent les mouvements de la Résistance, nés de la volonté de libérer le territoire, à se constituer séparément. Chacun se nuança de méthodes, de stratégies, d'idéologies différentes, souvent antagonistes, à quoi s'ajoutaient les objectifs ou les ambitions personnels de leurs chefs.

A Londres, le général de Gaulle, seul connu de tous les patriotes grâce à ses messages sur les ondes de la BBC, se considérait comme leur chef militaire et comme le chef du gouvernement de tous les Français libres où qu'ils se trouvent. Cela ne manqua pas de heurter certains chefs de mouvements qui estimaient posséder quant à eux une légitimité au moins égale à celle du général.

Ce fut donc la mission de Jean Moulin d'unifier la Résistance et

de la soumettre à l'autorité administrative, politique et militaire du général de Gaulle. Elle explique la nature des conflits qui surgirent entre lui et certains chefs de mouvements, conflits qui donnèrent naissance, après la Libération, à plusieurs histoires de la Résistance, contradictoires dans leur logique.

Il y eut d'abord les travaux d'Henri Michel dont on peut dire, avec Jean-Pierre Azéma, qu'ils insistent sur l'aspect gaulliste de la Résistance, ensuite les ouvrages des auteurs communistes replaçant les événements dans la perspective de l'engagement des forces populaires guidées par le parti. A partir de 1967, *L'Histoire de la Résistance en France* d'Henri Noguères, qui, à l'inverse des deux autres, mit l'accent sur le rôle des hommes qui, en métropole, avaient inventé, organisé et dirigé les mouvements et les avaient menés à la victoire.

Ces disparités conduisirent l'historien Stanley Hoffman à constater : « Plus que l'histoire de Vichy, c'est celle de la Résistance qui souffre de lacunes. Nous disposons maintenant de mémoires, d'un grand nombre de polémiques, de monographies, mais il manque une bonne synthèse. Un énorme travail reste à faire (1). »

Plusieurs apports

Maints travaux universitaires cherchent déjà à établir une histoire de la Résistance débarrassée des tabous, stricte sur la chronologie, s'appuyant autant que possible sur les archives (dont la richesse étonne). Peu à peu, on comble les lacunes. Le but que je poursuis est de contribuer à cette vaste entreprise, grâce à la connaissance des télégrammes, des lettres, des rapports que j'ai acquis durant les vingt mois que j'ai passés dans la clandestinité, en établissant une chronologie minutieuse et en publiant intégralement tous les documents que je possédais dans mes archives, auxquels se sont ajoutés ceux que j'ai découverts en douze années de recherches et que les témoignages viennent étoffer.

On aura compris que, sur le plan de la méthode, mon adhésion à celle des nouveaux historiens ne pouvait que m'opposer à Henri Noguères, qui, dans son *Histoire de la Résistance*, a dû (les archives étant alors peu accessibles) se fonder largement sur des témoignages. Ce ne pouvait qu'indisposer aussi les hommes de Combat qui, fixés dans leur mémoire, continuent d'imposer leur version des faits. D'où la campagne engagée par eux afin de me discréditer, d'où celle de Noguères aujourd'hui afin de déconsidérer mon travail — cette campagne, dans ses outrances, ne reculant pas devant la calomnie.

Afin d'illustrer mon propos et de montrer que mon travail ne correspond pas à la caricature qu'en a tracée Noguères, je citerai, à titre d'exemples, quelques-uns de mes apports.

— Au sujet de l'organisation militaire de la Résistance, je fournis la preuve que, contrairement à ce qui a été écrit, c'est le général de Gaulle lui-même qui en a fixé la ligne générale et les détails.

— Pour le financement des mouvements par la France libre, j'établis, chiffres à l'appui, que ceux-ci, de janvier 1942 à février 1943, ont toujours reçu de Jean Moulin les sommes exactes qui lui ont été demandées.

— Grâce aux documents que je publie, justice est enfin rendue au général Delestraint. La disparition de ce grand soldat, qui jouissait de l'estime et de la confiance des généraux alliés, a porté un coup fatal à l'armement de la Résistance. Par ailleurs, sa dernière lettre (insédite) au général de Gaulle révèle les efforts déployés par Henri Frenay pour saper son autorité.

— Au sujet des négociations que, par l'intermédiaire de Monod et de Bénéville, Frenay noua avec les Américains afin d'obtenir d'eux de l'argent et des armes, je révèle que le général de Gaulle condamna personnellement cette entreprise qui le déstabilisait (alors que Roosevelt cherchait par tous les moyens à l'éliminer) et que, quand il l'eut fait échouer, Frenay envisagea de faire sécession avec l'Armée secrète.

— J'ai démontré que, contrairement aux versions données depuis quarante-cinq ans, Jean Moulin, en créant le Conseil de la Résistance dans le but d'asseoir la légitimité du général de Gaulle aux yeux des Alliés, avait pris soin de réserver aux seuls mouvements la direction de l'action clandestine.

— Je publie les documents révélant que, dès 1942, les socialistes, M. Mayer et G. Defferre en particulier (à la suite de Léon Blum), condamnèrent les projets des mouvements de se transformer en parti politique à la Libération.

— J'ai établi de façon irréfutable que les accusations portées par Frenay contre Jean Moulin d'avoir favorisé en sous-main les communistes relevaient de la calomnie : les preuves abondent qu'il leur a systématiquement refusé l'argent, les armes et les postes qu'ils réclamaient. Il ne leur a pas donné la place qu'ils demandaient pour le Front national au Conseil de la Résistance (sur Broquette leur a accordée). Il s'est opposé à la stratégie d'action immédiate que le Parti communiste voulait imposer pour soulager le front russe.

Le « manifeste » retrouvé

Aussi restreints et limités que soient ces exemples, je ne puis, sans être de place, en donner l'équivalent pour la biographie de Jean Moulin jusqu'à 1940, qu'il s'agisse de sa carrière administrative ou de son comportement à Chartres.

De l'ensemble des 1 700 pages que je viens de publier, Noguères n'a pratiquement retenu que la publication du manifeste de la Libération nationale qui était perdu et dont j'ai retrouvé une version.

Au sujet de ce texte, dont Frenay a dit lui-même l'avoir rédigé à l'automne 1940 (proche Frenay contre l'INA, 1985), je suis surpris que Noguères, qui en conteste l'attribution, ignore délibérément la remarquable mise au point que J.-P. Azéma lui a consacrée dans le *Monde* du 7 novembre, pour se fier aux élocutions de Charles Ron-

sac, qui n'est pas historien et dont la seule qualité en cette affaire est d'avoir publié l'*Enigme Jean Moulin* d'Henri Frenay (2).

Le véritable problème que ce document, comme tous ceux de la Résistance, pose à l'historien est celui de son attribution, car, en raison de la clandestinité, presque aucun n'est signé de son auteur et rien d'autre n'en indique l'origine que le nom des mouvements dont les documents émanent. Seul l'endroit où on les découvre, seuls leur contenu, leur style et les témoignages recueillis permettent d'en déterminer l'auteur.

Dans l'affaire qui nous occupe, je peux maintenant révéler que, après avoir retrouvé, dans des archives de province, des originaux de ce manifeste ainsi que d'autres tracts et directives du Mouvement de libération nationale, fondé par Frenay en 1940 (ensemble diffusé au moins jusqu'en mai 1941 — état actuel de la question), deux historiens, qui ne se connaissaient pas et dont les travaux m'étaient inconnus, sont arrivés à la même conclusion que moi-même : le manifeste en question est de la main d'Henri Frenay. Je n'en dirai pas plus ici, car l'histoire et l'analyse de ces documents réclament pour être traitées convenablement un article volumineux que je publierai d'ici quelque temps.

Erreurs de jugement

Pour en terminer avec cette affaire, j'ajoute que je suis, comme tous les véritables historiens, stupéfait de la réaction d'anciens responsables de Combat qui, s'ils avaient meilleure mémoire et quelques connaissances des travaux historiques, sauraient que la position d'Henri Frenay à l'égard du maréchal Pétain, de la révolution nationale, et des juifs, n'a rien d'exceptionnel en 1940-1941 dans la Résistance. Il suffit, par ailleurs, de feuilleter le recueil des articles de Combat publiés par Henri Frenay en 1946 (3) pour constater que l'emploi du mot « Boche » qui a fait bondir Ronsac n'a rien d'inhabituel dans ce journal.

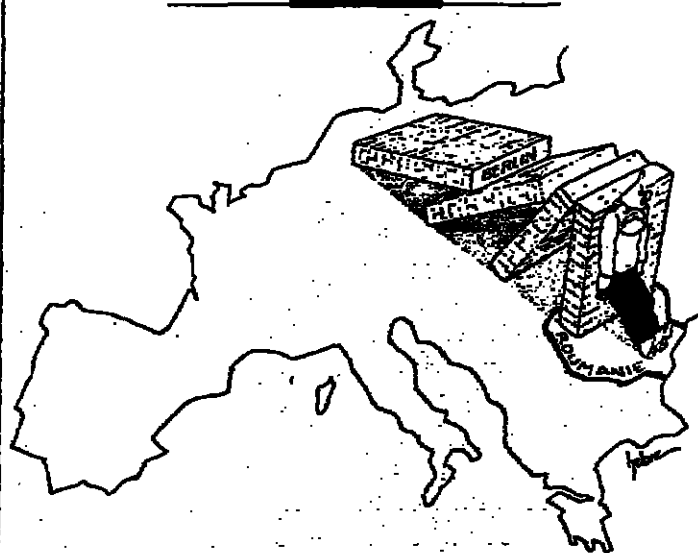
Henri Noguères ayant déclaré qu'il plaçait son histoire « sous le contrôle des survivants », il n'est donc pas surprenant que, sur ce point, il commette les mêmes erreurs de jugement qu'en.

P.S. — Je pense avoir répondu par cet article aux questions qu'ont soulevées quatre proches d'Henri Frenay dans les lettres publiées par le *Monde*, notamment le 25 novembre. Je préciserais cependant à M^{me} Frenay que, par l'intermédiaire d'un professeur d'université, j'avais, mais sans succès, invité son mari à venir débattre, en compagnie d'historiens et d'anciens responsables de la Résistance, de tous les aspects de mon travail en cours, y compris du manifeste. A l'intention du fils d'Henri Frenay, dont la lettre est la seule à ne pas se montrer injurieuse, j'ajoute que je respecte son attitude, car un fils s'honore en défendant la mémoire de son père.

(1) Préface, février-mars 1988.
(2) Robert Laffont éd., 1977.
(3) Henri Frenay, *Combat* (Denon).

— Daniel Cordier est l'auteur de la biographie de Jean Moulin dont les deux premiers volumes viennent d'être publiés aux éditions J.-C. Lattès.
[N.D.L.R. — La réponse de M. Daniel Cordier aux principales critiques suscitées dans certains milieux de la Résistance par la publication des deux premiers tomes de la biographie de Jean Moulin (nos éditions des 28 et 31 octobre, 7, 15 et 22 novembre) met fin, pour le *Monde*, à cette polémique. Sans, bien sûr, et de nouvelles pièces décisives étaient venues au dossier.]

TRAIT LIBRE



Dessin de Bernard Helms.

Salvador

Le temps du mépris

par Pierre de Charentenay

La guerre civile de Salvador est aussi injustifiable que cruelle. Des milliers de morts, des milliers de réfugiés sous les bombes américaines. Exécutions par les refus de négocier du gouvernement cristiano, la guérilla s'est lancée dans une opération suicide. Et comme dans toutes les guerres, les victimes ne se comptent plus.

L'assassinat des six jésuites le 16 novembre est d'un autre ordre. Sortir des gens de chez eux pour les assassiner à la mitrailleuse sans omettre la cuisine et sa fille de quinze ans qui auraient pu être des témoins gênants, cela n'est pas un fait de guerre. C'est une violence bestiale qui ne peut qu'être réalisée par des hommes aveuglés. Aveuglés par une idéologie, celle des « escadrons de la mort », celle de l'anticommunisme primaire, celle d'un libéralisme absolu, tiés qu'à pour mieux survivre, en vient à piétiner toute demande inspirée par l'idéal démocratique. C'est le temps du mépris pour la dignité humaine, pour l'Eglise, fidèle à son fondateur, proclame aujourd'hui avec force sur toute la planète.

Parée des plumes de la liberté, cette idéologie refuse toute attention à la solidarité dans une société plaquant l'échec de communisme sur tout langage de justice. On connaît alors les mécanismes

d'exclusion qui transforment tout adversaire potentiel en suspect ou en ennemi à éliminer. L'ARENA, le parti au pouvoir, soutenu dans son combat par une opinion internationale ultra-libérale, n'hésite pas à écraser tous ceux qui s'opposent à elle. La bride lâchée sur la cour, les « escadrons de la mort » comme l'ARDE lui ont très éloquentement, Action anticommuniste révolutionnaire d'extermination se livrent à tous les règlements de comptes.

De tels événements sont bien loin de nous. Et pourtant n'y a-t-il pas un lien entre le soupçon et la haine déversés au fil des années contre les jésuites rouges, les prêtres communistes, les chrétiens marxistes, les associations catholiques subversives et le massacre de nos compatriotes de Salvador ? Certes aucun, des lecteurs ni des rédacteurs de ces accusations rédigées sur papier glacé n'auraient souhaité un tel massacre. Mais ils alimentent et justifient intellectuellement l'intransigence des proches de l'ARENA qui, en d'autres temps, avaient déjà éliminé Mgr Romero. Qui sème ici la haine, suscite là-bas les massacres.

► Pierre de Charentenay, journaliste, est rédacteur en chef des *Cahiers pour croire* aujourd'hui.

Diplomatie

Hommage à Armand Bérard

par Jean-Baptiste Duroselle

Il a toujours existé une affinité entre les diplomates et la littérature. Mais, au surplus, Armand Bérard, décédé le 20 novembre (1), a bénéficié d'une formation peu commune. Il était le fils du grand helléniste Victor Bérard, l'homme de l'*Odyssée*, pour un temps sénateur, et par sa mère le petit-fils du célèbre éditeur Armand Colin. Dès son jeune âge, il fréquentait ainsi tout ce qui comptait à Paris dans la politique et dans les lettres. Il fut reçu à l'Ecole normale supérieure en 1924, la promotion de Raymond Aron, Paul Nizan, Jean-Paul Sartre. Il poursuivit ses études à Heidelberg, puis à Madrid à la Casa Velasquez. Puis, diplomate, la fréquentation d'André François-Poncet, épais de style et de beauté littéraire, exerça sur lui une influence qu'il reconnaissait volontiers.

Les diplomates écrivent beaucoup mais leurs dépêches restent

secrètes pendant des années. Dans les gros recueils de documents diplomatiques français, on trouvait bien des textes écrits par lui jour après jour. Toutefois, sa grande œuvre se situe dans les années qui suivirent sa retraite. Elle est si vaste qu'on ne saurait tenter de la résumer. Il s'agit de cinq volumes groupés sous le titre *Un ambassadeur se souvient. Au temps du danger allemand* sous couvert jusqu'à son passage à Alger pour rejoindre la France combattante. *Washington et Bonn* nous retrace l'œuvre immense qu'il accomplit pour le rapprochement avec l'Allemagne. *L'ONU ou la non-décrit* les années où il représente la France à New-York. *Un ambassadeur au Japon*, et *Cinq années au palais Farnèse* permettent de suivre les actions dans de grandes ambassades et de trouver les fines et fascinantes observations d'un esprit étonnamment curieux.

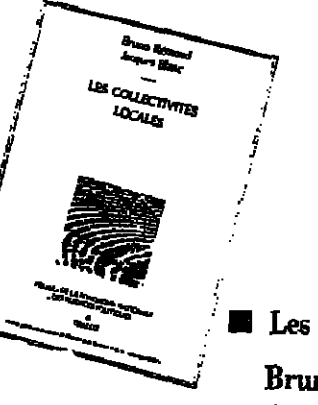
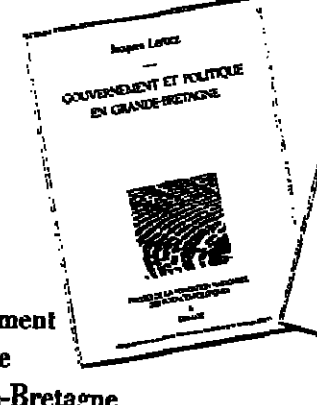
Il faut s'y plonger ; c'est une des grandes sources pour l'histoire de notre temps. Je ne retiendrai que deux points essentiels.

D'abord la vigueur avec laquelle Armand Bérard consigne le récit de ses travaux par des vues générales et précises sur l'ensemble de la diplomatie française et mondiale. Ensuite, la magnifique galerie de portraits pittoresques, mais visant juste, sur des Français et sur une immense pléiade d'étrangers.

Ainsi Armand Bérard qui vient de nous quitter a pleinement réussi sa vie : à côté de sa famille, il laisse à la fois des amis et une grande œuvre.

(1) Le *Monde* du 22 novembre.

Amphithéâtre



■ **Gouvernement et politique en Grande-Bretagne**
Jacques LERUEZ

■ **Les collectivités locales**
Bruno RÉMOND
Jacques BLANC

DALLOZ - PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beauvilliers (1944-1968), Jacques Fauvet (1968-1982), André Larroque (1982-1985)
Rédacteur en chef : Daniel Vernet
Cofondateur en chef : Claude Salas
Administrateur général : Bernard Wouts

7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 08
Tél. : (1) 42-47-87-27
Tél. MONDOPAR 650672 F : Télécopieur : (1) 45-23-08-81

Les bouleversements dans les pays de l'Est

Tchécoslovaquie : la grève s'est transformée en une immense fête

Le mouvement de grève, dont le mot d'ordre avait été lancé par l'opposition, a été massivement suivi, lundi 27 novembre, de 12 heures à 16 heures, par toutes les catégories de la population tchécoslovaque. Les divers cortèges, très décorés, qui ont parcouru Prague donnaient à la ville une allure de fête.

PRAGUE

de nos envoyés spéciaux

A midi, les sirènes se sont mises à hurler, les cloches à sonner, les voitures à klaxonner ; les tramways se sont arrêtés, tandis que les Pragoïses sortaient des bureaux, des magasins, le drapeau tchécoslovaque à la main ou, minimalistes, indispensables, quelque chose de tricolore à la boutonnière, pour se diriger tout naturellement vers la place Venceslas, déjà noire de monde, alors que la manifestation n'était prévue que pour 16 heures.

Dans le centre de Prague, les vitrines sont couvertes de tracts appelant à la grève générale et soutenant le Forum civique. Des banderoles rudimentaires blanches proclament « *Stavka* » (grève) sont accrochées au-dessus de l'entrée des banques, des grands magasins, des entreprises, des facultés et des instituts universitaires. Rue Vodickova, un cortège de lycéens se mêle aux grévistes, le visage des gens a une expression de sérénité. Un groupe scande : « *Bonheur !* ». Le Tchéco, toujours si prompt à avouer sa honte et son impuissance, relève la tête aujourd'hui, et tous ces drapeaux tchécoslovaques, plus nombreux à chaque manifestation, symbolisent la fierté d'un peuple retrouvé. « *Depuis 1988 nous étions comme des Quakers, mode de Notre-Dame*, dit un

technicien d'une cinquantaine d'années en mimant un infirme, la tête courbée. *Dès que nous retrouverons la tête, on était décapités. Aujourd'hui enfin nous pouvons nous tenir droits.* » Sur la route de Deblice, vers la banlieue, les automobilistes et les poids lourds saluent de coups d'avertisseurs prolongés les cortèges de grévistes, qui répondent en faisant bien haut le « V » de la victoire. Certains viennent de loin, comme ce groupe d'une usine Skoda de Pilsen. Devant leurs casernes, les pompiers ont sorti leurs engins et ont tout déclenché : phares, sirènes, gyrophares. La ville tout entière est sillonnée par des centaines de taxis, eux aussi en grève, petit drapeau accroché à l'antenne radio. Il n'y a pas un policier en vue, ce sont les étudiants qui règlent la circulation.

A l'usine de montage de matériel de télécommunications de Deblice, le comité de grève a invité un membre du Forum civique, Pavel Naumann, et deux représentants des étudiants à venir prendre la parole. Réunis à la cantine, où l'on a repoussé les tables recouvertes de toile cirée pour faire de la place, ouvriers, cadres et employés administratifs applaudissent énergiquement Pavel Naumann lorsqu'il arrive, dans une atmosphère de salle d'étude surchauffée. Le directeur et ses adjoints sont là : « *Il est tardé leur veste* », murmure un gréviste.

« Dubček dépassé » !

Naumann, un architecte qui vient de passer cinq semaines en prison pour ses activités dans une revue alternative éditée en samizdat, fit le programme du Forum civique élaboré en toute hâte ces derniers jours. Le représentant du Forum civique parle dans un

silence attentif avant de répondre aux questions soulevées. Un petit homme rond en jeans se scandalise d'avoir été pendant des années tenu dans l'ignorance de la véritable dégradation des indicateurs socio-économiques du pays. Un ouvrier demande la liquidation des cellules du parti dans l'entreprise — une revendication déjà ancienne en Hongrie et en Pologne ; un autre, l'interdiction pour les policiers d'être membres du PC et un autre encore que l'on mette fin aux manifestations quotidiennes à Prague pour n'en conserver qu'une, hebdomadaire, qui aurait une fonction de « contrôle » du gouvernement. Une dame ne comprend pas pourquoi on ramène Dubček, le leader du « printemps de Prague » : « *Il n'est plus bon, il est dépassé maintenant.* » Plusieurs employés s'intéressent à l'avenir du Forum civique. Va-t-il se transformer en parti politique ? « *Pas pour l'instant* », répond Naumann. C'est un rassemblement trop disparate qui doit être perçu comme l'instrument d'une première ouverture démocratique. Il est déjà 14 heures, l'heure de reprendre le travail. Le directeur adjoint se félicite de cette réunion « *calme et décompressée* ».

A midi, il ne restait plus dans les locaux de la CST, la télévision tchécoslovaque, que le personnel strictement nécessaire au fonctionnement de l'antenne. A la radio, journalistes et animateurs du service minimal prennent bien soin de faire savoir qu'ils sont là avec l'accord de leurs camarades et qu'ils soutiennent la grève générale de deux heures. Le cortège qui s'est formé au pied de l'immeuble de la CST est impressionnant. Plus de trois mille personnes, représentant toutes les catégories de personnel, journalistes, cameramen, ouvriers, administratifs. On s'imaginerait pas comment tout ce monde-là pourrait trouver sa place dans les

locaux de dimensions plutôt modestes de cette télévision d'Etat qui a été au centre des polémiques et des rapports de forces ces dernières semaines.

« Plus de censure »

Les pancartes, les banderoles exposées marquent très bien la volonté des gens de la télé de se soulever définitivement la tételle qui pèse sur eux : « *Plus de censure !* ». « *Nous voulons dire la vérité !* ». Le petit garçon au chapeau de gardemane en papier journal juché sur un cheval à bascule qui invite tous les soirs les petits enfants de Tchécoslovaquie à aller se coucher sagement, est représenté sur une pancarte, brandissant un drapeau tchécoslovaque à la place de son épée de bois.

Le défilé fera le tour du quartier populaire de Polodovice, situé sur un plateau ventoux de l'Ouest pragoïse. Au premier rang, on remarque les speakerines au visage encore maquillé, style sunlights, chacun les reconnaît, et les gens qui croisent le cortège leur font de grands signes d'amitié.

Au passage, la manifestation de la télévision croise celle des chauffeurs de taxi, qui font le tour de la ville dans leurs véhicules pavés aux couleurs nationales. Le concert d'avertisseurs redouble d'intensité lorsque les chauffeurs reconnaissent leurs vedettes préférées du petit écran.

Après ce tour de quartier, le cortège rejoint, pour un meeting commun, les ouvriers et employés de l'usine CKD de Polodovice. On a voulu par cette rencontre avec le personnel de l'usine, symboliser l'union entre les ouvriers, les artistes et les intellectuels. Ils sont déjà là quand les gens de télévision arrivent. On se salue par des « *Vive la télévision !* ».

auxquels répondent des « *Vive CKD !* ». « *Nous voulons la vérité !* », réclame un ouvrier. « *On va vous la donner !* », répondent en chœur les employés de la CST.

Cette exigence de la liberté de l'information est une de celles que le Forum civique place au premier rang de ses négociations avec le pouvoir. Lundi, il réclamait la démission du directeur de la télévision, qui avait fait venir la police dans les locaux pour empêcher les techniciens d'effectuer la retransmission des événements de la place Venceslas. Lundi, satisfaction leur était donnée. Il était remplacé par Miroslav Pavel, qui était, jusque-là, le porte-parole du comité central du PC.

Les animateurs du Forum civique sont en tout cas plutôt contents du nouveau tour pris par l'information télévisée. Des figures de l'opposition ont été interviewées sur l'antenne publique, comme le professeur Vaclav Klaus, invité à présenter aux téléspectateurs le programme économique de l'opposition, ou Jaroslav Sabata, un ancien secrétaire régional du parti, exclu après 1968, et qui est réapparu sur les écrans de la télévision régionale de Brno, la seconde ville du pays. La présentation du meeting commun CST-CKD est assurée par la plus célèbre des speakerines tchécoslovaques, Marta Skarlandova : « *Chers téléspectateurs, bonjour* », commence-t-elle avant d'énoncer le programme des émissions de la journée. En fait de programme, ce sera celui en sept points élaboré la veille par le Forum civique qu'elle lira, interrompue fréquemment par des auditeurs qui répètent inlassablement le mot d'ordre favori de cette journée : « *Svobodné volby !* » (élections libres).

SYLVIE KAUFFMANN
et LUC ROSENZWEIG

HONGRIE : ébauche d'un compromis sur l'élection présidentielle

L'incertitude la plus totale continuait de régner, mardi matin 28 novembre, sur l'issue du référendum organisé dimanche en Hongrie, qui constituait la première consultation électorale entièrement libre dans un pays d'Europe de l'Est depuis la guerre. Apparemment, les partis d'opposition, qui avaient conseillé de voter « oui » au référendum, pourraient l'emporter, mais avec une marge de voix infime : huit mille sur les quelque huit millions de votants ! Le Parti socialiste (PSH), successeur du Parti communiste, avait, en revanche, préconisé le « non », souhaitant que l'élection présidentielle se déroule avant les élections législatives, ce qui aurait sans doute permis l'élection, au suffrage universel, du populaire ministre d'Etat, M. Imre Pozsgai. Les partis d'opposition — sauf le plus important d'entre eux, Forum démocratique, qui avait préconisé le boycott — voulaient, en revanche, que le futur président de la République soit désigné après les élections législatives par le Parlement issu de celles-ci. Le porte-parole des quatre partis d'opposition a toutefois proposé un compromis au PSH : l'élection présidentielle pourrait avoir lieu au suffrage universel — ce qui donnerait satisfaction au PSH — mais après les législatives, selon les vœux de l'opposition. Bref, en redécouvrant la démocratie, les Hongrois semblent aussi faire connaissance avec les joies perverses de l'arrangement. — (AFP.)

□ Démission du président de la télévision. — Le président de la télévision hongroise, M. Gyula Bereczky, a annoncé personnellement sa démission à la suite du journal télévisé lundi soir 27 novembre. Il avait pris ses fonctions en 1987 et l'opposition hongroise le considérait comme un « homme de l'appareil » de l'ancien Parti socialiste ouvrier hongrois (PSOH), qui a travaillé notamment à son département de propagande. — (AFP.)

Le glas du parti « dirigeant »

Suite de la première page

Après avoir joué la carte du maintien au pouvoir du premier ministre, M. Adamcz, le Forum civique semble maintenant prêt à le lâcher : « *Il n'est politiquement suicidé dimanche lorsqu'il a demandé, sur l'esplanade de Letna, de limiter la grève à quelques minutes pour ne pas porter tort à l'économie* », explique un militant du Forum. M. Adamcz était d'ailleurs fait copieusement siffler par les cinq cent mille personnes présentes.

L'opposition semble avoir un candidat de rechange en cas d'échec de M. Adamcz : M. Valtr Komarek, directeur de l'Institut des prévisions économiques de l'Académie des sciences. Comme dans les milieux intellectuels et scientifiques, cet économiste réformateur aux allures de notable de la III^e République française a été le cible des durs du bureau politique au cours des derniers mois. Ses analyses lucides et ses prévisions pessimistes sur l'état de l'économie tchécoslovaque avaient fait de lui le message porteur de mauvaises nouvelles qu'il fallait faire taire. Selon Vaclav Klaus, les anciens membres du bureau politique, Miroslav Stepan et Miroslav Zavadil, avaient exigé la dissolution de l'Institut des prévisions en août dernier : celui-ci avait été sauvé par l'intervention de M. Adamcz.

Valtr Komarek, dont le nom est désormais scandé par les manifestants et collé sur les vitrines, a été chaleureusement applaudi lundi par deux cent mille personnes place Venceslas, lorsqu'il s'est

écrit : « *Il nous faut un gouvernement démocratique composé de gens compétents et de haut niveau moral !* ». C'est, en tout cas, le candidat des milieux artistiques et intellectuels, comme en témoignent les motions votées par le Théâtre Vinohrady de Prague ou l'université Comenius. Est-il lui-même candidat au poste de premier ministre ? « *Pour l'instant, mon rôle est plutôt celui d'un scientifique et*

d'un citoyen », a-t-il répondu prudemment lundi soir, lors de la conférence de presse quotidienne du Forum civique au Théâtre de la Letna. Magda, M. Komarek a bien vu ces derniers jours combien la faveur du peuple est versatile : celui qui est acclamé un jour peut, dès le lendemain, tomber en disgrâce.

Fin provisoire des grèves

Le Forum civique a, d'autre part, annoncé qu'il mettait fin pro-

visoirement aux grèves et aux manifestations. Seuls les étudiants, dont la popularité reste extraordinaire dans l'ensemble de la population, poursuivront leur mouvement. L'opposition souhaite amorcer une déescalade, tout en restant vigilante. « *On peut mettre fin aux grèves mais on peut les relancer à tout moment* », a déclaré Vaclav Klaus sous les applaudissements des manifestants.

Les comités de grève sont appelés à se transformer en comités du Forum civique. Ceux-ci devraient se réunir en assemblée générale nationale avant la tenue du congrès extraordinaire du Parti communiste, prévu pour le 26 janvier. Fondé le 19 novembre, le Forum civique avait envisagé de se dissoudre rapidement pour laisser

la place à des partis politiques classiques. Aujourd'hui, il lie son existence à l'organisation d'élections libres : « *Le Forum civique ne cessera pas ses activités tant que des élections libres n'aient pas eu lieu* », affirmait, lundi soir, l'un de ses responsables, M. Jiri Dienstbier.

Cette journée du 27 novembre aura, en tout cas, sonné le glas en Tchécoslovaquie de la notion du rôle dirigeant du parti, un rôle auquel, selon M. Jiri Dienstbier, les membres du PCT ne croient plus eux-mêmes.

SYLVIE KAUFFMANN
et LUC ROSENZWEIG

BULGARIE

Les syndicats officiels se déclarent indépendants

Les syndicats bulgares ne veulent plus connaître une « *courroie de transmission du Parti communiste* » et se sont déclarés indépendants du parti et de l'Etat au cours d'un plénum, samedi 25 novembre, à Sofia.

Dans une résolution publiée lundi, les syndicats officiels demandent la divulgation du montant de la dette du pays, du déficit budgétaire, des dépenses pour l'entretien de l'appareil d'Etat, des subventions de l'Etat, du déficit du commerce avec les autres pays de l'Est, du niveau de l'inflation et du niveau de vie des différentes couches de la population.

M. Kosta Stefanov, secrétaire des syndicats, a indiqué à la télévision que les syndicats jusqu'ici officiels étaient prêts à un dialogue avec le syndicat indépendant Fedkrepa, un des mouvements en tête des organisations indépendantes. Il a estimé que les revendications formulées par les deux organisations étaient équivalentes et a souligné que c'était la première fois que les syndicats avaient adopté une résolution sans demander l'avis du comité central du parti. — (AFP.)

L'invasion de 1968

« Une faute peut être pire qu'un crime » déclare un responsable soviétique

Parlant lundi 27 novembre à Rome, où il préside l'arrivée de M. Gorbatchev, au micro de RTL, le Monde, M. Andreï Gratchev, chef adjoint du département international du comité central du PC de l'URSS et conseiller du numéro un soviétique, a été interrogé d'embellie sur le point de savoir si l'intervention de 1968 en Tchécoslovaquie « *fut une erreur* ».

« *Ce matin à eu lieu (à Moscou), a-t-il répondu, une conférence de presse au cours de laquelle tous les parlementaires présents ont répondu qu'ils voteraient pour l'adoption d'une déclaration allant dans ce sens. Cette question n'est pas encore à l'ordre du jour, mais il est évident pour tout le monde que le Parlement ne pourra l'étudier* ». Après avoir précisé qu'il voterait une condamnation de l'intervention s'il était député, M. Gratchev a ajouté : « *Réécarter l'histoire est impossible, mais il faut savoir prendre des leçons du passé pour l'avenir. Une faute peut être pire qu'un crime. Un des principes de ce que nous appelons la nouvelle pensée est l'acceptation sans équivoque, sans limitation, de la liberté de choix des peuples* ».

Interrogé à propos d'Alexandre Dubček, le responsable soviétique

a observé qu'il « *reste, à ses propres yeux, un communiste* », et « *espère* » qu'il est resté un ami de l'URSS : « *J'espère qu'il y a des possibilités, à la fois pour lui et pour nous, de rétablir les rapports qui existaient* », a-t-il affirmé, avant d'ajouter qu'il ne voyait « *rien d'impossible* » à une rencontre entre M. Gorbatchev et l'homme du « printemps de Prague ».

M. Gratchev a encore affirmé que la « *seule pression* » que s'est permise le chef du PC soviétique sur ses alliés a été « *la pression par la force de l'exemple, avec la perestroïka* », mais que l'exemple a été « *fort convaincant* ». Ce mouvement de réforme en URSS, conjugué avec le processus d'Helsinki, ayant conduit à la nouvelle situation en Europe, il importe, a-t-il ajouté, que « *l'évolution ultérieure des problèmes actuels, y compris le problème allemand, ne contredise pas ces deux processus* ». « *Pendant une certaine période, les structures actuelles, notamment politiques, comme les deux blocs, et les structures économiques, comme le Comecon et la CEE, peuvent jouer, doivent jouer un rôle de transition* », a dit encore M. Gratchev.

RECHERCHE

N° 216 - DÉCEMBRE 1989

L'ERREUR HUMAINE ET LES CATASTROPHES
par Véronique de Keyser

L'ALUMINIUM POUR STOCKER L'ÉLECTRICITÉ
par Frédéric Lantelme, Otto Haas et Jean-Claude Mayor

LES ONDES CHIMIQUES
par Christian Vidal

LA CARTOGRAPHIE DU GÉNOME
par Bertrand Jordan

TERREUR ATOMIQUE, SCRUPULE SCIENTIFIQUE
par Jean-Jacques Salomon

dossier
LA RUÉE VERS LA LUNE ACTE II
par Philippe Masson et Roger-Maurice Bonnet
ETC.

29F

EUROPE

Les bouleversements dans les pays de l'Est et leurs conséquences

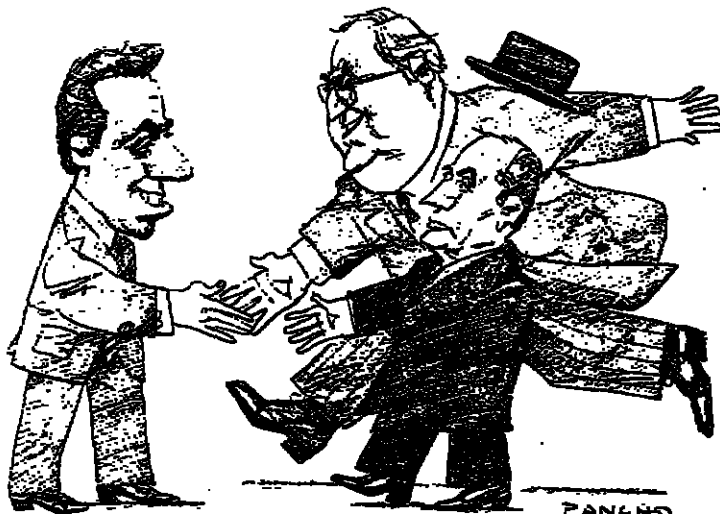
Le chancelier Kohl présente devant le Bundestag un plan en trois étapes en vue d'une éventuelle réunification allemande

Le chancelier Helmut Kohl a présenté, mardi 28 novembre, lors du débat budgétaire au Bundestag, un projet de coopération avec la RDA, qui aurait déjà reçu l'aval du comité directeur et du groupe parlementaire de la CDU. Par ailleurs, M. Kohl pourrait se rendre à Berlin-Est le 19 décembre — soit vingt-quatre heures avant M. Mitterrand — pour y rencontrer le numéro un est-allemand, M. Egon Krenz.

BONN

de notre correspondant

Le plan du chancelier s'articule, selon la presse, autour de trois points. Dans un premier temps, les Allemands de l'Est exercent leur droit à l'autodétermination par des élections libres, secrètes et égales pour tous. Deuxième temps : la RFA et la RDA créent une sorte de confédération germanique et mettent sur pied des commissions communes qui ont chacune un champ d'activités défini : économie, transports, protection de l'environnement et lutte contre la criminalité. Cette deuxième étape reprend l'idée avancée par le premier ministre est-allemand, M. Hans



Modrow, de créer une « communauté contractuelle » avec la RFA.

A ce stade, il est entendu que la RFA et la RDA continuent de pratiquer chacune une politique étrangère et de sécurité autonome. De même, la confédération n'a pas pour but d'empêcher la RFA de continuer de faire partie de l'alliance atlantique ni la RDA d'être toujours membre du pacte de Varsovie.

Troisième étape, dont les contours sont flous car elle est sup-

posée se dérouler à moyen, voire à long terme : les deux États allemands se fondent en une seule et nouvelle unité étatique dans « un nouvel ordre de paix en Europe ».

Pour la CDU du chancelier Kohl et sa filiale bavaroise (CSU), il ne fait aucun doute aujourd'hui — et c'est là l'idée qui a sous-tendu la conception de ce plan — que si les Allemands de l'Est peuvent exercer enfin leur droit à l'autodétermination en pleine liberté, ils se prononceraient très majoritairement pour la réunification.

De son côté, le président du Parti social-démocrate ouest-allemand, M. Hans Jochen Vogel, s'est prononcé pour une confédération entre la RFA et la RDA. Le dirigeant social-démocrate a souligné que les Allemands de l'Est « ne doivent pas être placés sous tutelle par la RDA ».

Par ailleurs, on indiquait dans les milieux bien informés que le chancelier Kohl voulait s'entretenir par téléphone avec le président américain George Bush avant la tenue du sommet américano-soviétique au large de Malte qui, de l'avis des observateurs, devrait être en partie consacré aux événements en RDA et à la perspective de réunification de l'Allemagne qu'ils ont fait naître.

Après avoir suscité un vif tollé dans la classe politique ouest-allemande en laissant entendre qu'il ne se rendrait pas cette année à Berlin-Est, le chancelier Helmut Kohl a changé d'avis lundi 27 novembre et a fait dire par le porte-parole de son gouvernement, M. Hans Klein, qu'il pourrait bien finalement rencontrer le numéro un est-allemand Egon Krenz le 19 décembre. Les partis du gouvernement et de l'opposition avaient vivement accusé le chancelier de s'être laissé prendre la vedette dans une affaire que l'on considère en RFA d'abord comme intrinsèquement allemande (le Monde du 29 novembre). — (Insérim)

Partisans et adversaires de la réunification s'affrontent à Leipzig

LEIPZIG

de notre envoyé spécial

Il y a les « réunificateurs », et comme les appelle maintenant le *Leipziger Volkszeitung*, l'organe du Parti communiste à Leipzig, les « réalistes politiques », la grande manifestation de lundi dans la célèbre ville de foire saxonne a tourné lundi soir 27 novembre à l'affrontement entre partisans et adversaires d'une réunification immédiate des deux Allemagnes.

Surpris la semaine dernière par l'irruption brutale de ce thème dans leur manifestation, les mouvements d'opposition avaient cette fois réagi. Neues Forum, chargé désormais de l'organisation de la manifestation, a annoncé que la liste des orateurs serait fixée d'avance et que la durée du mee-

ting n'excéderait pas une heure au total. « Ce n'est pas une question de censure, mais de coordination », a affirmé le porte-parole de Neues Forum sous les sifflets d'une grande partie de la foule, clairement venue là pour entendre, comme lundi dernier, le refrain : « Allemagne, patrie unie ! ».

Devant la tribune érigée sur la place Karl Marx, où cent cinquante mille personnes avaient pris place, les banderoles reflétaient l'état d'esprit ambiant. Au slogan en faveur de la réunification, répondaient d'autres slogans pour une maison européenne commune. Frustrés de la tribune, où seul un de leurs partisans a pu prendre la parole, les « réunificateurs » s'en sont donnés à cœur joie pour huer tous ceux qui tentaient de les rappeler à la raison. Le maire de

Hanovre, ville jumelée à Leipzig, avait été invité à intervenir lui aussi. Il a rappelé la responsabilité de la RFA et de la RDA dans le développement de l'Allemagne.

Le secrétaire général du Parti communiste est-allemand, M. Egon Krenz, qui était venu samedi à Leipzig pour se rendre compte des graves problèmes auxquels se trouve confrontée la ville, avait refusé une invitation à prendre la parole lundi lors de la manifestation. Le numéro un est-allemand, à trois semaines du congrès extraordinaire du Parti communiste de la mi-décembre, est loin d'être assuré de sa réélection. La presse officielle est-allemande a publié lundi une dépêche de l'agence ADN reprenant des passages d'une interview dans laquelle le maire de Dresde, M. Berghofer, un proche du premier ministre, M. Modrow,

n'excluait pas de se présenter contre M. Krenz. Il par ailleurs été confirmé lundi à Leipzig et à Berlin, que la table ronde entre les représentants du bloc national et les mouvements d'opposition commencerait le 7 décembre prochain, une semaine avant le début du congrès extraordinaire du SED.

HENRI DE BRESSON

(1) « Deutschland einzig Vaterland » — Allemagne, patrie unie — Le slogan brandi par les manifestants de Leipzig la semaine dernière et encore lundi 27 novembre est une phrase de l'hymne de la RDA. Ce hymne n'est plus officiellement chanté depuis des années, car il contient des allusions à l'unité allemande ; il date en effet d'une époque où le régime de Berlin-Est n'avait pas renoncé à toute idée d'une Allemagne unie et... socialiste.

L'Italie « ne peut pas se contenter d'être l'antichambre de la politique gorbatchévienne »

Avant de retrouver M. Bush au large de Malte, M. Gorbatchev est attendu, mercredi 29 novembre, à Rome, pour une première visite officielle, à laquelle s'ajoutera une rencontre historique avec le pape au Vatican.

ROME

de notre correspondant

Trois jours en Italie pour une première, deux heures au Vatican pour un événement historique. N'était cette brève et très importante étape, le séjour romain de Mikhaïl Gorbatchev, qui devait commencer dans la matinée du mercredi 29 novembre, eût sans doute pris l'apparence d'un complot de déroute avant l'épreuve. Quelques heures après la rencontre sans précédent prévue pour vendredi prochain avec le pape, le numéro un soviétique devrait en effet s'envoler vers Malte où l'attendra George Bush pour un sommet nautique visant à détendre le climat de haute pression qui sévit à l'Est.

Il reste que durant quelques jours les projecteurs du monde entier seront braqués sur le *bel paese* et que celui-ci n'est finalement pas mécontent de jouer son rôle. Une fois n'est pas coutume, le rôle planétaire que lui ont dévolu les hasards du calendrier et de la géographie. On espère à la Farnesina, le Quai d'Orsay italien, que l'illustre visiteur, attendu depuis maintenant trois ans, et qui, pour reprendre l'expression d'un de ses conseillers, « boucle ainsi en Italie la boucle européenne », avant d'affronter son alter ego américain, ne sera pas trop avare de confidences. « L'Italie, dit-on ici, ne peut pas se contenter d'être l'antichambre de la politique gorbatchévienne. » Et ce n'est pas un hasard si M. Giulio Andreotti, le chef du gouvernement, a expressément demandé à son hôte de bien vouloir prononcer jeudi, au Capitole de Rome, un discours sur le thème de la « maison européenne ».

Pour ce qui concerne l'étape chez le voisin du Vatican, pas de problèmes. Elevé dans le séculier catholique, M. Andreotti, le vétéran, celui que la presse locale surnomme parfois « le cardinal », parce qu'il calquerait trop souvent sa diplomatie sur celle de l'Eglise, a suffisamment d'amis chez les éminences pour savoir ce qui s'y passe. On sait que Jean-Paul II parlera, entre autres, au maître du Kremlin des cinq ou six millions

d'unités catholiques interdites de pratique religieuse en URSS depuis plus de quarante ans. M. Gorbatchev, dont la délégation comprend aussi un très haut dignitaire de l'Eglise orthodoxe officielle, lui répondra que la nouvelle loi sur les libertés de conscience et de religion dans son pays est en état de préparation avancée et que ce texte permettra en principe aux unités, comme aux autres, de pratiquer légalement et peut-être même de récupérer certaines de leurs églises offertes par Staline aux orthodoxes.

Grande première au Vatican

Il est probable qu'en échange de sa bonne volonté, le président soviétique — dont l'objectif, au Vatican comme à Malte, est d'abord de gagner du temps — suggérera au chef suprême des catholiques de bien vouloir user de son influence pour apaiser les revendications nationalistes dans les provinces de l'empire où le patronyme de l'évêque de Rome signifie encore quelque chose. Cela posé, et si possible clarifié, les deux Slaves les plus célèbres de la Terre traitent aussi de l'absence de relations officielles entre leurs deux États extrêmes — le plus petit et le plus grand de la planète — et de la possibilité de les lier très vite, si tout va bien, à un niveau diplomatique normal.

Enfin, on évoquera peut-être — le jour où l'héritier du trône de Pierre pourra visiter sur place ses brebis à longtemp persécutées par l'ex-empire athée. On n'imagine, ni d'un côté ni de l'autre, un voyage avant deux ou trois ans.

Les vingt et quelques accords économiques, scientifiques, techniques, politiques, culturels, préparés par l'Italie et Moscou ces derniers mois, n'attendent pas si longtemps, puisqu'ils devraient être signés pendant le séjour du numéro un. L'Italie est le cinquième partenaire économique occidental de l'URSS, avec un courant d'échanges évalué à 35 milliards de francs en 1988, et elle a bien l'intention de retrouver la troisième place qui était la sienne il y a deux ans. Il faudrait pour cela que Moscou achète beaucoup plus de produits italiens — le commerce entre les deux pays est en effet régulièrement déséquilibré au profit de l'URSS.

M. Gianni Agnelli, qui devrait rencontrer M. Gorbatchev à Milan vendredi dans une antichambre de la Scala — où le président soviétique planchera une heure avec six ou sept cents chefs d'entreprise avant de s'envoler pour Malte — espère signer le fameux contrat pour la construction en Tarnarie d'une usine de fabrication d'automobiles : trois cent mille véhicules par an à partir de 1994 ou 1995, soit cent mille plus tard en régime plein. Cet investissement, qui représenterait ainsi la suite historique de l'usine Fiat de Togliattigrad, d'où est sorti la quasi-totalité du parc automobile soviétique, nécessite un investissement global de 7 milliards de francs. Concluant d'un peu près l'équivalent du déficit commercial italien prévu pour cette année avec l'URSS.

Mais il y a encore d'autres projets : avec la Montedison, pour moderniser, cultiver et bâtir des infrastructures agricoles sur une surface de 500 000 hectares dans la région de Stavropol, celle où est né M. Gorbatchev ; avec l'ENI, le holding énergétique public qui gèrera l'approvisionnement en gaz soviétique jusqu'à 2008, en échange, entre autres, d'une concession pétrolière dans l'une des Républiques de l'Union ; avec Olivetti, l'ENEL, la Pirelli. Au total ce sont plus de 28 milliards de francs de contrats qui sont en instance. Comme dit M. Renato Ruggiero, le ministre du commerce extérieur, « la visite de M. Gorbatchev dans notre pays est une occasion historique ».

PATRICE CLAUDE

■ ESPAGNE : décès de M. Arias Navarro. — M. Carlos Arias Navarro, président du gouvernement espagnol au moment de la mort du général Franco (novembre 1975) et qui avait conservé ce poste jusqu'en 1976, est décédé lundi 27 novembre d'un arrêt cardiaque, à Madrid, à l'âge de quatre-vingt ans. Fidèle du régime de Franco, il avait toutefois préconisé une timide ouverture politique au cours des derniers mois de la vie du caudillo.

Il avait été remplacé à la tête du gouvernement par M. Adolfo Suárez, qui entreprit la transition démocratique en Espagne. — (AFP.)

Le Soviet suprême a adopté le projet de loi sur l'indépendance économique des Républiques baltes

Moscou (AFP). — Les députés du Soviet suprême ont adopté lundi 27 novembre à une large majorité un projet de loi sur l'indépendance économique des trois Républiques soviétiques de la Baltique, qui marque un premier pas vers une décentralisation du système économique de l'URSS.

Le texte prévoit en particulier le droit des trois Républiques baltes à disposer de leurs terres et de leurs ressources naturelles « dans les

intérêts » de la République et de l'Union. Les Républiques pourront de même réguler tous les secteurs de l'économie, ainsi que contrôler leur système financier et les activités des banques républicaines. Les revenus budgétaires dans une République devront d'autre part être répartis entre elle-même et le centre. La loi stipule aussi que les entreprises et organisations situées sur le territoire d'une République

et relevant du centre pourront être transférées à celle-ci après accord entre Moscou et le gouvernement de la République en question.

Du centre dépendront toujours les oléoducs, gazoducs et « autres biens d'importance nationale ».

De nombreux députés se sont inquiétés en particulier de l'éventuelle création de monnaies nationales dans les Républiques baltes. A ce propos, le vice-premier ministre, M. Abalkine, qui présentait le texte, a indiqué qu'il revenait à chaque République de la Baltique de décider si elle voulait introduire une monnaie qui lui soit propre pour ses échanges intérieurs. Le responsable soviétique s'est empressé d'ajouter que la création de monnaies nationales n'était qu'un « simple slogan sans fondements scientifiques » et que le rouble serait toujours utilisé pour les échanges inter-républicains.

Pour créer une monnaie républicaine, a souligné M. Abalkine, il faut en particulier que la République en question ait à sa disposition des réserves en or.

C'est un très grand pas en avant, non seulement pour la Baltique, mais pour toute l'Union soviétique, s'est félicité devant la presse l'issue du scrutin le premier secrétaire du PC lituanien, M. Algirdas Brazauskas, qui a toutefois souligné qu'un grand travail législatif restait à faire pour préciser les rapports entre le centre et les Républiques baltes. Cette loi sur l'indépendance économique des Républiques baltes introduit pour la première fois une réelle décentralisation économique en URSS. Elle constituera pour l'ensemble de l'Union un véritable champ d'expérience et son application déterminera en partie la façon dont s'établiront les relations entre Moscou et les Républiques, estiment les observateurs.

GRANDE-BRETAGNE : en cas d'élections

Les travaillistes devanceraient largement les conservateurs

Dans une longue interview accordée lundi 27 novembre à la BBC, M^{me} Margaret Thatcher s'est employée à démentir les rumeurs qui circulent dans la presse britannique sur l'ouverture de sa succession politique et sur les critiques relatives à sa façon de gouverner qui se font jour au sein du Parti conservateur. Elle a affirmé que la législature actuelle traitait à son terme et que les prochaines élections générales n'auraient pas lieu avant 1992.

LONDRES

de notre correspondant

Le maigre reconfort apporté par une visite à Washington a été suivi par un nouveau coup de semonce pour M^{me} Thatcher. Selon un sondage MORI, publié par le *Sunday Times*, les travaillistes remporteraient une victoire écrasante si des élections générales avaient lieu immédiatement. Après avoir répondu avec indignation à des journalistes américains sans pitié qu'elle n'était nullement un « canard boiteux », après l'avoir répété à un président aussi froid à son égard que son prédécesseur était chaleureux, elle est rentrée à Londres pour découvrir dimanche cet inquiétant sondage.

Selon celui-ci, 51 % des Britanniques voteraient aujourd'hui pour les travaillistes et seulement 37 % pour les conservateurs. C'est le plus haut niveau atteint par les travaillistes depuis l'arrivée de M^{me} Thatcher au pouvoir en 1979. Ils obtiendraient au Parlement une majorité d'une centaine de sièges, équivalente à celle dont bénéficie actuellement la « dame de fer ».

M^{me} Thatcher pourrait se consoler en pensant que cette envolée des travaillistes est surtout due à l'effondrement des partis du centre, les démocrates-libéraux ne représentant plus que 4 % et les sociaux-démocrates 3 %, tandis que les Verts se sont un peu tassés à 4 % et que les divers nationalistes ne recueillent que

1 %. Mais le pire pour elle est que la chute des conservateurs lui est largement imputable : 22 % seulement des Britanniques estiment désormais que M^{me} Thatcher est le meilleur leader qui convienne pour les conservateurs et 30 % lui préfèrent l'ancien ministre de la défense, M. Michael Heseltine.

La cote de M^{me} Thatcher est évidemment plus élevée dans son propre camp, mais elle a beaucoup diminué ces derniers temps. En septembre, un électeur conservateur sur dix souhaitait qu'elle démissionne avant les prochaines élections. Cette proportion est actuellement de un sur quatre.

Ce sondage a semé la panique parmi les responsables du Parti conservateur. Impossible d'attaquer le sévère de l'Institut MORI, qui a effectué de nombreuses enquêtes pour les Tories. Il n'est donc plus possible de traiter en postif M. Heseltine, qui est milliardaire et fait campagne avec ses propres deniers. Il proclame haut et fort sa loyauté envers le premier ministre. Mais, aux yeux de l'opinion, il est désormais le meilleur prétendant à la succession.

Il semble que les conservateurs payent non seulement pour l'image de leur leader, qui s'est brusquement effritée, mais aussi pour des décisions impopulaires telles que la réforme de l'impôt local, le démantèlement du service national de santé, et les privatisations (à venir) de l'électricité, des chemins de fer et du charbon.

DOMINIQUE D'HOMBRES

Eurostaf Dafsa

Europe Stratégie Analyse Financière

vient de faire paraître les études suivantes :

- Le capital risque en Europe
- Le leasing en Europe (3 volumes)
- Les industries du lait en Europe
- Les pâtes/papiers/cartons dans le monde
- Les cabinets d'expertise comptable et d'audit
- L'industrie de l'armement dans le monde
- Le travail temporaire en Europe
- La distribution du meuble en Europe
- Les S.S.I.I. européennes
- Le fret express en Europe
- Les biotechnologies agro-industrielles dans le monde
- Les biotechnologies de la santé dans le monde
- Les résidences pour personnes âgées

Pour recevoir les présentations détaillées de ces études, contacter : EUROSTAF (Europe Stratégie Analyse Financière), 23, boulevard des Italiens, 75002 Paris. Tél. : 49 24 90 50. Téléc. : 282 632.

Société Française du Radiotéléphone

Fin 1989, la SFR, opérateur national de radiotéléphonie publique, dessert les principales agglomérations françaises.

Dès la fin de 1990, son service LIGNE SFR sera accessible à 75 % de la population métropolitaine, et couvrira toutes les autoroutes.

Un réseau de 200 distributeurs agréés SFR offre à l'utilisateur une gamme de plus de 20 postes pouvant être utilisés quel que soit l'abonnement : National ou Province.

Ils assurent la mise en service de la ligne de l'abonné SFR dans les 48 heures.

Facture simple ou détaillée, renvoi d'appel, annuaire express sont autant de services proposés à tout usager de LIGNE SFR.

La SFR rassemble l'expérience de treize sociétés françaises et étrangères qui, chacune dans leur domaine, préparent l'Europe.

Avec LIGNE SFR, le radiotéléphone fait partie intégrante de la vie professionnelle comme de la vie privée. LIGNE SFR, c'est le nouvel outil de communication au service du temps. C'est le téléphone liberté.

**LIGNE
SFR**

LE TÉLÉPHONE LIBERTÉ

Informations 24 H/24 H : (1) 47 30 90 00 et Minitel 3615 SFR

هكذا من الاجل

صكذامناالاجل

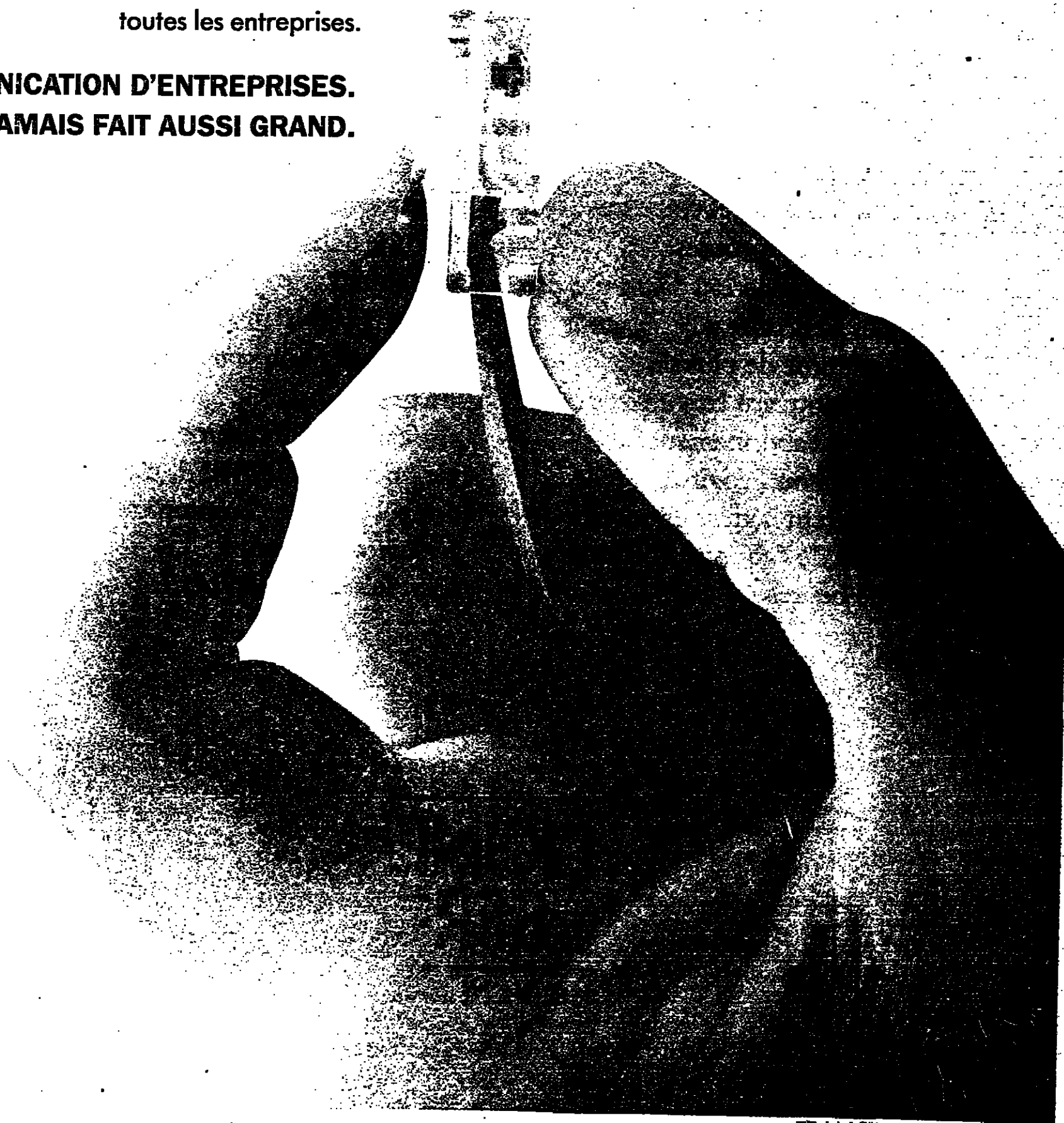
6 Le Monde • Mercredi 29 novembre 1989 •••

AUJOURD'HUI, NUMERIS EST A LYON

NUMERIS, C'EST COMMUNIQUER MIEUX ET PLUS SIMPLEMENT.

Après Rennes et Paris, le nouveau réseau numérique national de FRANCE TELECOM s'étend aujourd'hui à Lyon, Marseille, Lille. Fin 90, NUMERIS sera accessible sur l'ensemble du territoire. Pour les entreprises françaises, c'est un événement dont l'importance est inversement proportionnelle à la taille de la prise NUMERIS. En effet, NUMERIS permet, sur le même réseau, l'échange simultané de la voix, des données, des textes et des images. Avec NUMERIS on fait dialoguer les ordinateurs, on transfère des documents 10 fois plus vite, on consulte et transmet plans et photos... Se raccorder à NUMERIS c'est aussi bénéficier des nouveaux services du téléphone avec en plus la qualité du son numérique. En intégrant l'informatique et les télécommunications, NUMERIS augmente les performances de toutes les entreprises.

**COMMUNICATION D'ENTREPRISES.
ON N'A JAMAIS FAIT AUSSI GRAND.**



FRANCE
TELECOM
UN AVENIR D'AVANCE



AR
homme
LA
aux yeux des
savait, l'arde
recherchent
de l'éc
hommes. Plus
Commander, v
prestige, déjà
contre aujourd

ASIE

HONGKONG

Des rapatriements forcés de boat people pourraient commencer avant Noël

Le gouvernement britannique a l'intention de commencer avant Noël le rapatriement, au besoin par la force, de boat people détenus dans des camps ou des prisons de Hongkong. Ces mesures pourraient affecter une quarantaine de milliers de Vietnamiens qui, considérés comme ayant fui leur pays pour des raisons politiques, n'obtiendraient pas le statut de réfugiés. Le *Financial Times* a également rapporté qu'au terme d'un accord signé le 22 novembre, Londres verserait à Hanoï une compensation de 620 dollars (un peu moins de quatre mille francs) par personne rapatriée. Le Vietnam n'a pas encore commenté ces informations.

Les boat people sous la menace d'un rapatriement forcé sont ceux qui sont arrivés dans la colonie britannique à compter du 18 juin 1988, soit 44 000 personnes sur un peu plus de 56 000. Dix pour cent d'entre eux seulement seraient susceptibles, selon les premiers interrogatoires, d'obtenir le statut de réfugiés.

Débordés par l'afflux de boat people, les autorités de Hongkong ont tout fait pour décourager ces arrivées. Les conditions de détention sont très dures. Redoutant une nouvelle vague d'arrivées le printemps prochain, Londres voudrait que les retours s'amorcent le plus vite possible. Ils devraient se faire à bord d'un Boeing-737 affrété à cet effet. Jusqu'ici, pas plus de 500 Vietnamiens réfugiés à

Hongkong, où la présence des boat people est impopulaire, ont regagné volontairement leur pays.

Londres semble accepter le risque de rapatriements forcés, auxquels Washington est notamment opposé. De graves incidents ont déjà eu lieu le 31 octobre quand des éléments des brigades anti-émeutes de Hongkong ont pris de force, dans la prison de Chinawan, 48 détenus vietnamiens, y compris des femmes et des enfants, à qui le statut de réfugiés avait déjà été refusé, pour les transférer et les isoler dans une prison abandonnée, Phoenix House, apparemment choisie comme centre de transit avant le retour au Vietnam.

Selon l'*Observer* de Londres, leur retour au Vietnam devrait avoir lieu au lendemain d'une réunion, prévue à la mi-décembre à Genève, du Haut-Commissariat pour les réfugiés de l'ONU (HCR). Les préparatifs pour leur départ, ajoute l'hébergement britannique, sont très avancés. Selon le *Sunday Telegraph*, trois bataillons de Gurkhas, basés à Hongkong, seraient chargés d'assurer le maintien de l'ordre. Le *Financial Times* rapporte, de son côté, une agitation croissante parmi les boat people de Hongkong, plus de 2 000 d'entre eux ayant, le week-end dernier, commencé à refuser la nourriture livrée par les autorités.

J.-C. POMONTI

INDE : les élections législatives

Le Parti du Congrès reconnaît sa défaite

Les dirigeants du Parti du Congrès ont reconnu leur défaite, mardi 28 novembre, sans attendre le dépouillement complet du scrutin. Mais la confusion persiste car aucune majorité ne semble se dégager.

NEW-DELHI

de notre correspondant

« Aucun parti ou groupe de partis n'est en mesure de commander une majorité au Lok Sabha. Même si un gouvernement peut être constitué, il sera exposé en permanence au risque de déstabilisation. Pour mettre fin à la confusion et au chaos qui vont maintenant régner à New-Delhi, il sera nécessaire d'organiser un autre match (électoral) dans les mois, voire les semaines qui viennent. Tel est le prix que le pays doit payer pour le verdict paradoxal de l'élection. » Le ton de l'éditorial du respectable *Times of India*, certes quelque peu pessimiste, traduit le climat d'incertitude qui continue de prévaloir dans la capitale indienne. Le président de la République, M. Venkateswar, a dissous le Parlement, lundi 27 novembre, ce que demandait l'opposition depuis plusieurs jours. Cette mesure ne clarifie cependant pas la situation politique et institutionnelle qui ne cesse de se compliquer. Aucun parti ne semble, en effet, capable d'atteindre la majorité absolue à la Chambre basse du Parlement indien, fixée à deux cent soixante-trois sièges.

Alors qu'il manquait encore une centaine de résultats, mardi en fin de matinée, le Parti du Congrès de M. Gandhi et ses alliés obtenaient environ cent quatre-vingt sièges contre près de deux cents pour les principales composantes de l'opposition (le Front national, le BJP et les deux Partis communistes). D'intenses consultations ont lieu à Delhi entre les partenaires du

Front national et leurs alliés. Le BJP et les communistes, en dépit de leur mutuelle hostilité, ont cependant annoncé qu'ils soutiendraient un gouvernement du Front national, sans pour autant préciser s'ils y participeraient.

En outre, M. V. P. Singh, qui faisait l'objet d'un consensus pour le poste de premier ministre avant le scrutin, est aujourd'hui contesté. Le BJP, dont le poids politique est devenu déterminant, pourrait en effet favoriser un leader qui lui est proche, M. Devi Lal, chef-ministre de l'Haryana, même si l'opposition a réalisé un score modeste dans cet Etat. Le président du Front national, M. Rama Rao, a de son côté démissionné de ses fonctions de chef-ministre de l'Andhra Pradesh, à la suite de la défaite électorale subie par son parti, le Telugu Desam.

Démissions

Dans les rangs du Congrès, les démissions se multiplient depuis lundi. Les responsables politiques du parti au pouvoir estiment que la défaite est pratiquement consommée. Selon plusieurs sources, les chefs du parti de M. Gandhi auraient d'ores et déjà accepté le « verdict du peuple » et seraient prêts à laisser l'opposition former un gouvernement de coalition, tout en étant persuadés que l'expérience sera de courte durée en raison des luttes internes qui ne pourraient manquer de survenir. La déroute du Congrès dans le Nord, ses gains électoraux dans le Sud vont paradoxalement dans le sens d'un renforcement de la position de M. Gandhi à la tête du parti. Les nouveaux députés du Congrès dans les quatre Etats du Sud sont redevenus au premier ministre, alors que les « barons » du parti, dont la plupart sont originaires des Etats du Nord, sont corresponsables de la vague anti-Congrès.

LAURENT ZECCHINI

Le parti hindouiste BJP arbitre au Parlement

NEW-DELHI

de notre correspondant

M. Lal Kishan Advani, président du Bharatiya Janata Party (BJP), a dépassé l'un des deux objectifs qu'il s'était fixés : obtenir au moins soixante-cinq sièges à la Chambre basse du Parlement. Avec sans doute plus de quatre-vingts députés, la formation hindouiste et ultranationaliste aura une influence déterminante sur la politique du prochain gouvernement et devient le parti chahuteur du Lok Sabha. Son second objectif — provoquer la chute du gouvernement de M. Gandhi — est pratiquement atteint. M. Advani a cependant une raison d'être insatisfait : il s'efforce de convaincre qu'il défend la tolérance religieuse, ce qui ne trompe personne. Le président du BJP assure qu'il ne s'est jamais annoncé en faveur de l'hindou rashtra (Etat hindou), un objectif que poursuivent cependant bon nombre de ses partisans.

Créé en avril 1980, le BJP est l'héritier du parti extrémiste Janata Sangh, fondé en 1951. En 1977, le Janata Sangh était l'un des partenaires d'un gouvernement d'union, dont M. Advani était d'ailleurs ministre de l'information. Des liens étroits existent entre le BJP et les principales organisations hindouistes à caractère fondamentaliste. Le BJP est cependant moins marqué que le Shiv Sena, un parti très puissant à Bombay et dans l'Etat du Maharashtra, ou le Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS) de M. Deoras, une formation ouvertement fasciste. M. Advani, qui fut un membre important du RSS dès 1947, a beaucoup œuvré depuis deux ans pour améliorer l'image de son propre parti, ce

qui a parfois provoqué des critiques de la part d'une base militante plus activiste.

Au cours de la campagne électorale, le BJP a emmené M. V. P. Singh, chef de file de l'opposition, qui avait besoin des bataillons électoraux hindous sans que ce parainage inquiète les musulmans, dont il sollicitait également le soutien. A plusieurs reprises, M. Singh a refusé d'apparaître en compagnie des leaders du BJP. Ce dernier a été le grand vainqueur des alliances électorales passées entre les partis d'opposition pour présenter un candidat unique face à celui du Congrès. Dans beaucoup de circonscriptions, le Janata Dal a dû s'effacer devant le candidat hindouiste. Le BJP décroche ainsi son influence dans plusieurs Etats (Madhya Pradesh, Rajasthan, Gujarat, Maharashtra), ainsi qu'à Delhi où il emporte quatre des sept sièges.

Perte électorale

Cette perte électorale s'explique par un travail politique exemplaire au niveau local. Le BJP est sans doute le parti politique indien le mieux organisé et le plus discipliné.

Enfin, il a profité — en même temps qu'il en fut l'artisan — du renouveau de l'hindouisme en Inde. Ce phénomène a été accentué par les revendications violentes de certaines minorités, sikhs au Pendjab ou musulmans au Cachemire. Ce regain de religiosité accompagne une ouverture de la société traditionnelle vers une certaine occidentalisation. Le BJP, sur ce point, est partisan, sinon d'un repli sur soi, du moins d'une protection plus draconienne des intérêts indiens.

L. Z.

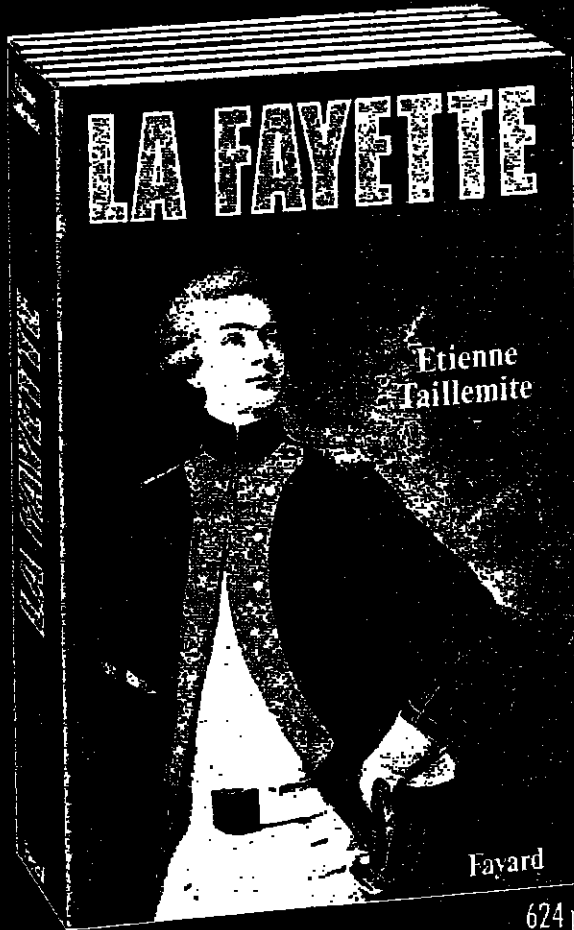
à CAMBODGE : arrestation de quatre « terroristes » à Phnom-Penh. — Quatre « terroristes » qui venaient de perpétrer des attentats à la grenade ont été arrêtés, a-t-on annoncé, mardi 28 novembre, de sources officielles à Phnom-Penh, en précisant que les attentats n'avaient pas fait de victimes. Selon ces sources, jointes par téléphone depuis Hanoï, « quatre terroristes, membres des mouvements de M. Son Sann et du prince Sihanouk, ont été arrêtés après qu'ils eurent lancé des grenades ». Le 25 novembre, sur la route qui mène de Phnom-Penh à l'aéroport de

Poncheontong. Ces attentats sont les premiers commis dans la capitale depuis plusieurs années. — (AFP.)

à Le prince Sihanouk accepte une administration intérimaire de l'ONU. — Au cours d'une conférence de presse donnée à Pékin lundi 27 novembre, le prince Sihanouk a déclaré accepter le projet australien de confier à l'ONU une administration intérimaire du Cambodge jusqu'à la tenue d'élections générales (le Monde du 25 novembre). Le plan australien revient à placer provisoirement le Cambodge sous mandat des Nations Unies. — (UPL.)

LA FAYETTE

Un homme, une légende



Aux yeux des hommes du XX^e siècle finissant, la générosité, l'ardeur, l'honnêteté morale de La Fayette rachètent au centuple sa vanité, sa naïveté, son défaut de lucidité politique et de jugement sur les hommes. Plus que jamais, il demeure une statue du Commandeur, une conscience de la Liberté, et son prestige, déjà grand au XIX^e siècle, n'a cessé de s'accroître aujourd'hui.

l'Histoire
chez
FAYARD

Une nécessaire synthèse des recherches actuelles, à la disposition du lecteur non averti, par François DUBET 50 F

Immigrations : qu'en savons-nous ? Un livre des documentation française

IMMIGRÉS ET ÉTRANGERS EN FRANCE Tendances 1988 / mi-1989 André LEBON

DE L'IMMIGRÉ AU CITOYEN

Données chiffrées et actualisées sur la situation des étrangers en France, par André LEBON 1989, 60 F

Politiques de l'immigration depuis 1945 : un état des lieux, par Jacqueline COSTA-LASCoux 50 F



EXCLUSION ?

contributions à un débat national

L'immigration à l'école de la République Rapport au ministre de l'éducation nationale

L'Homme est l'espérance de l'Homme Rapport sur le racisme et les discriminations des enseignants du primaire et du secondaire d'Etat après le Premier ministre chargé des Droits de l'Homme

Pour une politique active d'insertion : Une réflexion animée par Stéphane HESSEL 2 tomes : synthèse, 50 F ; analyses et annexes, 150 F

IMMIGRATIONS : LE DEVOIR D'INSERTION

LA DOCUMENTATION FRANCAISE
29, quai Voltaire 75007 PARIS - Tél. (1) 40.15.70.00
36.15 - 36.16 DOCTEL

سكزا من الوجل

حکذا من الاجل

AMÉRIQUES

COLOMBIE : cent sept morts dans une catastrophe aérienne

Les « extraditables » revendiquent l'explosion du Boeing d'Avianca

Bogotá. — Les « extraditables », un groupe de trafiquants de drogue colombiens, ont revendiqué, lundi 27 novembre, la responsabilité de l'explosion d'un Boeing-727 de la compagnie nationale Avianca à bord duquel cent sept personnes ont trouvé la mort, a affirmé la radio colombienne Caracol sans autre précision.

L'appareil, qui effectuait la liaison Bogotá-Cali, a explosé en plein vol lundi matin près de la capitale, et la compagnie aérienne a annoncé qu'il n'y avait aucun survivant parmi les cent un passagers et les six membres d'équipage. Un pilote militaire a déclaré avoir entendu deux explosions dans la zone de l'accident.

Les « extraditables », pour la plupart des trafiquants du cartel de Medellín, ont lancé en août une vague d'attentats à travers le pays pour forcer le gouvernement à suspendre une vaste offensive contre les « barons » de la drogue et empêcher leur extraditions (d'où leur nom) vers les États-Unis. En trois mois, deux cent trente et une

bombes ont explosé dans les villes colombiennes et ont tué vingt-neuf personnes. Selon un responsable de l'aviation civile colombienne, les premières informations disponibles rendent peu probable l'hypothèse d'une défaillance mécanique. L'avion, a-t-il dit, était bien entretenu, les conditions météorologiques étaient parfaites et le décollage s'est déroulé tout à fait normalement. D'après la police nationale, l'hypothèse d'un attentat demeure néanmoins prématurée tant que les enquêteurs de vol n'auront pas été récupérés. — (Reuters.)

« Les barons » de la drogue colombiens ont assuré les moyens techniques pour commettre un tel attentat. Mais, s'ils en sont les auteurs, cette opération aveugle de grande ampleur serait une première de leur part, après des actions très « ciblées » contre des juges, magistrats, policiers ou journalistes. Cet attentat pourrait aussi être un tragique épisode de la guerre des gangs, l'avion d'Avianca se rendant à Cali, siège du cartel concurrent de celui de Medellín.]

ÉTATS-UNIS

Le maire de Washington aurait été hospitalisé pour surdose de cocaïne en 1983

Le maire de Washington, M. Marion Barry, avait été hospitalisé pour surdose de cocaïne en 1983, a affirmé, lundi 27 novembre, la chaîne de télévision locale WUSA, en s'appuyant sur un rapport de police qui était la déclaration d'un spécialiste de la drogue à l'hôpital de l'université Howard à Washington, où M. Barry avait été emmené d'urgence le 23 septembre 1983.

« Son état était le résultat d'une surdose de cocaïne qui est intervenue alors qu'il se trouvait avec une com-

pagne qui a été également victime de surdose », a déclaré le médecin, selon le rapport cité par la télévision, qui indique également que M. Barry a été victime d'une deuxième surdose plus tard. Le maire, quant à lui, avait expliqué que ses différentes hospitalisations étaient dues à une hernie biliaire.

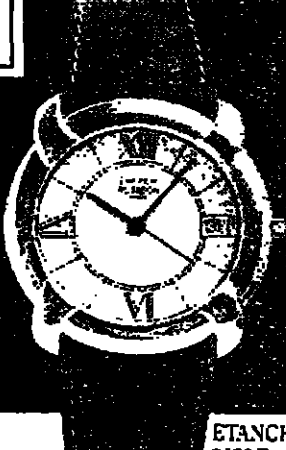
M. Barry fait l'objet depuis plusieurs années d'une enquête liée à la drogue. Deux personnes ont déjà témoigné lui en avoir fourni, mais il n'a pas été inculpé. — (AFP.)

□ Nouveau décompte des voix pour l'élection du gouverneur de Virginie. — Le candidat républicain Marshall Coleman, qui venait, lundi 27 novembre, d'être déclaré officiellement battu à l'élection du gouverneur de Virginie du 7 novembre dernier, a demandé un nouveau décompte des voix.

Son adversaire, le démocrate Douglas Wilder — premier gouverneur Noir de l'histoire américaine, — ne l'emporte en effet, selon le premier décompte, qu'avec une avance de 6 852 voix sur près de 1,8 million de suffrages exprimés, soit moins de 0,38 %. — (AFP.)

□ Visite de M^{me} Arice aux États-Unis. — M^{me} Edwige Arice, ministre délégué aux affaires étrangères, entreprend un voyage aux États-Unis du 28 au 30 novembre, afin de participer, à Miami, aux travaux de la conférence sur le bassin caribéen. Elle aura également une série d'entretiens avec les dirigeants américains à Washington, dont le vice-président Dan Quayle et le secrétaire d'État adjoint Lawrence Eagleburger, sur les dossiers de la drogue et de l'environnement. Enfin, elle devrait rencontrer M. Jose Basora Soares, secrétaire général de l'Organisation des États américains (OEA), pour évoquer la situation en Amérique centrale. — (AFP.)

EMERICH MEERSON
PARIS
Montres et Bijoux



200, Boulevard SAINT GERMAIN - 75007 PARIS
TEL: (1) 42 22 12 89
11, Rue TRONCHET - 75008 PARIS
TEL: (1) 42 65 80 13

HONDURAS : l'élection présidentielle

Victoire de M. Callejas à l'issue d'un scrutin exemplaire

M. Rafael Callejas, candidat du Parti national (conservateur), était considéré, lundi 27 novembre, comme le vainqueur de l'élection présidentielle qui avait eu lieu la veille au Honduras.

TEGUCIGALPA

de notre correspondant en Amérique centrale

Le Honduras a connu un scrutin exemplaire au moment précis où ses deux voisins, le Salvador et le Nicaragua, s'enfoncent de nouveau dans la guerre. Malgré leurs différences idéologiques, les quatre candidats à la présidence de la République ainsi que l'ensemble de la presse locale affirmaient en chœur, lundi, que le jour du scrutin avait été une « grande fête civique ».

Le contraste est en effet saisissant avec le Salvador, où, sans parler des furieux combats des deux dernières semaines, les élections du 19 mars se sont déroulées dans un climat non plus avec le Nicaragua, où des élections doivent avoir lieu le 25 février, si elles ne sont pas remises en question d'ici là.

« Désormais, les Hondurasiens croient fermement dans les avantages du système démocratique », affirme l'éditorialiste d'un quotidien de la capitale. La victoire de M. Rafael Callejas (Parti national) illustre le changement de mentalité de l'électorat et la fin d'une tradition politique dépassée, basée sur le pouvoir des caciques (les militaires qui ont dirigé le pays depuis 1981 conservant cependant une grande partie du pouvoir réel).

Le préféré de Washington

M. Callejas, quarante-six ans, est partisan de la « concertation » — il pourrait inviter le candidat de la démocratie chrétienne, M. Diaz Amigo, à participer à son gouvernement — et il l'a prouvé, dimanche soir, en évitant un triomphalisme excessif dans un bref discours à la suite de l'annonce de sa victoire probable. Le nouveau président, qui prendra ses fonctions le 27 janvier, est plus progressiste que son adversaire libéral.

M. Callejas a l'avantage, dans un pays aussi dépendant des États-Unis, d'être le candidat préféré de Washington. Contrairement à l'actuel président libéral, M. José Azcona, qui s'est refusé à réduire les dépenses gouvernementales, il est partisan des mesures d'austérité préconisées par le Fonds monétaire international, notamment l'abolition du processus de privatisation de certains secteurs contrôlés par l'État.

Outre l'économie — le Honduras est un des pays les plus pauvres d'Amérique latine — le futur président sera confronté très vite à un autre problème : la présence de 12 000 « contras » antisandinistes sur son territoire dans les camps situés près de la frontière avec le Nicaragua. M. Callejas souhaite leur départ, mais, comme son prédécesseur, il aura beaucoup de difficultés à faire respecter la souveraineté du Honduras si la guerre reprend dans le pays voisin.

BERTRAND DE LA GRANGE

□ PANAMA : arrestation de deux dirigeants de l'opposition panaméenne. M^{me} Guillermo Cochez et Francisco Artola, ont été arrêtés, lundi 27 novembre, à l'aéroport Omar-Torrijos de Panama, à leur retour des États-Unis. M^{me} Cochez et Artola, respectivement vice-président du Parti démocrate chrétien (PDC) et du Parti arnaliste (en cours de formation) ont été arrêtés sous les yeux de diplomates vénézuéliens et de délégués au Panama de l'Organisation des États américains (OEA). M. Evelio Fabroni, venu les accueillir à l'aéroport, a déclaré le président du PDC, M. Ricardo Arias. — (AFP.)

CHILI

Quand l'opposition proteste contre la dissolution d'un organe de répression

SANTIAGO-DU-CHILI

de notre correspondant

La Centrale nationale d'informations (CNI), le principal service de sécurité du pays, pourrait être dissoute dans le courant du mois de décembre, si la junte approuve un projet de loi dans ce sens qui lui a été soumis par le pouvoir. Très souvent associée — parfois même par certains magistrats — à de multiples violations des droits de l'homme, telles que l'emploi systématique de la torture ou l'assassinat, la CNI est, depuis sa création en 1977, le bras séculier du régime contre les opposants. Ces dernières années, elle s'est surtout consacrée à réprimer, avec autant de férocité que d'efficacité, les mouvements armés d'extrême gauche.

Exigence constante de l'opposition, sa dissolution a également été réclamée par le candidat présidentiel de la droite, M. Hernan Buchi. Mais loin de satisfaire les milieux politiques, le projet gouvernemental a été accueilli avec réserve par les partis conservateurs et avec

indignation par les opposants et les organismes de défense des droits de l'homme.

Les autorités prétendent affecter les agents de la Centrale au service de renseignements militaires, où ils bénéficieraient de la protection — sinon de l'impunité ? — que les forces armées entendent garantir à leurs membres après la transmission des pouvoirs à un gouvernement civil. « Que l'on touche à l'un de mes hommes, menaçait-il y a peu le général Pinochet, et c'est la fin de l'État de droit ».

Quant aux archives de la CNI, elles seraient ou détruites ou récupérées par l'armée, ce qui rendrait problématique toute enquête sur les agissements passés de la Centrale. « De l'escamotage », s'indigne un quotidien d'opposition.

Si la junte se range aux raisons de l'exécutif, s'effacera du même coup l'une des dernières pistes permettant de reconstituer le calvaire des « détenus disparus ». Car la CNI a hérité des archives de la DINA, le service secret créé au lendemain

du coup d'État de 1973, qui fit disparaître plusieurs centaines de militants des partis de gauche. La DINA étant devenue synonyme d'épouvante, le pouvoir dut réorganiser le service et en changer le nom.

Ce revirement n'avait alors guère convaincu les défenseurs des droits de l'homme. Les officiers supérieurs ayant servi dans la DINA ont ailleurs poursuivi une carrière ascendante. Plusieurs, d'entre eux, aujourd'hui généraux, ont été promus à des postes de responsabilité à la faveur du remaniement du haut-commandement de l'armée effectué par le général Pinochet en octobre dernier.

Ainsi, le général Carlos Prats, qui était à la tête du département des opérations extérieures de la DINA en 1976, a été désigné chef de place de la capitale. En 1976, Orlando Letelier, ancien ministre des affaires étrangères de Salvador Allende, fut assassiné à Washington où il était exilé. Ce crime est imputé par la justice américaine au service secret chilien.

GILLES BAUDIN

OCÉAN INDIEN

COMORES

L'assassinat du président Abdallah serait une vengeance personnelle

La situation était calme dans l'archipel des Comores mardi 28 novembre après l'assassinat dans la nuit de dimanche à lundi du président Ahmed Abdallah. L'assassin présumé, le commandant en chef de l'armée destitué en septembre, aurait agi par vengeance personnelle.

NAIROBI

de notre correspondant

L'ancien numéro un de l'armée régulière, le commandant Ahmed Mohamed, est l'assassin du président Ahmed Abdallah Abderramane, tué « par un tir à bout portant » lors de l'assaut de sa résidence dans la nuit de dimanche à lundi 27 novembre ? Certaines sources en avaient fait état sur le moment. Mais le doute subsiste. Le commandant Ahmed Mohamed — qui dirigeait l'armée comorienne depuis de nombreuses années — passait pourtant pour un proche du chef de l'État. Aurait-il profité de ses hautes fonctions pour se livrer, ainsi que plusieurs officiers, à des trafics illégaux au point de provoquer l'irritation du vieux président ? Est-ce le fait d'avoir été sommé de « démissionner » qui aurait provoqué ce geste de meurtrier présumé ? Si cette thèse se confirmait, la mort du président de la République fédérale islamique des Comores n'aurait été le résultat que d'une médiocre vengeance personnelle, un bain de sang sur fond de querelle intestine et de corruption.

La disparition de celui qui régnait — plus qu'il ne gouvernait — pendant plus de onze ans sur le minuscule archipel suscite dans tous les cas, aux Comores, un soulagement certain. Le

régime ne tenait, en réalité, qu'à deux fils : le soutien de la France et celui de l'Afrique du Sud. Depuis 1975, Paris n'a jamais chipoté son aide financière à l'ancienne colonie. L'économie des Comores, dépourvue des richesses naturelles suffisantes pour faire vivre ses quatre cent cinquante mille habitants, ne doit son salut, ou plutôt sa survie, qu'aux ralonges financières accordées par Paris. En outre, dans le cadre des accords de coopération militaire, entre vingt à vingt-cinq instructeurs français se chargeant, sur le terrain, de l'entraînement des gendarmes et des soldats comoriens. Le commandant Ahmed Mohamed n'était donc pas inconnu des militaires français.

D'après les opposants, ce sont d'ailleurs les forces de l'armée régulière qui sont « intervenues » lors du référendum monovalent du 5 novembre dernier. Ce sont elles — et non les hommes de la Garde présidentielle (GP) — qui ont « dispersé », de manière parfois musclée, des électeurs protestataires qui auraient « enlevé les urnes » avant l'heure de fermeture des bureaux de vote, provoquant, ça et là, la colère de la population.

L'attitude de Pretoria

Quant à l'Afrique du Sud, seconde « béquille » du régime comorien, elle a été très souvent accusée de financer, en sous-main, la fameuse Garde présidentielle chargée de la protection du chef de l'État. Forte de six cent cinquante hommes — « Noirs et Comoriens », pour reprendre l'expression du président Abdallah — mais dirigée par une trentaine d'instruc-

teurs « européens, dont le célèbre Bob Denard, interdit de séjour en France, cette garde n'a jamais eu très bonne presse, ni à l'intérieur, ni à l'extérieur des Comores. C'est elle qui avait permis à Ahmed Abdallah de reprendre le pouvoir en mai 1978.

La récente politique d'ouverture affichée par le gouvernement sud-africain semble avoir cependant suscité, en son sein, quelques divergences quant à la stratégie à adopter vis-à-vis de Moroni. Tandis que le ministère sud-africain de la défense continuerait à prôner le soutien sans faille, celui des affaires étrangères y montrerait un peu plus de réticence.

La ferme-pilote, créée par les mercenaires en 1983 et financée par Pretoria, s'est ainsi récemment « débarrassée » de trois anciens de la GP qui y travaillaient. Pour les remplacer, on a fait venir un Sud-Africain, sans tréillis mais muni d'un diplôme d'agronome. Quant au représentant « commercial » des intérêts sud-africains, Rodger Neuvill Harding, il a dû plier bagages en avril dernier et a été récemment remplacé par un jeune compatriote, Marco Boni, affable, souriant, mais beaucoup moins ouvert à la presse étrangère.

Pour parfaire cette image, on raconte que Bob Denard lui-même, sans s'être tout à fait rangé des affaires militaires, se serait recyclé dans un commerce plus paisible : la compagnie de sécurité, qu'il a créée, assure, de manière efficace mais débonnaire, la protection des deux hôtels de luxe... que l'Afrique du Sud a aidé à implanter dans la Grande-Comore.

CATHERINE SIMON

Vendredi 1^{er} décembre : 12 h à 19 h
Samedi 2 - Dimanche 3 : 10 h à 19 h

EXPOSITION INTERNATIONALE
VENTE - ÉCHANGE

MINÉRAUX

FOSSILES
PIERRES PRÉCIEUSES - BIJOUX

HOTEL PULLMAN St-JACQUES
17, bd St-Jacques, 75014 PARIS
Métro Saint-Jacques

"Faire son shopping à Londres, c'est formidable! Mais crois-tu qu'il sache conduire à gauche?"



125

AFRIQUE

ALGERIE : le congrès extraordinaire du FLN

Le chef de l'Etat et son parti en quête d'un consensus

Le FLN est réuni, depuis le mardi 28 novembre, en congrès extraordinaire à Alger.

ALGER

de notre correspondant

Le Front de libération nationale est encore au pouvoir, mais il n'est plus le seul parti sur la scène algérienne. Depuis l'adoption de la loi sur les associations à caractère politique au mois de juillet dernier par l'Assemblée populaire nationale (APN), quatorze partis ont été légalisés et une dizaine d'autres sont en passe de l'être. C'est dans ce contexte que se tient le congrès extraordinaire du FLN depuis le mardi 28 novembre. « Il s'agit malheureusement que les militants du Front, par obligation ou aveuglement, ratent encore une fois cette chance historique d'être à l'avant-garde du mouvement de transformation de la société. Le FLN ne peut pas rester à la traîne », écrit le rédacteur en chef du quotidien de soir *Horizons* dans son éditorial de lundi intitulé sans ambiguïté : « Evoluer ou mourir ».

Ce congrès extraordinaire - le troisième en trente-cinq ans d'existence (1) - qui définit l'attitude du FLN dans le concert pluraliste, a été longuement préparé par les instances dirigeantes. Il a été précédé de quatorze pré-congrès régionaux, d'une conférence des cadres de l'Etat, de deux conférences d'anciens responsables et de trois réunions du comité central qui ont surtout mis en évidence les divergences entre les partisans des réformes préconisées par le président

Chadli et les tenants d'une orthodoxie socialiste, défenseurs des avantages acquis.

Les anciens cadres dirigeants du FLN, réunis une première fois au mois de septembre pour un examen de conscience collectif, n'ont pas hésité, le 21 novembre, à réclamer de nouveau la démission de M. Chadli Benjedid de la présidence du FLN. Longtemps incertaine, leur participation au congrès a finalement été décidée en dépit de l'opposition très ferme du comité central, par la de son secrétaire général, M. Abdelhamid Mehri. Seront-ils élus, dans une prochaine étape, au sein même du comité central comme certains responsables le souhaitent, entendez-vous ? C'est possible. Et il n'est pas exclu que au terme du congrès extraordinaire, d'anciens ministres de Boumedienne, comme MM. Abdelaziz Boufelfel et Belkadi Abdessalam, ainsi que l'ancien responsable de l'appareil du FLN, M. Mohamed Salah Yahiaoui, effectuent un retour remarqué en réintégrant le comité central du parti dont ils avaient été exclus il y a une dizaine d'années.

Convergence d'intérêts

Les partisans du président Chadli se sont mobilisés pour faire barrage. Mais, dans plus de la moitié des départements algériens, les fédérations du FLN sont plutôt hostiles au cercle présidentiel et au nouveau gouvernement jugé trop technocratique par la base. Le retour sur le devant de la scène de ces

anciens responsables, opposants déclarés aux réformes, pourrait bien être le prix à payer pour parvenir au compromis entre la tête du parti et les différents courants. Car il semble bien aujourd'hui que la volonté ne soit plus au lambeau du FLN. Le consensus est redevenu nécessaire. Les fidèles du président ont recruté à tour de bras ces dernières semaines dans le vivier des cadres, allant jusqu'à poser l'avènement d'un parti fort comme alternative à l'expansion de l'intégrisme. Même quand le parti et l'Etat ne se confondent plus depuis l'adoption d'une nouvelle Constitution en février, le chef de l'Etat a grand besoin d'une base sociale et politique solide pour continuer d'avancer. D'un autre côté, le FLN ne peut actuellement envisager de rester au pouvoir sans le concours du président Chadli. La convergence d'intérêts est manifeste.

A défaut de compromis, le FLN éclaterait, engendrant deux pôles, dont l'un deviendrait le noyau d'un parti présidentiel, tandis que l'autre, soumis à la force centrifuge, irait rejoindre l'opposition.

FREDERIC FRITSCHER

(1) Le FLN s'est réuni à trois reprises en congrès extraordinaire : en 1980 pour adopter le plan quinquennal 1980-1984 ; en 1986, pour se prononcer sur une nouvelle charte nationale ; du 28 au 30 novembre 1989 pour décider de son avenir dans le nouveau contexte politique. Il s'est réuni six fois de manière ordinaire entre le congrès de la Soummam en 1956 et celui de 1988 qui a reconduit le président Chadli à sa tête pour un troisième mandat consécutif.

□ BOPHUTHATSWANA : le président Mangoshe en visite à Paris. - Le président Lucas Mangoshe du Bophuthatswana, une enclave d'Afrique australe sans aucune reconnaissance internationale, a annoncé lundi 27 novembre, à Paris, qu'il avait eu deux entretiens politiques, l'un avec le maire de la ville, M. Jacques Chirac, l'autre avec le conseiller du président de la République pour les affaires africaines, M. Jean-Christophe Mitterrand.

Le président Mangoshe a indiqué qu'il avait eu aussi des contacts avec les ministres d'affaires françaises. Il a souligné l'intérêt des deux pays d'un plus grand intérêt économique de la part de la France qui, en tant que partenaire du

Bophuthatswana, arrive loin derrière la RFA, le Royaume-Uni, l'Italie, les Etats-Unis, le Japon et Hongkong.

□ AFRIQUE DU SUD : M. Soares veut « encourager » le président De Klerk. - Le chef de l'Etat portugais, M. Mario Soares, a déclaré dimanche 26 novembre à Kinshasa, où il venait d'arriver pour une visite officielle de cinq jours, qu'il fallait « encourager » le président sud-africain Frederik De Klerk dans son entreprise de démantèlement de l'apartheid. Cette attitude, a-t-il ajouté, « est plus constructive qu'une politique verbale de condamnation formelles ou de marginalisation économique et politique ». - (AFP.)

PROCHE-ORIENT

LIBAN : face à la menace d'une nouvelle bataille

Les partisans du général Aoun se mobilisent

BEYROUTH

de notre envoyé spécial

Nouvelle grève générale dans le « pays chrétien », sit-in autour du palais présidentiel de Baabda, où siège le général Aoun : l'évocation, par le président libanais, M. Elias Hraoui, d'une éventuelle attaque éclair contre Baabda a mobilisé les partisans du général chrétien qui, pour sa part, a invité les jeunes à rejoindre les casernes, pour participer à la « bataille finale ».

En début de soirée, lundi 27 novembre, et à l'appel du bureau de coordination nationale qui regroupe les partisans du général Aoun, environ cinq mille personnes, des jeunes pour la plupart, ont afflué aux abords du palais présidentiel où ils ont décidé d'observer un sit-in permanent « pour protéger le général Aoun d'un raid de l'aviation syrienne ». Munis de sacs de couchage, de couvertures, ils se sont installés dans les collines environnantes, ou carrément le long de la route qui conduit aux ruines du palais, dont l'accès était

gardé par les soldats fidèles au général, heureux de constater cette mobilisation à leurs côtés. Ce sit-in s'accompagne, mardi, d'une grève dans le « pays chrétien » où l'inquiétude, très largement partagée à Beyrouth-Ouest (à majorité musulmane), s'est emparée de la population.

Appel au dialogue

Les apaisements, donnés tour à tour par la présidence de la République, le premier ministre, M. Selim Hoss, qui a souhaité « mettre un terme à la rébellion par des moyens pacifiques », et le ministre de l'information, M. Edmond Rizk, qui a affirmé que l'« affrontement n'est pas inévitable », n'ont rien fait. Les Beyrouthins, échaudés, ne songent plus aujourd'hui qu'à fuir ou à trouver des refuges sûrs.

Les dirigeants du camp chrétien ont, tous, appelé au dialogue et l'assemblée des patriarches catho-

ques a offert sa médiation pour tenter de trouver un terrain d'entente entre le nouveau président et le général Aoun.

Ce dernier a toutefois réitéré lundi, au cours d'une conférence de presse, qu'« il laissait la voie ouverte à la négociation » mais uniquement avec « l'occupant syrien ». M. Hraoui, a-t-il précisé, n'étant « qu'un masque abritant la Syrie ». Le général Aoun a en outre appelé « les ministres à quitter leurs postes pour rejoindre le peuple, car la fin d'un agent n'a été heureuse ».

Toujours à Chitaura, dans la plaine de la Bekaa sous contrôle syrien, le président de la République, qui devrait rester dans la région en attendant de pouvoir gouverner de Baabda, a, de son côté, poursuivi ses consultations pour la nomination d'un nouveau commandant en chef de l'armée et la préparation des premières mesures que le gouvernement s'apprête à prendre pour tenter d'isoler politiquement le général Aoun.

FRANÇOISE CHIPAUX

Le dialogue entre l'OLP et les Etats-Unis est « totalement inutile »

estime M. Arafat

M. Yasser Arafat estime que les Etats-Unis ont imposé « tellement de conditions au dialogue avec l'OLP » qu'ils l'ont rendu « totalement inutile ». Dans un entretien à paraître, vendredi 1^{er} décembre, dans le mensuel *la Nouvelle Afrique*, le chef de l'OLP déclare, en outre, que le soulèvement palestinien dans les territoires occupés pourrait « se radicaliser » si les Etats-Unis et l'Etat hébreu persistaient « dans leur attitude figée ».

Toutefois, il n'évoque pas explicitement le passage à la lutte armée. Par ailleurs, les Etats-Unis ont laissé entendre, lundi 27 novembre, qu'ils pourraient suspendre leur participation financière au budget de l'OLP si l'Assemblée générale de cette organisation décidait d'élever l'OLP du rang d'observateur à celui d'Etat palestinien observateur, comme l'OLP envisage de le demander. « Les Etats-Unis s'opposent à toute modification par l'ONU du statut de l'Etat autoproclamé de Palestine », a déclaré le porte-parole du département d'Etat, M^{me} Margaret Tutwiler.

M^{me} Tutwiler a également qualifié d'« inacceptable » une résolution actuellement discutée à Rome pour l'ONU à la demande des pays arabes, visant à faire parvenir une assistance alimentaire aux Palestiniens des territoires occupés via l'OLP. « L'OLP ne devrait pas être un canal d'aide internationale aux Palestiniens », a ajouté M^{me} Tutwiler. - (Reuters, AFP.)

□ M. Ibrahim Souss estime que la politique de la France est « sage et équilibrée ». - Le délégué général de Palestine en France, M. Ibrahim Souss, a déclaré dimanche 26 novembre que la politique de Paris au Proche-Orient était « sage et équilibrée ». Interrogé dans le cadre de l'émission « 7 sur 7 » sur TF 1, M. Souss a estimé que la France avait « un grand rôle à jouer au Moyen-Orient pour promouvoir la paix. En restant l'ami d'Israël et en ayant des relations très étroites avec les Palestiniens ». Selon lui, le premier ministre israélien M. Shamir veut « maintenir le statu quo » dans les territoires occupés, et « l'annexion sera, à long terme, la politique d'Israël ».

LIBYE

About Nidal serait en surveillance surveillée selon le « New York Times »

Le terroriste palestinien Abou Nidal a été placé en résidence surveillée par les autorités libyennes dans les environs de Tripoli, assure, mardi 28 novembre, le *New York Times*. Dans un article daté de Tunis, le journal américain indique que le gouvernement libyen a pris cette mesure en raison de pressions de la part des pays arabes et de Palestiniens pour mettre fin aux activités terroristes du chef du

Fatah-Conseil révolutionnaire (Fatah-CR).

« Son heure a sonné », a déclaré un diplomate arabe de haut rang et ancien responsable d'un service de renseignement, cité par le journal. « Il est devenu inutilisable par tous ceux qui l'ont utilisé », a-t-il ajouté.

Le *New York Times* écrit par ailleurs que le président égyptien Hosni Mubarak avait demandé en octobre dernier au colonel Kadafi d'extrader Abou Nidal vers l'Egypte ou de mettre fin à ses opérations terroristes lancées à partir de la Libye, s'il tenait à renouer des relations avec le Caire. - (AFP.)

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

COMMENT ENSEIGNER L'HISTOIRE

Avec notamment des articles de : Jean-Michel GAILLARD, Yannick SHIMRON, Louis MERRIAZ, Pascal ORY, Jean PEYROT, Madeleine REBERIOUX.

Envoyer 40 F (timbres à 2 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

IBRAHIM SOUSS

LES ROSES DE L'OMBRE

ROMAN

«Sept sur Sept» sur TF1 avec Anne Sinclair

276 p. 89 F

«L'exil est une torture de l'âme mais la violence n'est pas une solution»

René Backmann
Le Nouvel Observateur

«Une histoire d'amour sur fond d'exil et de combats de l'ombre»

L'Express

Stock

125F* L'Angleterre

2 jours à pied ou en voiture.

* Prix A.R. par pers., base 1 piéton ou 1 pers. en voiture.

SEALINK

BROCHURE HIVER CHEZ VOTRE AGENT DE VOYAGES

سكرا من الاصل

حکومتی اصلاحی

POLITIQUE

Après la progression du Front national au premier tour des élections législatives partielles

Le Front national pavise, les autres partis politiques sont en effervescence après les scores spectaculaires réalisés par les candidats de l'extrême droite, grâce aux taux d'abstention élevés, au premier tour des élections législatives partielles de Dreux et de Marseille.

Se livrant à une extrapolation hardie, M. Jean-Marie Le Pen a estimé, mardi matin 28 novembre sur Europe 1, que son parti représentait aujourd'hui « quatre à cinq millions de voix, soit 18 % à 20 % en France ».

« Nous dérivons certainement vers le chaos, a-

il ajouté. Je suis pour l'ordre, mais être pour l'ordre, c'est déjà, paraît-il, s'engager sur la voie de l'extrémisme. »

Le bureau politique du FN réuni lundi, a affirmé : « Les Français commencent à ouvrir les yeux sur la réalité de l'immigration et les menaces qu'elle fait peser sur notre pays. Nos concitoyens en tirent la conclusion logique : ils se retrouvent derrière le Front national, seul parti de la France, face à une classe politique de plus en plus cosmopolite. »

Le premier ministre, M. Michel Rocard, a jugé « inquiétante » la progression du Front national. Il a souhaité qu'à Dreux comme à Marseille le corps électoral « élise des républicains ».

Au même moment, le ministre chargé des relations avec le Parlement, M. Jean Poporen, souhaitait que le prochain congrès du Parti socialiste permette de régler la question de l'intégration des immigrés dans la société française en privilégiant « ce qui rapproche, plutôt que les différences » entre les hommes.

Percutant dans cette situation « un signal d'alarme », le président du RPR, M. Jacques Chirac, a reproché aux socialistes de se montrer « incapables d'éteindre l'incendie » qu'ils ont, selon lui, « contribué à allumer ».

Justifiant, pour sa part, la prise de position du Parti communiste, M. Georges Marchais, qui séjourne actuellement en Martinique, a expliqué : « Nous appelons à voter pour un candidat de la droite à Dreux et à Marseille pour faire barrage à Le Pen, c'est-à-dire au racisme et au fascisme. »

A Marseille, Le FN considère comme une « aubaine » le soutien du PS au candidat UDF

MARSEILLE
de notre correspondant régional

Événement sans précédent, à Marseille : la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône a décidé, le lundi 27 novembre, d'appeler à voter pour M. Jean-François Mattéi, candidat de l'opposition UDF-RPR, qui affrontera la candidate du FN, Mme Marie-Claude Roussel, au deuxième tour de l'élection législative partielle dans la deuxième circonscription des Bouches-du-Rhône. Cette position du PS a été prise « face au risque majeur qui pourrait voir Marseille envoyer à l'Assemblée nationale un député porteur d'une idéologie xénophobe et fasciste ».

Au soir du premier tour, pourtant, le premier secrétaire fédéral, M. Yves Vidal, s'était contenté d'annoncer un appel à « faire barrage au Front national » sous réserve que la droite se démarque de l'extrême droite (le Monde du 28 novembre). Inlassablement, en effet, le PS comme le PC ne cessent de dénoncer l'alliance conclue, depuis 1986, entre la coalition UDF-RPR et le FN, qui lui fournit l'appui de voix nécessaire à sa majorité, pour gérer ensemble la région. Un débat est instauré au secrétariat fédéral du PS sur la proposition faite par M. Vidal, qui a été jugée insuffisamment explicite.

L'ensemble des membres présents se sont rapidement mis d'accord sur la nécessité de lancer un appel clair à voter pour M. Mattéi, mais certains souhaitaient néanmoins rappeler, en même temps, la droite à ses responsabilités. Condition qui a finalement été abandonnée.

La décision du PS n'a pas inquiété le Front national.

Au contraire, M. Maurice Gros, le nouveau président de la fédération du FN des Bouches-du-Rhône, exultait, lundi soir, en apprenant : « C'est la meilleure chose qui pouvait nous arriver, estimait-il. Une véritable aubaine. Depuis des années, nous dénonçons la bande

des quatre. Les braves gens pensaient que nous avions tendance à exagérer. Ils ont, maintenant, la démonstration de ce que nous disions. Cela peut nous donner la victoire... » En toute hâte, les responsables du FN, réunis tard dans la soirée au siège du parti, ont décidé de réorienter la campagne de M. Roussel en mettant en exergue la « collusion » entre la droite et la gauche sur le thème « Mattéi-PS, même combat ». De nouvelles affiches, qui ne donnent pas dans la nuance, devaient faire leur apparition sur les murs de Marseille, disant en substance : « Vous abstenez, voter Mattéi, c'est favoriser la construction de mosquées et travailler à l'islamisation de la France ».

M. Jean-Marie Le Pen effectuera, pour la seconde fois en huit jours, un déplacement à Marseille, où il donnera une conférence de presse de « portée nationale », le jeudi 30 novembre. Mais c'est à Salon-de-Provence, où l'extrême droite nourrit de grands espoirs de remporter l'élection cantonale partielle, que le président du FN a choisi de tenir un meeting, le même jour.

Donné largement favori avant le premier tour, M. Jean-François Mattéi reste bien placé pour l'emporter. Mais ce sont, surtout, les abstentionnistes du premier tour qui infléchiront le scrutin.

La médiatisation de la bataille électorale devrait, en effet, favoriser la participation qui n'atteignait même pas un tiers des inscrits au premier tour. Or la réserve de voix de M. Mattéi apparaît nettement plus importante que celle de M. Roussel, qui a bénéficié du vote des électeurs les plus motivés sur la question de l'immigration et, plus particulièrement, du projet de construction d'une mosquée à Marseille.

Par rapport à l'élection législative de 1988, le FN a obtenu environ 1 500 voix de moins, alors qu'il manque 9 500 voix à la droite. Aussi bien M. Mattéi, qui ne se

sent « ni menacé, ni coupable », affirme-t-il qu'il ne modifiera rien à sa campagne.

En s'interdisant toute surenchère par rapport au FN, M. Mattéi n'en a pas moins dû accentuer ses critiques contre le projet de mosquée à Marseille, qu'il juge « insensé et provocateur », et son opposition « sans concession » au port du voile islamique à l'école (en tant qu'ancien élève des Maristes et défenseur de l'école « libre », il se dit « tout à fait à l'aise pour défendre la laïcité »).

Interpellé par le président du groupe du Front national, au conseil municipal, M. Gabriel Domenech, le sénateur (majorité présidentielle) et maire de Marseille, M. Robert Vigouroux, s'est longuement expliqué, lundi, en séance publique, sur le projet de « mosquée-cathédrale ». Après s'être défini comme « un de ces humanistes français influencés par tout un passé de chrétienté », il a énuméré les dizaines de lieux de culte (dont vingt-cinq pour le culte musulman), pour toutes les confessions, créés, « sans remous », depuis le début de la gestion de la ville par M. Gaston Defferre, en 1953.

Il a donné ensuite des précisions sur le projet et les conditions de sa réalisation, insistant notamment sur le caractère de la mosquée, « un lieu de prière et rien d'autre. J'ai parlé d'une grande mosquée, et-t-il également déclaré, non pas dans le sens de sa superficie, mais pour indiquer qu'elle ne serait l'apanage de personne ». Sur ce point, M. Vigouroux paraît, en l'occurrence, avoir modifié sa position. Dans une interview accordée le 30 octobre à *Profession politique*, le maire de Marseille indiquait qu'il avait donné son accord pour la construction d'« une grande mosquée, de la dimension d'une cathédrale ou de la mosquée de Paris, qui soit un symbole pour la population musulmane de Marseille ».

GUY PORTE

A l'extrême droite

« Marie-France, on t'aime ! »

Les militants parisiens du Front national étaient à la fête, lundi 27 novembre, et, comme cela ne leur était pas arrivé depuis longtemps, ils en ont profité pour réclamer le transfert de FR 3 à Moscou : « FR 3 Bolcheviques ! » La manifestation avait dans la capitale pour objet de protester contre le jugement, obtenu par la chaîne publique, obligeant le Front national à renoncer à ses affiches : « Immigration : ouvrez les yeux ! » (cette dernière expression prêtant à confusion sur l'image de la chaîne). Les 42 % de Marie-France Stirbois à Dreux avaient enfiévré les troupes, et on entendait même quelques égarés « FR 3 colabos ! ».

La candidate du « parti des petites gens » avait eu un problème de radiateur avec le R-21 qui lui permet d'assurer la liaison entre sa maison de Neuilly et sa résidence de Dreux. Elle est arrivée dans une voiture de location, sans direction assistée, ce qui est paraît-il « horrible » quand on n'est pas habitué. M. Stirbois, lepdériste de bon genre, qui porte du bleu marine et ne vocifère jamais, raconte d'horribles histoires d'Algériens frappeurs de dentistes, de Zairiens trafiquants de drogue, de viols, de bandes et de voyous, d'une bonne voix rassurante, à d'entendre perdu un bouton dans la mêlée. « Marie-France, on t'aime ! »

Marie-France n'avait plus de voix. « Mais heureusement, a-t-

elle soufflé, « j'ai eu les voix de mes électeurs. » Elle a rassuré ceux qui s'inquiétaient de la voir si seule dimanche prochain face au « syndicat des politiciens de la Cinquième République », comme a dit Jean-Marie Le Pen, qui était là aussi : « Ce n'est pas grave. J'aurai les voix des braves gens. C'est ça qui est important. » A dire vrai, ce front anti-Marie-France a même quelque chose de « merveilleux » : « Les choses vont se clarifier. Les camps vont être les vrais camps. » Jean-Marie Le Pen a conclu par une bise à celle qu'il n'a appelée que « Madame Jean-Pierre Stirbois » ou encore « la veuve de Jean-Pierre Stirbois ».

Pendant que l'assistante parlementaire de M. Jean-Yves Le Gallou recousait le bouton sacrifié aux militants, la « future députée » a donné quelques interviews. Marie-France est née le 11 novembre 1944, et sa mère, qui avait fait deux mois et demi de prison à Bourges alors qu'elle était enceinte, a choisi son prénom par référence à cette date historique. Elle tient à ce qu'on sache qu'elle est issue d'une famille de résistants, de gaullistes, déchirés par l'abandon de l'Algérie. Le calembour : « Dura four-crématrice » n'est tout de même qu'un « mauvais canular » qui ne choque pas son esprit occuménique. Sa bonne éducation ne l'aurait pas non plus entraînée à parler de « gestapo socialiste », comme vient de le faire M. Le Pen à propos de « l'encadrement de la presse », mais elle ne dira pas de mal du président, qui reviendra la soutenir à Dreux cette semaine. Marie-France, c'est l'extrême droite sans l'apparence de l'excès.

Marie-France se défend énergiquement d'avoir exploité l'affaire du fondard pendant sa campagne. Non, elle a exploité bien d'autres choses mais pas cela, et elle en dresse la liste, de son sourire intarissable : « Les Turcs, les bandes de voyous qui agressent les femmes, les faux réfugiés politiques, le trafic de drogue, à Chartres certes, mais ce n'est pas loin. » Elle est coquette, le fondard, bien sûr, et elle développe ses arguments sans haine, les yeux bien clairs : « Pourquoi pas blâmer l'autorité la prière dans la cour de l'école et le droit pour les Affirmés de pratiquer ces horribles mutilations ? »

Avant une dernière séance de photos à Neuilly, M. Stirbois « fait » son premier « Vingt heures » sur la Cinq. Ce n'est pas drôle d'habiter Dreux, explique-t-elle, et « ce ne sont pas les bourgeois » qui habitent dans les quartiers d'immigrés. Elle reprend d'autorité la parole malgré les mimiques de Guillaume Durand, qui l'a assez entendue. Si péroratoire ! « Est-ce que j'ai l'air de quelqu'un de violent ? »

CORINE LESNES

L'intégration contre l'intégrisme

Suite de la première page

Même si elle est mince, la satisfaction que doivent éprouver MM. Noh et Jospin n'est pas contestable. Ils ont eu, de l'après-1988, une vision plus claire que celle de leurs amis.

Pourtant, le « front commun » ne doit pas faire illusion. Le débat politique n'est jamais dénué d'arrière-pensées. C'est la loi du genre dans toutes les démocraties puisque les électeurs, au bout du compte, restent seuls juges. Ainsi M. Chirac ne manifeste-t-il pas une audace insensée lorsqu'il demande aux « républicains », de gauche, de voter pour la droite ; ou le jugera autrement que sur sa bonne mine lorsqu'il aura recommandé à des électeurs de droite de voter pour un socialiste.

Ainsi le Parti socialiste met-il un bémol à son appel lorsqu'il pose comme condition à son soutien que les candidats de la droite classique se désolidarisent clairement des thèses du Front national ; mais ce bémol est de pure forme puisque, affrontés à la seule extrême droite au second tour, ces candidats sont bien obligés de s'en démarquer.

Les arrière-pensées du Parti communiste

Quant au Parti communiste, dont l'appel est, dans la forme, sans réserve et sans ambiguïté, il n'est peut-être pas aussi clair qu'il paraît. Comment mieux préparer ses troupes au vote éventuel d'une motion de censure, avec la droite parlementaire, contre le gouvernement

Rocard, qu'en habituant ses électeurs à voter avec la droite en cas d'urgence ? La tonalité très anti-socialiste de l'éditorial de *l'Humanité*, qui parle de « fruits amers de la politique de M. Rocard », laisse penser que cette arrière-pensée-là est sans doute présente.

Au-delà de ces petits calculs, il est urgent que les responsables politiques dits « républicains » prennent conscience de la gravité des difficultés qui sont devant eux. Dans un contexte marqué par le recul des clivages idéologiques d'hier, les questions éthiques et ethniques sont de nature à déterminer les clivages de demain. Les réponses morales à ces questions vont donc devenir de plus en plus nécessaires. Une première difficulté surgit aussitôt : lorsque la classe politique adopte, comme aujourd'hui, une attitude morale, M. Le Pen lui rétorque que sa superbe n'est que le masque d'un « syndicat de la gamelle ». Dans le climat actuel de démobilitation des électeurs, et de discrédit qui pèse sur les élus, l'argument — pour outré qu'il soit — ne peut pas ne pas rencontrer un certain écho.

Une seconde difficulté vient de la lenteur avec laquelle le gouvernement se saisit de la question sous-jacente et lourde qui est en fait posée : celle de l'immigration. A l'évidence, il faut cesser de ruser, comme l'a fait jusqu'à présent le président de la République, ou de tergiver

ser comme le premier ministre et ses prédécesseurs. M. Michel Rocard, qui se veut l'ingénieur de la société civile, avait placé son discours d'investiture sous le signe du traitement social du racisme : il est en place depuis un an et demi sans que l'on ait rien vu venir. Lors du traditionnel message de vœux adressé aux Français pour l'année 1989, M. Mitterrand avait souhaité voir « inscrit de nouveaux droits pour les immigrés ». Matignon



avait expliqué, là encore, que tout était prêt, et qu'on allait voir ce qu'on allait voir. On n'a rien vu du tout.

Enfin, M. Mitterrand lui-même avait dû batailler contre le premier ministre et le ministre de l'Intérieur pour imposer l'abrogation de la loi Pasqua. Une fois encore, M. Rocard avait expliqué que l'essentiel résiderait dans les mesures autres qu'il ne manquerait pas de prendre... Aujourd'hui, sa proposition de créer un secrétariat général qui n'aurait ni budget, ni administration propre, ni autorité vis-à-vis des ministres peut de nouveau apparaître comme une initiative en trompe l'œil. C'est trop peu et trop tard !

A moins que le premier ministre n'ait décidé, par ce biais, de prendre lui-même l'affaire à bras-le-corps.

La tentation du refus de la différence

Le gouvernement comme le Parti socialiste ont eu jusqu'à présent le tort de laisser au seul mouvement de M. Henri Dénier le travail pédagogique indispensable qu'il faut entreprendre. Or le handicap à surmonter devient chaque jour plus important : les votes de Dreux et de Marseille sont davantage des votes contre l'immigration que des votes pour le Front national. L'opinion, dans son ensemble, est de plus en plus tentée par le refus de la différence ; elle traduit aujourd'hui une convergence objective et désastreuse entre les laïcs et les racistes, entre les tenants d'une laïcité pure et dure, au nom de laquelle il faudrait exclure les enfants porteurs du voile islamique, et ceux qui trouvent là le moyen d'exorciser les démons de l'intégrisme et d'éloigner le spectre des invasions barbares.

Il est vrai que l'islam en est aujourd'hui au stade de la religion catholique sous l'Ancien Régime. Il envahit la société et n'est pas considéré comme une affaire privée par ses fidèles, et donc heurte le sens commun. Il est vrai aussi qu'au moment où l'Est et l'Ouest paraissent solder leur querelle de près d'un siècle un autre conflit, qui remonte à la naissance du prophète, envahit de nouveau l'imaginaire collectif avec son cortège de tueries libanaises, d'attentats et de totalitarisme intégriste. Si bien qu'après avoir refusé le trop-plein d'immigrés la société française est en

passé de refuser l'intégration elle-même.

Dans ce contexte, il n'est que temps d'opposer une dynamique de l'intégration à celle de l'exclusion, qui nourrit, à terme, l'intégrisme.

Faire de M. Le Pen l'unique référence du débat politique revient à entrer dans sa logique, à se situer une fois de plus sur son terrain et, au bout de la route, à diaboliser les immigrés au lieu de combattre les idées de l'extrême droite. M. Jospin, accusé, aujourd'hui, par ses propres amis d'avoir provoqué, avec l'affaire du voile, un début de catastrophe électorale, exprimait ainsi cette réflexion en septembre 1983 : « Quand j'entends certains hommes de droite ou certains commentateurs dire : « M. Le Pen n'est pas très recommandable mais il pose un vrai problème, celui des immigrés », je pense que l'on pourrait faire l'analogie avec la période des années 30. Hitler n'était pas très recommandable ; mais il posait un vrai problème, celui des juifs. C'est ainsi que raisonnent les hommes de droite, proches de l'extrême droite, dans les années 30. »

Les cris d'offense poussés par les ultras de la laïcité de droite ou de gauche traduisent en fait un manque de confiance dans les capacités d'intégration d'une société qui s'est construite par apports successifs. Ils conduisent à nier la formidable aspiration à l'intégration qui existe chez les béurnés et notamment chez les beurtes. Cette seule aspiration devrait imposer à nos gouvernants de tenir le cap d'une laïcité ouverte et tolérante.

JEAN-MARIE COLOMBANI
et JEAN-YVES LHOMEAU

ALPHA

LES NOUVEAUX COMMUNICANTS SE MULTIPLIENT A VITESSE GRAND V.

Le nouveau communicant a le sourire.
Depuis qu'il a tapé 3614
code Alphapage sur son Minitel,
il connaît tous les services Alphapage.

Les oreilles du nouveau communicant
entendent toujours le signal sonore
l'avertissant de l'arrivée
d'un message en toutes lettres
sur son Alphapage.

Au fond de lui,
le nouveau communicant
sait qu'il n'est jamais seul.
Il sait même qu'ils sont plus
de 55 000 abonnés
Alphapage répartis dans
toute la France.

Le nouveau communicant
est bourré d'idées.
La meilleure qu'il ait eue
c'est de s'être abonné à Alphapage.

Attention! Le nouveau communicant
est très rapide à la détente.
Informé grâce à son Alphapage,
il peut réagir à la seconde près.

Le nouveau communicant
ne se fait pas de souci.
Il sait qu'avec Alphapage,
il peut être joint par Minitel
... et du monde entier!

Sur son territoire,
le nouveau communicant
n'arrête pas de bouger.
Grâce à son Alphapage
il peut être joint 24 h sur 24,
365 jours par an.

La poche du nouveau communicant
contient systématiquement
un récepteur Alphapage,
parfois les clés de chez lui,
éventuellement d'autres accessoires.

Alphapage
vous livre tous les secrets du nouveau
communicant. Tapez 3614 code
Alphapage sur votre Minitel ou
téléphonez au
NUMERO VERT 05 10 36 09



TELECOM SYSTEMES MOBILES
filiale de COGECOM - groupe FRANCE TELECOM

Stiquer Courcelle

ALPHAPAGE, LA RADIOMESSAGERIE EN TOUTES LETTRES



هكذا من الامم

هكذا من الامل

POLITIQUE

Après le regain du Front national aux législatives de Marseille et de Dreux

Les Verts s'abstiennent de toute consigne de vote

« Nous ne céderons pas à la tentation dominante et hypocrite de faire barrage au Front national ! » Tel est le jugement porté par un cadre « wachterien » du mouvement des Verts. De fait, le parti écologiste a fait savoir, lundi 27 novembre, qu'il ne donnait pas de consigne de vote, contrairement à l'ensemble de la classe politique, pour le second tour. « Alors que l'on se réjouit de l'accès à la démocratie des pays de l'Est, a déclaré M. Christian Brodhag, l'un des trois porte-parole des Verts réélus à ce poste lors de la récente assemblée générale annuelle du mouvement, les abstentionnistes français ont laissé le Front national distancer les partis politiques traditionnels. Répercutés par les médias qui s'imaginent les maîtriser, les thèses démagogiques et simplificatrices de Le Pen arrivent à séduire une part notable des rares électeurs qui vont voter. » M. Brodhag ajoute que « l'abstention massive de dimanche est un véritable Munich électoral ».

Se refusant à donner une consigne aux électeurs écologistes, M. Brodhag précise : « Les Verts, qui ne sont pas suspects de complaisance avec les partis traditionnels dans l'affaire, est l'une des causes de la situation actuelle, mettent en garde les électeurs sur l'importance du vote de dimanche prochain. Le porte-parole saisit cette occasion pour rappeler

l'attachement de son mouvement au scrutin proportionnel en faisant une démonstration curieuse et ambiguë. « Quelques députés du Front national à l'Assemblée nationale dans le cadre d'une élection proportionnelle permettraient de juguler cette évolution, car ils révéleraient le vide de leurs propositions, affirme M. Brodhag. Par contre, dans le système majoritaire, une telle élection signifierait qu'il y a dans certaines parties de notre pays une majorité pour voter l'exclusion et le racisme. »

Cette proposition des Verts tranche avec l'attitude adoptée auparavant face à l'extrême droite. A l'assemblée générale de novembre 1985, les écologistes avaient adopté une motion appelant à « faire barrage » au Front national dans l'hypothèse où aucune majorité claire ne se dégagerait des élections législatives et régionales de l'année suivante. Cette hostilité à l'égard de l'extrême droite n'a cessé de se manifester jusqu'en 1989 car les Verts ont demandé à rencontrer toutes les formations politiques avant les élections municipales, à l'exception de la formation de M. Jean-Marie Le Pen. Enfin, l'enquête de la SOFRES publiée dans nos éditions du 28 novembre montre le rejet dans le Front national fait l'objet parmi les militants et les élus verts.

O.B.

M. Rocard :

« une progression inquiétante »

M. Michel Rocard, a jugé lundi 27 novembre « inquiétante » la progression du FN aux élections législatives partielles de Dreux et de Marseille, et a appelé, pour le second tour, à « battre le Front national » en « éliminant des hommes qui sont au moins clairs dans leur refus de toute alliance avec le FN ». M. Rocard a annoncé qu'il présidera « personnellement », jeudi 30 novembre, un comité interministériel consacré à l'intégration des immigrés en situation régulière.

M. Rocard a, en outre, déclaré : « Voyons les choses en face. A Marseille et à Dreux, qui sont d'ailleurs deux cas bien particuliers, la progression du Front national est inquiétante. » « A l'évidence, il s'agit d'un vote lié aux problèmes de l'immigration et de l'intégration. Des réponses rigoureuses s'imposent. Nous comprenons tous, je comprends très bien l'inquiétude de nos concitoyens. »

M. Poperen : privilégier ce qui rapproche

Quelques trois cents personnes ont répondu, lundi 27 novembre, à l'invitation de M. Jean Poperen et de ses amis, qui leur ont présenté, dans une salle de la Mutualité, à Paris, la contribution qu'ils défendent en vue du congrès du Parti socialiste. Le public, pas très jeune, en majorité — a fait un accueil mitigé à M. Jean-Marie Le Guen, premier secrétaire de la fédération socialiste de la capitale, jospiniste, venu le saluer au nom de l'unité du courant mitterrandiste.

Le moment le plus attendu de la soirée était, à l'évidence, celui où les orateurs ont traité du problème de la laïcité. C'est M. Philippe Bassinet, député des Hauts-de-Seine, qui a introduit le débat, en critiquant M. Lionel Jospin et en félicitant les enseignants de se montrer « moins frileux que leur ministre » face aux manifestations d'intégrisme religieux. « Les socialistes ne feront pas l'économie d'un débat sur l'intégration », a affirmé M. Bassinet.

M. Poperen veut que ce débat ait lieu au congrès. « Sommes-nous pour l'intégration ? », a demandé le ministre, en expliquant que, pour lui, l'intégration suppose que l'on

privilégie non pas « les différences », mais « ce qui rapproche ». S'affirmant certain que cette conception est celle de la majorité des militants socialistes, le maire de Meyzieu a critiqué, sans le nommer, SOS-Racisme, « groupement syndicaliste, qui est dans le bon combat, mais qui n'est pas le PS » et dont la position « a souvent été exprimée comme étant celle du PS ».

M. Poperen s'est indigné des déclarations de M. Jacques Delors, qui, devant la conférence épiscopale de Lourdes, avait encouragé les catholiques à suivre l'exemple des musulmans et à manifester davantage leurs convictions (le Monde du 29 octobre). Rappelant l'échec des partisans de la laïcité face aux défenseurs de l'école privée en 1984, le ministre des relations avec le Parlement s'est demandé si on allait avoir, demain, outre une « école confessionnelle financée sur fonds publics », une « école publique qui, de son côté, deviendrait interconfessionnelle ». « Et cela, n'est-ce pas, ce que nous n'appartenons à aucune confession ? »

M. Chirac : les inconséquences du gouvernement

M. Jacques Chirac voit dans le résultat des élections partielles « un signal d'alarme » qui traduit « les inconséquences du gouvernement » et dont « l'absence de toute politique cohérente » en matière d'immigration a provoqué une « légitime exaspération ». Cela s'est traduit, estime le président du RPR dans un communiqué, par « la déroute des candidats socialistes ».

M. Chirac dénonce également « les affirmations extrémistes et démagogiques » de l'extrême-droite. Il rappelle les propositions du RPR et de ses partenaires de l'opposition : respect des principes de neutralité et d'égalité à l'école, réforme immédiate des procédures d'asile politique, rétablissement de la loi Pasqua contre l'immigration clandestine, refonte du code de la nationalité, engagement du pré-

sident de la République de réserver le droit de vote aux seuls citoyens français. M. Chirac lance un appel à la mobilisation sous le double signe « les droits de l'homme et de la préservation de l'identité nationale ».

La Lettre de la Nation, organe du RPR, de mardi 28 novembre, précise que cet appel « n'est pas le résultat d'un accord entre l'opposition parlementaire et la gauche » et ajoute : « Ayant joué la scène de l'arroseur arrosé, les formations de gauche veulent se comporter comme des pompiers. Elles se précipitent pour donner l'impression qu'elles sont capables d'éteindre l'incendie qu'elles ont contribué à allumer ». La Lettre de la Nation dénonce « les arguments de choix » fournis par le gouvernement à l'extrême-droite.

La loi de programmation militaire à l'Assemblée nationale

Le premier ministre engage la responsabilité du gouvernement

A l'Assemblée nationale, lundi 27 novembre, le premier ministre M. Michel Rocard a engagé la responsabilité du gouvernement (article 49-3) pour la seconde fois, sur le projet de loi de programmation militaire 1990-1993. L'opposition a décidé de ne pas déposer, cette fois, de motion de censure. Cette loi de programmation, qui après le nouveau rejet du Sénat devrait être adoptée définitivement par l'Assemblée nationale statuant en dernier ressort, prévoit un enveloppe de crédits d'équipement de 437,8 milliards de francs.

Pour le premier ministre les récentes élections à l'Est « valent » en matière de défense : « N'être pas sourd aux clamours des peuples et garder à l'esprit que le désarmement doit demeurer notre objectif mais, dans le même temps, savoir qu'il serait irresponsable de relâcher notre vigilance, savoir que les évolutions en cours peuvent faire l'objet, à tout moment, de coups d'arrêt ou de retours en arrière, et que baisser la garde aujourd'hui dans l'euphorie des conquêtes de la liberté, pourrait nous prendre au dépourvu demain ». Estimant que « le pire n'est pas toujours sûr, mais le meilleur non plus », M. Michel Rocard a affirmé qu'il fallait être prêt à faire face aux deux. Son propos faisait écho à celui prononcé à la tribune, quelques instants auparavant, par le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement : « le gouvernement souhaite que réussisse la politique courageuse de M. Gorbatchev, mais nous sommes conscients des difficultés, de la vitalité des tendances nationalistes en Europe de l'Est et en Europe centrale, de la possibilité d'un retrait américain qui devient de plus en plus probable, de la nécessité de constituer une identité européenne de défense et du contrôle que la France peut y jouer ».

Au Palais du Luxembourg

Seul de RPR a voté contre les crédits des DOM-TOM

Le Sénat a abordé, vendredi 24 novembre, l'examen de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1990 consacrée aux dépenses. Il a débattu, au cours des séances de vendredi, samedi et dimanche, des budgets des ministères des DOM-TOM, des anciens combattants, du tourisme et du commerce et artisanat.

Les sénateurs ont adopté, dans la nuit de vendredi 24 à samedi 25 novembre, les crédits du ministère des DOM-TOM présentés par M. Louis Le Penec. A la demande du groupe centriste, quatre scrutins publics ont marginalisé le groupe RPR qui a été le seul à voter contre, les communistes s'étant abstenus.

M. Louis Le Penec a expliqué les trois objectifs prioritaires pour 1990 : « L'exercice de la solidarité nationale », qui s'impose après le passage des cyclones Firinga et Hugo, « l'accélération de la marche vers l'égalité sociale » avec la mise en œuvre du RMI dont les crédits représenteront 1,7 milliard de francs en 1990 et la recherche « d'un développement économique plus autonome dans le cadre d'un partenariat en vote de définition avec l'Europe ».

Ces trois thèmes ont été au cœur du débat. Les sénateurs guadeloupéens, MM. Henri Bango (PC) et François Lebay (PS) ont souligné l'ampleur des dégâts commis par les cyclones. M. Louis Virapoulle (UC, la Réunion), rapporteur pour avis de la commission des lois, a évoqué, pour sa part, la « peur » provoquée par l'insertion des départements d'outre-mer dans la CEE. M. Pierre Lacombe (UC, Charente), rapporteur de la commission des affaires économiques, a rappelé que les « TOM » ne reçoivent pas du champ d'application du traité de Rome.

A propos du RMI, M. Henri Gosseluy (UC, Haut-Rhin), au nom de la commission des finances, a estimé qu'« il peut constituer à terme une source de difficultés » dans les DOM. M. Paul Moreau (RPR, la Réunion) a affirmé que « cette disposition généreuse (...) provoque l'assistanat. On en voit déjà les conséquences diverses ».

surconsommation, surendettement des ménages, risque de dérive vers l'oligarchie assistée ou la délinquance ».

« Les crédits des anciens combattants repoussés. — Quel créve-cœur pour un ancien sénateur, réélu cinq fois entre 1948 et 1980, de voir son budget repoussé au Palais du Luxembourg ! La déception visible de M. André Mérie, ministre des anciens combattants, a même inspiré au président de séance (M. Etienne Dailly, RDE, Seine-et-Marne) un petit compliment consolateur.

Présentant samedi 25 novembre les grandes lignes de son budget, le ministre s'est targué d'une augmentation de 4 %. Le plaidoyer qu'il a développé par la suite n'a réussi à infléchir que les troupes socialistes, augmentées de quelques aménagements de RDE, RI et centristes. M. Edouard Lejeune (UC, Finistère) a torpillé l'argument clé du ministre, en faisant remarquer que si « le budget 1990 progresse, les deux précédents avaient subi une forte diminution, c'est-à-dire que la ratapage de 1990 est loin, très loin de donner satisfaction ». M. Lejeune a regretté également l'impasse actuelle dans laquelle se trouve, actuellement l'application de la loi relative à l'attribution du titre de combattant volontaire de la Résistance.

M. Auguste Caralet (RPR, Pyrénées-Atlantiques), au titre de la commission des finances, avait remarqué auparavant que « rien n'est fait pour les anciens combattants d'Afrique du Nord, dont les revendications restent insatisfaites ».

« Le budget du Plan adopté. — M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat chargé du Plan, n'a eu aucun mal à faire adopter par le Sénat, samedi 25 novembre, les crédits de son budget inclus dans celui de service du premier ministre. M. Stoléru a tenu le soulait « de voter le X^e Plan national, le dernier à céder la place à un « Européen ». M. Jacques Oudiz (RPR, Vendée) a tempéré l'optimisme du secrétaire d'Etat en faisant remarquer que le « budget du Plan n'a pas d'autre horizon que 1990. A une politique insuffisante, vous donnez des perspectives limitées ».

Les sénateurs repoussent le budget de l'éducation

Les sénateurs ont poursuivi, lundi 27 novembre, l'examen de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1990 consacrée aux dépenses. Après l'adoption, ce week-end, des crédits des DOM-TOM et du plan, et le rejet de ceux des anciens combattants (ceux du tourisme, du commerce et de l'artisanat seront soumis aux voix, vendredi 1^{er} décembre, avec l'ensemble du budget du ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire), les sénateurs ont repoussé les crédits du ministère de l'éducation nationale présentés par M. Lionel Jospin.

Une fois n'est pas coutume, l'examen des crédits budgétaires a été soumis au Sénat au rythme de l'actualité et des allées et venues du ministre d'Etat, décision du Conseil d'Etat oblige.

Le ministre n'a d'ailleurs pas rechigné à répondre aux interrogations des sénateurs à propos de l'affaire du voile. A M. Adrien Gouteyron (RPR, Haute-Loire) et M. Hélène Luc (PC, Val-de-Marne), qui s'inquiétaient, l'un que l'Etat ne se dédouane une nouvelle fois de ses responsabilités aux dépens des chefs d'établissement, l'autre de ce que le recours au Conseil d'Etat marquait un désistement du Parlement, M. Jospin a garanti qu'il n'y avait « pas transfert d'une quelconque responsabilité (...). Les chefs d'établissement et les conseils de discipline ont déjà cette responsabilité, a-t-il dit, le recours au conseil d'Etat leur permettra d'agir en tout état de cause ».

Si l'actualité a donc été reine au cours de cette séance, elle n'a pas éclipse, pour autant, l'examen du budget en lui-même. S'appuyant sur la hausse des crédits de son ministère, « Le premier budget

civil et peut-être demain le premier budget de l'Etat », M. Jospin a balayé le champ d'application de ses surplus budgétaires : « L'éducation nationale va disposer de plus de moyens dans tous les domaines : 228 milliards de francs ; faire davantage état des compromis les grands équilibres budgétaires. Cela rendra possible une politique cohérente de transformation et d'adaptation du système scolaire ».

Le ministre a évoqué, en particulier les efforts accomplis au niveau du recrutement, de la revalorisation du statut des personnels ATOS (Agents techniques, ouvriers et services). « La tendance est inversée et mon budget a repus au cours de son examen par l'Assemblée nationale d'importants crédits supplémentaires en leur faveur », ainsi que les mesures adoptées en faveur des universités et des étudiants.

Ces sujets ont été repris par plusieurs intervenants au cours de la discussion générale, mais les sénateurs se sont montrés peu sensibles à l'argumentation développée par M. Jospin. « Vous nous arrivez donc, a-t-il dit, M. Paul Seramy (UC, Seine-et-Marne), M. le ministre d'Etat, chargé de milliards. Nous voilà donc devant un budget historique qu'il faudrait saluer comme le milliard du baron Louis, parce qu'on ne serait pas sûr de le revoir ». « Refuser ce budget, a conclu M. Jean Clouet (RI, Val-de-Marne), ne sera donc pas tant, sanctionner une politique que l'absence de maîtrise d'une situation qui vous dépasse ». De fait, seuls les socialistes et quelques sénateurs RDE et centristes ont voté en faveur des crédits proposés par M. Jospin.

NE DISONS PAS
"TRUC DES VOSGES"
DISONS PLUTÔT
"VOUS SAVEZ LE SUC DES VOSGES,
CETTE PETITE CONFISERIE
SIMPLE ET INATTENDUE,
QUI NOUS REMÉMORE
LES LIEUX IMMACULÉS DE NOTRE
ADOLESCENCE,
OÙ NOUS GAMBADIIONS
CONSTANCE ET MOL...
AH! CONSTANCE!"



VOUS AVEZ BON GOÛT,
LA VOSGIENNE AUSSI.

18. Intégration du nouveau siège d'Interpol
19. Cinéma : « La Révolution française »

20. Expositions : Monet et Rodin

24. Communication : l'échec d'Antiope
Sports : la formation des champions

Une circulaire ministérielle en préparation

Les établissements scolaires seront habilités à autoriser ou interdire le foulard islamique

Les établissements scolaires pourront autoriser ou interdire le port du foulard islamique, en fonction d'un certain nombre de critères qui leur seront précisés dans une circulaire à la mi-décembre : telle est en substance la position du ministère de l'éducation nationale après l'avis rendu, lundi 27 novembre, par le Conseil d'Etat. Ce dernier a estimé, en effet, que le port de signes religieux « n'est pas par lui-même incompatible avec la laïcité de l'école publique », mais peuvent être interdits pour une série de raisons. Si le RPR, le Parti communiste et le Front national critiquent cette décision, les organisations musulmanes estiment avoir obtenu satisfaction « sur le principe », tandis que le principal du collège de Creil où l'affaire avait démarré se déclare conforté dans sa décision d'interdire l'accès de la classe à des adolescentes accusées de « prosélytisme ».

Retour à la case départ — ou presque. Le foulard islamique, qui faisait l'objet de conflits locaux, avait pris les dimensions d'un débat national. Le vote décentralisé à nouveau par M. Lionel Jospin qui saisit la perche que lui tend le Conseil d'Etat et invite les établissements scolaires à trancher eux-mêmes cette épineuse question.

L'avis exprimé par le Conseil d'Etat, dans un souci d'apaisement, est un modèle du genre. Chacun peut y trouver son compte. Ceux qui défendent le droit de manifester les croyances religieuses à l'intérieur des écoles, comme ceux qui exigent, avec M. Chevènement, de laisser au vestiaire « soutanes, kippas et tchadders ».

Pas d'école à la carte

En effet, il pourra y avoir dans une même ville — à Creil, par exemple — deux sortes d'établissements scolaires publics : ceux dont les conseils d'administration autoriseront le port du foulard ou d'autres signes religieux, et ceux qui pourront les interdire, en allant même jusqu'à exclure les élèves qui ne voudraient pas les retirer, après une procédure disciplinaire.

Aucune règle nationale n'est donc fixée. Ni la règle simple

qu'avait formulée M. Jospin, avec l'accord du premier ministre et du président de la République ni la règle ferme que réclamaient l'opposition et une partie des socialistes.

Le Conseil d'Etat estime cependant que le ministre de l'éducation nationale peut « définir les orientations ou donner les indications » susceptibles d'aider les établissements scolaires à établir leur règlement intérieur. Ce sera l'objet d'une circulaire publiée après consultation du Conseil supérieur de l'éducation nationale, le 12 décembre. M. Jospin en a défini l'esprit, lundi, dans une déclaration publique avec des journalistes et une rencontre avec la presse.

D'abord, il n'est pas question d'accepter une école publique à la carte. Les enseignements obligatoires doivent faire l'objet d'un « respect impératif ». Aucun élève ne pourra être dispensé, par exemple, de gymnastique, de sciences naturelles ou de musique, sous prétexte que ces disciplines — ou le contenu de l'enseignement — sont contraires à sa religion. Le Conseil d'Etat juge inacceptable « toute atteinte aux activités d'enseignement, au contenu des programmes » mais aussi « à l'obligation d'assiduité ».

C'est dire que les juifs, par exemple, ne peuvent s'abstenir le samedi. Le grand rabbin Struck l'admettait dans son entretien au Monde le 11 novembre, mais en

demandant que « l'enfant en cours le samedi ait le droit de ne pas enfreindre la loi du sabbat », autrement dit « ne pas écrire ». Lui répondra-t-on sur ce point ?

A propos du foulard islamique — terme qui n'est pas cité une seule fois dans l'avis du Conseil d'Etat — M. Jospin précise qu'on ne peut faire preuve de la même tolérance pour les élèves et les enseignants. Ces derniers ont conclu un contrat avec l'éducation nationale qui leur interdit un affichage de leurs convictions religieuses. Selon le ministre, l'enseignant qui porte un foulard islamique doit être immédiatement convoqué, invité à se décoller et, si elle refuse, suspendue.

Chaque école, collège ou lycée pourra aménager, d'ici à Noël, son règlement intérieur, en fonction de la circulaire ministérielle. Celle-ci, a dit M. Jospin, tiendra compte du fait que « les problèmes ne se posent pas partout de la même façon ». Il est possible d'interdire le foulard islamique — ou d'autres signes religieux — « dans des lieux donnés, pour des raisons données, à des moments donnés ». M. Jospin estime qu'il s'agit là du régime général des libertés en France : une manifestation de rue est autorisée ou interdite en fonction des circonstances.

Le Conseil d'Etat ne fait aucune distinction entre l'accès en classe et

l'accès à l'école. On ne pourra donc pas, à Creil, confiner des élèves voilées dans la bibliothèque. En revanche, s'il le désire, le collège aura l'embaras du choix pour puiser, dans l'avis du Conseil d'Etat, des raisons d'exclusion de l'établissement. Les signes religieux pourront être interdits pour : une douzaine de raisons différentes : s'ils constituent « un acte de pression, de provocation, de prosélytisme ou de propagande », s'ils portent atteinte « à la dignité ou à la liberté de l'élève », s'ils perturbent l'enseignement « et le rôle éducatif des enseignants », s'ils « troublent l'ordre dans l'établissement ou le fonctionnement normal du service public ». Il est même question, dans ce texte, si riche, d'apprendre aux élèves à « garantir et favoriser l'égalité entre les hommes et les femmes », allusion indirecte au foulard.

En somme, il suffit d'estimer, comme M. Michel Rocard, que le port du voile est une « altération », pour pouvoir l'interdire. Toutefois, le juge administratif pourra être saisi pour examiner le bien-fondé d'une mesure disciplinaire. Des familles musulmanes feront-elles appel à la justice ? C'est l'une des interrogations dont dépend l'avenir de ce débat.

ROBERT SOLÉ

L'avis du

Le Conseil d'Etat a rendu au gouvernement, lundi 27 novembre, l'avis suivant :

« Le Conseil d'Etat, saisi par le ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports de la question de savoir :

1. Si, compte tenu des principes posés par la Constitution et les lois de la République et en regard de l'ensemble des règles d'organisation et de fonctionnement de l'école publique, le port de signes d'appartenance à une communauté religieuse est ou non compatible avec le principe de laïcité ;

2. En cas de réponse affirmative, à quelles conditions des instructions du ministre, des dispositions du règlement intérieur des écoles, collèges et lycées, des décisions des directeurs d'école et chefs d'établissement pourraient l'admettre ;

3. Si l'observation d'une interdiction du port de tels signes ou des conditions prescrites pour celui-ci justifierait le refus d'accueil dans l'établissement d'un nouvel élève, le refus d'admission opposé à un élève régulièrement inscrit, l'exclusion définitive de l'établissement ou du service public de l'éducation, et quelles procédures et quelles garanties devraient alors être mises en œuvre.

Ni provocation ni prosélytisme

Après un rappel de nombreux textes de lois, décrets et conventions internationales le Conseil d'Etat « est d'avis de répondre aux questions posées dans le sens des observations ci-après :

1. 2. — Il résulte des textes constitutionnels et législatifs et des engagements internationaux de la France souscrits que le principe de la laïcité de l'enseignement public, qui est l'un des éléments de la laïcité de l'Etat et de la neutralité de l'ensemble des services publics, impose que l'enseignement

soit dispensé dans le respect d'une part de cette neutralité par les programmes et par les enseignants et d'autre part de la liberté de conscience des élèves. Il interdit conformément aux principes rappelés par les mêmes textes, et les engagements internationaux de la France toute discrimination dans l'accès à l'enseignement qui serait fondée sur les convictions ou croyances religieuses des élèves.

La liberté ainsi reconnue aux élèves comporte pour eux le droit d'exprimer et de manifester leurs croyances religieuses à l'intérieur des établissements scolaires, dans le respect du pluralisme et de la liberté d'autrui, et sans qu'il soit porté atteinte aux activités d'enseignement, au contenu des programmes et à l'obligation d'assiduité.

Son exercice peut être limité, dans la mesure où il ferait obstacle à l'accomplissement des missions dévolues par le législateur au service public de l'éducation, lequel doit notamment, outre permettre l'acquisition par l'enfant d'une culture et sa préparation à la vie professionnelle et à ses responsabilités d'homme et de citoyen, contribuer au développement de sa personnalité, lui inculquer le respect de l'individu, de ses origines et de ses différences, garantir et favoriser l'égalité entre les hommes et les femmes.

Il résulte de ce qui vient d'être dit que, dans les établissements scolaires, le port par les élèves de signes par lesquels ils entendent manifester leur appartenance à une religion n'est pas par lui-même incompatible avec le principe de laïcité, dans la mesure où il constitue l'exercice de la liberté d'expression et de manifestation de croyances religieuses, mais que cette liberté ne saurait permettre aux élèves d'arborer des signes d'appartenance religieuse qui, par leur nature, par les conditions dans lesquelles ils seraient portés individuellement ou collectivement, ou par leur caractère ostentatoire ou



Deux des fillettes musulmanes de Creil

revendicatif, constituerait un acte de pression, de provocation, de prosélytisme ou de propagande, porterait atteinte à la dignité ou à la liberté de l'élève ou d'autres membres de la communauté éducative, compromettrait leur santé ou leur sécurité, perturberait le déroulement des activités d'enseignement et le rôle éducatif des enseignants, enfin troubleraient l'ordre dans l'établissement ou le fonctionnement normal du service public.

Le programme est obligatoire

II. — Le port de signes d'appartenance religieuse dans les établissements scolaires peut, en cas de besoin, faire l'objet d'une réglementation destinée à fixer les modalités d'application des principes qui viennent d'être définis, compte tenu de la situation propre aux établissements et dans les conditions énoncées ci-après :

La réglementation de la discipline dans les écoles et notamment des conditions dans lesquelles pourrait être restreint ou interdit le port

par les élèves de signes d'appartenance à une religion relève, par application de l'article 14 du décret du 28 décembre 1976 et des articles 7 et 25 du décret du 21 août 1985, de la compétence d'une part de l'inspecteur d'académie, qui arrête le règlement-type du département après consultation du Conseil de l'éducation nationale et d'autre part du conseil d'école, qui vote le règlement intérieur, compte tenu des dispositions du règlement-type du département, conformément à l'article 17 du même décret du 28 décembre 1976.

Dans les lycées et collèges, cette réglementation est de la compétence du conseil d'administration de l'établissement qui, en vertu de l'article 3 du décret du 30 août 1985 et de l'article 4 du décret du 31 janvier 1986, adopte, sous réserve du contrôle de légalité, le règlement intérieur de l'établissement, lequel « définit les droits et les devoirs de chacun des membres de la communauté scolaire » et « détermine notamment les modalités selon lesquelles sont mis en application :

Conseil d'Etat

1. — le respect des principes de laïcité et de pluralisme ;
2. — le devoir de tolérance et de respect d'autrui dans sa personnalité et dans ses convictions ; (...)
3. — l'obligation pour chaque élève de participer à toutes les activités correspondant à sa scolarité organisées par l'établissement et d'accomplir les tâches qui en découlent... »

Le ministre auquel il appartient, au titre de ses pouvoirs hiérarchiques ou de tutelle, de prendre les mesures nécessaires au bon fonctionnement de l'administration placée sous son autorité peut, par voie d'instructions, définir les orientations ou donner les indications susceptibles de guider les autorités compétentes dans l'élaboration de la réglementation intérieure des établissements scolaires et pour l'application de celle-ci.

Une exclusion possible

III. — Il appartient aux autorités détentrices du pouvoir disciplinaire d'apprécier, sous le contrôle du juge administratif, si le port par un élève, à l'intérieur d'un établissement scolaire public ou dans tout autre lieu où s'exerce l'enseignement, d'un signe d'appartenance religieuse qui constituerait l'une des conditions énoncées au I du présent avis ou la réglementation intérieure de l'établissement, constitue une faute de nature à justifier la mise en œuvre de la procédure disciplinaire et l'application, après respect des garanties instituées par cette procédure et des droits de la défense, de l'une des sanctions prévues par les textes applicables, au nombre desquelles peut figurer l'exclusion de l'établissement.

L'exclusion d'une école, d'un collège ou d'un lycée est possible, malgré le caractère obligatoire de l'instruction, dès lors que l'instruction de l'enfant peut être donnée, conformément à l'article 3 de l'ordonnance du 6 janvier 1959 por-

tant prolongation de la scolarité obligatoire jusqu'à l'âge de seize ans « soit dans les établissements ou écoles publics ou libres, soit dans les familles par les parents, ou l'un d'entre eux, ou toute personne de leur choix », et que notamment l'élève peut être inscrit au centre public d'enseignement par correspondance, comme le prévoit d'ailleurs expressément le décret du 18 décembre 1985 relatif aux procédures disciplinaires dans les collèges, les lycées ou les établissements d'enseignement spécial.

Le directeur d'école, conformément à l'article 20 du décret du 28 décembre 1976 et à l'article 2 du décret du 24 février 1989, et le chef d'établissement, conformément aux articles 8 et 9 du décret du 30 août 1985, sont responsables de l'ordre dans l'établissement et de son bon fonctionnement. Ils doivent notamment veiller à l'application du règlement intérieur. Ils peuvent dans la mesure et pour la durée nécessaires au rétablissement du déroulement normal des enseignements et de l'ordre dans l'établissement, refuser l'admission dans l'établissement ou à l'un des enseignements d'un élève régulièrement inscrit dont le comportement perturberait gravement le fonctionnement du service public, ou dont l'attitude a entraîné le déclenchement de poursuites disciplinaires, dans l'attente de la décision de l'autorité compétente. Un refus d'admission d'un élève mineur ne peut être exécuté sans que ses parents ou ses représentants légaux en aient été préalablement avertis.

Un refus d'admission dans une école d'un élève nouvellement inscrit ou un refus d'inscription dans un collège ou un lycée ne serait justifié que par le risque d'une menace pour l'ordre dans l'établissement ou pour le fonctionnement normal du service de l'enseignement.

Cet avis a été délibéré et adopté par le Conseil d'Etat dans sa séance du 27 novembre 1989.

LA FONDATION GAN POUR LE CINÉMA ET LES ACACIAS CINEAUDIENCE présentent :

LES ÉTERNELS DU CINÉMA EUROPÉEN

64 FILMS INOUBLIABLES DES 12 PAYS DE LA COMMUNAUTÉ

Cette semaine, l'Allemagne : AU FIL DU TEMPS (1975)

M. LE MAUDUIT (1938) LE MARIAGE DE MARIA BRAUN (1978)

AGUIRRE, LA COLÈRE DE DIEU (1972) NOSFERATU LE VAMPIRE (1922)

A PARTIR DU 29 NOVEMBRE

AU REFLÈT MÉDICIS, 3, rue Champollion (5^e)

avec le soutien du CNC et de la SEPT

هكذا من الاصل

SOCIÉTÉ

Foulard islamique : après l'avis du Conseil d'Etat

La déclaration de M. Lionel Jospin

Voici la déclaration faite lundi 27 novembre par M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale :

« L'avis du Conseil d'Etat montre à quel point il était nécessaire d'être assuré d'une analyse juridique du problème posé par le port du foulard à l'école, pour garantir les principes de laïcité et de liberté de conscience, dans le respect de la Constitution, des engagements internationaux de la France et des lois de la République. La France vit dans un Etat de droit.

« Le Conseil d'Etat a marqué qu'il ne pouvait y avoir d'interdiction générale et absolue du port du foulard ou de tout autre signe religieux mais que ce port pouvait être restreint ou même interdit au regard des circonstances locales et en fonction des principes qu'il énumère dans son avis. Les actes de propagande ou le refus de suivre tous les enseignements sont en particulier concernés.

« Le Conseil d'Etat souligne qu'il incombe aux conseils d'école et aux conseils d'administration des collèges et des lycées de fixer, en cas de besoin et en fonction des situations locales, les modalités d'application des principes qu'il a confirmés. Il indique aussi qu'il n'appartient de définir les orientations susceptibles de guider les autorités compétentes. Celles-ci seront soumises, sous forme de circulaire, à l'examen du conseil supérieur de l'éducation nationale convoqué en séance plénière sous ma présidence le 12 décembre prochain.

« Ce texte traitera de l'ensemble des problèmes posés ces dernières semaines dans la vie scolaire pour l'application du principe de laïcité : le port de signes religieux mais aussi le respect impératif des enseignements obligatoires et de la neutralité du rôle des enseignants.

« Ainsi, les écoles, collèges et lycées qui en ressentent la nécessité, seront en mesure de réunir leur conseil avant les vacances de Noël pour aménager leur règlement intérieur compte tenu de la circulaire qu'ils auront reçue. De la sorte, partout où des difficultés se sont manifestées, celles-ci pourront être résolues pour la rentrée de janvier dans des conditions de procédure respectueuses des droits de chacun et du bon fonctionnement du service public d'éducation.

« Je renouvelle toute ma confiance et mon soutien aux chefs d'établissement et aux équipes éducatives pour assurer l'application, ferme et respectueuse du droit, du principe de laïcité. »

Dans les milieux politiques

« M. Danielle Mitterrand s'est félicitée de la décision « de tolérance » prise par le Conseil d'Etat. L'épouse du président de la République a observé que « la justice et la tolérance ont prévalu ».

« M. Alain Juppé (RPR) a considéré que « le Conseil d'Etat a joué son rôle », en disant « le droit au regard des textes actuels ». Le secrétaire général du RPR a ajouté : « Nous avons dit dès le départ que le gouvernement avait manqué de courage. Il ne faudrait pas qu'il se défasse maintenant sur les chefs d'établissement. Si la loi n'est pas claire, il doit saisir le Parlement ».

« M. André Lajoinie (PCF) a estimé que l'avis du Conseil d'Etat « analyse le recul gouvernemental sur les principes de laïcité ». Pour le président du groupe communiste de l'Assemblée, qui réclame un débat sur

CREIL (Oise)

de notre envoyé spécial

Retour à Creil, retour au point de départ. Un épais brouillard glacé voile les bâtiments du collège Gabriel-Havez. Sur le trottoir, blanc de givre, les journalistes battent la semelle. De froid et d'impatience. « Il paraît qu'elles ne commencent qu'à 9 heures aujourd'hui », Les projecteurs des caméras fouillent la pénombre à la recherche des foulards de Leila, Fatima et Samira. Le tri est difficile, entre les cache-nez, les cagoules, les bonnets et les passe-montagnes, autant d'accessoires symboles du froid qui règne, ce mardi matin, 28 novembre.

8 h 10 : le portail se referme sur la troupe emmitouflée. Fatima et Leila, les deux sœurs Achaboun, sont-elles en retard ? Quant à Samira, en classe de 3^e, les épreuves de son brevet blanc commencent à 9 heures seulement. Le principal adjoint a pris toutes les dispositions pour qu'elle puisse les passer dans la bibliothèque, en même temps que ses camarades.

A 9 heures, elles arrivent toutes les trois, à pied, mais hésitant à traverser la rue. En face, il est vrai, un commando hérissé de micros les attend. Que pensez-vous de la décision du Conseil d'Etat ? Dans la bousculade, Samira lance : « C'est une décision sage et humaine ». Les trois adolescentes ont l'espoir de retourner bientôt en classe avec les autres.

Statu quo à Creil

M. Ernest Chénier, le principal, a lu le texte du Conseil d'Etat avec d'autres lunettes, au reflet laïque. Le respect de signes religieux ? « Mais nous le vivons tous les jours ici », se défend-il. Cependant, s'agissant du foulard islamique de ces trois élèves, il reste catégorique : « Nous l'avons analysé comme un signe, non pas discret, non pas tolérant, mais extrêmement agressif, avec une signification de prosélytisme. » C'est pour cela, pour éviter que Leila, Fatima et Samira continuent de « faire pression sur les jeunes musulmanes qui ne le portent pas », qu'il avait décidé de ne plus accepter en classe les trois adolescentes.

Approuvé à la rentrée des vacances de Toussaint par les enseignants du collège, il s'estime aujourd'hui soutenu par la plus haute juridiction administrative française. Pas question de changer d'attitude : les deux sœurs Achaboun ainsi que Samira Sabani resteront en bibliothèque où, depuis trois semaines, elles étudient à l'écart de leurs camarades.

Comme tous les chefs d'établissement, M. Eugène attend la circulaire promise par M. Jospin. D'ores et déjà, la commission permanente de l'établissement et le conseil d'administration sont convoqués respectivement pour les 8 et 19 décembre. Ordre du jour : modifier le règlement intérieur à la lumière du texte élaboré par le Conseil d'Etat. Dans l'espoir de ne plus avoir à tenir une conférence de presse à chaque rentrée scolaire.

JEAN-JACQUES BOZONNET

Dans la communauté musulmane

Satisfaction mais vigilance

Satisfaction sur le principe, vigilance quant à l'application : les réactions sont mitigées au sein des organisations musulmanes, après l'avis rendu par le Conseil d'Etat. Le soulèvement d'abord, c'est-à-dire le sentiment d'avoir échappé au pire, qui, pour elles, aurait été une déclaration d'incompatibilité entre le port du voile et la loi laïque. Déjà, dans cette hypothèse, la décision avait été prise de

boucler l'école publique et de déplacer le débat sur la création et le financement d'établissements privés.

Organisation peu représentative, mais la plus extrême, La voix de l'islam estime que c'est la première fois qu'« un appareil de l'Etat, se fondant sur les lois, agit en tant que neutre, rend un acte de justice en faveur de la communauté musulmane en France ». En l'absence de réaction officielle de la Mosquée de Paris, la satisfaction n'est pas mince non plus du côté de la Fédération nationale des musulmans de France, dont le vice-président, M. Khalil Merroun, estime que « le Conseil d'Etat a choisi la voie de la sagesse et rampli son devoir dans la justice républicaine ». Autre organisation également très combattive dans l'affaire du voile, l'Union des organisations islamiques de France (5 000 adhérents environ), estime que la décision du Conseil d'Etat est « la concrétisation de la tradition d'accueil, de tolérance et de liberté qui fait la grandeur de la France ».

Aucune de ces organisations, pour autant, n'estime gagnée la bataille du foulard. « La balle est dans le camp du ministre de l'éducation nationale et du corps enseignant », dit-on à la Fédération nationale des musulmans de France. « Il appartient maintenant au gouvernement d'étudier l'application équilibrée de l'avis du Conseil d'Etat, sans faire des réserves émisses un nouveau prétexte d'exclusion et de refus de l'autre », ajoute pour sa part l'Union des organisations islamiques.

Autant les associations musulmanes entendent ne rien céder, équilibre par équilibre, sur la question du port du voile, autant elles se disent prêtes à suivre l'avis du Conseil d'Etat sur la question de l'assiduité scolaire : les refus d'assistance aux cours de biologie, de gymnastique, de musique sont très marginaux et ont été désavoués par les associations les plus extrémistes.

Même si les organisations musulmanes estiment avoir obtenu une sorte de bénéfice moral de la décision du Conseil d'Etat, la note à payer dans l'affaire du voile apparaît déjà lourde, en termes d'image, pour l'islam, comme le montre la progression des résultats électoraux du Front national. Se renforçant mutuellement, ce sont l'extrême-droite et les groupes islamistes qui semblent tirer le plus gros profit de l'affaire !

H.T.

JUSTICE

L'inauguration du nouveau siège d'Interpol à Lyon

M. Mitterrand appelle à un « sursaut collectif » dans la lutte contre les trafiquants de drogue

En un après-midi passé à Lyon, lundi 27 novembre, M. François Mitterrand a déclaré la guerre aux trafiquants de drogue en inaugurant le nouveau siège d'Interpol, et s'est rendu à l'hôtel de ville, mettant un terme à la longue bouderie entre la ville et la présidence de la République.

MM. Raymond Barre, Charles Millon, Francisque Colomb, Jean Popere et Charles Hernu étaient notamment présents.

LYON

de notre envoyé spécial

Qui se doutait que le président de la République avait des intentions guerrières en se rendant à Lyon ? On imaginait une visite de courtoisie à la mairie, une poignée de main paternelle à M. Michel Noir, et puis une inauguration tranquille du nouveau fortin qu'Interpol s'est offert sur les rives du Rhône. On s'était trompé, et M. Mitterrand détonnait rapidement son monde. Accompagné de son ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe, et de M^{me} Georgina Dufour, responsable du dossier drogue, il était venu renouveler, haut et fort, sa déclaration de guerre aux trafiquants de stupéfiants.

Cette fois, ce n'était plus le décor sud-américain, le salon du palais du président colombien, comme en octobre dernier, mais le patio aux allures de laboratoire futuriste du nouveau siège de l'Organisation internationale de la police criminelle. Et M. François Mitterrand, très ferme, très convaincu, a demandé aux représentants des cent quarante-sept délégations des pays membres : « Ne perdons pas de temps, nous n'avons pas le droit d'en perdre. »

Il y avait, bien sûr, le souvenir encore brûlant de son étape éclair à Bogota, et la mémoire de ce président en guerre contre une mafia aussi forte qu'une armée. « J'ai été profondément frappé par la courage et la dignité des dirigeants de ce pays. Ce combat, c'est le vôtre, pour notre honneur, faudrait-il dire. » Plus intérieurement, il y eut cette affirmation que la victoire

des trafiquants serait la marque d'un « échec de civilisation ».

Bref, contre la drogue — ce vieux ennemi — le président de la République entendait créer une mobilisation générale. Et ce ne fut pas qu'un roulement de tambour ! Aux spécialistes d'INTERPOL, souvent à l'origine du démantèlement des filières entre l'Italie et les Etats-Unis, l'Asie et l'Europe, il fit part de son intention de demander très prochainement aux dirigeants de l'Europe des Douze de désigner chacun « un responsable unique » pour organiser la lutte contre les trafics de stupéfiants. « Cessons ces actions disséminées et dispersées ! s'exclama M. Mitterrand. Le péril ne connaît pas de frontières. De même, il demande qu'un groupe d'experts nommés par les sept pays les plus industrialisés du monde rende « leurs conclusions, début 1990 », sur le blanchiment de l'argent de la drogue.

La fin

d'une longue bouderie

Dans le ton, il n'y avait rien de rituel ni de convenu, mais comme une urgence, la conscience précise d'un mal galopant : « J'appelle tous les pays, ceux d'Asie, d'Afrique latine, d'Afrique d'où vient aussi le mal, à un sursaut collectif », demanda le président. Il faut un effort qui les engage tous. La répression est un aspect incontournable de la lutte, mais ce n'est pas le seul. « Le propos fut relevé, ainsi que cette interrogation en forme de défi : « Et pourquoi les nations civilisées seraient-elles faibles, démunies ? »

Lundi après-midi, il apparut soudain que M. Mitterrand avait décidé de prendre le relais d'une croisade lancée voici quelques années par M. Ronald Reagan, et son discours — si l'on peut se permettre — ressemblait étrangement à celui tenu en 1985 à Washington devant les mêmes délégués d'INTERPOL par M. Edward Meese, le ministre de la Justice des Etats-Unis de l'époque.

Cette visite à Lyon, le temps d'un après-midi, fut donc autre chose qu'une escapade. Ce rapide voyage aura du reste aussi permis de mettre un terme à une longue

bouderie entre la ville et la présidence de la République. « Lyon inaugure Mitterrand », avait titré le matin même le supplément régional du Figaro.

On ne pouvait mieux dire. Et le président ironisa, dans le grand salon de la mairie, sur cette longue absence qui lui fut imposée : « Dieu sait pourquoi je n'ai pas eu l'occasion de m'arrêter jusqu'à présent dans cet hôtel de ville... » Le mal est réparé. Il y a un an, l'ancien maire, M. Colomb (UDF), avait lancé cette invitation bientôt rétirée par M. Noir (RPR).

Dans cet empiètement républicain, beaucoup voulaient voir une manière de consécration. Pourquoi pas ? Après quelques radesses n'y eut-il pas, du temps de la cohabitation de discrets signaux du président au ministre du commerce extérieur ? « Quand je vous vois, monsieur le ministre, mon esprit s'adonne », avait lancé un jour M. Mitterrand au jeune RPR. On s'attendait donc, sous les plâfards de la mairie riches en écussons, non pas un mariage, mais, au minimum, un duo parfaitement accordé.

Ces espoirs furent vains. Aux stances réconciliatrices et légèrement revancardes de M. Noir, le président opposa, avec le sourire, quelques correctifs bien sentis. Une leçon, en quelque sorte, d'un maître à son élève, rectifiant ici une erreur, là un manque de précision, et lui rappelant qu'après tout le Parlement avait voté au début des années 80 des textes importants en ce domaine : « N'oublions pas qu'il existe des lois ! On aurait pu penser qu'on les avait oubliées, à Lyon ! »

Ces quelques mauvais points une fois distribués au maire roissant, le président se racheta : « J'ai l'air de vous donner tort, mais je vous donnerai raison tout à l'heure. » Ce fut, pour la petite histoire, sur l'enseignement par son humour et son métier, M. Mitterrand fit tant et si bien qu'il finit par faire oublier les slogans scandés sous les fenêtres par une cinquantaine d'agents du Trésor déchaînés : « Rocard démission ! Mitterrand à l'Alouette ! » et par décaler une assistance de notables qui l'avait accueilli par un silence poli.

LAURENT GRELSAMER

Dans une communication au conseil des ministres

M. Pierre Arpaillange propose de créer une profession d'« avocat-conseil juridique »

Une nouvelle profession, celle d'« avocat-conseil juridique », définie à travers les rapports successifs de M^{me} Daniel Soulez Larivière en 1988 et Dominique Saint-Pierre en 1989, devrait naître au printemps 1990 : c'est le sens de la communication faite par le garde des sceaux, M. Pierre Arpaillange au conseil des ministres du 28 novembre. Parallèlement l'exercice du droit sera réglementé et un projet de loi permettra que les professions libérales s'exercent sous forme de sociétés de capitaux, la part de capitaux extérieurs étant limitée à 25 %.

Sur un beau gâteau, il faut une cerise : l'ensemble de textes devait présenter M. Arpaillange le 28 novembre au conseil des ministres pour lancer enfin la nouvelle profession d'« avocat-conseil juridique » ne fait pas exception à la règle. Réclamée unanimement par les professionnels du droit, la réforme des professions juridiques et judiciaires donne lieu depuis bientôt deux ans à des débats sans fin. Essentiellement économique, inspirée par l'approche de la mise en œuvre de l'acte unique européen et les échéances de 1993, il convenait qu'elle soit accompagnée d'un volet plus social que marchand, plus humaniste que purement économique. D'où l'allusion, même furtive, à la question de l'aide légale — l'accès des plus défavorisés à la justice — qu'y consacrer M. Pierre Arpaillange.

Une nouvelle fois — il en est question depuis le mois d'août dernier — le ministre assure que le Conseil d'Etat s'apprête à se pencher sur ce dossier où il faudra examiner aussi bien l'accès au judiciaire qu'au juridique. Au moment où de nombreux barreaux, périphériques et de province surtout, ont

entamé des actions de protestation allant parfois jusqu'à la grève, le renouvellement des promesses n'a pour but que de calmer un peu les esprits. Car chacun se demande, et notamment le ministre des finances, où l'on pourrait bien trouver l'argent nécessaire à une réforme de l'aide légale.

Le moyen de résistance consiste en deux projets de loi distincts qui seront transmis dans les prochains jours pour concertation aux professions et examinés par le Parlement au printemps si le calendrier le permet.

Le premier texte consacre le « rapprochement » des professions d'avocat et de conseil juridique. Les autres professionnels du droit, experts-comptables, avoués, notaires, etc. ne sont pas concernés. Parmi les 30 000 membres des professions juridiques, dont l'activité représente un chiffre d'affaires de 30 milliards de francs, les 17 000 avocats et les 4 900 conseils juridiques totalisent respectivement 6,4 milliards de francs et 4 milliards de francs. Les juristes doivent faire face à une concurrence étrangère très vive.

Sociétés pour les professions libérales

Réorganiser ces deux professions en une seule mettra fin à la séparation des fonctions de conseil et de défense. Les deux statuts, salarié et collaborateur, pourront cohabiter. La formation professionnelle sera harmonisée et les spécialisations autorisées. Une représentation nationale, soutenue par des conseils régionaux, ajoutera aux ordres qui conserveront à l'échelon des tribunaux de grande instance leur pouvoir disciplinaire. Les avocats étrangers exerçant déjà en France seront intégrés, ceux qui le voudraient y seront autorisés dès lors qu'ils ont les diplômes nécessaires et que leur pays autorise la réciprocité.

La réglementation de l'exercice de droit cherche parallèlement

— bien que le texte reste assez flou — à ériger ce conseil juridique et la rédaction d'actes sous seing privé puissent être le fait de non-spécialistes ne bénéficiant d'aucune assurance. Les experts-comptables, les agents immobiliers, les banques, les organismes professionnels, les organisations syndicales et certaines associations pourront ainsi constituer à fournir du conseil.

Le second texte — qui concerne toutes les professions libérales — vise à faciliter l'exercice en société des professions libérales. Ces sociétés — qu'elles relèvent du droit, du domaine technique ou du secteur médical — pourront prendre la forme de sociétés de capitaux, d'exercice libéral ayant une forme commerciale mais un objectif civil. La majorité du capital social sera réservée aux professionnels, mais des participations financières entre activités similaires ou complémentaires seront autorisées : c'est l'amorce de l'interprofessionnalisme, dans la loi posera le principe. Si des décrets spécifiques doivent réglementer chacune des professions libérales, la part des capitaux extérieurs, dans tous les cas, sera limitée à 25 %.

Ag-L

La tentative d'évasion de Fleury-Mérogis... L'hélicoptère Alouette-3, qui a servi, dimanche 26 novembre, à une tentative d'évasion à la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis (Le Monde du 26 novembre), a été retrouvé. Il avait été « emprunté » à la société Hélicopter qui possède une quinzaine d'appareils basés dans quinze villes de France, dont six à Saint-Ouen-l'Aumône (Val-d'Oise) d'où provenait le terrain de Hélicopter à Saint-Ouen-l'Aumône n'est pas gardé la nuit et il n'existe aucun système antivol sur les appareils de ce type.

PARIS TOUR EIFFEL

SALON DES ANTIQUAIRES
24 NOVEMBRE
3 DÉCEMBRE 89

QUAI BRANLY
Angle Pont d'Iéna

tous les jours 11 h-12 h
carnet et dimanche 10 h-20 h
nouveau vendredi 24 novembre
jusqu'à 22 h hall chauffé
Métro : Bir Hakeim
ou RER : Champ de Mars

Le Monde

SCIENCES • MEDECINE

Le sida de la mère

Plus de deux millions de femmes, dont trente-cinq mille en France, sont aujourd'hui contaminées par le virus du sida. Enceintes, elles peuvent transmettre la maladie à leurs enfants

EN finira-t-on jamais avec les multiples tragédies du sida ? A la liste de celles déjà connues, il faut aujourd'hui en ajouter une autre, qui fait l'objet, du 27 au 30 novembre à Paris, d'une conférence internationale sur le thème des « implications du sida pour la mère et l'enfant ». Il est d'ailleurs tout à fait symptomatique, comme l'a souligné le docteur Jonathan Mann, responsable de la lutte contre le sida à l'Organisation mondiale de la santé (OMS), lors de son discours d'ouverture, qu'il ait fallu attendre huit ans après le début de cette épidémie pour que la communauté internationale spécialisée participe, à l'initiative de l'OMS et du gouvernement français, à une telle réunion. Après l'accent mis sur la « maladie-pêché » (celle qui frappe les toxicomanes, les homosexuels ou les bisexuels) et sur la « maladie-fatalité » (conséquences de transfusions faites à partir de sang ou de produits sanguins contaminés), on commence, avec la transmission virale de la mère à l'enfant qu'elle porte, à prendre l'exacte mesure du fléau. Même si ce mode de transmission est parfaitement connu et identifié, on est loin encore, en effet, d'en percevoir la portée et les multiples conséquences.

Les quelques données épidémiologiques dont on dispose actuellement ne laissent guère de doute quant à l'ampleur et à l'urgence croissantes du problème. L'Organisation mondiale de la santé estime que, dans l'hypothèse minimale où 6 millions de personnes sont, à travers le monde, infectées par le virus, un tiers d'entre elles sont des femmes. On compterait ainsi 300 000 femmes contaminées dans les pays industrialisés (Amérique du Nord, Amérique latine, Europe de l'Ouest et Australie) et 1,5 million dans les pays de l'Afrique subsaharienne et des Caraïbes. D'autre part, l'OMS estime que, sur les 600 000 personnes ayant été victimes de la maladie dans les années 80, 150 000 sont du sexe féminin. Toujours selon cette organisation internationale, 200 000 enfants à travers le monde ont d'ores et déjà été contaminés à partir d'une transmission virale intra-utérine ou périnatale. D'autre part, parmi les 500 000 personnes qui développeront un sida, dans les deux prochaines années, 200 000 seront des femmes.

« Dans les orphelinats de Port-au-Prince, à Haïti, 55 % des enfants de moins de dix-huit mois sont séropositifs », déclare le docteur Mann. Dans la ville de New York, on estime que 50 000 à 100 000 enfants perdront ou ont déjà perdu un parent victime du sida. Les taux élevés de l'infection chez les femmes enceintes ne se limitent pas aux pays d'Afrique ou des Caraïbes. Dans certaines zones



des Etats-Unis, comme à Newark (New Jersey), à Miami, New York ou Boston, les taux de séropositivité des femmes enceintes dépassent souvent 1 % pour atteindre jusqu'à 4 %. En France, dans certaines maternités parisiennes, on recense déjà plus de 1 % de femmes enceintes contaminées par le virus.

La progression de la contamination hétérosexuelle

En Afrique, les proportions des femmes enceintes contaminées sont de 4 à 8 % à Brazzaville (Congo) et à Kinshasa (Zaire), expliquent les responsables de la conférence internationale de Paris. Ces chiffres illustrent l'importance de l'infection et sa caractéristique urbaine. A Kinshasa, où des études rétrospectives ont pu être effectuées sur une banque de sérum congelé, ce taux n'était que de 0,2 % en 1976. Ces proportions sont plus faibles pour l'Afrique de l'Ouest (Mali, Burkina-Faso), à l'exception toutefois de la Côte-d'Ivoire : 2,7 % des femmes enceintes étaient séropositives l'an dernier à Abidjan.

En France, où les femmes représentent déjà 13 % des cas de sida officiellement déclarés, selon diverses estimations, il y aurait actuellement entre 30 000 et 40 000 femmes séropositives en âge de procréer. 1 000 à 5 500 grossesses, dont la moitié sont interrom-

pues volontairement, représentent, rapportées à l'échelon national, 0,1 % du total des naissances. La répartition géographique des femmes enceintes séropositives est toutefois très hétérogène et se concentre sur quelques centres urbains, comme Paris, Nice ou Toulouse. Une enquête de dépistage effectuée dans plusieurs maternités parisiennes a montré que près de 1 % des femmes enceintes — voire parfois plus de 1 % — étaient contaminées par le virus du sida. La plupart de ces femmes avaient été contaminées à partir d'une consommation intraveineuse de drogue, mais la fréquence de la contamination hétérosexuelle augmente progressivement.

La propagation de la maladie hors des milieux homosexuels dans les milieux de la toxicomanie puis, notamment en Afrique et en Amérique du Sud, dans les populations hétérosexuelles soulevées, d'ores et déjà, de nombreux problèmes sociaux. Le décès à cause du sida de la mère ou du père (et quelquefois des deux) laisse orphelins de très nombreux enfants contaminés par le virus ou indemnes. « Dans certains pays à haute endémie, les systèmes familiaux ont été abîmés, expliquent les responsables de la conférence. Les risques de malnutrition menacent alors des centaines voire des milliers d'orphelins : 35 000 en Ouganda en septembre dernier. Dans les pays d'Amérique latine, la pauvreté ou la prostitution font courir

aux enfants de la rue, privés de leur mère, de graves risques de contamination par le virus du sida. Par ailleurs, un très grand nombre d'enfants contaminés, qui jouissent d'un bon état clinique et qui devraient mener une vie normale et aller à la crèche ou à l'école, ne le peuvent pas. Une stigmatisation de cette infection a entraîné de telles proportions que les mères et les familles concernées sont généralement conduites à garder le secret vis-à-vis de leur propre enfant et du monde extérieur. Leur isolement affectif et social s'en trouve renforcé d'autant. Aucune maladie n'a suscité autant de craintes, de risques, de discriminations, de perturbations individuelles ou communautaires. Aucune maladie n'a provoqué autant d'instabilité et de bouleversement social. »

« On peut dire que, jusqu'à présent, on n'a pas porté assez d'attention à la progression de l'épidémie de sida chez les femmes, les mères et leurs enfants », estime le docteur Mann. Cette sous-évaluation générale du problème n'est d'ailleurs pas spécifique au sida. Il y a un énorme décalage entre le discours officiel sur l'importance qu'il faut accorder à la santé des femmes et des enfants et les moyens qu'on y consacre réellement. A travers le monde, la santé et, plus généralement, la politique sociale est fautive par les hommes, pour les hommes. »

JEAN-YVES MAU
Lire la suite page 17

Un « grand disséminateur »

A partir de quel moment faut-il considérer qu'une relation hétérosexuelle constitue un risque de sida ? Une étude belge publiée dans le dernier numéro (daté du 23 novembre) de l'hebdomadaire américain *New England Journal of Medicine* démontre à quel point les certitudes peuvent être fragiles. Cette étude a été réalisée par une équipe de l'hôpital universitaire Saint-Pierre de Bruxelles dirigée par le docteur Nathan Clumeck. Elle concerne la dissémination du virus par un seul homme, d'origine africaine, à onze femmes avec lesquelles il avait eu des relations sexuelles.

L'homme était ingénieur, originaire d'Afrique centrale. Il était arrivé en Belgique en 1963 et y est mort des suites d'un sida en 1986. Grâce à une méthode d'enquête épidémiologique originale, les spécialistes bruxellois sont parvenus à décrire la chaîne de contamination virale qui, en dépit de son caractère quelque peu spectaculaire, n'a malheureusement sans doute rien d'unique.

On sait ainsi aujourd'hui que l'homme infecté a eu au minimum onze des dix-huit femmes avec lesquelles il avait eu des relations sexuelles durant les trois années précédant sa mort. Pour deux femmes, la contamination semble être la conséquence d'un seul contact sexuel avec cet homme, que les médecins qualifient de « grand disséminateur ».

Selon le docteur Stan Vermud, spécialiste du sida à l'Institut national américain de la santé, d'autres cas similaires sont aujourd'hui connus, dans lesquels la forte dissémination du virus peut parfois être le fait de femmes.

Pour le docteur Clumeck, une telle contamination démontre entre autres que dans certains cas, et en dehors de toute pratique homosexuelle ou toxicomaniaque, un nombre très limité de partenaires sexuels (ce qui était le cas pour plusieurs des femmes belges aujourd'hui infectées) peut correspondre à une situation où les risques sont plus élevés qu'on le pensait jusqu'à présent.

En d'autres termes, la progression multiforme de l'épidémie et l'existence de « grands disséminateurs » ou de « grandes disséminatrices » font que la notion de comportement à risque telle qu'elle était définie doit être corrigée. Il y aurait en effet un réel danger à continuer de limiter ce risque aux seuls hétérosexuels à partenaires multiples dans la mesure où il est parfaitement démontré que le partenaire unique, même lorsqu'il n'est ni bisexuel ni toxicomane, peut dans certains cas être à lui seul dangereux.

La publication du *New England Journal of Medicine* vient par ailleurs une nouvelle fois souligner à quel point on sait peu de chose sur la réalité des comportements sexuels humains et, corollaire, sur les voies de la dissémination de cette maladie mortelle sexuellement transmissible. C'est dire l'urgence qu'il y aurait à développer la méthode d'enquête mise au point à Bruxelles par le docteur Clumeck. Celle-ci permet, en effet, tout en garantissant de manière absolue le respect du secret médical, d'enquêter sur le passé sexuel des malades, de reconstituer la chaîne de contamination potentielle et parfois de la briser.

J.-Y. M.

La grande muraille de l'Univers

La découverte d'un gigantesque amas galactique trouble les astronomes et bouscule les théories les mieux établies

MARGARET GELLER et John Huchra ont baptisé « le grand mur » et, effectivement, la muraille de Chine ferait figure de petite maquette en comparaison. Avec 300 millions d'années-lumière de longueur sur 200 de large, et 15 d'épaisseur, la structure galactique qu'ont découverte ces chercheurs du centre Harvard-Smithsonian pour l'astrophysique de Cambridge (Massachusetts) est l'ensemble le plus gigantesque jamais observé jusqu'à présent. Cette découverte étonnante oblige les théoriciens qui s'efforcent d'expliquer la formation des galaxies à revoir leur copie.

Les deux astronomes américains sont actuellement à la pointe d'un type de travail un peu ingrat, aussi vieux que l'astronomie : la cartographie du ciel. Des siècles d'observations qui ont abouti à un remarquable atlas publié dans les années 50 par l'astrophysicien suisse Fritz Zwicky. Ce « catalogue », qui fournit la position et la magnitude (ou brillance) de plusieurs milliers de galaxies, consti-

tue un outil de travail irremplaçable pour tous les chercheurs. Seul inconvénient, il ne fournit qu'une carte, plane par définition. Et ce qui représente déjà un handicap pour faire figurer le relief dans un atlas terrestre devient extrêmement gênant si l'on veut se faire une idée un peu précise de l'espace intergalactique.

Margaret Geller et John Huchra ont décidé de s'attaquer au problème au début des années 80. Représentant une à une les galaxies du catalogue de Zwicky, ils entreprirent d'en mesurer leur distance à la Terre. Une opération courante, mais si elle n'avait encore jamais été réalisée à une telle échelle. Il « suffit » de mesurer le « décalage vers le rouge » de la lumière qu'elles émettent, une application de l'effet Doppler, qui fait apparaître de plus en plus grave le son du klaxon d'une voiture s'éloignant à grande vitesse, et agit de même sur la longueur d'onde de la lumière. On peut ainsi mesurer la vitesse des galaxies et en déduire leur éloignement par le calcul.

Les deux astronomes américains publient en mars 1986 les premiers

résultats de leurs travaux : la cartographie en volume de 1 099 galaxies. Première surprise : l'Univers fait des bulles ! « La distribution des galaxies dans notre relevé ressemble à une tranche coupée dans la mousse de détergent au fond d'un évier de cuisine », écrivent-ils à l'époque dans la revue spécialisée *Astrophysical Journal Letters*.

Stimuler leurs recherches

Une métaphore peu poétique (d'autres astronomes préfèrent de « mousse de bière ») qui traduit la réalité d'assez loin. « Nous ne pouvons pas encore affirmer s'il s'agit vraiment de structures sphériques. Il faudrait plutôt parler de cellules (de 150 années-lumière de diamètre), dont les parois seraient constituées par les galaxies, et le contenu pratiquement vide de matière visible », explique Valérie de Lapparent (Institut d'astrophysique de Paris), qui était alors stagiaire dans leur laboratoire (1). Depuis 1986, à raison de 500 galaxies par an, Margaret Gel-

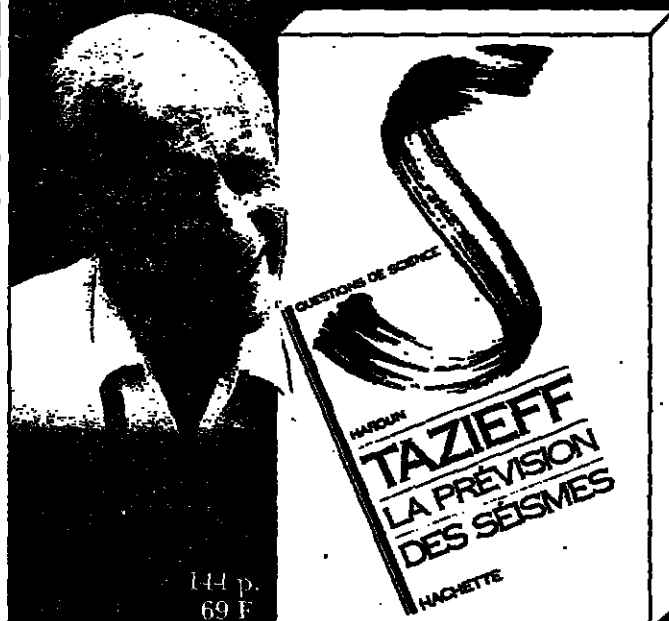
ler et John Huchra ont cartographié deux autres secteurs, des « tranches » — analogues à des parts de tarte vues de la Terre, dans le sens de l'épaisseur — adjacentes à la première. Nouvelle surprise : on retrouve une même barre au travers de chacune de ces trois tranches : la coupe d'un même gigantesque mur de « mousse de galaxies », une sorte de paroi un peu courbe qui leur serait perpendiculaire.

« Encore eux », ont dû s'exclamer les théoriciens à la lecture de leurs travaux publiés dans le numéro daté du 17 novembre de la revue américaine *Science*.

JEAN-PAUL DUFOUR
Lire la suite page 16

(1) Valérie de Lapparent poursuit actuellement, avec Alain Mazure (CNRS), Yannick Mellier et Guy Mathis (observatoire de Toulouse), des travaux analogues à ceux de Margaret Geller et John Huchra sur une région différente du Ciel, plus petite, mais sur une profondeur dix fois plus grande.

La terre tremble aussi en France, il est temps d'agir.



QUESTIONS DE SCIENCE-HACHETTE
Collection dirigée par Dominique Lecourt

سكزا من الامايل

صحنه من الاصل

Bulles de science

En s'intéressant aux scientifiques, la bande dessinée met en images le décor où s'appliqueront leurs découvertes

LORSQU'ILS visitent pour la première fois la pyramide de Khéops, en 1985, les deux architectes Jean-Patrice Gordin et Gilles Dormion ne remarquent rien — ou presque. Mais tout change quelques mois plus tard, lorsqu'un ami leur offre le *Mystère de la Grande Pyramide*. A la lecture de la célèbre aventure de Blake et Mortimer, l'évidence leur saute aux yeux : creusées dans les banquettes latérales de la grande galerie menant à la chambre du roi, fidèlement reproduite par Edward P. Jacobs, il existe des cavités, des mortaises analogues à celles que font les menuisiers. A quoi servent-elles ? L'exploration de la pyramide de Khéops commence, et avec elle une série de découvertes qui continuent de bouleverser, aujourd'hui encore, les connaissances acquises par les égyptologues.

La bande dessinée, source de découvertes scientifiques ? L'exemple est unique. Mais il n'en illustre pas moins les liens étroits qu'entretiennent, depuis toujours, ces deux univers. Les fans de BD — et les autres — pourront s'en convaincre aisément en parcourant l'exposition « La science par la bande » (1), inaugurée la semaine dernière à la Cité de la Ville, à Paris. Un voyage en neuf étapes au pays des bulles, pour retrouver, dans ce laboratoire de papier propice à toutes les inventions, des sujets plus ou moins farfelus (inventeurs et bricoleurs, savants fous), plus ou moins humains (mutants, robots), plus ou moins imaginaires.

Cependant, les astronomes qui étaient en séance pour discuter la soixante-douzième décimale du logarithme népérien de 0,000000042, apprenant qu'une météorite inconnue a apparue dans le ciel, se mettent en mesure de faire quelques observations avec une rigueur et une précision toute mathématique : depuis Christophe et son savant Cosinus, né à la fin du siècle dernier, les auteurs de bandes dessinées n'ont cessé de flirter avec la science.

Hergé, bien sûr, qui s'est attaché, tout au long des aventures de son célèbre reporter, à respecter les contraintes scientifiques et techniques de l'époque. Ou encore, parmi tant d'autres, Jean-Michel Charlier et Victor Hubizon, pères de Buck Danny et tous deux munis d'un brevet de pilote professionnel, dont les avions continuent de fasciner nombre d'ingénieurs en aéronautique. L'histoire raconte même que Charlier, dans l'immédiat après-guerre, reçut un jour la visite d'un représentant du ministère de la Défense, l'accusant ni plus ni moins (à tort, bien sûr !) d'avoir recopié des plans existants pour dessiner son dernier prototype !

Belle époque, aujourd'hui révolue ? Etayée par la formidable explosion technologique des années 1950-1960, cette source d'inspiration aurait pu, en effet, se tarir depuis lors. Mais il suffit de parcourir une librairie spécialisée dans la bande dessinée pour s'en convaincre : la science-fiction et le fantastique, bien au contraire, l'emportent aujourd'hui sur tous les autres genres. Signe des temps : les mises en scène se font plus pessimistes, plus tordues, reflétant l'évolution d'une attitude générale face à la science de cette fin de siècle, face aux bouleversements sociaux qu'elle laisse pressager.

Franquin, père de Gaston Lagaffe et du comte de Champignolle (savant touche-à-tout inventeur d'un gaz ramollissant, le méromol), substitués ainsi à la fraîcheur de ses premiers enfants un univers sombre, parfois terrifiant, où l'homme se trouve assu-

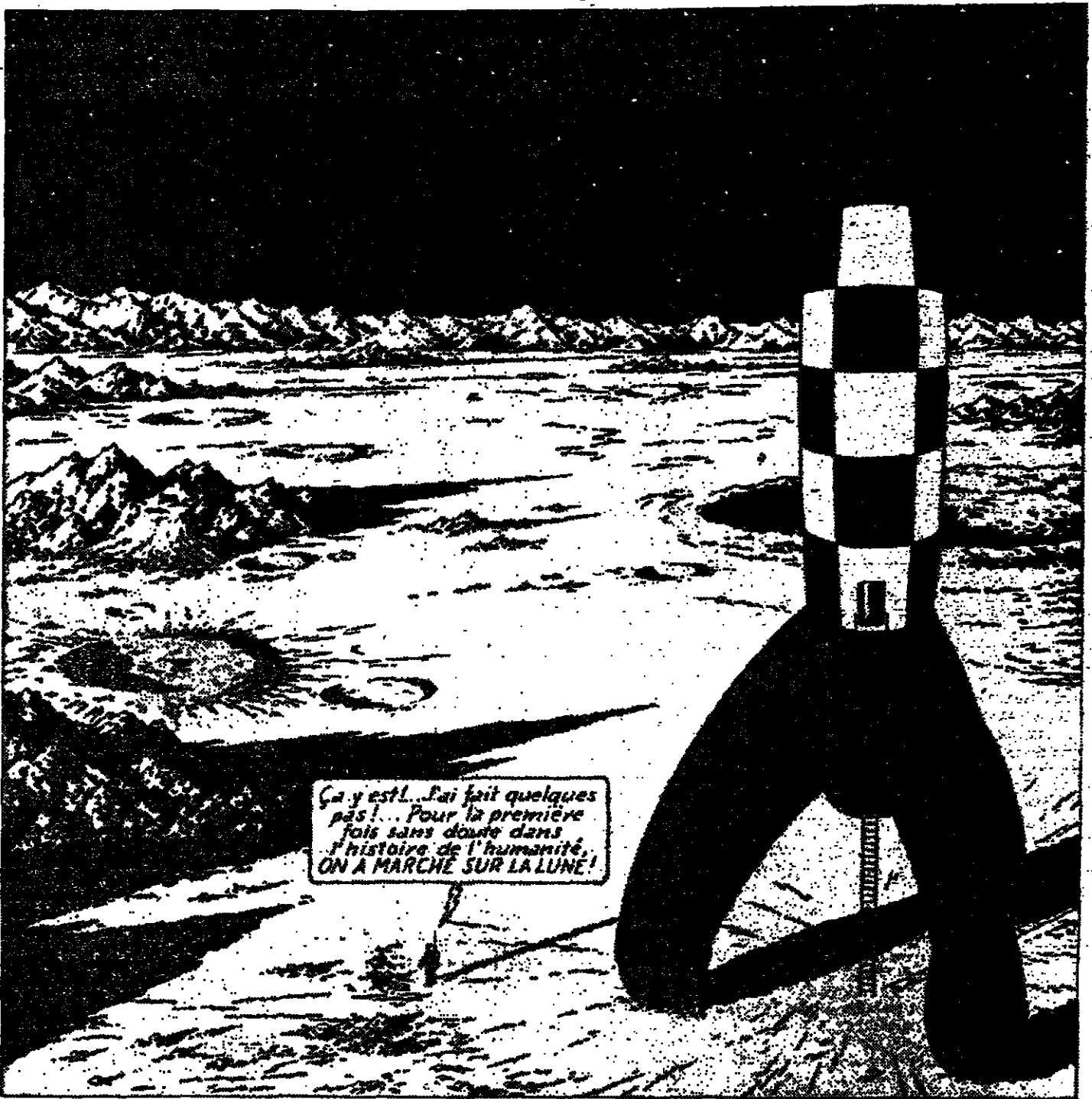
jéti à une technologie primitive et mortelle. Les savants fous et machiavéliques de Tardi, loin de l'image rassurante d'un professeur Tournesol rêveur et inoffensif, nous entraînent dans un monde futur angoissant, déshumanisé par la science. De la médecine réparatrice à la génétique, les détournements et déformations de la réalité biologique sont légions, et nombre d'albums, peuplés de monstres et de robots en tout genre.

Le thème de la toute-puissance scientifique, surtout, devient prépondérant. « Le contrôle à distance du psychisme d'autrui, le plus souvent par l'intermédiaire du regard, en est la forme la plus anodine, et la création d'humanités, la plus spectaculaire », analyse Serge Tisseron, psychiatre et enseignant à l'université Paris-VII (2). Le mythe de Frankenstein semble littéralement hanter le genre, et un pas de plus est franchi avec la création de véritables mondes greffés sur un cerveau humain artificiellement maintenu en vie, ou bien sur un ordinateur auquel un savant fou a confié sa propre mégalomanie dévorante. Comme si le fantastique libérait ainsi des forces masquées jusqu'alors par un pseudo-réalisme ou des conventions magiques, telles les métamorphoses permises avant guerre par les pouvoirs de Mandrake.

Tournesol : à la fois Einstein et von Braun

Rien d'étonnant, dès lors, au fait que les scientifiques se penchent avec une attention croissante sur leurs homologues de papier. Même si la plupart d'entre eux — et c'est de bonne guerre — préfèrent s'intéresser, plutôt qu'aux méandres de l'imagination, au réalisme de leur image. Pourtant empreint de sérieux et d'innocence, le professeur Tournesol serait ainsi difficilement admis dans leur communauté. « A la fois théoricien et expérimentateur, Einstein, von Braun et sorte d'immense du concours Lépine, le tout en se promenant avec un pendule de radiesthésiste... un personnage impensable dans la réalité ! », commente Robert Mochkovich, chercheur à l'Institut d'astrophysique de Paris. Hergé lui-même, d'ailleurs, reconnaissait avoir été quelque peu infidèle à l'image du véritable Tournesol, le physicien suisse Auguste Piccard. « Tournesol et son sous-marin, c'était le professeur Piccard et son bathyscaphe », précisait-il (3). Mais un Piccard en réduction, car le vrai était trop grand. Je le croisais quelquefois dans la rue, et il m'apparaissait comme l'incarnation du savant. J'ai fait de Tournesol un mini-Piccard, sans quoi j'aurais dû agrandir les cases des dessins... »

Mais les scientifiques, au fond, ne retiennent guère autrement que par jeu ces petites entorses à la réalité, tant le souci de respecter les faits scientifiques et techniques, cultivé au plus haut point chez le père de Tintin, l'emporte sur le reste. *Objectif Lune* et *On a marché sur la Lune*, encore aujourd'hui, demeurent un modèle de rigueur et d'anticipation, que les chercheurs ne se lassent pas d'analyser dans les moindres détails. Publiés quinze ans avant le premier alunis-



« C'est un petit pas pour l'homme, mais un bond de géant pour l'humanité. » (Neil Armstrong, le 21 juillet 1969.)

sage, et même plusieurs années avant le lancement du premier Spoutnik, ces deux albums ont révélé des planches d'une étonnante valeur prédictive. Ainsi l'image du capitaine Haddock, flottant en apesanteur avec sa boucle de whisky, ne ressemble-t-elle pas en tout point à celle de l'astronaute Joe Allen, photographié

plusieurs années plus tard par la NASA à la poursuite d'un globe de jus d'orange ?

Parfois, les scientifiques amateurs de Tintin — et ils sont nombreux — vont même plus loin encore. Le *Temple du Soleil* en a ainsi entraîné plus d'un à rechercher s'il y avait eu, entre

1935 et 1949, des éclipses solaires totales au Pérou. Ils en retrouveront trois, survenues en 1937, 1940 et 1944. « Malheureusement, aucune ne correspond à l'horaire indiqué par Hergé », précise Robert Mochkovich. Le jeu de piste s'arrête donc là. Car s'il avait décrit une véritable éclipse, Hergé aurait ainsi (sans le

savoir ?) permis aux chercheurs de localiser le site du temple du Soleil (jamais révélé par Tintin) — ou du moins le cercle de 100 kilomètres de diamètre dans lequel, données astronomiques à l'appui, il se serait trouvé. La science, cette fois, n'a pas réussi à rattraper la fiction.

CATHERINE VINCENT

La grande muraille de l'Univers

Suite de la page 15

Les fameuses bulles leur avaient en effet donné déjà bien du fil à retordre il y a trois ans. L'existence d'une structure de la taille du « grand mur » n'était pas prévue dans leur calcul et va, sourit Valérie de Lapparent, — « stimuler leurs recherches — sous-entendu : les obliger à tout reprendre à zéro !

Ces théoriciens ont une obsession : vérifier si les pièces du puzzle que représentent les découvertes des astronomes peuvent bien trouver leur place dans le cadre de la théorie qu'ils ont imaginée. Pour cela, ils construisent des « modèles numériques » qui tentent de reproduire sur de gros ordinateurs (principalement aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne) l'évolution de l'Univers à partir des lois de la physique, et vérifient que le résultat correspond bien à ce que l'on peut observer aujourd'hui. Evidemment, il leur manque toujours une pièce pour terminer leur ouvrage ou, pis, un élément nouveau risque à tout moment de remettre en cause leur bel édifice. C'est le cas, aujourd'hui, avec la découverte des deux astronomes américains.

Jusqu'à présent, le Big Bang, la théorie la plus plausible selon la majorité des scientifiques, a résisté à toutes les tempêtes. Grâce aux percées dans le domaine de la physique des particules, on a pu remonter en décrivant assez bien les événements de nos jours jusqu'à une infime fraction de seconde après l'explosion originelle, alors que l'Univers n'était encore qu'une boule extrêmement dense et br-

lante de particules élémentaires. Seul problème : celui de la « masse manquante ». Le mouvement et la disposition des galaxies ne peuvent s'expliquer que par la présence d'une certaine quantité de matière qui pourrait atteindre 90 % de la masse de l'Univers. Selon les modèles théoriques, cette « matière noire » pourrait être constituée de particules très lourdes que personne, cependant, n'a encore réussi à détecter.

En 1981, déjà, la découverte dans la constellation de Bootes d'un énorme « trou » de 100 millions d'années-lumière, vide de toute galaxie, avait posé des problèmes aux tenants de la matière noire. La structure en cellules mise en évidence par Margaret Geller et John Huchra en 1986 avait encore aggravé leurs angoisses. Mais, moyennant quelques petits aménagements et corrections, la théorie de la matière noire avait pu digérer sans trop de problèmes les « bulles » des deux Américains. Cela risque d'être plus difficile cette fois.

« C'est le défi le plus sérieux jamais posé » aux théories standards de la formation des galaxies, a déclaré à la revue *Science* l'astronome Marc Davis, de l'université de Berkeley (Californie), l'un des meilleurs spécialistes en ce domaine. Pour lui, les jours de la matière noire sont comptés, et il essaie de mettre au point un nouveau modèle numérique où son rôle serait beaucoup moins important. D'autres chercheurs estiment que le salut pourrait venir d'une théorie récente, celle des « cordes cosm-

iques », des brins de matière cosmique primordial d'une densité et d'une énergie énormes, évidemment encore indétectables elles aussi. En revanche, George Efstathiou, de l'université d'Oxford (Grande-Bretagne), reste partisan de la matière noire, qui, affirme-t-il, pourrait, comme lors de la découverte des « bulles », être sauvée moyennant quelques petits ajustements. « Quand vous saurez que Davis et Efstathiou travaillent de concert sur le même modèle numérique, vous aurez une idée de la complexité du problème », souligne Valérie de Lapparent.

Une affaire à suivre donc, et dont les rebondissements risquent d'être encore nombreux. En effet, écrivent Margaret Geller et John Huchra dans le compte rendu de leurs travaux, « nous n'avons cartographié pour l'instant qu'un cent millième du volume de l'Univers visible ». Rapporté à la surface de la Terre, cela représente un peu plus du tiers de la Corse. Si la même densité de curiosités scientifiques se maintient dans les zones encore explorées, les astrophysiciens ne sont pas au bout de leurs surprises...

JEAN-PAUL DUFOUR

Conférence

Dans le cadre de l'exposition
PASSION-RECHERCHE
réalisée pour le cinquantième anniversaire de CNRS

“L'homme et l'environnement”
par Gérard Mégie,
directeur de recherche au CNRS, professeur à l'université de Paris VI

samedi 2 décembre à 15h

... et n'oubliez pas les conférences / débats à 17h :
le 6 décembre “Les merveilles de l'océan”
le 13 décembre “Les enfants de la science ...”

(entrée libre)

129 rue de la République
75011 Paris. Métro : Porte de la Villette
Informations : 01 46 42 12 13

CONCOURS INSERM

Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale

Ouverture de 65 postes
de directeur de recherche de 2^{ème} classe (*),
pour les candidats extérieurs
et les chargés de recherche de l'organisme.

Date limite de retrait des dossiers : 12 janvier 1990.
Date limite de dépôt des dossiers : 15 janvier 1990.

Les dossiers de candidature peuvent être retirés dès maintenant au
bureau des Concours Chercheurs de l'INSERM, 101, rue de Tolbiac
75013 PARIS.

Pour obtenir la liste des groupes de disciplines vous composerez
le 36.15 code JOELS en sélectionnant les rubriques 4 puis 1.

(*) sous réserve des accords administratifs nécessaires.

SCIENCES • MEDECINE

Le sida de la mère

Suite de la page 15

Ainsi, pour prévenir l'infection par le virus du sida et réduire l'impact social de cette épidémie chez les femmes et les enfants, il sera nécessaire, selon le docteur Mann, « de réexaminer et de changer le statut et le rôle des femmes et des enfants dans nos sociétés ».

Dans l'attente, que peut aujourd'hui proposer la médecine ? En France, après de nombreuses polémiques portant sur l'utilité et les dangers d'un dépistage systématique des femmes enceintes, un certain équilibre semble avoir été trouvé. « La situation a bien évolué », explique le professeur Roger Henrion (maternité Port-Royal, Paris). « Plus personne ne discute de la nécessité qu'il y a, dans les régions les plus concernées, à proposer systématiquement le test de dépistage aux femmes, si possible au moment de l'examen prénatal, sinon avant ou au tout début de la grossesse. C'est pourquoi les consensus a pu être trouvé entre les pouvoirs publics, les accoucheurs, les pédiatres, en particulier à Paris et dans la région parisienne, ainsi que dans les régions Provence-Côte d'Azur, Aquitaine et Midi-Pyrénées ».

Pour ce spécialiste, l'idée progressive de prendre le groupe des femmes enceintes comme une population permettant de mesurer l'impact de l'épidémie dans la population générale. Une étude sur ce thème, présentant toutes les garanties d'anonymat, devrait prochainement être mise en place par la Direction générale de la santé, dans la région parisienne, auprès de l'ensemble des femmes accouchant ou ayant décidé d'avorter.

En France, on sait maintenant qu'une fois informée de sa séropositivité une femme enceinte sur deux environ décide d'interrompre sa grossesse.

Il est toutefois aujourd'hui établi que tous les enfants nés de mères contaminées ne développent pas la maladie. Ainsi, l'une des plus importantes études multicentriques sur ce thème, menée par des spécialistes du Hôpital Necker-

Enfants malades (Paris) et de l'unité 212 de l'INSERM, conclut que 27 % (et non 50 % comme on l'avait cru initialement) des enfants nés de mères séropositives sont contaminés par le virus. On ne dispose malheureusement d'aucune certitude quant à la chronologie et aux modalités précises de l'infection du fœtus. La première difficulté est d'ordre diagnostique. Compte tenu de la transmission des anticorps maternels à l'enfant, il faut attendre douze à quatorze mois après la naissance avant de pouvoir affirmer que l'enfant est ou n'est pas infecté. « Seules des techniques plus fines, comme la recherche des antigènes viraux ou la mise en culture du virus, permettent souvent de repérer plus tôt les traces de l'infection », précise le professeur Claude Griscelli (hôpital Necker-Enfants malades). « Ce diagnostic précoce est primordial. Il offre, en effet, la possibilité de traiter à bon escient peu de temps après l'infection initiale. »

Les enfants du péché

L'autre grande question est de savoir à quel stade de la grossesse le fœtus peut être contaminé par sa mère. L'une des plus importantes études sur ce thème, réalisée grâce à la collaboration du Centre d'hématologie périnatale de Paris (docteur Brossard) et du laboratoire de virologie du CHU de Tours (professeur Alain Godeau et Francis Barin) a porté sur plus d'une centaine de fœtus de quinze à trente semaines, obtenus après interruption de grossesse. Cette étude n'a pas encore permis de conclure de manière définitive. Contrairement à certains résultats récemment diffusés, elle démontre que les fœtus ne présentent pas de malformations organiques. Les investigations biologiques habituelles ne permettent pas, d'autre part, de retrouver une dissémination du virus dans les tissus fœtaux. Mais la mise en œuvre d'une nouvelle technique d'amplification génique (technique PCR) ne conclut pas avec certitude sur ce

point. Là encore, ces recherches sont d'une importance considérable dans la perspective d'un traitement du fœtus et de la mère. S'il était démontré que l'infection survient à un stade tardif de la grossesse, voire pendant l'accouchement, rien n'interdirait de penser à une programmation de l'accouchement, anticipé par césarienne, de manière à protéger l'enfant de la contamination maternelle.

En fait, pour le professeur Griscelli, plusieurs arguments laissent penser qu'il pourrait y avoir deux modes de transmission : l'un, précoce (jusqu'au quatrième mois de la grossesse), l'autre plus tardif, correspondant aux deux expressions de la maladie observées chez l'enfant : soit une maladie précoce et d'évolution rapidement mortelle, soit une infection chronique semblable à celle de l'adulte avec d'importants retards mentaux.

Dans ce contexte, la thérapeutique, plus encore que chez l'adulte, n'en est qu'à ses balbutiements. Les premiers essais avec le molécule AZT commencent à être mis en œuvre aux États-Unis et une organisation européenne s'est mise en place. La question éthique porte sur le fait de savoir s'il faut ou non traiter les enfants dès la naissance (voire avant la naissance, via la mère avec la molécule CD4 associée à une immunoglobuline), alors même que l'on n'a aucune certitude sur l'infection de l'enfant.

Les équipes spécialisées sont aussi confrontées à bien d'autres difficultés, à commencer par les réactions de rejet vis-à-vis de ces enfants souvent orphelins qui, fréquemment, sont perçus par l'entourage familial et la collectivité comme les « enfants du péché ». On compte aujourd'hui entre 30 000 et 40 000 femmes contaminées en France en âge de procréer, et tout indique que ce nombre va augmenter dans les années à venir.

« A-t-on le droit, demande le professeur Roger Henrion, de laisser des parents mettre au monde des enfants dont ils ne pourront s'occuper ? »

JEAN-YVES NAU

CORRESPONDANCE

Le bon cholestérol

Les conclusions de la conférence de consensus consacrée au cholestérol (Le Monde du 22 novembre) ont suscité de nombreuses réactions. Plusieurs lipidologues, en particulier, s'étonnent que, dans ses recommandations, le jury de la conférence n'ait pas cru bon de distinguer le bon (HDL) du mauvais (LDL) cholestérol. Dans l'article qu'on lira ci-dessous, les professeurs Douste-Blazy et Jacotot, qui faisaient partie des experts entendus par le jury, critiquent certaines des recommandations rendues publiques le 17 novembre.

Les efforts faits par les spécialistes des lipides pour informer le public et les médecins sur le rôle joué par le cholestérol dans l'apparition de la maladie coronarienne ont été récemment critiqués, tout particulièrement lors de la récente conférence de consensus consacrée au « Cholestérol sanguin, alimentation et risque coronarien ». Ces critiques suggèrent en particulier que le cholestérol plasmatique ne peut être considéré comme un des principaux facteurs responsables de l'apparition de la maladie coronarienne, mais qu'il doit plutôt être considéré comme un simple « complice ».

Nous tenons à répondre le plus clairement possible, et sans attendre, afin de dissiper tout doute sur la relation cholestérol-maladie coronarienne.

Est-ce que l'élévation de la cholestérolémie est un facteur de risque pour la maladie coronarienne ? Est-ce que la baisse de la cholestérolémie aide à préve-

nir la maladie coronarienne ? La réponse à ces deux questions est définitivement « oui ». Les différentes études épidémiologiques, cliniques et génétiques l'ont clairement prouvé, qu'il s'agisse de comparaisons entre différentes populations ou d'études prospectives sur des individus au sein d'une même population. L'association entre le taux de cholestérol sanguin et la survenue d'une maladie coronarienne est continue et positive. L'étude de Framingham, commencée il y a quarante ans et actuellement poursuivie, et une autre étude appelée MRFIT (Multiple Risk Factor Intervention Trial) ont toutes les deux démontré que cette association commence à partir d'un taux de cholestérol sanguin de 1,8 g/l.

De plus, depuis l'essai de prévention primaire LRC-CPPT (Lipid Research Clinic Coronary Primary Prevention Trial), nous savons que, en diminuant un taux de cholestérol plasmatique anormalement élevé, on diminue le nombre d'infarctus du myocarde mortels et non mortels. Les résultats de ces études montrent qu'une réduction de 1 % de la cholestérolémie entraîne une baisse de 2 % du risque de maladie coronarienne.

Enfin, trois études cliniques ont démontré que les modifications induites par les traitements hypolipémiants entraînaient une stabilisation ou une régression des plaques d'athérome coronarien chez l'homme. Une de ces études démontre en particulier qu'une telle stabilisation, ou régression, peut s'observer pour des taux initiaux de cholestérol compris entre 2 et 2,2 g/l.

Dans ces conditions, les experts lipidologues ne sont pas

d'accord avec les conclusions de la conférence de consensus des 16 et 17 novembre. Un mouvement semblable a été observé aux États-Unis, où les experts de l'American Heart Association et du National Heart, Lung and Blood Institute viennent, il y a quelques jours, de présenter un document permettant de faire connaître la vérité au grand public.

Si la conférence de consensus reconnaît l'hypercholestérolémie comme un facteur de risque, on est étonné de ne pas voir, dans les conclusions, d'encouragement à la mise en place de centres clinico-biologiques de diagnostic et de traitement des hypercholestérolémies importantes.

Il est également étonnant de constater qu'à aucun moment, lorsqu'on parle de la faible incidence de la maladie coronarienne dans notre pays, malgré un chiffre de cholestérol plasmatique anormalement élevé, on mentionne le fait que la population française se caractérise par un taux de cholestérol HDL (protecteur) très élevé. Nous sommes le seul pays industrialisé dans lequel une conférence de consensus n'ait pas recommandé, pour un taux de cholestérol supérieur à 2 g/l (y compris entre 2 et 2,5 g/l), un dosage du cholestérol LDL, principal facteur de risque de la maladie coronarienne.

PHILIPPE DOUSTE-BLAZY
Unité de prévention des facteurs de risque de l'athérosclérose.
CHU Purpan, Toulouse.

BERNARD JACOTOT
Chef de service à l'hôpital Henri-Mondor, Créteil.

1939 - 1940 L'ANNÉE TERRIBLE

LE FEUILLETON DE L'ÉTÉ
DISPONIBLE
EN UN SEUL
NUMÉRO



Rassemblement dans un seul journal illustré de nombreuses photos inédites, les 35 épisodes du feuilleton de l'été parus dans le Monde racontent les moments-clés de cette année terrible.

De l'invasion de la Pologne par la Wehrmacht à la bataille de Narvik, de la « drôle de guerre » à la destruction de la flotte à Mers-el-Kébir, de la rencontre Pétain-Hitler à Montoire aux lois antijuives de Vichy, Jean-Pierre Azéma retrace les mécanismes de l'effondrement militaire, politique et moral d'un pays qui était l'un des plus puissants de l'Europe.

Le Monde

NUMÉRO SPÉCIAL HORS SÉRIE - 40 pages - 22 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

1939-1940 : L'ANNÉE TERRIBLE

NOM : _____ PRÉNOM : _____
ADRESSE : _____
CODE POSTAL : _____ LOCALITÉ : _____

NUMÉRE D'EXEMPLAIRES : _____ X 27 F, frais de port inclus = _____ F.

Pour les DOM-TOM et l'étranger, nous consulter. Bulletin et règlement à renvoyer à : Le Monde, service vente au numéro, 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 02.

LM 174

PICARD ÉDITEUR

82, rue Bonaparte, 75006 Paris

Gérardine MÉNER-NOMES

L'EX-LIBRIS

HISTOIRE - ART - TECHNIQUES

Un volume
21 x 27
304 pages
200 illustrations
dont 28 en couleurs
Prix de lancement
jusqu'au 30-6-1989
370 F
cote : 450 F

Jean-Jacques HART

MYTHES ET DIEUX DE LA GAULE

LES DIVINITÉS MASCULINES

Un volume
21 x 27
200 pages
250 illustrations
Prix de lancement
jusqu'au 31-7-1989
480 F
cote : 550 F

Yann Le BOEC

L'ARMÉE ROMAINE

SOUS LE HAUT EMPIRE

Un volume
17 x 24
120 pages
dont 40 planches hors-texte
Prix de lancement
jusqu'au 30-6-1989
280 F
cote : 350 F

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

MINITEL 36.15 CODE A3 T puis OSP

Vente sur saisie. Pal. de Just. d'Evry (91) Mardi 19 décembre 1989 à 14 heures
à **DRAVEIL (91210) CONSTRUCTION**
à **USAGE D'ATELIERS et BUREAUX et ses dépendances**
avec cour, 8, rue Charles-Mory Section AM N° 146 - Cte 7 x 45 m
S'adr. SCP ELLUL-CRIMAL-ELLUL, avocats
M. à P. : 350 000 F à Evry (91000) 3, r. de Village - Tél. : 60-77-96-10.

Vente sur saisie immobilière, au Palais de Justice à BOBIGNY
le **MARDI 12 DÉCEMBRE 1989**, à 13 h 30
UNE MAISON à PIERREFITTE (93)
26, rue Brisis
M. à P. : 350 000 F S'adr. M^{re} BOURGEOISET, avoc. à AULNAY-
SOUS-BOIS (93), 3, av. Germain-Papillon,
off. 48-66-62-68 - M^{re} BOUDRIOT et VIDAL DE VERNEUX, avocats,
55, bd Malesherbes, 75008 PARIS - Tél. 45-22-04-36 - Sur place pour visite
le 4 décembre 1989, de 14 à 15 heures.

Vente sur saisie immobilière, au Palais de Justice à PARIS
le **JEUDI 14 DÉCEMBRE 1989**, à 14 h 30 - EN UN LOT
UN APPART. EN DUPLEX DE 4 P. PRINC.
avec terrasse, aux 6^e et 7^e - UN EMPLACEMENT n° 16 pour voiture auto au
7^e/ad - UNE CAVE au 1^e/ad - (LOTS 18, 59, 23 répl. con.)
28, RUE CLAVEL - PARIS (19^e)
M. à P. : 700 000 F S'adr. à M^{re} Jean-Michel GONDINET,
avocat, 18, rue Blanche, 75009 PARIS
Tél. 45-74-64-99 - 45-74-69-97

Vente au Palais de Justice de CRÉTEIL, le **JEUDI 14 DÉCEMBRE 1989** à 9 h 30
APPARTEMENT à ST-MANDÉ (94)
8, Square Nungesser
3 pièces, cuisine, salle-de-bains, w.c., cave
LIBRE - MISE à PRIX : 400 000 F
(à défaut d'enchères sur une mise à prix réduite de 1/5^e, puis de moitié)
S'adresser à M^{re} MELIN-BARADEZ, avocate au Barreau du Val-de-Marne,
14, rue Mallier, 94120 FONTENAY-sous-BOIS - Tél. 48-73-74-58.
Sur place pour visiter le **VENREDI 8 DÉCEMBRE 89** de 11 h 30 à 12 h 30
MINITEL : 3616 JAVEN.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS,
le **JEUDI 14 DÉCEMBRE 1989**, à 14 h 30
EN UN SEUL LOT
APPARTEMENT DE 4 PIÈCES
principales, entrée, cuisine, office,
2 salles de bains, WC, dégagements, placards
CAVE - CHAMBRE DE SERVICE
dans un immeuble sis à
PARIS 7^e - 83, QUAI D'ORSAY
MISE A PRIX : 5 000 000 F
M^{re} Jean NOUËL, av. à PARIS (7^e) : 26, bld Raspail. Tél. : 45-49-00-79. - Sur place pour visiter.

هكذا من الامم

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Après plusieurs refus de la chancellerie

Le juge d'instruction parisien a pu prendre possession du dossier de grâce de Paul Touvier

Le juge d'instruction parisien Jean-Pierre Getti, chargé des affaires criminelles et des grâces, a pris possession, lundi 27 novembre, au ministère de la justice, du dossier de grâce de l'ancien chef de service de renseignements de la milice lyonnaise.

Cette incontestable victoire de M. Getti couronne plusieurs années d'efforts de son prédécesseur, le juge Claude Grellier, pour parvenir à prendre connaissance de cette mine supposée d'informations sur le cas de l'ancien milicien : le dossier constitué par M. Pierre Arpaillange à l'époque où il était directeur des affaires criminelles et des grâces. C'est sur la base de ce dossier que le président Pompidou, à la stupeur générale, avait fait grâce à Touvier de la confiscation de ses biens et de l'interdiction de séjour dans la région lyonnaise.

Ce dossier, le juge Grellier en avait demandé, par deux fois, la communication, essayant deux refus successifs de MM. Albin Chandon et Pierre Arpaillange. A l'époque - c'était avant l'arrestation de Touvier en mai dernier - il s'agissait pour lui de chercher à cerner les complicités, religieuses ou politiques, dont avait pu bénéficier le milicien en cavale. Devant l'obstruction de la chancellerie, le magistrat avait alors tenté une sorte de coup de force : le colonel de gendarmerie Jean-Louis Recordon, chargé de l'enquête, s'était présenté dans les locaux de Fontainebleau, où sont entreposées certaines archives du ministère de la justice, et avait tout bonnement demandé le dossier. Pas de chance : il venait d'être expédié à la chancellerie.

Les motivations de M. Getti sont certainement différentes. Cette demande, le juge actuel ne voulait pas la formuler si tôt : il mène une instruction sur le mode chronologique, et n'en est actuellement qu'à l'année 1943. On peut supposer

qu'il y a été poussé par les initiatives du doyen des juges d'instruction lyonnais, M. Jacques Hamy, venu à Paris la semaine dernière, inculper à son tour Paul Touvier de crimes contre l'humanité. Ressentie comme une tentative lyonnaise de se réapproprier le procès Touvier, cette démarche de M. Hamy a contraint M. Getti à démontrer, par un geste spectaculaire, que l'instruction parisienne se poursuivait, envers et contre tout, et qu'il ne fallait pas confondre sérénité et inertie.

Les inconvénients du secret

Le plus étonnant de ce nouvel épisode est pourtant le revirement de la chancellerie, qui effectuait, aujourd'hui, ce geste sans précédent, dont elle refusait hier l'idée : communiquer à un magistrat le dossier sur lequel un chef d'Etat, dans le secret de sa conscience, a fondé la décision la plus intime qu'il puisse être.

Pour justifier son refus, la chancellerie expliquait, jusqu'à ces dernières semaines, que ce dossier contenait les avis motivés des hauts responsables concernés - préfets, magistrats, ministres -, avis rendus en échange de la promesse implicite d'un secret éternel. Verser ces pièces à un dossier d'instruction aurait donc été une manière de trahison. « En fait, nous n'avions aucune raison de fond de refuser la communication de ce dossier », explique aujourd'hui M. Irène Allier, porte-parole de la chancellerie.

La controverse du mois dernier sur le rôle de l'actuel garde des sceaux, alors directeur des affaires criminelles, au moment de la grâce de Touvier, a aussi contribué à convaincre le ministère que les inconvénients du secret l'emportaient désormais sur les avantages. Ancien directeur de cabinet de Georges Pompidou, M. Anne-Marie Dupuy avait alors déclaré

« ne pas se souvenir » avoir vu, dans le dossier de grâce expédié par la chancellerie, trace du rapport du commissaire Delarue, accusant pour Touvier. « Le dossier fut évidemment transmis dans son intégralité », avait répliqué la chancellerie.

Le caractère secret de ce dossier de grâce, il est vrai, avait été bien entamé depuis qu'une pièce, prouvant que M. Arpaillange s'était montré hostile à la grâce en mars 1971, huit mois avant la signature du décret par Pompidou, avait été publiée par *Liberation*. Manuscrites, rédigées sur papier libre, ces trois lignes signées de M. Arpaillange sont-elles la seule trace écrite de son hostilité à la grâce de Touvier, ou existe-t-il un document officiel faisant mention de son avis négatif ? Va-t-on découvrir, outre les ecclésiastiques, intellectuels ou compagnons de la libération déjà connus, de nouveaux soutiens à Paul Touvier ? Telles sont les questions auxquelles M. Getti est aujourd'hui, enfin, à même de répondre.

LAURENT GRELSAMER et DANIEL SCHNEIDERMAN

SCIENCES

Discovery a rempli avec succès sa mission secrète

La navette spatiale américaine Discovery a atterri, le lundi 27 novembre à 16 h 30 locale (1 h 30 heure française mardi) sur la base d'Edwards (Californie). Le retour a été reporté d'un jour en raison du vent qui soufflait en rafales, et la NASA a même dû attendre le dernier moment avant d'autoriser les astronautes à amorcer la descente. A aucun moment ce report n'a cependant mis en danger l'équipage qui, parti il y a cinq jours, disposait encore de réserves suffisantes pour tenir jusqu'à mercredi.

Il s'agissait d'une mission à caractère militaire sur laquelle la NASA a gardé le secret le plus total. Selon des spécialistes, les cinq membres de l'équipage auraient cependant mis sur orbite un satellite Magnum de deux tonnes et demie, d'une valeur de 300 millions de dollars, destiné à l'écoute des télécommunications militaires et diplomatiques venant d'Europe, du Moyen-Orient d'Afrique et d'URSS. Ils auraient, en outre, conduit un certain nombre d'expériences liées à la guerre des étoiles. — (AFP, AP, Reuters.)

RELIGIONS

Une femme-évêque dans l'Eglise anglicane néo-zélandaise. — Après l'Eglise épiscopale américaine, appartenant à la Communion anglicane, qui en septembre 1988 avait désigné pour la première fois une femme-évêque, l'Eglise anglicane de Nouvelle-Zélande a décidé, dimanche 26 novembre, de nommer M^{me} Penelope Jamieson, quarante-sept ans, comme évêque, avec la pleine charge d'un diocèse (alors que M^{me} Barbara Harris aux Etats-Unis n'est qu'évêque auxiliaire). Ancien vicaire d'une petite paroisse de Wellington, M^{me} Jamieson est maître-assistant d'université, mariée et mère de trois filles.

Sixième visite du pape en Afrique. — Du 25 janvier au 1^{er} février 1990, Jean-Paul II se rendra dans cinq pays d'Afrique, le Cap-Vert (25-27 janvier), la Guinée-Bissau (27-28), le Mali (28-29), le Burkina-Faso (29-30) et le Tchad (30 janvier-1^{er} février). Ce sera la sixième voyage en Afrique du pape qui fera sans doute le point de la préparation du synode des évêques africains. A une date encore non précisée, on estime, de bonne source, au Vatican, que ce synode pourrait se dérouler en trois sessions (une dans un pays anglophone, une dans un pays francophone et la dernière à Rome).

LETTRES

Les prix littéraires

Les prix Femina et Médicis ont été attribués lundi 27 novembre. Les dames du Femina ont récompensé Sylvie Germain (*Jours de colère*, Gallimard) au quatrième tour de scrutin, par 6 voix contre 5 à Claude Delarue (*En attendant la guerre*, Seuil). Le Femina étranger est revenu à Alison Lurie (*La Vérité sur Lorin Jones*, Rivages) au premier tour de scrutin par 8 voix contre 2 à Anita Brookner (*La Porte de Brandebourg*, La Découverte) et une à Arto Paasilinna (*Le Livre de Vatanen*, Denoël).

Le prix Médicis a été décerné à Serge Doubrovsky (*Le Livre brisé*, Grasset) au septième tour de scrutin par 5 voix contre 4 à François Weyergans (*Je suis écrivain*, Gallimard). Le Médicis étranger est allé au Colombien Alvaro Mutis (*La Neige de l'Amiral*, éditions Sylvie Messinger) au premier tour de scrutin, et le Médicis essai au Tchèque Vaclav Jamek (*Traité des courtes merveilles*, Grasset) au premier tour de scrutin par 6 voix contre 1 à Michel Field (*L'Homme aux pâtes*, éditions Bataillon) et 3 à Bruno Muller-Hill (*Science nazie, science de mort*, Odile Jacob).

Femina

Sylvie Germain pour « Jours de colère »

« Je me sens dictée, dévorée, par les écrivains », confiait Sylvie Germain lors de la parution de son premier roman, *Le Livre des nuits* (Gallimard, 1985).

Sylvie Germain ne crée des personnages romanesques que pour mieux explorer leurs souffrances et mettre ainsi à nu les secrets enfouis dans la mémoire. *Jours de colère*, aujourd'hui primé (*Le Monde* du 15 septembre), peut apparaître comme un hymne à la folie. Fon, Ambrose Maupherthuis, le héros du roman, l'est devenu lorsque, un matin de printemps, il a assisté à l'assassinat d'une jeune femme aux yeux de volveur qui, désormais, sera son unique et dévorante passion.

Ambrose Maupherthuis croit même pouvoir dicter sa loi à la mort, mais celle-ci, personnage à part entière dans l'univers de Sylvie Germain, a seule la maîtrise du temps. « Chez les vieux, écrit-elle, la mort passe en souplesse. Il suffit juste de caresser un soufflet qui, depuis longtemps déjà, a perdu ses racines et sa force. » Peuplée d'orages intérieurs, l'œuvre de Sylvie Germain demeure un mystère. D'un côté, la maîtrise de la langue et la richesse du vocabulaire ; de l'autre, une imagination exacerbée qui nie toute logique.

PIERRE DRACHLINE

Médicis

Serge Doubrovsky pour « Le livre brisé »

Dans le *Livre brisé* (Grasset), Serge Doubrovsky est allé jusqu'au bout de ce qu'il appelle lui-même « l'autofiction ». *La Dispersion* (Mercure de France, 1969), *Fils* (Gallimard, 1977), *Un amour de soi* (Hachette, 1982), avaient été les précédents jalons de l'entreprise menée par ce professeur de lettres qui partage son existence entre New York et Paris. Il s'agit, pour lui, de donner une forme romanesque à sa propre vie, sans même attendre qu'elle se soit éloignée dans le passé et sans prendre les précautions du travestissement.

Sonné par sa femme d'écrire un livre sur leur couple, le narrateur l'exécute et, ce faisant, il exécute celle-ci. « C'était Jacques Plérier dans le monde du 8 septembre. »

Ilse, l'héroïne, devait rejoindre Serge Doubrovsky à New York, et l'apaisement succéderait peut-être aux tourments qu'ils s'infirmeraient l'un à l'autre. Mais un appel téléphonique allait apprendre au narrateur qu'il venait de mourir à Paris. Dès lors, suivirent de terribles pages dans lesquelles Doubrovsky s'interrogeait douloureusement, éperonné, sur la mort de sa compagne. « Dans ses années, ses provocations, sa violence, son impudisme, sa surabondance savamment maîtrisée, il porte à une sauvage incandescence le roman du moi », écrit encore Jacqueline Plérier.

DIAGONALES

BERTRAND POIROT-DELPECH de l'Académie française

L'HONNÊTE HOMME (curieux, cultivé, impartial, sensible, postmoderne, européen et tout). Bon d'accord, ces graffitis et ces « tags » sur nos murs, ça fait sale, mais la culture, on la sait depuis les grottes de Lascaux, c'est ce qui reste quand...

M. VOX POPULI (tête d'échantillon représentative, avec ou sans béret, une baguette de pain sous le bras, sous l'autre un maxi-paquet de lessive aux quatre additifs nettoyant en profondeur). La culture, c'est ce qui ne s'en va pas chez le teinturier.

L'HONNÊTE. C'est peut-être un peu court de dire que ces taches offensent notre sens de la propriété, notre goût. Les jeunes qui les font, car ce sont des jeunes, ils nous interpellent, quelque part, non ?

LE PSI DE SERVICE (ayant réponse à tout, presque autant que Gérard Miller). Absolument pas. Les « tagueurs » ne cherchent pas à signifier quoi que ce soit. Pas même : « Merde à votre société de débiles. » Ce serait trop commode pour eux, pour nous.

L'HONNÊTE HOMME. Alors, c'est affaire de stade anal, uniquement ? L'INGÉNIEUR QUALIFIÉ (chiffres en main, compréhensif mais il y a des limites). Les graffiteurs sont presque tous des fils de divorcés. Pas de familles où s'affirmer. Alors ils « bombent » dans la rue, dans le métro. Pour ne rien dire. Une signature. Nous, notre problème n'est pas là. Il est technique. 80 % des usagers veulent que ça cesse !

M. VOX POPULI. Merci cher Monsieur ! Enfin un démocrate, et qui nous comprend, au lieu de toujours chercher des excuses aux voyous. Bravo la science !

L'HONNÊTE HOMME. Il faut que tout le monde s'exprime. La France, c'est ça, aussi. HENRI MICHAUX (poète mort, pas mort). Moi aussi, un jour, il me vient une envie de participer au monde par des lignes. Un emmêlement, comme désireux de rentrer en lui-même (*Emergences-Résurgences*, Skira, 1972).

UN TAGUEUR (chambre de bonne, sac de sport débordant de bombes à couleur, des brouillons de graffitis rouge sang jusque derrière le lavabo, le regard qui vous passe dessus, en baskets). « Boxer », il est super. OK, c'est parti de New-York, mais bon. Des lettres, surtout ça. La lettre. Dans des coins pas possibles, pas évidents ; et super-torchées, les lettres. Epater les connaisseurs, OK ? qu'ils se disent : alors là, chapeau !

L'HONNÊTE HOMME. Des boucles, souvent, macaroniques. Tout ne serait pas hieux si ça avait un sens, et dans des emplacements réservés, comme la publicité, par exemple.

M. VOX POPULI. ...Qui paie, elle, pour se montrer ; et qui nous aide à bien acheter, la lessive notamment.

Moi tatouer toi

L'INGÉNIEUR QUALIFIÉ. Tout est technique dans le monde moderne. Sans les marqueurs et les bombes, ça ne serait pas arrivé. En 1986-1987, on a trouvé la parade chimique, le VRAG, une peinture-blindage, les pigments des tagueurs n'attaquent plus le support. Plus qu'à nettoyer. La new-yorkisation évitée. Coût : cent millions. Restent les rames. Là...

M. VOX POPULI. Les arrêter, les expulser, qu'est-ce qu'on attend pour ? L'HONNÊTE HOMME. Allons, ils ne posent pas de bombes. Ils s'en prennent aux biens, et encore... Comprendre pour prévenir, au lieu de réprimer.

DEUXIÈME TAGUEUR (pendu à un toit, technique, hilare). « Bordo », c'est super-démodé. Tchou à Amsterdam, wouahh ! Faire pareil. Mieux. Quand ça vous prend...

HENRI MICHAUX. Ligne sornambule, célibataire, le phrasé même de la vie, déformable, sinuose. Ne correspond à aucun besoin chez ceux qui étaient autour de moi. Montrer qu'il n'y a rien à voir, à dire. (Op. cit.).

L'INGÉNIEUR QUALIFIÉ. C'est tout le problème : ils ne font pas de mal. Très peu sont violents, jusqu'à maintenant. A part quelques Noirs organisés, des fils de bourgeois et des zonards, isolés. Pas de règles communes, comme entre gendarmes et voleurs, qui sont du même monde. La cache-cache avec la police ajoute à peine au plaisir. Treize cents flagrants délits.

M. VOX POPULI. Et relâchés aussitôt, évidemment ?

L'INGÉNIEUR QUALIFIÉ. Des amendes, et ils recommencent. Code des chemins de fer contre manque affectif : la bataille est inégale !

PREMIER TAGUEUR. Ça me prend la nuit. Pas pour échapper plus vite : c'est comme ça, ça prend à la tombée de la nuit.

HENRI MICHAUX. Rageusement raturant, je balaie les surfaces pour faire ravage dessus, comme ravage toute la journée est passé en moi, faisant de moi être une plaie.

M. VOX POPULI. Henri comment ? Michaux ? Il ne serait pas bête, par hasard ?

L'HONNÊTE HOMME. De mon temps, quand les gauchistes s'en prenaient au

« système », ou encore quand les auteurs refusés soulaient les murs des éditeurs, au moins on avait une explication, mais là... Allons-nous vers un monde où la raison, de plus en plus, achoppe, un univers de l'aporté généralisé ? Je pose la question.

LE PSI DE SERVICE. Le drame de l'humain, c'est moins de s'inscrire soi-même dans ce monde que de marquer l'autre, les corps matériels et indifférents, autour de soi. Il y a une détresse à ne pas pouvoir saisir le corps de l'autre.

L'INGÉNIEUR QUALIFIÉ. Vous m'excusez : il faut que je file. Pas que ça m'aie, parler. Je me bats sur le terrain, moi.

M. VOX POPULI. Encore bravo. On est avec vous à 100 %.

L'INGÉNIEUR QUALIFIÉ. 80, 80.

L'HONNÊTE HOMME. Au demeurant, certains graffitis ne manquent pas, comment dirais-je, de patte. Un peu comme moi, quand je m'ennuie au téléphone et que je laisse aller mon fœtus. Ce sont des rosaces qui viennent, le plus souvent. Mon fils, aussi, sur ses cahiers de maths. Au fait, j'y pense, le soir, quand mon petit Frédéric sort avec le nommé L ou Ahmed, je ne sais plus, où vont-ils ? Ma femme, ça ne l'inquiète pas outre mesure, mais...

LE PSI DE SERVICE. L'enfant devant la figure de la mère impassible : voilà le profil du tagueur. Proust, déjà. Rendre l'autre sensible à la marque. Dialogue sans autre issue que la trace même. Rester indéchiffrable, sinon l'autre récupère le signe à son profit. Pas : salir ; déranger. Signature précise et évanescence d'un narcissisme en manque. Tatouage, mais de l'autre.

L'HONNÊTE HOMME. Fascinant ! PREMIER TAGUEUR. Influence de la B.D., mettons.

DEUXIÈME TAGUEUR. Si je cours vite Oui. Ça fait partie. Je fais du jour aussi, l'été. La lettre pour la lettre, super ; et puis la glisse, le saut périlleux dans la vague, rien que pour ceux qui savent, wouahh !

M. VOX POPULI. Tout vouloir expliquer, on en crève. Dans arabesques, il y a Arabes. Moi, leurs nouilles, ça m'éclaire, on dirait...

HENRI MICHAUX. Écriture insérée, soulignée, où on peut enfin s'exprimer loin des mots, des mots, des mots des autres.

M. VOX POPULI. On dirait les tripes à l'air de quelqu'un.

HENRI MICHAUX. Musées éclairés de la graine-vie, de la graine-souffrance, de la graine-espoir.

Rajala aux indes perdues. Larves. Délices roulant soleil. Visages-tonnerres. (Peintures, 1939).

Femina étranger

Alison Lurie pour « La Vérité sur Lorin Jones »

Depuis l'énorme succès de *Liaisons étrangères* (*Foreign Affairs*), prix Pulitzer 1985, l'auteur ravageur d'Alison Lurie a ses « fans », non seulement aux Etats-Unis, mais aussi en Angleterre et en France, où cinq de ses romans ont été traduits en trois ans.

Dans le dernier, *La Vérité sur Lorin Jones* (Rivages, *Le Monde* du 3 février), publié presque simultanément en anglais et en français, la romancière se fait détective pour régler ses comptes avec les féministes, comme avec les antiféministes. En virtuose de l'analyse psychologique.

Une spécialiste d'art prépare un ouvrage sur un peintre américain, Lorin Jones, morte presque inconnue à quarante-trois ans, en 1969 ; convaincue, au départ, que la faillite artistique du peintre était due au mépris des hommes, elle mène son enquête.

Née en 1926 à Chicago, Alison Lurie, qui enseigne la littérature à l'université Cornell et qui partage son temps entre New-York, Londres et Key-West, est l'auteur de sept romans. En France, les éditions Rivages ont, notamment, publié : *Les Amours d'Emily Turner* (1988), *La Ville de nulle part* (1988), *Des gens comme les autres* (1989).

NICOLÉ ZAND

Médicis étranger

Alvaro Mutis pour « La Neige de l'Amiral »

Alvaro Mutis, né en 1923 à Bogotá, en Colombie, n'a découvert son pays qu'à l'âge de seize ans, après une enfance et une adolescence bruxelloises. Il vit désormais à Mexico. Ses livres, cependant, rappellent bien davantage la tradition métaphysique des écrivains portugais, les doutes de Pessoa, que les lyrismes latino-américains. C'est un romancier d'aujourd'hui, pétri de silences, de méditation.

La Neige de l'Amiral est tout d'abord un roman d'amour et d'aventures, pas une méditation ni un poème. C'est un livre plein de suspense, qu'on lit d'une traite (*Le Monde* du 17 novembre). Magroll et Gaviero, le héros du roman, que l'on retrouve dans de nombreux autres livres de Mutis, a laissé un journal, le journal de sa remontée du fleuve Xurando. C'est un mélange de notes quotidiennes, de souvenirs, de réflexions sur un monde où il n'y a de sûr, que les fantômes et les histoires. Le naufrage et les romans d'amour.

Qui a lu *La Neige de l'Amiral* garde en tête, pour toujours, les lettres rouges demi-effacées de l'enseigne de l'établissement qui porte ce nom, et se sent moins perdu.

GENEVIÈVE BRISAC

Médicis essais

Vaclav Jamek pour « Traité des courtes merveilles »

Le premier livre de cet écrivain tchèque de quarante ans a été directement écrit en français, au cœur de Prague où vit l'auteur, et publié à Paris. Notre langue, Vaclav Jamek l'a apprise au lycée Carnot de Dijon où les échanges scolaires l'ont envoyé de seize à dix-neuf ans. Il a perfectionné ses connaissances en traduisant Jarry, Modiano, Segalen, Michaux... Le français qu'il manie avec une rare virtuosité, lui aura servi de refuge et de tremplin pour accéder à une littérature très personnelle où la quête de soi est primordiale.

Le *Traité des courtes merveilles*, où s'expriment dès le titre le pessimisme de l'auteur et sa soif de lumière, mêle les confidences sur son déclinisme intérieur aux anathèmes lancés aussi bien contre le régime totalitaire que contre le libéralisme occidental. Vaclav Jamek se défend d'être un dissident politique. Sa dissidence est d'ordre métaphysique et linguistique. L'autobiographie intellectuelle qu'il nous livre est une œuvre haletante, sinueuse, souvent confuse, mais le contour que Vaclav Jamek sait être aussi la pimentée de scènes comiques ou fantastiques, ou poignantes qui en constituent l'originale saveur. (Voir l'article de Jacqueline Plérier dans *Le Monde* du 27 octobre.)



DANSE

La griffe Robbins

« In the Night », ballet de Jérôme Robbins
est le prélude d'une soirée-magnifique au palais Garnier

Depuis quelques temps, le palais Garnier nous propose sur les scènes Pourvu que ça dure ! Après un programme Dischley ou cascadiant les chefs-d'œuvre à la fois musicaux, chorégraphiques, picturaux (la toile de Baudouin pour le Prélude à l'après-midi d'un faune) qui font la gloire des Ballets russes, voici une soirée Balanchine-Robbins que carresse de son aile l'ange de la perfection.

Il faut, toutes affaires cessantes, courir voir In the Night, de Jérôme Robbins, dont c'est la création en France, un de ces instants lumineux et rares qui vous reconquiert (provisoirement) avec le théâtre, avec vous-mêmes, avec Dieu et le diable. Sur trois Nocturnes de Chopin, dans une nuit d'encre étoilée, trois couples, l'un après l'autre. Trois moments, trois visages de l'amour.

Le premier, en mauve, raconte l'élan juvénile de la découverte, ses émois, ses troubles. Le second, en brun, c'est l'harmonie sensuelle, la tendresse complice, la plénitude. Et le troisième, en gris et feu, décrit la passion, ses orages, ses déchirements et ses retrouvailles. Avec cette image admirable : la femme, après avoir caressé doucement le visage et le corps de son amant, se prosternant devant lui.

Du grand Balanchine

Toute virtuosité effacée, la danse comme un chant profond, (« par sa musique mais dans la musique », dit Robbins), tout entière au service de l'émotion, du sentiment. Avec cette élégance suprême, cette pudeur et cette violence secrète qui sont la griffe de Robbins. Il n'a pas fallu moins de cent quatre-vingts heures de répétitions pour mettre au point ce joyau de vingt-deux minutes, et le perfectionnisme qui est Robbins en est évident. Ses interprètes sont touchés par la grâce : Monique Loudières, sieste, étonnante, avec Jean-Yves Lormeau, tout intérieur ; Elisabeth Platel et Laurent Hilaire, si beaux, aristocratiques, subtils ; Isabelle Guérin et Jean Guizar, « valse », tourmentés. A la fin, les six danseurs se rencontrent, se saluent ; par courtoisie, par jeu peut-être, on finit un instant d'échanger les partenaires mais les couples se reforment vite et s'enfuient chacun de son côté.

Les trois autres ballets inscrits au programme sont de vieilles connaissances. Surtout fut le premier œuvre de Balanchine aux Etats-Unis (en 1934) : elle entra au répertoire de l'Opéra de Paris en 1947 et y fut reprise en 1982. Elle nous semble aujourd'hui mieux dansée que jamais — mieux, nous semble-t-il



Monique Loudières et Jean-Yves Lormeau

sans chauvinisme, qu'elle ne le fut récemment à Paris par le New-York City Ballet. Envoyé de tulle bleu, ports de bras, souples guirlandes : c'est du grand Balanchine classique, trop classique peut-être comme chaque fois qu'il choisit une musique du dix-neuvième siècle (ici Tchaïkovski). Il nous tend le miroir que le Balanchine incise, insolent, subversif et gai du Violin Concerto de Stravinski, qui clôt la soirée à un train d'enfer, mené par les diaboliques Platel et Guérin.

Quant à Fil prodigieux, il porte ses soixante ans avec panache. Que d'années, que d'audaces dont allaient s'inspirer ensuite maints chorégraphes, et qui nous paraissent aujourd'hui encore « modernes » ! Quelle économie de moyens, aussi : la barrière de la maison du père, renversée, devient table des orges, plus tard navire empli de rameurs, avec la Courtisane en figure de proue et

son manteau gonflé comme une voile par le vent. Manuel Legris danse et joue le Fils avec sa maîtrise habituelle mais n'est peut-être pas vraiment le personnage, il est trop fin, trop racé. Quant à la Courtisane, hélas, impossible d'y être moins habillée que Françoise Legris, qui se tire strictement rien de ce superbe rôle de séductrice et d'initiatrice.

Les distributions vont changer dans les jours qui viennent : il sera passionnant de voir In the Night dansé par la jeune garde (Gaida/Legris, Arbo/Belart, Piétragalla/Romoli), comme le Fils prodigieux incarné par Juda, Roques ou Belart, la Courtisane par Piétragalla, Platel, Letestu ou Gaida.

SYLVIE DENUSSAC

Opéra de Paris, palais Garnier, les 29 et 30 novembre, 1^{re}, 2, 5, 8, 7, 8, 9 décembre, 19 h 30.

CINÉMA

« La Révolution française : les années terribles »

La deuxième époque de la fresque est signée Richard Heffron

Le 10 août 1792, la monarchie est tombée avec la prise des Tuileries. La famille royale est emprisonnée au donjon du Temple. Le 2 septembre 1792, la Convention nationale proclame la République. La Révolution a donc triomphé. Pas si simple, et cette deuxième époque de la fresque produite par Alexandre Mnouchkine et Antoine de Clermont-Tonnerre vient analyser, éclairer, cette période de la Terreur, dont on ne fête évidemment pas le bicentenaire en 1993. Trop de sang a coulé.

La représentation de la Terreur à l'écran est toujours passée par une sorte de mythologie du chaos, de la destruction : justice expéditive du tribunal révolutionnaire, chasse aux royalistes et aux « suspects », guillotine dressée en permanence pour les exécutions. Des images de ce genre ne manquent pas ici non plus, mais elles sont insérées dans un ensemble de faits par lesquels le scénariste David Ambrose (Le Monde du 26 octobre) donne à comprendre le mécanisme qui, la tête du roi une fois tranchée comme un symbole à la face de l'Europe coalisée, a conduit les partis à se dévorer entre eux pour le contrôle du pouvoir et le maintien, avec Robespierre, d'une dictature révolutionnaire.

En France, par tradition, on est partisan soit de Danton, soit de Robespierre, avec une préférence

pour le tempérament du premier, même malhonnête et vial, la vertu terrible du second inspirant plutôt la crainte. Il est vrai que, depuis la Troisième République, les défenseurs de Robespierre ont gagné du terrain. Mais qu'un Anglais, souvenu, ici, pour la mise en scène, par un réalisateur américain, Richard Heffron, vienne nous raconter la Terreur, méfiance !

Ce deuxième épisode est pourtant dans le droit fil du premier, à cette différence près que le peuple, sauf en quelques scènes de violence et au final, n'est plus qu'un figurant à cent, à mille têtes. L'essentiel, c'est la tragédie politique.

Le deuxième épisode montre Paris et ses factions. La guerre extérieure et la guerre intérieure (celle-là surtout) sont seulement évoquées. Ce n'est pas un combat de titans en plein tempête comme chez Abel Gance, mais la lutte d'hommes qui, après avoir été amis, se révèlent adversaires irréconciliables. La guillotine est cette rouge idole à laquelle on offre, sans qu'elle les réclame, de plus en plus de sacrifices humains. Richard Heffron resserre l'espace d'une arène où ceux qui ont voulu et fait la Révolution viennent, en somme, exposer leurs raisons de la préserver avant d'être pris, chacun à leur tour, dans l'engrenage.

L'opposition Danton-Robespierre dont Wajda avait, il n'y a pas si longtemps, donné une démonstration personnelle et « contemporaine » est bien, comme tout le reste, restituée dans son contexte, et si la résorption thermidorienne a mis fin à l'espèce de folie de la Terreur, on voit bien qu'elle n'a pas été le fait d'idéalistes et d'enfants de chœur. De la fête de l'Être suprême où il vit son dernier rêve de puissance, jusqu'à l'hallali, qui lui casse la mâchoire à coups de pistolet, le laisse hagard, défiguré, brisé avant la guillotine, le Robespierre d'Andrzej Seweryn devient aussi émouvant que toutes ses victimes.

Deux années, presque, de boue, de rivalités fratricides, de conceptions dévoyées et, pourtant, l'esprit de la Révolution subsiste. C'est la leçon — une belle leçon — de cette tragédie cinématographique magnifiquement interprétée. On ne peut citer que quelques acteurs : Klaus Maria Brandauer, Vittorio Mezzogiorno, Jean-François Stévenin, François Chazet, Jean Bouise, Bruce Myers et Christopher Thompson, qui est bien, lui, le plus étonnant Saint-Just qu'on ait jamais vu.

JACQUES SICLER

Le livre du film La Révolution française. Préface de Jean Tulard. Editions Larousse. Volume relié sous jaquette. 192 p., 198 F.

Londres la nuit

« Chambre à part » de Jacky Cukier. Des promesses non tenues

Michel Blanc a plusieurs fois déclaré qu'il a accepté de tourner le film de Jacky Cukier *Chambre à part* à cause de tout le bien qu'il pense du scénario et des dialogues. Et c'est vrai que la façon dont se construit cette histoire de deux couples mal dans leur peau et paumés loin de chez eux est intéressante, surtout dans son climat de misanthropie, son humour exaspéré. On a évoqué à ce propos Bertrand Blier, qui avait valu à Michel Blanc pour *Temps de soirée* le prix d'interprétation à Cannes.

Michel Blanc n'est jamais aussi bien que dans ces personnages fausement vulnérables. Il n'est jamais aussi inquiet que lorsque son regard exprime le bon sens et la peur. Dans *Chambre à part*, il vit à Londres, correspondant d'un journal semble-t-il, marié à Frances Barber, Anglaise à l'ancienne, « de celles à crinolines et tenu de lait ». Elle ne porte évidemment pas de crinolines et, sans rien perdre de son

quant-à-soi, batifole avec Jacques Dutronc, dont la femme, Lio, batifole avec Michel Blanc. Ils se retrouvent de temps en temps tous les quatre dans une piscine ouverte la nuit. Mais ils demeurent très convenables.

Si ces couples s'entrevoient, ce n'est ni perversité ni même curiosité. A peine le mal de vivre, juste le désarroi de l'ennui, chez le couple farfelu qui survit d'expédients comme chez le couple popote franco-anglais. Les personnages sont sur le point d'écarter, le point de départ est prometteur : la scène où les deux couples se rencontrent, le 31 décembre, bien loin de Londres swinguant, dans une boîte où chante un crooner — frère du poulain de Woody Allen dans *Broadway Danny Rose*. C'est kitsch et sinistre à souhait.

On attend donc beaucoup, et puis rien ne se passe. Les relations s'effiloquent avant même de toucher les

personnages, de leur apporter quelque chose de grave ou d'important. Ils restent les bras ballants, sans audace ni courage : ce que risquent de devenir les champions glorieux d'Eric Rochant (*Un monde sans pitié*). Les acteurs font ce qu'ils peuvent. Jacques Dutronc exécute nonchalamment son numéro d'escroc de l'amour fatigué, Lio joue sur l'œil de braise, Frances Barber trépegne sans paraître savoir pourquoi. Seul Michel Blanc s'en salue.

Quant aux autres personnages, ils sont anecdotiques, inventés uniquement en vue de faire jouer une situation ou une autre, situations qui arrivent d'ailleurs de façon arbitraire, si bien que l'histoire devient abstraite. A l'exception du survol de Londres la nuit, on ne voit pas la ville. Elle n'existe pas plus que les personnages. On regrette la déception que l'on éprouve, et on attend le prochain Cukier.

COLETTE GODARD

PATRIMOINE

Le projet de restauration de Saint-Sernin accepté

La commission supérieure des Monuments historiques s'est prononcée lundi 27 novembre en faveur du projet de restauration de la basilique Saint-Sernin de Toulouse proposé par l'architecte Yves Boiret.

Une polémique s'était élevée entre spécialistes à propos de la restauration de cet édifice roman (*Le Monde* du 25 novembre). Yves Boiret proposait d'effacer

les restaurations effectuées par Viollet-le-Duc en 1860 sur cet édifice roman. Il a finalement présenté un projet « mixte » tenant compte partiellement des travaux du maître d'œuvre du dix-neuvième siècle, et ramenant l'aspect le plus visible de la basilique à son état antérieur. Saint-Sernin va ainsi retrouver ses corniches et une toiture uniforme.

THEATRE NATIONAL DE LA COLLINE
43 66 43 60

DERNIERS
OPÉRETTE

GOMBROWICZ LAVELLI
15 RUE MALTE BRUN 75002 PARIS 17 GAMBETTA

ARS
PRESENTE

nana
MOUSKOURI
AU ZENITH

RTL

3 SOIREE EXCEPTIONNELLES
7.8.9 DECEMBRE
PLUS DE 100 MUSICIENS SUR SCENE

CLASSE
ET SES
PLUS GRANDS
SUCCES

PLACES NUMEROTES
LOCATION : OLYMPIA - TOUTES AGENCES - 3 PLAC. - 10000 F. - VIGN. MEGASOON. - BILLET
COLLECTIF 47 42 45 - PAR TELEPHONE 47 42 45 47 - AMTEL 36 15 COM 17 SPECIMANIC

DANS LE CADRE DU FESTIVAL D'AUTOMNE A PARIS

FRAGMENTS FORAINS

MANUSCRITS DE WOYZECK DE GEORG BUCHNER
UN SPECTACLE DU THEATRE DU RADEAU MISE EN SCENE FRANÇOIS TANGUY
DU 29 NOVEMBRE AU 17 DECEMBRE

THEATRE GERARD PHILIPPE
CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL
59, Bd Jules Guesde SAINT-DENIS
M^{re} Saint-Denis Bastille / RER Saint-Denis
42 43 17 17

سكزا من الاصل

CULTURE

100

Programmes du mercredi 29 au mardi 5 décembre

1. NO ENTRY ON THE FLOOR (20%)

Reflet Logos I, 5° (43-54-42-34) mer.,
dim., lun. à 11 h 50.
DÉSIR MEURTRIER (*) (Jap., v.o.):
Studio 28, 18° (48-08-38-07) mer. à
19 h, 21 h, jou. à 19 h, 21 h 30.
LES DOUZE TRAVAUX D'ASTÉRIX
(Fr.): Seine-Lambert, 15° (45-32-91-68)

DROWNING BY NUMBERS (Brit., v.o.): République Cinémas, 17^e (48-05-51-33) mer. 19 h 20, sam. 22 h.
E.T. L'EXTRATERRESTRE (A., v.f.): Grand Pavois, 15^e (45-54-48-85) mer.

HELLZAPOPPIN (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5^e (43-26-19-09) mer., dim. 14 h, sam. 18 h 15, lun. 20 h 20.

LA HUITIÈME FEMME DE BARBE-BLEUE (A, v.o.): Action Christine, 8- (43-29-11-30) séances mer., ven., dim., mar. à 14 h, 15 h 40, 17 h 20, 19 h, 20 h 40, 22 h 20 film 10 mn après.

JULES ET JIM (Fr.) : Les Trois Luxem-
bourg, 6^e (46-33-97-77) mer., ven.,
dim., mer. à 12 h.

19 h. sam. 18 h 30. lun.
17 h.

L'OLIVA (Brit., V.G.): Republic Cinemas,
11* (48-05-51-33) mar., jeu., lun.
21 h 20, dim. 17 h 20.
MONSIEUR HIRE (Fr.): Grand Pavois,
15* (45-54-46-86) mar. 19 h, mar.
13 h 45.
LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (Fr.):

PAGES ARRACHÉES DU LIVRE DE SATAN (Dan.): 14 Juillet Parnasse, 8^e (43-26-58-00) film mer., jeu. ven., sam., dim., lun. à 13 h 50, 15 h 40, 17 h 55, 20 h, 22 h 05.

LE PEUPLE SERVE (Fr.-moon.): Grand Pavois, 15^e (45-54-48-85) (Son SR) mer. 14 h, jeu. 13 h 45, ven. 17 h 20, sam. 18 h 45, dim. 15 h 15, lun. 19 h, mer. 17 h 30.

QUERELLE (**) (Fr.-AIL, v.f.): Studio Galande, 5^e (43-54-72-71) mer.

LES RAISINS DE LA COLÈRE (A., v.o.) : Reflet Logos II, 5^e (43-54-42-34) mer., jeu., ven., dim. 12 h 05.

LE ROI DES SINGES (Chin., v.f.): Le
Berry Zèbre, 11* (43-57-51-55) mer.
14 h.

LE ROI ET L'OISEAU (Fr.): Denfert, 14*
(43-21-41-01) mer., sam. 14 h.

LE SEIGNEUR DES ANNEAUX (A.,
v.f.): Studio des Humaines, Es (43-28-
28-28) mer., sam. 14 h.

19-09) mer., sam., dim. 15 h 45.
SWEET MOVIE ()** (Fr.-Can., v.o.) :
 Studio Galande, 5^e (43-54-72-71) mer.
 18 h.
TARAM ET LE CHAUDRON MAGIQUE
 (A.v.f.) : Republic Cinémas, 11^e (48-
 06.55.37) mer., sam., dim. 15 h 45.

dém. 14 h; Denfert, 14* (43-21-41-01)
 mer. 10 h, 15 h 40, sam. 15 h 40, dém.
 14 h; Grand Pavois, 15* (45-54-48-85)
 mer. 15 h 30, sam. 15 h 15; Saint-
 Lambert, 15* (45-32-81-68) mer., dém.
 15 h 15, sam. 13 h 40.

Galande. E^o (43-54-72-71) mer., jau.
ven., sam. 16 h dim. 15 h 30, mar.
22 h.

UN CHEN ANDALOU (Fr.): Denfert,
14^e (43-21-41-01) mer. 19 h 30, dim.
11 h 40.

VOLCANS ET VOLCANOLOGIE : Club Gaumont (Publicis Maitignon), 8^e (43-58-31-97) conférence et diaporamas sur l'étude des volcans mer.

WITNESS (A., v.o.): Grand Pavois, 15^a (45-54-48-85) mer. 20 h 30, ven. 13 h 45, sam. 22 h 15, jun. 15 h, mer. 15 h 18, 20 h 30.

LES FESTIVALS

pôt. 14^e (45-43-41-63). Voyage en Italie, jeu., sam. à 14 h, 16 h; Allemagne année zéro, mer., dim. à 14 h, 16 h; Rome ville ouverte, ven., lun. à 14 h, 16 h; Stromboli, mar. à 14 h, 16 h.
WOODY ALLEN (v.o.), Action Christine, sa 12^e, 14^e, 16^e.

d'une nuit d'été, mer., séances à 14 h,
15 h 40, 17 h 20, 19 h, 20 h 40,
22 h 20 film 5 mn après : Woody et les
Robots, jeu, séances à 14 h, 15 h 40,
17 h 20, 19 h, 20 h 40, 22 h 20 film 5
mn après : Annie Hall, ven., séances à
14 h, 15 h 40, 17 h 20, 19 h, 20 h 40

22 h 20 film 5 mn après ; Tout ce que vous avez toujours voulu savoir, sém., séances à 14 h, 15 h 40, 17 h 20, 19 h, 20 h 40, 22 h 20 film 5 mn après ; Manhattan, dim., séances à 14 h, 15 h, 18 h, 20 h, 22 h film 20 mn après ; Guerre et Amour, lun., séances à 14 h,

15 h 40, 17 h 20, 19 h, 20 h 40,
22 h 20 film 5 mn après ; Prends
l'oisele et tire-toi, mar., séances à 14 h,
15 h 40, 17 h 20, 19 h, 20 h 40,
22 h 20 film 5 mn après.

PROSCENIUM
35, rue de Selne, 75008 Paris
43.54.92.01

JEAN COCTEAU

Centenaire

هكذا من الازل

AGENDA

CARNET DU MONDE

Décès

L'UFR EILA de l'université Paris-VII.
Ses collègues.
Ses étudiants.
ont la grande tristesse de faire part du décès de

Helena FAJARDO,
enseignante d'espagnol,
survenue le 19 novembre 1989.

Les obsèques auront lieu le vendredi 1^{er} décembre, à 14 heures, au cimetière du Père-Lachaise, à Paris.

M. Claude Goudet,
Valérie Goudet et Régis Clergue-Duval,
Antoine et Catherine Goudet,
Dorothée Goudet,
Mathieu Goudet,
leurs enfants,
Olivier, Flore et Virgile,
ses petits-enfants,
M. et M^{me} Jean-Pierre Goudet
et leurs enfants,
M. et M^{me} Jacques Goudet
et leurs enfants,
M. et M^{me} Charles Goudet
et leurs enfants,
M. et M^{me} René Pansier
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Claude GOUDET,
conseiller à la Cour de cassation,

survenu le 26 novembre 1989, dans sa soixante-deuxième année.

Une cérémonie religieuse aura lieu le 1^{er} décembre, en l'église Notre-Dame de Vincennes, 82, rue Raymond-du-Temple.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité familiale, à Marguerites (Gard),
2, rue d'Idalg,
94300 Vincennes.

- Lyon.

M^{me} Augustin Isaac,
Dominique et Bernard Caillard,
leurs enfants et petits-enfants,
Olivier et Madeleine Isaac
et leurs enfants,
Anne et Michel Ruby
et leurs enfants,
Claude et Noël Deris
et leurs enfants,
Florence et Loïc Chevrant-Breton
et leurs enfants,
ses frères, sœurs, belle-sœur,
Les familles Isaac, Hoppenot, Perrin, Grandgeorge, Jarroussin, Rimaud, Doguin, Maître, Saint-Olive,
ont l'honneur de faire part du décès de
Dieu, en la fête du Christ-Roi, de

Augustin ISAAC,
ancien élève des Arts et Manufactures,
le 26 novembre 1989, à Bois-Préau.

Ils rappellent à votre souvenir son fils

Renaud ISAAC,

mort en avion, en Afrique, le 3 septembre 1966.

Funérailles le mercredi 29 novembre, à 10 heures, en l'église Saint-Pothin, à Lyon.

- Sidi-Bel-Abbès. Paris.

M. et M^{me} André Lili,
M. et M^{me} Germain Boudjema,
M. et M^{me} Jean Lili,
M. et M^{me} Mario Calisti,
M. et M^{me} Pierre Lili,
Le docteur et M^{me} Gérard Lili,
ses enfants, petits-enfants, arrière-petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} veuve Elie LILI,
née Léa Bensadoun,

survenue le 24 novembre 1989, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité au cimetière parisien de Bagneux, le 27 novembre.

- Le frère provincial des dominicains.
Ses frères du couvent Saint-Jacques,
Et toute sa famille,
font part du décès de

Patrice Raphaël
MENU de MENIL, o.p.

survenu le dimanche 26 novembre 1989, dans sa quatre-vingt-neuvième année, la soixante-deuxième de sa profession et la cinquante-sixième de son ordination presbytérale.

Une Eucharistie sera célébrée le jeudi 30 novembre, à 12 heures, au couvent Saint-Jacques, 20, rue des Tanneurs, Paris-13^e.

- On nous prie d'annoncer le décès de

docteur Fred MILHAUD,
chevalier de la Légion d'honneur,
combattant volontaire de la Résistance,

survenu le 20 novembre 1989, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

106, boulevard Saint-Germain,
75006 Paris.

M^{me} Céline Nessim,
son épouse,
M. Elly Nessim,
son fils,
Julien et Thomas Nessim,
ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Armand NESSIM,

le 24 novembre 1989.

Les obsèques auront lieu le mercredi 29 novembre, au cimetière parisien de Bagneux.

On se réunira à 11 heures, à la porte principale.

Selon la volonté du défunt, ni fleurs ni couronnes.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

17, rue Mesnil,
75116 Paris.

M. et M^{me} Jean-Paul Philippou,
son épouse,
Thomas et Mathilde,
ses petits-enfants,
Sa famille
Et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Paul PHILIPPON,
ancien directeur adjoint des impôts,

survenu dans sa soixante-dix-neuvième année.

Les obsèques ont eu lieu le mardi 28 novembre, à Rezé (Cher).

137, rue de la Tour,
75016 Paris.
16, avenue Charles-Floquet,
75007 Paris.
Le Moulin du Chêne,
18170 Rezé.

M. Hervé Bazin,
président,
Et les membres de l'Académie Goncourt.

M. Claude Brulé,
président,
Et les membres de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques,
ont le violent chagrin de faire part du décès de

Armand SALACROU,
de l'Académie Goncourt,
président d'honneur de la SACD,

survenu le jeudi 23 novembre 1989, dans sa maison au Havre.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité le vendredi 24 novembre.

Ni fleurs ni couronnes, mais des dons peuvent être envoyés à des œuvres charitables.

Villa Maritime,
8, rue Guy-de-Maupassant,
76600 Le Havre.

M^{me} Armand Salacro,
son épouse,
M^{me} Jean Terrioux,
née Salacro,
M. François Delaby et M^{me},
née Salacro,
ses enfants,
M. Michel Terrioux,
M. Benoît et M^{me},
née Terrioux,
M. François Terrioux et M^{me} Marine Genil,
M. Pierre Delaby,
M^{me} Magalie Delaby,
ses petits-enfants,
Armand, Antoine, Delphine,
ses arrière-petits-enfants,
M^{me} Claude Jeandet,
sa belle-sœur,
ont la douleur de faire part du décès survenu, au Havre, le 23 novembre 1989, dans sa quatre-vingt-onzième année de

M. Armand SALACROU,
auteur dramatique,
grand officier de la Légion d'honneur,
commandeur
dans l'Ordre des Palmes académiques,
commandeur
de l'Ordre des Arts et Lettres,
membre honoraire
de l'Académie Goncourt,
président d'honneur
de la Société des auteurs
et compositeurs dramatiques,
ancien président
de l'Institut international du théâtre,
de la Confédération internationale
des sociétés des auteurs
et compositeurs.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité au Havre, le 24 novembre 1989.

18, rue Guy-de-Maupassant,
76600 Le Havre.

(Le Monde daté 26-27 novembre.)

Arlotte et Jean Levy,
Claudine et Claude Guthmann,
Dominique Lagarde,
Claire et Jean-Marc Steindecker,
ses enfants,
Isabelle et Olivier Demois,
Nicolas, Laurent et Jérôme Levy,
Anne et Julie Guthmann,
Chloé Lagarde,
ses petits-enfants,
Adrien, Mathieu et Julia,
ses arrière-petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la tristesse de faire part du décès de

Robert STEINDECKER,
chevalier de la Légion d'honneur,
président
de la Fondation Jeunesse l'en vert,

survenu dans sa quatre-vingt-neuvième année, à son domicile, à Paris, le 26 novembre 1989.

Les obsèques ont eu lieu au cimetière de Paris, le 28 novembre, dans la plus stricte intimité.

52, rue de Bassano,
75008 Paris.

Le conseil d'administration.
Le personnel de la Fondation Jeunesse l'en vert,
ont le regret de faire part du décès de

Robert STEINDECKER,
chevalier de la Légion d'honneur,
président de la Fondation.

52, rue de Bassano,
75008 Paris.

Les parents,
Et amis de

M^{me} Thérèse TRÉNEL,
née Fontenail,

ont le chagrin de faire part de son décès, survenu dans la nuit du 26 au 27 novembre, en son domicile, paisiblement.

L'inhumation aura lieu le jeudi 30 novembre, à 16 h 15, au cimetière de Bagneux, où l'on se réunira porte principale.

Remerciements

Les familles Dongar et Batouki, profondément touchées par les innombrables témoignages d'amitié et de sympathie reçus à l'occasion du décès de

Léon DONGAR,
adressent à tous leurs bien sincères remerciements.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du "Carnet du Monde", sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Anniversaires

- Souvenez-vous de
Jacques de BEAUMARCHAIS,
ambassadeur de France.

Une messe a été célébrée à son intention dans son village de Sarc (Pyrénées-Atlantiques), à l'occasion du dixième anniversaire de sa mort.

Novembre 1979 - novembre 1989.

- Vittorio Pedrazzoli,
pour le premier anniversaire de la disparition de

François PLUCHART,

remercier le professeur Cristoforo ainsi que l'équipe de médecins et le personnel de l'hôpital Cochin, le docteur Bloch, le docteur Allegre, les artistes, critiques d'art, écrivains, enseignants des Ecoles d'art de Nice et de Nancy où il a été professeur, ainsi que ses nombreux amis qui ont manifesté leur amitié et leur souvenir.

- Pour le septième anniversaire du décès de

Michel RUBIN,

une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

- Pour le dixième anniversaire du décès de

Aron TOUZOUZ (Poussin),
ingénieur IEG,

une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

Communications diverses

- Le Cercle Bernard-Lazare invite Pierre Vidal-Naquet, directeur d'études à l'EHESS, à l'occasion de la parution de ses deux ouvrages sur la guerre d'Algérie, *L'Affaire Algérie* (Ed. de Minuit) et *Face à la raison d'Etat, un historien dans la guerre d'Algérie* (Ed. La Découverte). Les débats seront dirigés par Jacques Hassenou, psychanalyste, jeudi 30 novembre à 20 h 30, 10, rue Saint-Claude, 75003 Paris.

- Noël des bêtes abandonnées, Fondation assistance aux animaux, dimanche 3 décembre 1989, à Paris, tour Eiffel, part de la Bourdonnais, les Bains parisiens. Sur la Seine, le 3 décembre, deux bateaux-mouches à qui joueront les arches de Noël, les chiens et les chats, sans vaccinés, tatoués et stérilisés, vous y attendront.

Soutenances de thèses

- Université Paris-II, le mardi 28 novembre à 15 heures, salle des conseils, M. Charles Moles : « La cité orientale. Unité politique et diversité religieuse du IV^e au X^e siècle ».

- Université Paris-II, le jeudi 30 novembre à 16 h 45, salle 204, M. Esteban Balas : « Du libéralisme institutionnel à la démocratie moderne. Etude comparative des institutions représentatives libérales en Grèce et en France ».

- Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le samedi 9 décembre à 9 heures, salle des actes, centre administratif, 1, rue Victor-Cousin, M. Henri Lammare : « La connaissance d'Orde dans la Renaissance française ».

- Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le samedi 9 décembre à 14 heures, salle des actes, centre administratif, 1, rue Victor-Cousin, M. Pauline Sicaud : « Images et spiritualité au douzième siècle : Le "Libellus de formatione archie" de Hugues de Saint-Victor. Etude d'héritage littéraire et doctrinale. Edition critique et traduction ».

- Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le samedi 9 décembre à 14 heures, salle Louis-Luard, 17, rue de la Sorbonne, M. Nathan Wachet : « Hommes d'eau : les Indes Urus de Bolivie. Essai d'histoire régressive ».

Le Monde

CARNET DU MONDE

Renseignements : 42-47-95-93

Tarif : la ligne E.T.

Toutes rubriques : 87 F.

Abonnés et actionnaires : 77 F.

Communications diverses : 90 F.

Jeudi 30-11-1989

de 18 h à 20 h.

JEAN VAUTRIN

PRIX GONCOURT 1989

dédicacera

« UN GRAND PAS

VERS LE BON DIEU »

(Grasset)

à la librairie ÉPIGRAMME

26, rue Saint-Arnaud, PARIS 14^e

Tél. : 42-72-61-76

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le mardi 28 novembre à 0 heure et le dimanche 3 décembre à 24 heures.

Jusqu'à la fin de la semaine, les hautes pressions protégeront la France de tout alés météorologiques.

Seuls incriminés, des bancs de brouillard et des températures basses le matin, les gels n'épargnant pratiquement aucune région.

Mardi : brume puis soleil et fraîcheur. - Après dissipation des brumes et brouillard matinaux parfois givrants, le ciel sera bleu sur la majeure partie de la France. Seules les régions de l'Aquitaine, de Midi-Pyrénées et proches des côtes atlantiques seront envahies par des nuages élevés.

Il y aura quelques nuages d'entrées maritimes sur la Langue, le Roussillon et la Côte d'Azur.

Au petit jour, les gélées seront généralisées dans l'intérieur du pays. Elles seront comprises entre -5 degrés et -2 degrés sur le quart nord-est, entre -9 degrés et -5 degrés sur le Limousin.

L'Auvergne et la région Rhône-Alpes. Elles varieront de -4 degrés à zéro degrés ailleurs. Près des côtes, les températures minimales seront plus douces puisqu'elles s'élèveront de 2 degrés à 5 degrés, localement 6 degrés à 8 degrés sur le pourtour méditerranéen.

Dans la journée, le soleil fera vite remonter les températures. Celles-ci atteindront 3 degrés à 7 degrés sur la majeure partie du pays, 8 degrés à 10 degrés sur la façade atlantique, 12 degrés à 16 degrés sur l'Aquitaine, Midi-Pyrénées et sur les régions proches de la Méditerranée.

Les vents d'Est souffleront modérément sur la Manche, sur la façade atlantique et sur la Côte d'Azur.

Le vent de sud-ouest, modéré soufflera sur la façade atlantique, sur la majeure partie du pays.

Le soleil sera présent dès le matin sur la plupart des régions.

Les régions proches de l'Atlantique et l'Alsace seront envahies par des nuages élevés venant d'Espagne.

Jeudi : soleil mais toujours frais. - Le soleil sera présent dès le matin sur la plupart des régions.

Les régions proches de l'Atlantique et l'Alsace seront envahies par des nuages élevés venant d'Espagne.

Des entrées maritimes se produiront encore sur l'ensemble du pourtour méditerranéen.

Les températures, au lever du jour, seront plus fraîches que la veille.

Elles varieront de -10 degrés à -5 degrés sur le quart nord-est, seront voisines de -10 degrés sur le Centre, le Limousin, l'Auvergne et la région Rhône-Alpes. Elles s'élèveront de -6 degrés à -4 degrés ailleurs.

Près des côtes, il fera plus doux, de l'ordre de 2 degrés à 5 degrés sur la façade atlantique et de 5 degrés à 8 degrés sur le pourtour méditerranéen.

Dans la journée, les températures atteindront 3 degrés à 5 degrés sur la moitié est de la France et de 5 degrés à 7 degrés sur la moitié ouest, localement 12 degrés à 16 degrés sur les côtes atlantiques, sur l'Aquitaine, sur Midi-Pyrénées ainsi que près de la Méditerranée.

Le vent, de secteur est, soufflera modérément sur les côtes de la Manche, de l'Atlantique et de la Méditerranée.

Vendredi, samedi et dimanche : temps froid mais souvent ensoleillé.

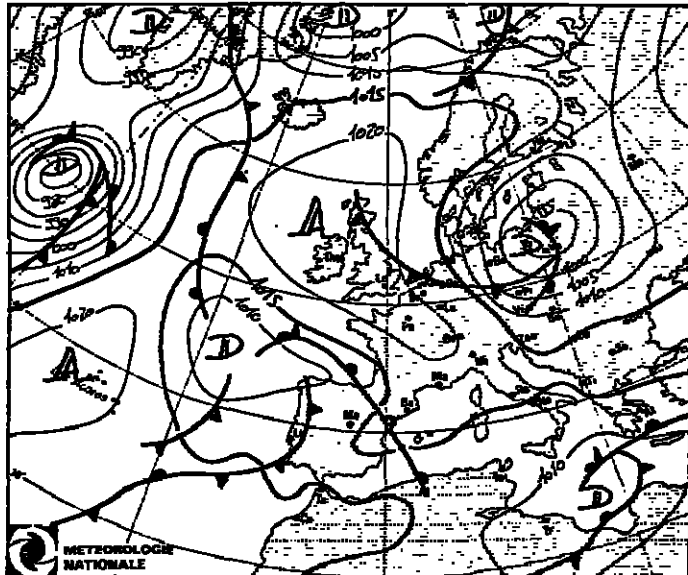
Ces premiers jours de décembre seront plus sous le signe du froid.

Même quelques bancs de brouillard givrants le matin, c'est le soleil qui dominera largement. Pour trouver quelques nuages il faudra se diriger vers le Sud. C'est le pourtour du golfe du Lion qui sera le moins favorisé, le ciel pouvant rester gris et brumeux.

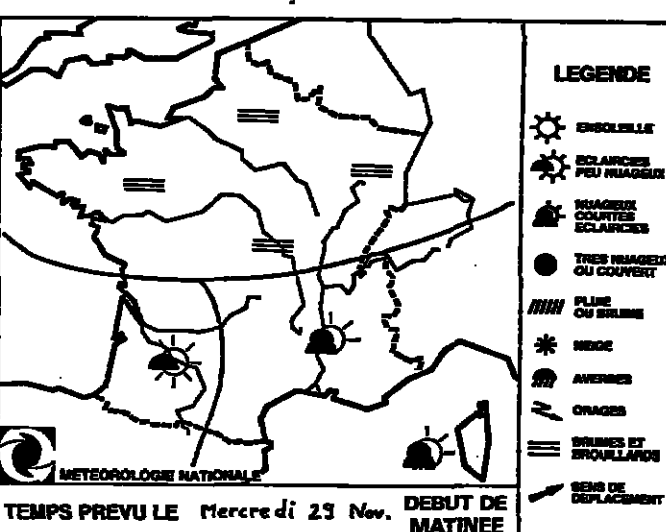
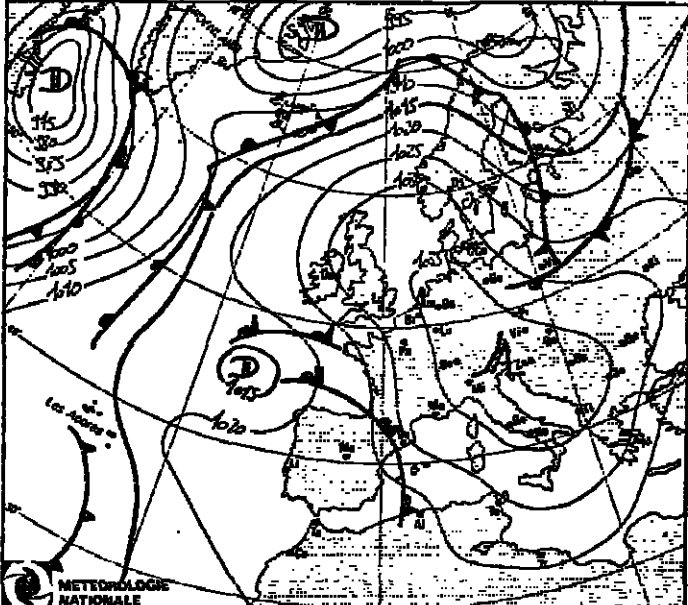
Les températures du matin seront comprises entre -6 degrés et -9 degrés des Ardennes et du Nord-Est au Centre-Est. Sur les autres régions elles seront de l'ordre de -3 degrés à -6 degrés à l'exception des zones côtières où elles resteront voisines de zéro ou légèrement positives.

Les températures de l'après-midi resteront voisines de zéro degré sur l'Est et le Nord-Est. Ailleurs, elles seront voisines de 2 degrés à 5 degrés. Elles pourront même atteindre 7 degrés à 10 degrés du sud de l'Aquitaine et de Midi-Pyrénées aux côtes méditerranéennes.

SITUATION LE 28 NOVEMBRE 1989 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 30 NOVEMBRE 1989 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre le 27-11-1989 à 6 heures TU et le 28-11-1989 à 6 heures TU

FRANCE	TOURS	LOISIR	LOISIR
ALGER	16 4 D	12 1 D	12 1 D
BARCELONE	14 1 N	31 22 A	31 22 A
BORDEAUX	13 2 D	10 8 P	10 8 P
BREZIL	5 -5 D	19 15 C	19 15 C
CAEN	8 -1 D	12 7 P	12 7 P
CHERBOURG	6 -5 D	33 24 N	33 24 N
CLEMONTE-FE	3 -9 B	16 11 C	16 11 C
DIJON	6 -5 D	3 5 D	3 5 D
GENÈVE	5 -5 D	6 2 A	6 2 A
GRANDE-BRETAGNE	6 -2 B	27 14 C	27 14 C
LYON	13 -7 B	6 2 D	6 2 D
MADEIRA	11 0 D	26 22 D	26 22 D
NANTES	6 -8 B	23 13 D	23 13 D
NICE	15 5 D	21 16 O	21 16 O
PARIS-MONTREUIL	6 0 B	3 8 D	3 8 D
PAU	14 7 B	24 17 D	24 17 D
PERPIGNAN	10 8 C	7 1 D	7 1 D
RENNES	8 0 D	20 8 N	20 8 N
ST-ETIENNE	4 -6 D	19 12 D	19 12 D
STRASBOURG	5 -2 C	7 -4 B	7 -4 B
LOISIR	24 10 D	12 1 D	12 1 D
LOISIR	13 12 C	12 1 D	12 1 D
MADRID	23 9 B	12 1 D	12 1 D
MARSAKCH	23 9 B	12 1 D	12 1 D
MEXICO	1 -2 B	12 1 D	12 1 D
MONTREAL	3 -14	12 1 D	12 1 D
MOSCOW	23 15 C	12 1 D	12 1 D
NARON	11 4 P	12 1 D	12 1 D
NEW-YORK	6 -4 D	12 1 D	12 1 D
OSLO	18 10 N	12 1 D	12 1 D
PALMA-DE-MAJOR	18 10 N	12 1 D	12 1 D
PARIS	12 1 D	12 1 D	12 1 D
ROME	13 0 D	12 1 D	12 1 D
SINGAPOUR	30 24 C	12 1 D	12 1 D
STOCKHOLM	9 -5 A	12 1 D	12 1 D
SYDNEY	22 18 C	12 1 D	12 1 D
TOKYO	13 9 N	12 1 D	12 1 D
TUNIS	16 14 P	12 1 D	12 1 D
YAKUTSK	-1 -2 N	12 1 D	12 1 D
YENNE	6 -3 D	12 1 D	12 1 D
YERRE	4 3	12 1 D	12 1 D

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

COMMUNICATION

TDF et les industriels testent un télétexte aux normes britanniques

L'échec d'Antiope

La norme française de télétexte, Antiope, a vécu. Son promoteur, Télédiffusion de France (TDF), s'apprête à battre en retraite face au concurrent britannique Ceefax, mieux implanté industriellement. Antiope, qui devait fournir, sur les réseaux de télévision, des magazines de textes destinés à des publics professionnels, n'a jamais atteint ses objectifs. Le procédé servait essentiellement au sous-titrage des émissions pour les mal-entendants, marché insuffisant pour la rentabilité industrielle du système. Depuis plusieurs mois, TDF, Thomson et Grundig testent, sur Antenne 2, des solutions de remplacement utilisant la norme Ceefax.

L'échec d'Antiope concentre tous les ingrédients des épopées industrielles de l'audiovisuel fran-

çais : stratégie volontariste, absence de marketing, atterrissements politiques et erreurs stratégiques. C'est à la fin des années 70 que TDF songe à commercialiser un procédé né dans ses laboratoires et capable de transmettre sur un réseau de télévision des centaines de magazines sous forme de pages de textes destinés à des publics professionnels, n'a jamais atteint ses objectifs. Le procédé servait essentiellement au sous-titrage des émissions pour les mal-entendants, marché insuffisant pour la rentabilité industrielle du système. Depuis plusieurs mois, TDF, Thomson et Grundig testent, sur Antenne 2, des solutions de remplacement utilisant la norme Ceefax.

Pour TDF, l'objectif est double : rentabiliser un réseau de diffusion largement laissé en friche par les trois chaînes publiques et stimuler les constructeurs de téléviseurs en leur ouvrant le marché des décodeurs intégrés ou non aux récepteurs. Bref, TDF songe à imiter la Direction générale des télécommunications qui, à la même époque, se lance dans la grande aventure de Télécel. Les deux organismes publics explorent, en effet, le même marché de l'information électronique : le Minitel parle sur un système interactif, le télétexte se contentera, lui, d'une information diffusée.

Obstination

Cette double démarche semble alors complémentaire. TDF baptise son procédé du doux nom d'Antiope (Acquisition numérique et transmission d'images organisées en pages d'écriture) et lance un premier service d'information boursière. C'est le premier échec : le service n'atteindra jamais les quelques centaines d'abonnés nécessaires à sa rentabilité. Les premiers décodeurs fonctionnent mal et TDF n'a pas suffisamment d'argent pour appuyer son lancement par la publicité.

L'établissement public change son fusil d'épaule. Puisque le marché français n'est pas mûr, TDF tente de gagner d'abord la bataille de la norme internationale avant de développer des applications. Ses dirigeants contactent, aux États-Unis, CBS pour trouver un allié

puissant. La chaîne américaine, d'abord intéressée, va faire, ensuite, traîner l'expérimentation pendant deux ans avant de rejeter la joint-venture.

Dans l'attente d'un hypothétique accord avec les Américains, TDF a « gelé » ses initiatives en France. Or, pendant ce temps, la DGT, confiante dans la stratégie du rouleau compresseur, subventionne allègrement les éditeurs pour créer des services interactifs ou non, sur le Minitel. Le marché d'ANTIOPE est déjà fort compromis quand le télétexte français encaisse un troisième coup de sort. En 1983, le gouvernement donne son feu vert pour le lancement d'une chaîne payante et ANTIOPE perd, du même coup, son réseau de diffusion. Les dirigeants de TDF avaient prévu d'occuper toute la journée le canal VHF en laissant les soirées libres pour du « cinéma payant ». Mais Canal Plus ne l'entend pas de cette oreille et s'adjuge toute l'antenne.

Privé de partenaire international et de moyen de diffusion, TDF aurait dû, en bonne logique, jeter alors l'éponge. Mais ces dirigeants s'obstinent contre toute évidence, décident de commander aux industriels trente mille décodeurs et d'attendre les canaux du satellite TDF 1 pour diffuser leurs magazines. Mais les incertitudes techniques, la concurrence des satellites de la DGT et les hésitations des gouvernements successifs vont retarder le lancement de TDF 1 jusqu'en 1988.

Pendant ce temps, le concurrent britannique Ceefax gagne la bataille industrielle : il équipe aujourd'hui quelque sept millions de récepteurs alors qu'ANTIOPE a dû vendre seulement six mille décodeurs. Les expériences limitées de sous-titrage de quelques émissions d'A 2 à l'intention des mal-entendants n'ont pas suffi à créer un marché viable. L'aventure d'ANTIOPE n'aura pas été complètement inutile : les techniques mises au point pour la transmission numérique servent aujourd'hui à la diffusion de données dans des réseaux comme celui de l'agence Reuters.

JEAN-FRANÇOIS LACAN

La Commission de Bruxelles enquête sur les conditions de concurrence entre sociétés de satellite

La Commission de Bruxelles vient d'ouvrir une enquête sur les aides accordées par le Luxembourg à la Société européenne de satellite (SES). La Commission a, en effet, été saisie, il y a deux semaines d'une plainte de la British satellite broadcasting (BSB) qui doit retransmettre, à partir de l'an prochain, cinq chaînes de télévision à destination de la Grande-Bretagne en concurrence avec SES. Elle a donc demandé aux explications pour le début du mois prochain. Il s'agit de la première enquête de l'exécutif de la CEE sur les conditions de concurrence entre sociétés exploitant des satellites de télévision.

Dans sa plainte, BSB affirme notamment que SES, dont deux

banques luxembourgeoises détiennent chacune 10 % du capital, bénéficie de toute une gamme d'aides : exemptions fiscales sur dix ans, prêts à des taux préférentiels ainsi qu'une garantie bancaire du grand-duché à hauteur de 80 millions d'euros (550 millions de francs environ).

Le gouvernement luxembourgeois qui réfute les deux premières accusations, reconnaît avoir adopté en faveur de SES une « loi d'habilitation » accordant à cette dernière une garantie bancaire de 5 milliards de francs luxembourgeois (810 millions de francs français). « SES, dit-on à Luxembourg, n'en a pas utilisé la totalité et l'essentiel des sommes empruntées ont été rendues. »

SPORTS

La formation initiale des sportifs de haut niveau

Du lycée au gymnase

Créées au milieu des années 70, les sections sport-études avaient pour objectif de concilier réussite scolaire et réussite sportive des élèves qu'elles recevaient. Aujourd'hui, elles ne semblent plus convenir aux administrations qui en ont la charge : le secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports, et son ministère de tutelle, l'éducation nationale. Une réforme radicale est en préparation.

Les sections sport-études n'ont plus le monopole du sport de haut niveau dans les milieux scolaires. Depuis 1985, date de la création des Centres permanents d'entraînement et de formation (CPEF), ces sections doivent faire face à la concurrence d'établissements fonctionnant sur des principes inverses aux leurs. Alors, qu'elles sont implantées dans des établissements scolaires (lycées, collèges) et proposent aux jeunes athlètes un programme sportif organisé autour de cette structure, les CPEF sont implantés dans des institutions sportives (souvent des CREPS), qui passent des conventions d'aménagement d'horaires avec des établissements scolaires pour les sportifs qu'elles accueillent.

« Au terme de treize années de fonctionnement, les sections sport-études semblent avoir atteint leurs limites, comme en a témoigné récemment une enquête conjointe des inspections générales de l'éducation nationale et de la jeunesse et des sports, qui note d'ailleurs une assez grande diversité dans le bilan de chaque section. » Cette phrase, extraite d'une circulaire du 27 janvier 1988, signée par le ministre de l'éducation nationale et le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports de l'époque, avait remis sérieusement en cause le fonctionnement des sections sport-études.

Pour le ministère de l'éducation nationale, comme pour le secrétariat à la jeunesse et aux sports, les CPEF sont mieux adaptés aux exigences du sport de haut niveau. Après avoir constaté l'échec des sections sport-études, la circulaire du 27 janvier 1988 avait donc confié « un rôle pilote » aux CPEF pour la formation sportive des jeunes sportifs de haut niveau.

A l'origine, cette réforme devait être mise en place lors de la rentrée 1989. Les divergences entre le ministère de l'éducation nationale et son secrétariat à la jeunesse et aux sports, les inquiétudes suscitées dans les milieux sportifs et scolaires et les protestations de plusieurs syndicats ont incité les pouvoirs publics à reporter d'une année son application.

La réforme va modifier profondément le système actuel. A l'avenir, les sportifs de haut niveau seront « accueillis dans les établissements d'enseignement situés à proximité du Centre permanent » où ils s'entraîneront. Dans nombre de cas, il existe déjà dans la même ville un CPEF et une section sport-études. L'établissement où était implantée la section sport-études demeurera vraisemblablement l'un de ceux qui accueilleront les sportifs du Centre permanent. En règle

générale, il y aura une redistribution des moyens financiers et des cadres techniques.

Il pourra y avoir des exceptions, notamment pour les sections qui correspondront « aux critères de la politique nationale du sport de haut niveau », ou quand « dans certaines zones géographiques ou pour certaines disciplines il n'existe encore aucun centre d'entraînement et de formation ». Dans ce cas, la section sport-études en question ne sera pas déclassée et recevra le label de « section sport-études du sport de haut niveau ». Elle devra offrir « des conditions analogues à celles du Centre d'entraînement, notamment en matière de qualité des installations sportives et de qualification du personnel d'encadrement ».

Toutes les autres sections rentreront dans un système à gestion déconcentrée. A l'éducation nationale, comme au Comité national olympique et sportif français, on avance le chiffre de vingt à trente sections, sur les cent cinquante-quatre existantes, qui ne seront pas transférées dans des CPEF ou labellisées « haut niveau » et, par conséquent, ne bénéficieront plus d'une reconnaissance et d'un soutien à l'échelon national.

Le résultat

d'un « marchandage »

Le ministère de l'éducation nationale, on explique les mesures qui se préparent par un refus de continuer à faire du « saupoudrage » en matière de sport de haut niveau. L'expression « politique diluante » est fréquemment employée. « La volonté d'aboutir à une optimisation des moyens et des hommes motive cette réforme », explique M. Michel Sapin, sous-directeur au ministère. M. Sapin ne cache pas que l'éducation nationale n'a pas la même approche du sport de haut niveau que le secrétariat à la jeunesse et aux sports. « Nous recherchons avant tout une assurance éducative pour les élèves, alors que jeunesse et sports voudrait un système qui soit une garantie de médailles pour les sportifs français. » En fait, entre le ministère et le secrétariat d'Etat, l'entente sur la politique à appliquer et les moyens nécessaires pour réussir est loin d'être parfaite. Pour un haut fonctionnaire de la jeunesse et des sports, « cette réforme est bâtarde, elle est le fruit d'un marchandage. L'éducation nationale a accepté de réformer, mais a insisté sur des choses sombres dans le système national, tout en acceptant inconditionnellement de lâcher du lest au niveau régional ».

La réforme ne s'arrête pas là. En même temps qu'un « rôle pilote » dévolu aux CPEF, elle vise à mettre en place une politique de déconcentration du sport de haut niveau en milieu scolaire.

A partir de la rentrée de 1990, seuls les centres d'entraînement et les sections labellisées « haut niveau » seront gérés au plan national par les fédérations et le secrétariat d'Etat. Les sections déconcentrées seront exclusivement gérées au niveau des régions. Il appartiendra donc aux autorités sportives

(ligues des fédérations, direction régionale de la jeunesse et des sports, Comité régional olympique et sportif français) et éducatifs régionaux (chefs d'établissements, recteurs) de décider du maintien ou non de ces sections déclassées et de définir leur cadre d'activité et les moyens dont elles pourront disposer. « La déconcentration sera sportive », affirme M. Jacques Thibaut, chef du département de la vie de l'athlète au secrétariat à la jeunesse et aux sports.

Toujours dans ce dispositif de politique déconcentrée, un projet de circulaire prévoit que les établissements qui le désirent pourront constituer en leur sein des sections dénommées actuellement « sections d'approfondissement sportif » ou bien encore « sections d'approfondissement et de perfectionnement sportif ». Les projets de création de ces classes pourront être lancés par les enseignants de l'établissement, une collectivité, une fédération.

Ce projet de sections d'approfondissement sportif inquiète nombre de responsables du sport de haut niveau en milieu scolaire. Que vont devenir les deux cent cinquante sections promotionnelles, réparties à travers la France ? Celles-ci, d'un niveau sportif inférieur aux sections traditionnelles, sont déjà gérées à l'échelon local et appliquent un système de recrutement supervisé par les organes régionaux et départementaux des fédérations. N'entre pas qui veut. Le projet de circulaire rédigé en vue de la rentrée de septembre 1989 est évasif à leur sujet. Il précise seulement qu'elles feront partie du dispositif déconcentré et que les vacances seront supprimées.

M. Bernard Delatant, secrétaire général du syndicat des inspecteurs de la jeunesse et des sports ne se déclare pas opposé à une réforme mais estime que « ce projet trahit les objectifs initiaux des sections sport-études et des sections promotionnelles. On s'oriente aujourd'hui vers un but d'augmentation des activités sportives et non plus de perfectionnement à la pratique de la compétition. Proposer davantage de sports à un plus grand nombre d'élèves est une bonne chose, mais il ne faut pas que cela se fasse au prix de la suppression des sections sport-études promotionnelles. On ne doit pas aboutir par hasard dans une de ces sections. Ces classes risquent de se substituer aux sections promotionnelles sans répondre à un besoin du sport de haut niveau. Ne mélangeons pas et ne confondons pas les objectifs ».

M. Jean-Claude Massias, directeur technique national adjoint du tennis, va même plus loin : « S'il y a une multiplication de ces nouvelles sections, et si elles s'intéressent à des jeunes qui, compte tenu de leur âge, devraient être dans les futures sections de haut niveau, ou dans les centres d'entraînement, alors on assistera incontestablement à une baisse générale du niveau des jeunes joueurs français. Au lieu d'aller vers un recadrage progressif, on aboutira à un éclatement. »

PIERRE-YVES GRAVIER

Malgré la levée du séquestre sur 21,9 % des actions

M. Lignac renforce son contrôle sur « l'Est républicain »

Le tribunal de Nancy a débouté lundi 27 novembre M. Gérard Lignac, PDG de l'Est républicain, qui contestait la légalité de la cession, par le *Republicain lorrain* et au profit du groupe Cora-Réville, de la société Grande Chaudronnerie lorraine, détentrice de 21,9 % du capital du quotidien de Nancy.

Le tribunal a estimé que les documents échangés entre le *Republicain lorrain* et Cora ne constituaient qu'un « avant-contrat, non translatif de propriété », et qu'il n'y avait donc pas lieu de statuer. Le tribunal a donc levé le séquestre qui affectait depuis juillet les 21,9 % détenus par la Grande Chaudronnerie lorraine.

Ce revers juridique pour M. Lignac ne devrait cependant guère avoir de conséquences immédiates. Avec un de ses alliés, M. Michel Himmel, le PDG de l'Est républicain a en effet acheté la semaine dernière 6,5 % supplémentaires des actions de son journal, ce qui porte son contrôle à environ 42 % et ramènerait sa position face aux ambitions du groupe Cora.

INSTITUT « Couscous » et « cul-bénit » au dictonnaire de l'Académie

La publication, en fascicules annuels, du légendaire dictionnaire de l'Académie française, neuvième édition, devrait s'achever avec le siècle. En voici le quatrième (le « corps » à « déshydratation ») qui vient de paraître à la presse M. Maurice Druon, secrétaire perpétuel, en même temps que les principaux faits inscrits à l'actif de la compagnie.

La cuvée 1989 comporte 3 284 mots, dont 1 233 entrées nouvelles, par exemple *cosmos*, *coarsard*, *costaud*, *coulonniers* (le fromage), l'inséparable *créativité*, *cubisme*, *cul-bénit*, *déshydratation*... Sur ce nombre, 40 sont d'origine étrangère, pas spécialement anglaise. *Couscous*, *corrida*, *desperado* sont de consonance fort peu britannique, à l'inverse de *cover-girl* (à se prononcer *couverguel*). On y trouve en outre une quinzaine de mots latins, tels *curtus*, *de-facto*, *deus ex machina* (à se prononcer *makina*). En revanche, 31 vocables tombés en désuétude ont disparu.

Fidèle à sa vocation de défendre et promouvoir la francophonie, l'Académie accueille volontiers les mots d'usage local acceptables par l'ensemble des gens qui utilisent le français. On en sache déjà que l'Académie a admis, entre 83 mots, le belge *fricot* (manche (flaqueur) et le suisse *grimpin* (ariviste).

AVEC L'UJEF

GAGNEZ LE GRAND PRIX 1989

DU JOURNAL ET DE LA COMMUNICATION D'ENTREPRISE

GRAND PRIX DU JOURNAL D'ENTREPRISE

PRIX DES COLLECTIVITÉS LOCALES

PRIX DU JOURNAL REGIONAL

PRIX DES GRANDES ENTREPRISES

PRIX DE LA LETTRE D'INFORMATION

PRIX DE LA COMMUNICATION GLOBALE DES PME

L'UJEF, association des professionnels de la communication d'entreprise, organise le Grand Prix du Journal et de la Communication d'Entreprise. Le grand prix et les prix seront remis le 25 janvier 1990. Le jury sera présidé par Jacques Duquesnes. L'UJEF regroupe 700 entreprises, 800 journaux, 1200 professionnels de la communication qui sont lus par 15 millions de lecteurs.

Entreprises, PME, PMI, associations, collectivités locales, concepteurs, éditeurs... si vous participez à l'édition d'un journal d'entreprise quelle que soit sa forme - écrit, son, vidéo, télématique -, le Grand Prix du Journal et de la Communication d'Entreprise vous concerne.

La presse et la communication d'entreprise bougent, bougez avec elles.

Appelez l'UJEF au 45 55 05 92 avant le 22 décembre 1989 pour obtenir votre dossier de candidature.

UNION DES JOURNAUX ET JOURNALISTES D'ENTREPRISE DE FRANCE

RUGBY

Un projet de championnat professionnel en Afrique du Sud

Une soixantaine de joueurs de rugby devaient se réunir, mardi 28 novembre, dans une ville d'Afrique du Sud pour lancer officiellement un championnat professionnel dans ce pays. Selon le quotidien *Afrikaner Beeld*, qui a révélé cette information, des invitations ont aussi été envoyées à des dirigeants sportifs du pays.

Bien que l'instigateur de cette réunion ne soit pas connu, il semble que le milliardaire Louis Luyt, président de la Fédération du Transvaal, n'est pas étranger à cette initiative. Interrogé sur ce projet, Danie Craven, président de la Fédération sud-africaine de rugby, a affirmé qu'il était au courant mais s'est refusé à tout commentaire. - (AFP).

□ TENNIS - Henri Leconte, cent quatre-vingt-neufième joueur mondial, l'ancien numéro un du tennis français Henri Leconte a perdu soixante-sept places au classement de l'Association des joueurs (ATP) publié lundi 27 novembre.

Le finaliste du tournoi de Roland-Garros 1988 occupe désormais

BOOMERANG

Un nouveau record

Un jeune Français de vingt-trois ans, managère en architecture, Stéphane Marguerite, vient de conquérir à Lyon le record du monde de rattrapage consécutif de boomerang. Il a effectué huit cent un rattrapages, alors que le précédent record avait été établi en juin à Washington par l'australien Rob Croll, avec sept cent soixante-cinq opérations.

Après avoir lancé son engin pendant près de deux heures trente sans rater un seul retour, malgré les pales tournant à dix tours par seconde, Stéphane Marguerite a dû stopper en raison de la diminution de la visibilité.

Il n'existe pas encore de fédération internationale pour homologuer les records au boomerang, mais la performance du jeune Français va encourager les compétiteurs américains et australiens à améliorer leur technique.

mais la cent quarantième place du classement mondial. Une semaine plus tôt, il se plaçait en quarante-septième position, mais sa mauvaise prestation au tournoi de Wembley (élimination au premier tour alors qu'il avait atteint la finale en 1988) n'avait pas encore été prise en compte.

سكزا من الأصل

27 Les négociations de la convention de Lomé IV
Le Pécun et le FMI

30 Les tabous de la RDA
40 Technologie

45 La reconversion du Nord
46-47 Marchés financiers et Bourse

BILLET

Le coût de la méthode Rocard

Les responsables du ministère de l'économie n'ont pas eu de doute sur le fait de faire la grasse à un an, lorsque l'accord salarial 1988-1989 fut signé dans la fonction publique. Il symbolisait en effet un important changement dans la politique salariale du gouvernement : les mesures individuelles n'étaient plus prises en compte dans l'enveloppe négociée avec les fédérations syndicales. Les fruits de ce changement — ce « pilotage fin » de la rigueur, selon l'expression de M. Rocard — sont juteux pour les fonctionnaires : une progression du pouvoir d'achat moyen de 3,3 % en 1989. Ce n'est pas tout à fait le retour aux « trente glorieuses » mais ce n'est déjà plus du tout l'austérité. Grâce à la méthode Rocard, 95 % des salariés du secteur public ont été couverts en 1989 par un accord salarial. Et les agents de la fonction publique paraissent relativement mieux lotis que ceux du secteur privé : la masse salariale devrait augmenter de 6,3 % dans la première contre 6,8 % dans le secteur privé où près de dix (2,3 %) résultent de l'augmentation de l'emploi. Le monde à l'envers ? Les fonctionnaires ne font que rattraper une partie de leur retard. Un an après qu'il ait lâché du lest, le gouvernement peut, à première vue, se féliciter de l'efficacité de la méthode Rocard. Ce résultat peut encourager les syndicats à poursuivre la politique contractuelle. Mais il aurait tort de se réjouir trop vite. Le rapport remis aux parlementaires montre que le coût de la méthode Rocard a été particulièrement élevé. Les diverses — et nombreuses — revalorisations catégorielles ont coûté 1,6 milliard de francs en 1989, 4 milliards en 1988 et, sans doute au moins autant en 1990. L'accord de novembre 1988 n'a pas empêché la poussée de la fièvre dans le secteur public à la fin de 1988. Et la distribution de mesures « particulières » à la même époque a incité d'autres catégories à réclamer en 1989 un « dû » qu'elles ont partiellement obtenu. La méthode Rocard ne s'est pas révélée vraiment préventive et elle n'a pas toujours été curative. La négociation sur la réforme de la grille des fonctionnaires va en élever encore le coût.

M. N.

Selon un rapport du gouvernement

Le pouvoir d'achat moyen des fonctionnaires a fortement augmenté en 1989

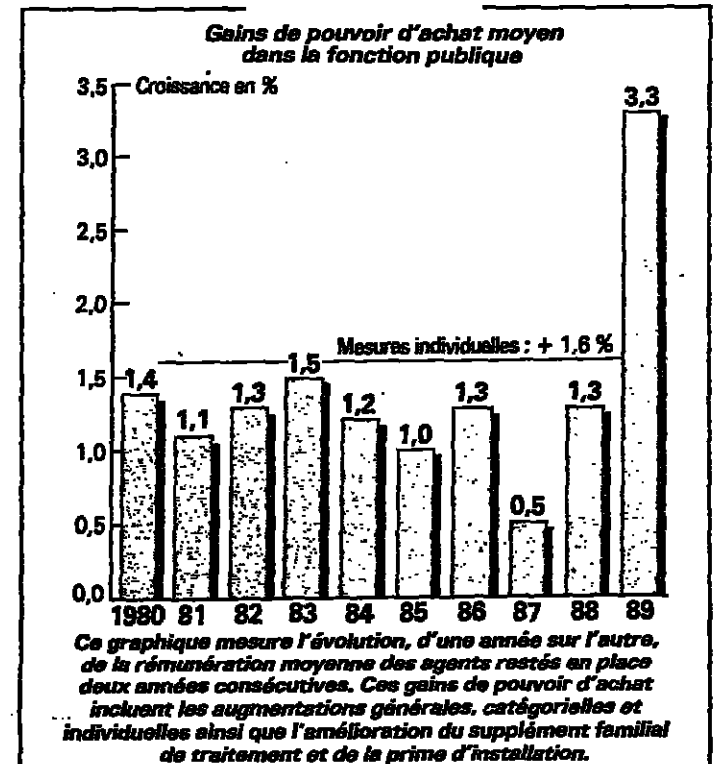
Le pouvoir d'achat des fonctionnaires a fortement augmenté en 1989, avec un gain de 3,3 % pour la rémunération moyenne des agents en place. C'est ce qui ressort de l'annexe du rapport biennal sur les revenus des fonctionnaires (en 1987 et en 1988) qui devait être remis le 28 novembre par les services du premier ministre au président de la commission du budget de l'Assemblée nationale. Si l'on en croit le rapport gouvernemental remis aux parlementaires de la commission des finances, le pouvoir d'achat de la rémunération brute moyenne des fonctionnaires restés en place deux années consécutives a progressé de 15 % au cours des dix dernières années, soit 1,4 % par an en moyenne. Toutefois, durant cette période, les mesures individuelles dues aux promotions et à l'ancienneté — ce que l'on appelle le glissement vieillesse technique (GVT) — ont représenté en moyenne un gain de 1,6 %.

Ainsi, comme le souligne le rapport, « les fonctionnaires qui, au cours de ces dix dernières années, n'auraient bénéficié d'aucun changement au titre de l'ancienneté ou des promotions ont connu une perte de pouvoir d'achat de 0,2 % par an en moyenne ». L'inflexion de la politique salariale du gouvernement, qui concerne au total plus de 8 millions de personnes (actifs ou retraités), marquée par l'accord salarial du 17 novembre 1988 dans la fonction publique a conduit à un « très net redressement » avec une progression du pouvoir d'achat moyen de 3,3 %, soit le résultat le plus élevé depuis dix ans.

Comment est-on arrivé à une telle hausse en 1989 ? La rémunération brute moyenne des fonctionnaires de l'Etat restés en place deux années consécutives a augmenté de 6,7 % en 1989. Les augmentations générales — décidées en 1988 et jouant en année pleine sur 1989 — ont contenues dans l'accord salarial — ont représenté dans cette hausse de la rémunération moyenne 2,7 %, auxquels il faut ajouter un bonus de 1 % dû à la prime de croissance de 1 200 F versée en novembre. Les augmentations catégorielles (550 millions de francs pour les catégories B, C et D, et les mesures intervenues par ministère, notamment en faveur des enseignants) sont comptées pour 1,4 % et les augmentations individuelles (GVT) pour 1,6 %.

(même si les dernières évaluations de l'INSEE les situent entre 1,7 % et 1,9 %).

« Compte tenu, indique le rapport, d'une hausse moyenne des prix à la consommation estimée à 3,3 %, le pouvoir d'achat moyen des fonctionnaires devrait également progresser de 3,3 % en 1989. » Les seules mesures de revalorisation des enseignants (soit près d'un fonctionnaire sur trois) ont représenté, en 1989, 1,8 % de la masse salariale de l'éducation nationale. Ainsi, « hors mesures individuelles et plan de revalorisation des enseignants », les mesures catégorielles : les catégories B, C et D, les enseignants, les infirmières, les agents des PTT, les militaires, les policiers, les agents des finances, les personnels pénitentiaires, les greffiers, les personnels de l'aviation civile. Des « mesures particulières », enrichissant encore ce catalogue à la Prévert, ont touché les conducteurs des travaux publics de l'Etat, les attachés de l'INSEE, les chefs de service de comptabilité des postes et télécommunications, les corps civils d'encadrement technique du ministère de la défense,



tion des enseignants, le pouvoir d'achat moyen des rémunérations brutes des fonctionnaires de l'Etat augmentera de 1,5 % en 1989.

Ce rapport indique également le coût des revalorisations catégorielles qui, en 1988 et en 1989, ont concerné quatre fonctionnaires sur cinq. « En 1988, souligne-t-il, l'Etat a consacré 1,6 milliard de francs à des revalorisations catégorielles. Cet effort, auquel s'ajoutent les transformations d'emploi, a été poursuivi et amplifié en 1989 grâce à une enveloppe de 4 milliards de francs. Les dispositions d'ores et déjà annoncées conduisent à un montant du même ordre pour 1990. »

En 1988 et 1989, près de deux millions de personnes ont été

les conservateurs des musées, les personnels de l'éducation surveillée et... de la météorologie nationale, les personnels du service des bibliothèques, les contrôleurs du travail... Une bien longue liste !

Dernier éclairage : en 1988, la rémunération annuelle nette moyenne de la fonction publique était « supérieure de 4 % à celle du secteur privé » (105 000 F contre 101 200 F). Dans le privé, 90 % des salariés gagnent plus de 6 900 F par mois et 50 % moins. Dans la fonction publique, la médiane se situe 16 % au-dessus : 50 % sont au-dessus de 8 000 F mensuels et 50 % en dessous.

MICHEL NOBLECOURT

Les relations entre la CEE et l'Europe de l'Est

Signature à Bruxelles d'un accord commercial avec l'URSS

La Communauté a conclu lundi 27 novembre un important accord de commerce et de coopération avec l'URSS. Les ministres des affaires étrangères européens n'ont pu, en revanche, parvenir à un consensus sur l'octroi d'aides économiques supplémentaires à la Yougoslavie (nos dernières éditions du mercredi 29 novembre).

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Les ministres des affaires étrangères des Douze réunis lundi à Bruxelles ont approuvé les résultats auxquels la délégation soviétique et celle de la Commission européenne, qui négocie au nom de la CEE, sont parvenues pendant le week-end. « C'est un élément essentiel dans les relations entre l'Europe de l'Ouest et l'Europe de l'Est », a commenté M. Douglas Hurd, le secrétaire au Foreign Office. De fait, cet accord, même si sa portée pratique immédiate est limitée, marque l'aboutissement d'un processus de normalisation des relations entre les deux Europes engagé par la signature en juin 1988 de la « déclaration commune » CEE-CAEM (le CAEM ou COMECON est l'organisation économique des pays de l'Est).

Subtilités diplomatiques

Comme le demandaient avec insistance les Soviétiques, le texte approuvé fait d'ailleurs référence à cette déclaration commune. En contrepartie, pour satisfaire cette fois la sensibilité occidentale, il est précisé que l'accord s'appliquera à l'ensemble du territoire de la Communauté tel que le définit le traité de Rome, c'est-à-dire également à Berlin-Ouest. Des subtilités diplomatiques qui, compte tenu de l'accélération des événements à l'Est, paraissent anachroniques !

L'accord est du même type que celui conclu l'an passé avec la Hongrie. En matière commerciale, il prévoit principalement l'élimination graduelle des restrictions quantitatives que la CEE impose aux importations en provenance de l'URSS.

Pour une première liste de produits, ces restrictions quantitatives disparaîtront en deux ans et demi, du 1^{er} janvier 1990 au 30 juin 1992. Celles s'appliquant aux produits les plus sensibles ne seront complètement supprimées qu'en 1995. Cependant, un rendez-vous est prévu afin de faire le point en 1992. Les Douze veulent obtenir en effet plus de transparence et un meilleur accès pour leurs exportations sur le marché soviétique.

Comme le soulignait un porte-parole de la Commission, il existe ainsi un élément de conditionnalité dans l'accord : on comprend qu'en fonction de l'évolution des échanges le rendez-vous de 1992 pourrait permettre d'accélérer le démantèlement des limitations aux importations.

Changement de rythme

En matière de coopération économique, il s'agit d'un accord-cadre qu'il faudra compléter au fil des années. A ce stade, les deux parties se sont bornées à établir une liste des domaines couverts. Mis à part la pêche, qui pourrait faire l'objet d'un accord spécifique, aucun aspect de l'activité économique n'a été oublié : la standardisation et la coopération industrielle, les matières premières, l'agriculture, les services financiers, l'environnement, l'énergie (y compris, souligne-t-on, la sécurité nucléaire), la science et la technologie, les transports, le tourisme, la gestion des entreprises.

Il reste à la Communauté à conclure un accord du même genre avec la RDA. Des conversations exploratoires ont déjà eu lieu. M. Frans Andriessen, le vice-président de la commission chargée des relations extérieures, se rendra à Berlin-Est les 4 et 5 décembre.

Les débats de lundi ont mis en relief le changement de rythme de la diplomatie économique des Douze à l'égard de l'Est. La Communauté est en train de passer de relations formelles, pesantes, peu opérationnelles — celles des accords de commerce et de coopération — à des rapports plus concrets mais empreints de méfiance réciproque et fortement teintés d'aide.

Aujourd'hui, curieusement, sans d'ailleurs que cela semble gêner qui que ce soit, ces deux types de relations cohabitent. Ainsi les Douze viennent d'accepter une série de dispositions commerciales améliorant l'accès à leur marché pour les exportations, notamment de produits textiles et agricoles, de la Hongrie et de la Pologne.

S'agissant de ces deux pays, l'accord de commerce et de coopération conclu voici quelques mois est déjà dépassé. Qu'en est-il du calendrier de démantèlement des restrictions quantitatives, que les experts avaient figuré pendant des semaines de pourparlers, a été balayé. Parce qu'il est évident qu'il faut aider la politique de réforme économique des deux pays, la totalité des restrictions quantitatives qui leur sont appliquées disparaîtront le 1^{er} janvier 1990.

Lundi soir, les Douze ont tenu un conseil avec la Yougoslavie à laquelle ils sont liés depuis de longues années par un accord de coopération. « C'est nous qui avons ouvert la voie au changement à l'Est. Ce n'est certainement pas pour rester immobiles aujourd'hui », a souligné M. Budimir Loncar, le ministre des affaires étrangères.

Les réformes qui sont en cours sont conçues pour aboutir à une économie de marché. Les aménagements politiques qui seront décidés au cours des deux mois à venir devraient aboutir au pluralisme, a souligné M. Loncar.

La Yougoslavie voudrait bénéficier d'un crédit occidental de 1 milliard de dollars afin de donner une meilleure assise à la réforme du système monétaire et bancaire qu'elle se propose d'engager.

VÉRONIQUE MAURUS

PHILIPPE LEMAITRE

INSOLITE

Fonds publics pour effeuilleuses

Shocking et choquant. Dans les deux langues officielles du Canada, l'affaire fait grand bruit : le gouvernement fédéral, dans ses efforts pour venir en aide aux PME, finance, sans le savoir, des boîtes de strip-tease depuis au moins dix-sept ans. Combien ? Le ministre conservateur de l'expansion industrielle régionale, M. Harvie André, n'a pas pu donner un chiffre exact.

Radio Canada a révélé que Le Lido, un bar à danseuses russes de Hull (Banlieue d'Ottawa), avait obtenu deux prêts du gouvernement, via la Banque fédérale de développement (FBD), pour environ 5,3 millions de francs. M. André a d'abord invoqué l'erreur humaine. Mais le cas du Lido n'était pas isolé. Les médias canadiens ne cessent de dévoiler les dessous d'autres prêts publics à des établissements similaires.

Le ministre a précisé que ces financements avaient commencé au moins depuis 1972 sous le gouvernement libéral de Pierre Trudeau. Ces PME avaient commencé par solliciter des prêts pour des commerces de divertissements classiques (discothèques), qu'elles ont transformés en cabarets pour effeuilleuses.

Le grand spectacle du pétrole

Suite de la première page

« Tous les marchés de matières premières ont besoin d'un point de référence. L'OPEP et le seul point de référence du marché pétrolier », explique M. Mehdi Varzi, analyste pétrolier de la compagnie Kleinwort Benson Securities de Londres. Peut-être pour la première fois de son histoire, le pétrole brut obéit aux lois classiques du marché. Les cours, comme ceux du cacao, du café, de l'or, ou plus exactement ceux des monnaies, sont fixés sur des marchés à terme organisés à New-York, Londres et Singapour, où, certains jours, la valeur des transactions atteint jusqu'à trois fois l'équivalent de la demande mondiale, alors que les échanges physiques n'y représentent qu'à peine 1 % du total.

Ces cours sont néanmoins les vrais prix du pétrole. Contrairement à ce qui se passait dans les années 70, où les contrats à prix fixes et à long terme entre pays producteurs et grandes compagnies étaient la règle ; contrairement à la situation préoccupante au début de la décennie, où les achats « spot » de cargaisons au jour le jour prédominaient, l'essentiel des ventes physiques de pétrole s'effectue maintenant par des contrats à moyen terme — un à trois mois — passés directement entre les pro-

ducteurs et les compagnies, mais indexés sur les cours des marchés à terme.

Dans cette situation, les producteurs détiennent certes toujours la clé de l'équilibre à long terme entre l'offre globale et la demande, mais ne peuvent rien contre les mouvements à court terme guidés par la spéculation pure et le désir des compagnies de se « couvrir » contre les fluctuations. Ils ne peuvent que, tout au plus, influencer la psychologie du marché afin de soutenir les cours.

L'harmonie si on la conçoit

Au fil du temps, les conférences de l'OPEP sont ainsi devenues des grands spectacles plus que des lieux concrets de décisions. Les résultats, répertoriés et diffusés sur les écrans informatiques, vont guider la conduite des opérateurs. S'ils sont jugés positifs, ils soutiendront les prix pendant plusieurs mois. Dans le cas contraire, ils les déprimeront. Jusqu'à ce que le cartel convoque une nouvelle réunion pour renverser la tendance si la situation se dégrade dangereusement.

En cette fin d'année 1989, l'exercice apparaît, a priori, moins diffi-

cile que les années précédentes. Depuis l'arrêt des combats entre l'Iran et l'Irak l'an dernier, l'harmonie, si on la conçoit, règne parmi les membres du cartel. En outre, stimulée par le jeu des prix, la consommation mondiale a dangereusement augmenté depuis deux ans, pendant que la production concurrente de l'OPEP stagnait. Résultat : la demande adressée au cartel n'a donc cessé de gonfler. Si bien que les treize pays exportateurs ont pu, cette année, accroître leur plafond (de 18,5 à 20,5 millions de barils par jour) et plus encore leur production réelle (de 19,7 millions en moyenne sur 1988 jusqu'à 21 millions de barils par jour de janvier à septembre 1989, et même 23 millions de barils par jour depuis octobre). Ceci, tout en maintenant un prix moyen de 17,7 dollars par baril de janvier à octobre, proche du prix de référence de 18 dollars.

Bref, jusqu'ici, tout va bien, la plupart des treize pays pouvant désormais produire au maximum de leurs capacités sans perturber le marché. Même l'indiscipline chronique du Koweït et des Emirats arabes unis, qui ont profité de leurs capacités d'extraction pour s'adjuger la part du lion dans la reprise et produire chacun deux fois plus que leur quota officiel ne les y autorise, a peut-être absorbé sans heurts la vigueur de la demande justifiant ces dépassements.

Le problème est que la reprise de la demande, justement, commence à s'essouffier. Compte tenu du risque de récession aux Etats-Unis l'an prochain, la plupart des experts prévoient pour 1990 une

hausse plus modérée qu'au cours des deux dernières années. Ils estiment la demande adressée à l'OPEP à 21,5 millions de barils par jour environ, soit un peu plus qu'en 1989, mais nettement moins que le niveau actuel de production du cartel. Il faudrait donc, à l'idéal, que les treize pays acceptent de réduire leur rythme d'extraction, au moins pendant le premier semestre, période de chute saisonnière de la demande. Concrètement, l'exercice consiste, en priorité, à amener les deux indisCIPLINÉS à rentrer dans le rang, et donc à redistribuer les quotas pays par pays, de façon à accorder au moins des niveaux plus conformes à la possibilité réelle.

C'est là que le bât blesse, aucun pays n'acceptant de sacrifier sa part du gâteau au profit du voisin. Et les Emirats arabes unis refusant, jusqu'à présent, toute proposition. La conférence pourrait donc s'achever sur un accord banal équivalant à un *status quo*, meilleur, en tout état de cause, pour la psychologie du marché qu'une dispute prolongée étalée au grand jour.

Il est vrai que, jusque-là, rien ne presse, le cartel pouvant toujours, si les choses se gâtent, convoquer une conférence extraordinaire au printemps pour remettre les pendules à l'heure et rassénérer le marché. Avec d'autant plus de chances de succès que la peur d'une recrudescence des prix aidant, les pays membres seront sans doute mieux préparés à consentir les sacrifices nécessaires.

سكزا من الاصل

هكذا من الاجل

4^e FORUM INTERNATIONAL DES ÉQUIPEMENTS DE LOISIRS

CANNES
11, 12, 13 DÉCEMBRE 89
PALAIS
DES FESTIVALS



VOUS AVEZ DIT «ÉQUIPEMENTS DE LOISIRS»?

Très prisé des anglo-saxons, se traduisant «amusement» outre-Atlantique, inexistant au pays du Soleil Levant, le mot «loisir» paraît en France écartelé entre le «temps libre» et les vacances... Pas étonnant alors que la définition d'un secteur économique voué aux loisirs rencontre quelques imprécisions statistiques. Et pourtant, l'industrie des loisirs existe et connaît même un véritable essor, comme en témoignent les 1 000 à 1 500 professionnels (concepteurs, investisseurs, fournisseurs, financiers, exploitants) qui se retrouvent, à notre initiative, pour la quatrième année consécutive à Cannes, pour le FIDEL/Forum international des équipements de loisirs (11, 12 et 13 décembre). Et les difficultés de départ de tel ou tel parc récréatif ne doivent pas cacher les nombreux indicateurs positifs d'un fantastique développement du secteur : plus de 250 millions de visiteurs chaque année dans les parcs américains, le renouveau de l'équipement et de la fréquentation des cinémas en Grande-Bretagne, la passion pour les piscines de loisirs et la remise en forme en Allemagne Fédérale, la densification des parcs de golf ou la trentaine de projets de ports de plaisance en France,



autant de facettes d'une industrie multi-forme analysée dans ses succès comme dans ses erreurs au FIDEL. A l'heure où se posent à cette jeune industrie - et à l'échelon européen - le formidable challenge des financements, des normes, de la formation de nouveaux professionnels, le FIDEL est devenu un «must» - comme l'affirmait dès 1986, Michel Corbière - lequel, avec le succès de l'Aquaboulevard, affiche un vibrant démenti aux pessimistes. Rendez-vous à Cannes pour rencontrer ce nouveau monde des loisirs.

Marc-N. Vigier
Commissaire général du FIDEL

POUR UN PARTENARIAT PUBLIC-PRIVÉ

Les Français ont pris l'habitude de voir leurs loisirs très largement assistés. Ils ne sont pas habitués à dépenser pour leurs loisirs «l'argent du juste prix».

Cette tendance s'est largement inversée depuis une dizaine d'années environ et tous les loisirs «subventionnés» : sports, culture, musées, théâtres, chaînes de télévision, piscines, stades de foot et d'athlétisme, ont été amenés à se repositionner naturellement et parfois à être repris en charge par le privé. Ce fut le cas pour le tennis, le squash, les clubs de remise en forme, le golf, les parcs de loisirs, Mirapolis, Zygofoles, Astérix, Aquaboulevard, certaines chaînes de télévision, etc...

Mais les échos du «Tout privé» se sont heurtés aux dures réalités du marché. De nombreux intervenants n'ont pas, d'emblée, compris qu'il s'agissait d'une véritable industrie lourde et non pas d'une pure prestation de service; qu'il fallait donc disposer d'importants fonds propres, de la durée, d'importants budgets de promotion, de communication et de publicité. Il s'agissait de proposer aux consommateurs des produits de loisirs dans tous les cas à un coût d'utilisation très nettement supérieur à celui qu'ils connaissent jusqu'alors.

Si l'on ajoute, entre autre, à cela, le fait que

- la France dispose d'une richesse unique de sites naturels en Europe (forêts, montagnes, mers, lacs, etc...).

Ce patrimoine naturel est un concurrent redoutable pour les projets de loisirs, publics ou privés.

- que de plus, les Français détiennent le record des résidences secondaires par tête d'habitant, facteur qui grève fortement le budget loisirs.

- qu'on intègre en plus un loisir prioritaire et bien cher aux Français qu'est celui de la restauration,

on comprend aisément qu'il soit illusoire de prétendre se substituer brusquement aux collectivités locales en matière d'investissement et transformer les habitudes de consommation de loisirs, tout en espérant rentabiliser, à court terme, d'importants capitaux investis.

Il est donc souhaitable, pour ne pas dire indispensable, qu'un partenariat Public-Privé s'établisse sur tous les problèmes touchant aux loisirs, que les infrastructures, voire les immobilités (terrains, voies d'accès, transports en commun, promotion régionale, VRD, etc...) soient d'une façon ou de l'autre financées par le public. Par ailleurs, il faudrait que l'exploitation puisse être confiée aux meilleurs opérateurs qui, tant par leur image que par leur expérience, leur capacité d'agir en tant que communicateurs «apolitiques», puissent prendre en charge l'exploitation de ces projets. D'ailleurs les Américains de Disney, avant d'accepter de choisir de s'implanter en France, ont dressé la liste des apports publics indispensables à l'équilibre de leur opération. Il a fallu qu'on leur propose 2 000 hectares d'un seul tenant, des bretelles d'autoroute, lignes SNCF, RER, sans parler des taux de TVA réduits et autres mesures spécifiques.

L'univers même des loisirs d'hiver n'a pu survivre, durant ces vingt dernières années, qu'en raison des nombreux partenariats municipaux ou régionaux, permettant d'amplifier le correctif important que fut l'inflation jusqu'aux années 82.

Le partenariat public-privé, sans être bien sûr, un gage de succès, me paraît être, pour quelques années encore en tout cas, une précaution indispensable à respecter pour les nouveaux projets.

Michel Corbière
P.-D.G. de Forest-Hill

SAINT-ÉTIENNE : UN PARI SUR LE VERT

Saint-Étienne vient de s'offrir l'un des complexes goliques les plus sophistiqués d'Europe, un golf public à la portée de tous, un practice immense pour de futurs champions.

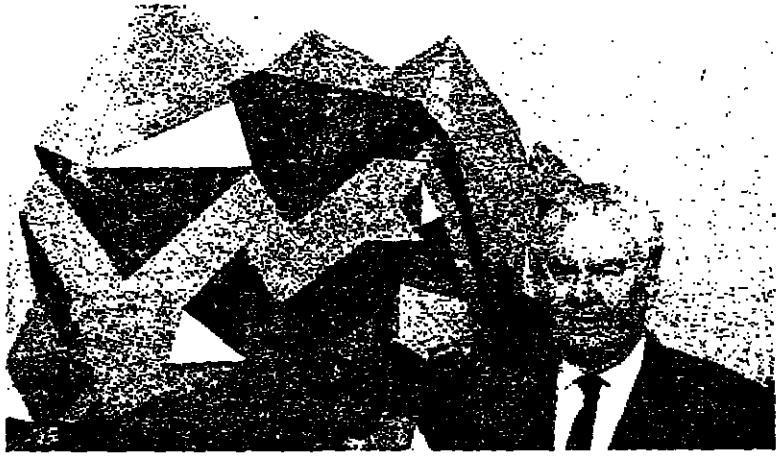
Ce fut le grand pari de la ville de Saint-Étienne, de l'équipe Sprecher, Gery Watine et Jean-Louis Mery et de tous ceux qui ont cru en ce projet un peu fou de transformer une ancienne décharge municipale en green vert, vert, vert...

Le seul centre d'initiation de ce sport, désormais offert à tous,

accueillera quelque 20 000 néophytes par an, surtout des scolaires qui ont répondu très nombreux à l'appel! Un joli challenge aussi que ce pari sur le vert, sur le green pour cette ville qui misa tant naguère sur le noir de la houille. A l'heure où l'environnement se conjugue à tous les temps, Saint-Étienne le décline, elle, sur le mode majeur, délibérément consensuelle aussi de la valeur ajoutée qu'apporte un tel complexe sportif.

François Dubanchet
Maire de Saint-Étienne

LES LOISIRS COMME VITRINE D'UN DÉPARTEMENT



Pourquoi une collectivité locale comme le département de la Vienne s'est-elle intéressée aux loisirs? C'est l'objet de mon intervention au prochain FIDEL.

A l'aube d'une nouvelle décennie, aux portes du troisième millénaire, notre société vit une mutation extraordinaire provoquée par les progrès des techniques de l'information et qui n'est pas sans conséquences sur la vie quotidienne : les loisirs, la formation et le travail.

Pour aider l'opinion publique à mieux comprendre ces changements, la Vienne a complètement innové - elle a été la première à réaliser, à travers le Futuroscope, un formidable projet fondé sur une vraie philosophie:

- l'espace loisir du Futuroscope est le seul au monde qui regroupe tous les nouveaux systèmes de projection et qui permettra sans doute d'organiser en 1991 le festival mondial des nouvelles techniques du cinéma;

- la Vienne a encore innové dans le domaine de la formation avec le tout premier lycée-Université dédié aux techniques de pointe de la communication;

Ainsi, la Vienne, terre à blé et département de tradition agricole, se place résolument sur l'orbite du futur. L'avenir dira si elle a réussi. Les 750 000 visiteurs de la saison 1989 plaident déjà en sa faveur...

René Mosery
Ancien Ministre
Président du conseil général de la Vienne

L'HYPERMARCHÉ DES LOISIRS

En 1985, un adulte français qui consacrait un tiers de son temps au travail, qu'il soit domestique ou professionnel, «meublait» près de 17% de sa journée avec les loisirs.

«Au soir de sa vie, Henry Ford notait "l'auto a fait sortir les gens de chez eux; la télé les y a ramenés". Le café du coin, la salle de ciné, le théâtre déclinent», souligne Bernard Préd en peignant «la société des enfants gâtés (*). A tel point qu'au printemps 1987, le Conseil général de Haute-Garonne a cru bon de plaquer sur les murs de Toulouse d'immenses affiches intitulées "l'ordre de sortir le dimanche"».

Mais le café du coin, la salle de ciné ou le Zénith ne suffisent plus. Ils veulent tout ces enfants gâtés comme le chante impertinamment une marque d'huile. «Les enfants gâtés chérissent avant tout l'idée de pouvoir tout faire». Ils jouissent de leur liberté en feuilletant les catalogues et

leurs porte-cartes de crédits comme les Parisiens vantant la richesse de la vie culturelle sans jamais avoir le temps d'en profiter.

«L'enfant gâté, avec davantage de produits en vitrine et davantage de loisirs réalisables n'a plus qu'à exercer son libre arbitre. Il lui faut se résoudre à choisir. Ce n'est pas la loi du marché que l'on a instaurée, mais celle de l'hypermarché».

Et l'hypermarché des loisirs s'enrichit sans cesse de produits et d'équipements nouveaux. Certains sont importés, décalqués ou se heurtent à d'évidents problèmes d'adaptation. Timorés, quelques investisseurs ne veulent pas laisser de temps aux consommateurs d'apprendre et d'apprécier ces nouveaux produits qu'ils découvrent presque en même temps que leurs banquiers, ni laisser le temps à une industrie encore jeune de se doter d'encadrements professionnels. Comment trouver des ges-

Miettes de loisirs

■ En Grande-Bretagne, le secteur des loisirs réalise un chiffre d'affaires de 650 milliards de francs, soit deux fois celui de l'électronique et cinq fois de l'industrie automobile.

■ Une centaine de marins, 22 stations de ski, 200 nouveaux clubs de fitness chaque année et 60 à 70 golfs, les Japonais mettent les bouchées doubles. Les projets de développement dans le secteur des loisirs au Japon dépassent les 125 milliards de francs pour un chiffre d'affaires prévisionnel annuel de 2 000 milliards de francs; un moyen de rééquilibrer la consommation intérieure.

■ Le développement harmonieux du marché français du golf nécessitera une adaptation des produits golfs à cette réalité mise à jour par une récente étude pour le compte des ministères du Tourisme et Jeunesse et Sports, selon laquelle près de deux golfeurs sur trois sont des débutants. Sur les 165 projets de golfs recensés par la Fédération française de golf, près du tiers ne seraient pas viables, estiment les experts.

■ Pour la première fois en 1987, le vacancier français aura passé plus de journées en «hiver» (octobre-avril) au bord de la mer qu'aux sports d'hiver.

■ Le parc Astérix, ouvert cette année à Plailly dans l'Oise, souligne à qui veut l'entendre que, s'il avait bénéficié d'avantages financiers similaires à son cousin Mickey (gratuité de la bretelle d'accès autoroutier, etc), il pourrait atteindre - fort de cette potion magique - «le grand équilibre dès la deuxième année».

■ L'explosion du phénomène thalassothérapie, comparable à certains égards à celui du golf, séduit les investisseurs, les élus et les exploitants. Avec plus d'une quarantaine d'instituts (centres de rééducation et de réadaptation fonctionnelle et établissements de thalassothérapie), la France occupe désormais une position de leader au niveau européen et mondial. La multiplication trop rapide des instituts ne risque-t-elle pas d'entraîner une saturation du marché et une guerre des prix?

tionnaires compétents lorsqu'on ouvre en trois ans, rien qu'en France, 20 centres aquatiques, 6 ou 7 parcs récréatifs, 110 golfs, 2 aquariums... sans parler des nécessaires adaptations pour répondre à une demande en pleine évolution à la montagne ou sur le littoral.

S'appuyant sur 150 intervenants (dont une dizaine d'Américains, une quinzaine de Britanniques, une demi-douzaine d'Espagnols et d'Allemands, un Tchèque, etc.) au travers de six filières, le FIDEL apporte - avec plus d'une centaine d'études de cas - informations concrètes, échanges d'expériences, etc. Mais le FIDEL, c'est aussi chaque année un terrain fertile de rencontres où s'ébauchent des projets, se nouent des contacts, se signent des contrats, se font des affaires. C'est un excellent révélateur d'une industrie encore jeune qui ne s'intéresse pas seulement à la génération des «enfants gâtés».

Jean Andouin
Directeur du programme du FIDEL

(*) Éditions La Découverte

FIDEL
PARCS RÉCRÉATIFS
Amusement Parks
Symposium européen des parcs récréatifs

FIDEL
LOISIRS AQUATIQUES
Waterparks and leisure pools
Symposium européen des loisirs aquatiques

FIDEL
LOISIRS URBAINS
Urban leisure
1^{er} Forum des loisirs urbains (jeu, cinéma, théâtre...)

FIDEL
THÉÂTRE ET LOISIR
Leisure centres and local culture
4^e Symposium européen de l'immobilier de loisir

FIDEL
GOLF EUROPE 89
2nd Forum on Management, Construction, Study and Maintenance of Golf Courses
3^e Forum de la Gestion, Maintenance, Sécurité et Environnement des Golfs

FIDEL
VILLES ET SPORT
1^{er} Rencontre Nationale Villes et Sport
Sous le haut Patronage du Secrétariat de la Jeunesse et des Sports avec la collaboration de l'ANJOS

Pour tout renseignement :
EURO-CONVENTION
17, RUE D'UZÈS 75002 PARIS
TEL. (1) 40.41.05.50
FAX (1) 40.26.55.87.



ÉCONOMIE

ÉTRANGER

La renégociation de la convention de Lomé IV

Les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique refusent l'offre de la CEE

Les soixante-six pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), membres de la convention de Lomé, ont refusé dans la nuit de lundi 27 novembre au mardi 28, l'enveloppe financière de la CEE (11,9 milliards d'ECU, ou 83 milliards de francs) devant accompagner le nouveau traité entre les Douze et le tiers

monde. M. Roland Dumas, président en exercice des travaux communautaires, a indiqué à M. Sefail, ministre de la planification du Lesoto et porte-parole des ACP, qu'il avait épuisé les possibilités d'améliorer l'offre européenne. La signature de Lomé IV n'est cependant pas compromise.

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

« Travail difficile, harassant », avait déclaré au terme des trois jours de négociations entre les Douze, M. Roland Dumas, qui ajoutait : « La présidence a obtenu un résultat tout à fait satisfaisant ».

Il est vrai que le ministre français avait dû batailler pour empêcher l'adoption des déclarations allemande et britannique — et pour compenser les réticences espagnoles — afin d'obtenir de ses partenaires européens en faveur des pays ACP un volume avoisinant les 12 milliards d'ECU pour la période 1990-1994, qui correspond à ce qu'il avait annoncé fin octobre à Luxembourg.

Le pari a été tenu puisque la proposition des Douze porte sur 11,9 milliards d'ECU, dont 10,7 milliards sous forme de subventions et de prêts spéciaux (remboursement en quarante ans avec un taux d'intérêt de 1 %) et 1,2 milliard d'ECU de crédit de la Banque européenne d'investissement (BEI). Au total, l'augmentation représente 40 % par rapport aux fonds consentis dans Lomé III.

Le refus des ACP, après plus de cinq heures de réflexion, est d'autant plus surprenant que la différence entre leur chiffre et celui de la CEE est des plus modestes. Les soixante-six demandent 100 millions d'ECU de plus de subventions et 100 millions de moins en prêts de la BEI, c'est-à-dire une ligne de crédit égale à celle de la convention actuelle.

Il est mal aisé d'expliquer l'attitude des pays en développement. Difficulté d'effectuer les arbitrages nécessaires, d'où surenchère ? Nécessité impérieuse de ne pas accepter rapidement l'offre européenne ? Idée que la France peut payer n'importe quel prix pour que Lomé IV soit signée sous sa présidence ? Un ministre africain ne confie-t-il pas à un mois à Luxembourg : « La France souhaite un succès en procédant à la signature de la prochaine convention sous sa présidence. Dans ces conditions, M. Mitterrand doit faire en sorte que nous obtenions satisfaction ».

Comme si les ACP voulaient ignorer le jeu communautaire et ses contraintes. Comme si aussi les nations du tiers-monde feignaient de croire que l'aide au développement faisait toujours recette. L'Espagne s'intéresse très peu à

l'Afrique noire et l'Allemagne fédérale à la coopération en général. Le Royaume-Uni a une doctrine opposée à celle de la France. Londres manifeste depuis longtemps ses réserves à l'égard de l'aide financière et croit plus, comme facteur de développement aux vertus du commerce. Avec l'arrivée des socialistes au pouvoir, les Pays-Bas commencent à peine à se souvenir qu'ils ont été dans le passé à la pointe du soutien au tiers-monde.

Regrettable péripétie

La signature du prochain traité n'est pas pour autant compromise. D'ici quelques jours ou quelques semaines, les ACP vont trouver le moyen — par exemple la convocation d'une conférence ministérielle extraordinaire des soixante-six pays — pour accepter la proposition de la Communauté.

Cette péripétie, alors que les Douze avaient accompli leur rôle, est regrettable en regard des mille et une difficultés qui ont été aplanies en l'espace d'un an de négociations. La durée de l'accord est fixée à une décennie (cinq années dans les trois précédentes conventions), et le protocole financier négociable tous les cinq ans. L'adhésion de Haïti, de Saint-Domingue et de la Namibie est acquise. Le système de stabilisation des recettes à l'exportation pour les produits de base (STABEX) est amélioré. Les pays les moins pauvres à l'instar des pays les plus démunis ne seront pas tenus de rembourser les compensations financières. Mieux encore : le volume du STABEX qui s'est avéré insuffisant au cours des dernières années s'accroît sensiblement (de 925 millions d'ECU à 1,5 milliard). Le soutien à la production minière — le SISMIN — est consolidé. L'accès au marché communautaire des produits agricoles et industriels est facilité.

Seule l'avancée sur l'aide communautaire — aux ajustements structurels — est quelque peu décevante. Afin d'accompagner les plans de restructuration de la banque mondiale et du Fonds monétaire international, l'Europe devra réserver une enveloppe substantielle (2 milliards d'ECU) pour les interventions macro-économiques. Les ACP ont préféré donner la priorité aux fonds destinés aux programmes indicatifs — établis pour chaque pays en fonction de son degré de développement et de sa population. Ainsi les sommes consacrées à la nouvelle action de la CEE sont limitées à 1,1 milliard d'ECU dans le projet actuel.

NICOLE BONNET

MARCEL SCOTTO

Banni pendant quatre ans des organisations multilatérales

Le Pérou devrait reprendre ses remboursements au Fonds monétaire international

LIMA

de notre correspondant

Entamant un virage dans leurs relations, les représentants du Fonds monétaire international (FMI) et du Pérou sont parvenus, le dimanche 26 novembre, à la signature d'un important projet d'accord ; le président péruvien Alan García s'engage à ce que le pays reprenne le remboursement des dettes contractées auprès du Fonds et accepte de travailler à la conception d'un programme d'ajustement de l'économie à moyen terme. Le FMI, pour sa part, renonce dans l'immédiat à encaisser les 800 millions de dollars d'arriérés accumulés par le Pérou et exige seulement le paiement des futures échéances. Selon M. García, le FMI a fait preuve d'une grande « flexibilité ».

Ce premier pas devrait permettre la réinsertion du Pérou au sein de la communauté financière internationale. Il en avait été banni à cause de la dureté de la position d'Alan García affichée dès son

accession au pouvoir, le 28 juillet 1985. A cette occasion, le chef de l'Etat avait annoncé qu'il ne consentirait pas plus de 10 % de ses exportations au remboursement de la dette. Successivement, le FMI, puis la Banque mondiale, et enfin la Banque interaméricaine de développement, le classèrent dans la catégorie des pays « non éligibles » à de nouveaux crédits.

Aux termes de l'accord, le FMI essaiera d'obtenir des fonds auprès de tiers pour que le Pérou puisse obtenir les ressources nécessaires au remboursement de la dette contractée auprès des organismes multilatéraux, et pour venir en appui au programme économique de moyen terme. Celui-ci aura pour objectif la croissance de la production, l'amélioration du niveau de l'emploi et de la valeur réelle des salaires, alors que le pays s'enfonce actuellement dans l'hyperinflation et la récession. Il est spécifié que les mesures à prendre ne devront pas avoir de répercussion négative sur la population à faibles revenus.

NICOLE BONNET

L'union économique et monétaire

Les Pays-Bas souhaitent la création d'un système de banques centrales indépendantes

AMSTERDAM

de notre correspondant

« L'intégration européenne est l'un des trois grands défis des années 90 qu'entendent relever les Pays-Bas », a affirmé lundi 27 novembre le premier ministre M. Ruud Lubbers au cours de la déclaration de politique générale de la coalition de centre-gauche désormais au pouvoir.

Le rappel de ce credo européen vient compenser l'étonnante discrétion à ce sujet de l'accord de gouvernement conclu le mois dernier entre les chrétiens-démocrates et les socialistes.

Convaincu que l'« approfondissement et le renforcement de la Communauté passe par l'union économique et monétaire », le gouvernement néerlandais redit son soutien à l'idée d'une conférence intergouvernementale chargée de modifier le traité de Rome, mais il estime aussi que l'« objec-

tif de la stabilisation des prix » sera le plus efficacement garanti par « un système de banques centrales indépendantes ».

C'est la première fois que La Haye exprime de façon officielle sa préférence pour un instrument financier libre de ses décisions aussi bien à l'égard des Etats membres que semble-t-il, des instances communautaires.

A propos de l'Europe sociale, les Pays-Bas veulent aller plus loin que la charte du même nom et souhaitent l'« application du programme d'aide sociale » garantissant notamment la libre circulation des travailleurs.

Le cabinet néerlandais se dit prêt à ramener son taux plafond de TVA de 18,5 à 17 % et s'engage à mots couverts des leçons de l'harmonisation fiscale. Autre sujet d'inquiétude, les résistances auxquelles se heurte la libéralisation des transports, principa-

lement routiers, « un des plus forts atouts » des Pays-Bas.

CHRISTIAN CHARTIER

Philippe à l'honneur. — M. C.J. Van der Klugt, président du groupe néerlandais Philips, a reçu, jeudi 23 novembre, des mains de M. François Mitterrand, président de la République française, les insignes de commandeur de la Légion d'honneur. Cette distinction lui a été accordée en raison, notamment, des efforts qu'il déploie en faveur de la construction européenne.

[M. Van der Klugt a occupé différentes fonctions de direction générale au sein de grandes filiales de Philips avant d'en prendre la présidence en 1986. Membre fondateur de l'Association pour l'union monétaire européenne, il en assume actuellement la présidence. Il est également membre de la Table ronde des industriels et président de la Fondation européenne pour la gestion de la qualité.]

Les instants
les plus savane
ne sont pas
les plus chers

DAKAR
2 200 F

NOUAKCHOTT 2 610 F

ABIDJAN 3 055 F

LOME 3 055 F

COTONOU 3 055 F

NIAMEY 3 060 F

BAMAKO 3 170 F

OUAGADOUGOU 3 170 F

NAIROBI 3 690 F

BANGUI 3 730 F

BRAZZAVILLE 3 730 F

VOLS ALLER RETOUR AU DEPART DE PARIS. PRIX A PARTIR DE

Nouvelles
FRONTIERES

63 BD DES BATIGNOLLES 42 73 10 64
36 15 NF

هكذا من الامم

سكننا الامل

ÉCONOMIE

INDUSTRIE

Pour des raisons économiques

Superphénix fabriquera moins de plutonium

Le surgénérat Superphénix va réduire ses capacités de « surrégénération » de plutonium pour des raisons de rentabilité, a indiqué, lundi 27 novembre, un porte-parole de son exploitant, la Société anonyme centrale nucléaire européenne à neutrons rapides (NERSA : qui regroupe EDF, majoritaire à 51 %, et des partenaires italiens, allemands, belges, néerlandais et britanniques).

« À partir de 1996, le réacteur ne sera plus que légèrement surrégénérateur. Le taux de régénération de plutonium (excès de production de plutonium par rapport à la consommation du réacteur), qui est normalement de 1,19 à 1,2, ne sera plus que de 1,02 », a précisé le porte-parole. Cette décision, qui devrait être entérinée très prochainement par le conseil d'administration de la NERSA, a été prise pour des raisons purement économiques.

Le combustible d'un surgénérat est en effet composé de deux parties : le « cœur » proprement dit, où le plutonium est « brûlé », et une « couverture » d'uranium 238, qui ne participe pas

directement à la production de la chaleur, mais où le bombardement neutronique entraîne la formation d'une quantité de plutonium supérieure à celle consommée dans le cœur. Mais les éléments de cette couverture doivent être retirés pour que le plutonium généré puisse être utilisé dans le cœur.

Intéressante en période de pénurie, cette opération, onéreuse, devient une charge financière inutile quand — comme c'est le cas actuellement — les réserves de plutonium sont pléthoriques.

J.-P. D.

Le déficit des Charbonnages de France sera moins important que prévu. À la suite du conseil d'administration qui s'est réuni le vendredi 24 novembre pour approuver le budget 1990, CDF a annoncé que son déficit pour 1989 devrait être de 1 milliard de francs après subventions de l'État, contre 2,2 milliards de francs en 1988. L'amélioration du résultat est notamment due à une diminution

75 000 micro-ordinateurs pour 1,5 milliard de francs

Unisys remporte un contrat avec le Pentagone

Le constructeur américain Unisys, né de la fusion survenue en 1986 entre Burroughs et Sperry, vient de remporter un contrat avec l'armée de l'air américaine. D'un montant initial de 233 millions de dollars (1,5 milliard de francs environ), il concerne la livraison par Unisys de soixante-quinze mille micro-ordinateurs PW2 (compatibles PC), dans les deux années à venir, ainsi que des logiciels, périphériques, support technique associé. Des commandes en option pour d'autres corps d'armée prévoient une livraison totale de deux cent cinquante mille ordinateurs

pour un montant de 700 millions de dollars (4,3 milliards de francs).

Cette commande vient à point nommé après l'annonce par Unisys d'une perte de 648 millions de dollars (plus de 4 milliards de francs) pour le troisième trimestre 1989. De mauvais résultats partiellement imputables au fait que suite à une affaire de pots-de-vin versés par Sperry à des officiers du Pentagone en 1983, Unisys avait été interdit de vente au ministère de la défense américain de mars à juin dernier.

Ce contrat marque donc la reprise des relations commerciales entre le constructeur et son principal client : les ventes à l'armée américaine (2,5 milliards de dollars, soit 15,3 milliards de francs, en 1988) ont représenté 25 % du chiffre d'affaires d'Unisys durant le 3^e trimestre, un autre constructeur de micro-ordinateurs, Zenith (groupe Bull), a remporté un contrat avec le Pentagone pour un montant de 524 millions de dollars (3,3 milliards de francs) sur sept ans.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT

PREMIER AVIS

OBJET : Projet d'autoroute A 29 entre LE HAVRE et l'autoroute A 28, liaison entre l'autoroute A 1501 à ESLETTES et l'autoroute A 29 à BEAUTOT et bretelle de raccordement entre l'autoroute A 29 et la RN 15 à l'Est d'YVETOT.

Enquêtes publiques.

M. le préfet de la région de Haute-Normandie, préfet de la Seine-Maritime, informe le public que, par arrêté en date du 13 novembre 1989, il a prescrit l'ouverture :

- suivant les dispositions du décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour l'application de la loi du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement, de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de construction :
- de l'autoroute A 29 allant de la route industrielle de la zone industrielle du Havre jusqu'à l'autoroute A 28 à Saint-Saëns,
- du barreau de raccordement entre l'autoroute A 1501 à Eslettes et l'autoroute A 29 à Beautot,
- de la bretelle de raccordement entre l'autoroute A 29 et la RN 15 à l'Est d'Yvetot.

— de l'enquête publique relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral conformément à l'article 25 de la loi 86-2 du 3 janvier 1986 concernant le changement d'utilisation de zones du domaine public maritime sur les territoires des communes de Rogerville et d'Oudalle.

— de l'enquête publique sur les motivations des plans d'occupation des sols des communes de Rogerville, parc d'Anxot, Saint-Gilles-de-la-Neuvie, Oudalle, Yablaron, Raffetot, Beauzeville-la-Gravie, Gommerville, Saint-Aubin-Routot, Epreot, Saint-Romain-de-Colbosc, Esbiches, Grainbouville, Saint-Saëns, Cordevard, Bosc-le-Hard, Anceauville, Saint-Ouen-du-Breuil, Ector-les-Bains, Yerville, Frasquiennes, Sierville, Mottenville, Eslettes et Croix-Mare.

Les pièces du dossier principal ainsi que des registres d'enquêtes seront déposés à la sous-préfecture du Havre pendant 43 jours consécutifs, du lundi 18 décembre 1989 jusqu'au lundi 29 janvier 1990 inclus, afin que chacun puisse en prendre connaissance tous les jours de 8 h 30 à 16 h (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) et consulter, éventuellement, ses observations sur les registres d'enquêtes ou les adresser par écrit au président de la commission d'enquêtes à la sous-préfecture du Havre (affaires économiques et communales, 2^e bureau, 76800 Le Havre).

Pendant ce même délai, des dossiers subsidiaires et des registres d'enquêtes resteront déposés et chacun pourra en prendre connaissance et adresser ses observations, par écrit, au président de la commission d'enquêtes à l'adresse ci-dessus ou les consigner sur les registres aux lieux, jours et heures suivants :

- à la mairie de Rogerville, les lundis et jeudis, de 17 h à 19 h, les mardis et de 14 h à 19 h, les vendredis (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie d'Oudalle, les lundis et jeudis, de 17 h à 19 h, les mardis et de 14 h à 19 h, les vendredis (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Saint-Aubin-Routot, les lundis et jeudis, de 17 h à 19 h, les mardis et de 14 h à 19 h, les vendredis (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Saint-Romain-de-Colbosc, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h les samedis (dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie d'Epreot, de 17 h à 19 h les lundis, mardis et jeudis (mercredi, vendredi, samedi, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Gommerville, les mardis et vendredis de 17 h 30 à 19 h 30, les lundis, mercredis et jeudis de 10 h à 12 h (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie d'Esbiches, les lundis de 17 h à 19 h, les mardis et jeudis de 18 h à 19 h, les mercredis de 10 h à 12 h, les vendredis de 19 h à 18 h (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Grainbouville, les lundis et vendredis de 18 h à 19 h, les mardis, mercredis et vendredis de 14 h à 15 h et les jeudis de 16 h à 17 h (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Saint-Gilles-de-la-Neuvie, les lundis et jeudis de 17 h 30 à 19 h, les mardis, mercredis et vendredis de 18 h à 19 h (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie du Parc d'Anxot, les mardis et vendredis de 17 h 30 à 19 h, les lundis, mercredis et jeudis de 17 h 30 à 18 h 30 (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Saint-Jean-de-la-Neuvie, les lundis, mercredis et jeudis de 11 h à 12 h, les mardis et vendredis de 17 h 30 à 18 h 30 (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Beauzeville-la-Gravie, les lundis de 14 h 30 à 19 h, les mardis de 9 h à 12 h et de 13 h à 16 h 30, les jeudis de 14 h 30 à 19 h, les vendredis de 9 h à 12 h et les samedis de 13 h 30 à 16 h 30 (mercredi, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Mirville, les mardis de 14 h à 16 h 30, les jeudis de 16 h à 18 h, les samedis de 9 h à 11 h (les lundis, mercredis, vendredis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Noitot, les lundis et vendredis de 16 h à 18 h et les mercredis de 10 h à 12 h (mardis, jeudis, samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Bernières, les lundis, mardis, mercredis et vendredis de 18 h à 19 h, les jeudis de 10 h à 11 h (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Rouville, les lundis de 14 h 30 à 18 h 30, les mardis, mercredis et vendredis de 16 h 30 à 18 h 30 et les jeudis de 17 h 30 à 19 h (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Raffetot, les lundis de 17 h à 19 h, les mardis, mercredis et vendredis de 14 h à 15 h et les jeudis de 16 h à 17 h (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Bolleville, les lundis de 16 h à 19 h, les mardis et vendredis de 17 h 30 à 19 h et les jeudis de 17 h à 18 h (mercredi, samedi, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Yablaron les lundis et vendredis de 14 h à 16 h, les mardis, jeudis et vendredis de 10 h à 12 h (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie d'Auzouville-Auberbois, tous les jours de 18 h à 19 h (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Foucarville, les lundis et vendredis de 18 h à 19 h, les mardis de 13 h 30 à 14 h 30 et les vendredis de 17 h à 18 h (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Clerville, les lundis et vendredis de 18 h 30 à 19 h 30 (mardi, mercredi, jeudi, samedi, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Bercenelle, les lundis de 14 h à 16 h, les jeudis de 17 h à 19 h (mardi, mercredi, vendredi, samedi, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie d'Hautot-le-Vastot, les mardis et vendredis de 16 h 30 à 18 h 30 (lundis, mercredi, jeudi, samedi, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Vieuxville-les-Bains, les lundis, mardis, mercredis et jeudis de 16 h 30 à 18 h 30 et les vendredis de 10 h à 12 h (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Flamerville, les lundis, mercredis et jeudis de 17 h à 19 h, les mardis et vendredis de 17 h 30 à 19 h (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Bacus-la-Combe, les lundis de 8 h à 10 h, les mardis, mercredis et jeudis de 18 h à 19 h et les vendredis de 18 h à 19 h 30 (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie d'Ecurville, les lundis de 11 h à 12 h, les mardis de 17 h à 19 h, les jeudis de 11 h à 12 h (mercredi, vendredi, samedi, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie d'Ector-les-Bains, les mardis de 17 h 30 à 19 h, les lundis, mercredis, jeudis et vendredis de 9 h à 10 h et les samedis de 9 h 30 à 11 h 30 (dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Gommerville, les lundis et vendredis de 17 h 30 à 19 h, les mardis et jeudis de 17 h 30 à 18 h 30 (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Mottenville, les lundis, mardis, mercredis et jeudis de 14 h à 16 h, les vendredis de 17 h à 18 h (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Criquebeur-sur-Ouville, les lundis et vendredis de 17 h à 19 h et les mercredis et jeudis de 17 h à 18 h (mardi, samedi, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Yerville, les lundis, mercredis, jeudis et vendredis de 8 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 h 15, les mardis de 8 h 30 à 12 h 30 et les samedis de 8 h à 12 h (dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Saint-Saëns, du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h 30 et les samedis de 9 h à 12 h (dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie d'Ector-Auber, les lundis et vendredis de 18 h à 19 h 30 et les mardis, mercredis et jeudis de 8 h à 9 h (samedi, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Bourdeville, tous les jours de 17 h à 18 h 30 (samedi, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie d'Anceauville-Saint-Victor, les lundis et jeudis de 17 h 30 à 19 h, les mardis, mercredis et vendredis de 17 h 30 à 18 h 30 (samedi, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie d'Hugleville-en-Caux, les lundis, mercredis, jeudis et vendredis de 11 h à 12 h et les samedis de 10 h à 12 h (dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Flamerville, les lundis, mercredis et jeudis de 11 h à 12 h, les mardis de 17 h à 18 h et les vendredis de 17 h 30 à 19 h (samedi, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Guerville, les lundis, mercredis, jeudis et vendredis de 14 h à 15 h, les samedis de 10 h à 11 h (lundis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Saint-Ouen-du-Breuil, les lundis et vendredis de 10 h à 12 h et les mardis et vendredis de 16 h à 18 h (jeudi, samedi, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Beautot, les lundis et jeudis de 9 h à 12 h et les samedis de 9 h 30 à 11 h 30 (lundis, mercredi, vendredi, samedi, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie d'Eslettes, les lundis, mercredis et vendredis de 17 h 30 à 19 h (jeudi, samedi, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Croix-Mare, les lundis, jeudis et vendredis de 10 h à 11 h, les mardis de 17 h 30 à 19 h 30 et les samedis de 10 h à 12 h (mercredi, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Butot, les lundis, mercredis et vendredis de 16 h à 17 h, les mardis de 18 h à 19 h et les samedis de 10 h 30 à 11 h 30 (jeudi, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Frasquiennes, les lundis et jeudis de 14 h à 15 h, les mardis et vendredis de 14 h à 18 h 30 et les mercredis de 9 h à 11 h (samedi, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Varenville-Bretteville, les mardis et vendredis de 17 h à 19 h (lundis, mercredi, jeudi, samedi, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie d'Estrepville, les lundis et jeudis de 17 h 30 à 19 h, les mardis, mercredis et vendredis de 18 h à 19 h (samedi, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de La Houssaye-Beranger, les lundis et jeudis de 17 h 30 à 19 h, les mardis, mercredis et vendredis de 18 h à 19 h (samedi, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Frichemont, les lundis, mercredis et jeudis de 17 h à 19 h, les mardis et vendredis de 10 h à 12 h (samedi, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Sierville, les lundis, mercredis et jeudis de 18 h à 19 h, les mardis et vendredis de 17 h 15 à 19 h 30 (samedi, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie d'Anceauville, les lundis, mercredis et jeudis de 18 h à 19 h (samedi, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie d'Eslettes, les lundis de 14 h 30 à 18 h 30, les mardis, mercredis, jeudis et vendredis de 14 h 30 à 17 h 30 et les samedis de 10 h 30 à 12 h (dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Bosc-le-Hard, tous les jours de 10 h à 12 h et de 15 h à 18 h (samedi, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Grigneuseville, les lundis et jeudis de 9 h à 12 h et de 18 h à 19 h (mardi, mercredi, vendredi, samedi, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Cordevard, tous les jours de 18 h à 19 h (samedi, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Saint-Saëns, du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h 30 et les samedis de 9 h à 12 h (dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Saint-Martin Damouville les lundis et vendredis de 17 h à 19 h (mardi, mercredi, jeudi, samedi, dimanches et jours fériés exceptés) ;

Pendant le même délai, un dossier technique et un registre d'enquêtes resteront également déposés dans les mairies, chefs-lieux de canton des communes visées à l'article précédent et qui ne sont pas traversées par le projet, soit :

- à la mairie de Boileuc, de 8 h à 12 h et de 14 h à 17 h du lundi au vendredi (samedi, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Ferville-en-Caux, de 8 h à 12 h et de 14 h à 17 h du lundi au vendredi (samedi, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie d'Yvetot, les lundis de 13 h 30 à 17 h, les mardis, mercredis, jeudis et vendredis de 8 h à 11 h 30 et de 13 h 30 à 17 h et les samedis de 8 h à 11 h 30 (dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Pavilly de 8 h 45 à 12 h et de 13 h 45 à 18 h du lundi au vendredi (samedi, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Totes, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h, les lundis, mardis, mercredis et jeudis de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h les vendredis (samedi, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Clères, de 8 h à 12 h et de 13 h 30 à 18 h du lundi au vendredi (samedi, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Bellocville, les lundis de 14 h à 19 h, les mardis, jeudis et vendredis de 9 h 30 à 11 h 30 (mercredi, samedi, dimanches et jours fériés exceptés) ;

Pendant la durée des enquêtes, un dossier technique sera également déposé à titre d'information tous les jours (samedi, dimanches et jours fériés exceptés) à la préfecture de la Seine-Maritime, direction départementale de l'équipement à Rouen, de 8 h à 11 h 30 et de 13 h à 16 h 45, ainsi qu'à la sous-préfecture de Dieppe, de 9 h à 12 h 30 et de 13 h à 16 h.

L'un ou l'autre des membres de la commission d'enquêtes pourra, en personne, les observations du public :

— le lundi 22 janvier 1990 à la sous-préfecture du Havre de 10 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h ; le mardi 23 janvier 1990, à la mairie de Boileuc de 10 h à 12 h et de 14 h à 16 h 30 ; le mercredi 24 janvier 1990, à la mairie d'Yvetot de 10 h à 11 h 30 et de 13 h 30 à 16 h ; le jeudi 25 janvier 1990, à la mairie de Totes de 10 h à 12 h et de 14 h à 16 h 30 ; le vendredi 26 janvier 1990 à la mairie de Saint-Saëns de 10 h à 12 h et de 14 h à 16 h 30.

La commission d'enquête sera présidée par : M. Maurice Roy, ingénieur général des Ponts et Chaussées, honoraire, demeurant : 5, avenue Louise, 95230 Soisy-sous-Montmorency.

Avec lequel siègeront : M. Paul Collette, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État, en retraite, demeurant : 12, rue des Fossés-Thiel, 76130 Mont-Saint-Aignan, M. Rémy Deveran, membre de la chambre départementale des géomètres experts fonciers de la Seine-Maritime, géomètre expert DPLG, demeurant : 28, rue du Maréchal-Foch, 76280 Eu.

Le rapport et les conclusions motivées de la commission d'enquête seront déposés au tribunal administratif de Rouen, dans les sous-préfectures du Havre et de Dieppe, dans les mairies des communes traversées ci-dessus, ainsi qu'à la préfecture de la Seine-Maritime, direction départementale de l'équipement, cité administrative Saint-Sever à Rouen.

Les demandes de communication de ces conclusions devront être adressées à M. le Préfet de la région de Haute-Normandie, Préfet de la Seine-Maritime (adresse ci-dessus).

Pour le préfet et par délégation, P/le chef du service du budget, des routes et des transports, Le chef de bureau, J.-P. COZETTE.

REPÈRES

DETTE 10 % seulement des banques créditrices accordent de nouveaux prêts au Mexique

Parmi les banques qui ont signé l'accord de renégociation de la dette extérieure mexicaine, seules dix pour cent d'entre elles ont accordé de nouveaux prêts, a annoncé le directeur de la Banque centrale du Mexique, M. Miguel Mancera, lors de la clôture de la 23^e assemblée de la Fédération latino-américaine des banques, le 25 novembre à Mexico.

Les autres banques ont choisi des options différentes, également prévues par l'accord du 24 juillet 1989 (la moitié d'entre elles, la réduction de 35 % du principal de la dette et les autres, la baisse de leur taux d'intérêt à 6,25 %).

Du fait de cet accord, les transferts nets à l'étranger au titre de la dette seront diminués de 3,7 milliards de dollars entre 1990 et 1994, a estimé M. Mancera.

INFLATION + 0,5 % en octobre dans la CEE

Les prix de détail ont augmenté de 0,5 % en moyenne au mois d'octobre dans les douze pays de la CEE, après avoir progressé de 0,6 % en septembre. Calculé sur douze mois (glissement annuel), le taux d'inflation moyen dans la Communauté reste toutefois inchangé à 5,3 %, chiffre provisoire publié par l'Office statistique de la CEE (Eurostat), lundi 27 novembre. Les hausses de prix les plus élevées en glissement annuel sont enregistrées par la Grèce (+ 13,8 %), le Portugal (+ 12,3 %) et la Grande-Bretagne (+ 7,3 %). En revanche, les Pays-Bas dénotent le taux le plus faible (+ 1,3 %), suivis de la RFA (+ 3,1 %) et de la France (+ 3,5 %).

PRODUCTION INDUSTRIELLE Baisse en France en septembre

L'indice de la production industrielle de la France (hors bâtiment) s'est établi à 111,9 en septembre, contre 114,3 en juillet-août, soit une diminution de 2,1 % selon les données corrigées des variations saisonnières publiées par l'INSEE. Par rapport à septembre 1988, la production industrielle a augmenté de 1,15 %. En septembre, la plus forte baisse a concerné la production des biens intermédiaires, qui a reculé de 4,76 %, alors que l'indice de la production automobile diminuait de 2,8 %.

EN BREF

■ ANPE : la CGT « rejette » la réforme. — Au cours d'une conférence de presse, le 27 novembre, M. André Deluchat, secrétaire confédéral de la CGT, a expliqué que son organisation « rejette la réforme » de l'ANPE et du service public de l'emploi préparée par M. Jean-Pierre Solson, ministre du travail. L'ANPE « doit cesser de gérer le chômage au détriment de l'emploi », a-t-il indiqué, alors que le projet tend selon lui, à faire de l'administration « un outil au service de la politique patronale ». La CGT refuse également le nouveau statut qui « vise essentiellement à porter gravement atteinte à la situation des personnels ».

■ FO signe à son tour l'accord sur l'égalité professionnelle. — A l'issue de son bureau confédéral, le 27 novembre, Force ouvrière a annoncé sa décision de signer le projet d'accord interprofessionnel sur l'égalité professionnelle, négocié le 23 novembre et accepté sur le champ par la CFDT et la CGC. A propos du travail de nuit des femmes, FO souligne toutefois que « la France doit respecter la convention internationale du travail qu'elle a ratifiée ». Elle précise que, lors de son prochain congrès, en juin prochain, FO, « FO fera valoir (...) ses positions, confirmées par son dernier congrès confédéral ». La CFDT, elle, avait fait savoir le 24 novembre qu'elle ne signerait pas cet accord et indiquait, dans un communiqué, qu'elle n'a pu accepter que, au nom de l'égalité et de l'efficacité économique, on abandonne les protections propres aux femmes, en particulier l'interdiction du travail de nuit dans l'industrie. La CFDT rejoint ainsi la CGT dans son refus.

■ Manifestation à Lorient. — La reprise des Chantiers et Ateliers de la Perrière (212 salariés) par le groupe nantais Leroux et Lotz, annoncée par le tribunal de commerce de Lorient, a provoqué dans cette ville, le 27 novembre, une manifestation du personnel qui réclame des garanties et proteste notamment contre les baisses de salaires prévues de 15 % à 20 %. Les Chantiers et Ateliers de la Perrière, connus pour la construction des Pan-Duick et leur compétence en alliage léger, sont en cessation de paiement depuis fin août. Le groupe Leroux et Lotz (1 400 salariés), qui réalise un chiffre d'affaires de 450 millions de francs, doit bénéficier pour cette reprise d'une participation publique de 6 millions de francs. — (A.F.P.)

■ Ducros et Ming Piharome signent un accord sur la moultarde. — Les deux sociétés ont annoncé, le 24 novembre, que Ducros fait apport de son usine de Beaune, qui produit 10 000 tonnes de moultarde par an, à Ming Piharome. En échange, Ducros entre pour 37 % dans le capital de Ming Piharome, qui devrait, grâce à cette opération, atteindre 130 millions de francs de chiffre d'affaires et prendre la deuxième place de fabricants de sauces, moultarde et vinaigrette derrière BSN.

ACTIONNAIRES DE LA NAVIGATION MIXTE, VOICI CE QUI POURRAIT DEMAIN NE PLUS ETRE A VOUS.



Avec tous nos actionnaires nous avons construit un groupe à vocation mondiale de plus en plus convoité.

Les raisons en sont simples:

- une capitalisation boursière passée en 20 ans de 12 millions à 25 milliards de francs
- en 1989 un capital de 7122 F pour une somme de 100 F investie par un actionnaire dans la Mixte en 1969
- 4,7 milliards de bénéfice net prévu pour cette année.

Certains vous font une offre aujourd'hui. La nôtre: rester actionnaire. Pour continuer à investir, continuer à se développer, continuer à valoriser un patrimoine. Ensemble.

COMPAGNIE DE NAVIGATION MIXTE



Posez vos questions sur Minitel: 36.15 CD MIXTE.

Une note d'information présentée par la Compagnie de Navigation Mixte (visa COB n° 85-465 en date du 10 novembre 1989) est disponible sans frais auprès des intermédiaires financiers et de VIA Banque 10, rue Volney 75002 PARIS.

هكذا من الامم

صكنا من الامم

ÉCONOMIE

Les tabous de la RDA

Parmi celles des pays socialistes, l'économie est-allemande est la mieux placée mais la moins bien préparée à la transition vers le marché

« Je ne peux pas imaginer que la RDA devienne un pays capitaliste », a déclaré le premier ministre est-allemand, M. Egon Krenz, dans une interview publiée, samedi 25 novembre, par le *Financial Times*. Avec l'aide des pays occidentaux, la RDA devrait être en mesure de valoriser rapidement son potentiel industriel. Mais les réticences politiques et idéologiques paraissent encore importantes et pourraient retarder la mise en œuvre rapide de réformes économiques profondes.

BERLIN-EST

de notre envoyée spéciale

A première vue, le programme du nouveau gouvernement de la RDA, présenté vendredi 17 novembre par le premier ministre, M. Hans Modrow, a de quoi satisfaire tous les fervents partisans de l'économie de marché. Assouplissement de la planification, révision du système des prix et des subventions : de telles réformes semblent effectivement les plus urgentes pour ce pays à l'économie sclérosée par plusieurs décennies de centralisation extrême. Sur le plan politique, les changements sont soutenus par la majorité de la population, dont la frustration face à la détérioration du niveau de vie a provoqué un exode massif vers l'Ouest. De nombreux dirigeants d'entreprise déclarent leur droit à l'autonomie et, bien informés des pratiques industrielles internationales, paraissent capables de contribuer à la remise à flot de l'économie de la RDA.

Pour autant, ni les principaux économistes du pays, ni la plupart des habitants ne paraissent prêts à assumer une transition rapide vers l'économie de marché. Si celle-ci doit se faire, ce sera certainement sous la pression — principalement économique — des pays occidentaux et surtout de la RFA plutôt qu'à une dynamique propre au pays.

Nombre de citoyens de la RDA rejettent toujours avec violence l'exemple donné par la Pologne et la Hongrie, les deux seuls pays de l'Europe socialiste à s'être véritablement engagés dans le passage de l'économie planifiée à l'économie de marché. « La Pologne n'a pas choisi la bonne manière de réformer l'économie. Il y a eu trop de grèves dans le pays, menées par Solidarité, et c'est pourquoi l'économie s'est effondrée », clame Harald Siefert, ouvrier du Combinat du 7 octobre, à Berlin. M. Siefert estime d'ailleurs que la création de nouveaux syndicats en RDA est inutile, la modernisation des syndicats déjà en place étant, selon lui, « suffisante ». « Nous refusons de faire comme la Pologne il y a dix ans et de laisser notre économie s'effondrer dans le chaos », tranche le docteur Gerhard Grote, professeur à la

Hochschule für Ökonomie Bruno Leuschner, collègue de longue date du nouveau ministre de l'économie de la RDA, M. Christa Luft, avec laquelle il a publié plusieurs ouvrages.

« Vendre l'économie nationale »

En discutant avec les économistes, on s'aperçoit rapidement que plusieurs projets ne font pas encore l'unanimité parmi les dirigeants. Le meilleur exemple est certainement celui des joint-ventures (sociétés conjointes). Jusqu'au mois dernier, leur nom même était tabou. Depuis quelques semaines, il ne se passe pas un jour sans que ces partenariats avec des firmes étrangères soient évoqués dans des discours officiels ou dans la presse locale. Malgré cela, la

« vente de l'économie nationale » qu'entraînerait la multiplication des joint-ventures est régulièrement dénoncée. Ainsi, M. Grote déclare : « Je ne suis pas sûr que les joint-ventures nous aideront à résoudre nos problèmes. Elles nous ont apporté de positif dans les autres pays socialistes. » Et d'ajouter que les sociétés mixtes doivent permettre à la RDA d'accéder à des technologies de pointe, car « les techniques dépassées ne sont pas intéressantes ». « Nous n'avons pas besoin de l'ouest, nous avons besoin de machines à Coca-Cola, nous avons besoin de capital et d'innovation », cette phrase, prononcée au cours d'une conférence d'économistes de tous bords organisée par des universitaires à Leipzig le samedi 18 novembre, illustre bien la réaction de défiance de nombreux Allemands de l'Est face à l'intérêt sou-

dain des Occidentaux pour leur économie. On n'efface pas en un jour quarante années passées par les dirigeants à convaincre que l'économie de la RDA était la plus performante des pays socialistes et l'une des plus modernes du monde.

Le souci de préserver l'indépendance de l'économie se retrouve aussi dans l'angoisse de la spéculation, consécutive à l'ouverture des frontières avec l'Ouest. A Berlin, on dénonce tout autant les étrangers qui viennent s'approvisionner à bon prix en biens subventionnés (ce qu'ils peuvent faire depuis longtemps), que le développement du marché noir des devises pour permettre aux citoyens de RDA de financer leurs achats à l'Est. On reproche les trafics des habitants de Pologne, qui vendent illégalement des produits sur les marchés de Berlin-Ouest, puis viennent à l'Est changer leurs marks et effectuer leurs emplettes. Naïvement, certains Allemands demandent la signature d'un « traité » avec la RFA qui garantirait la valeur de leur monnaie et éviterait le développement du marché noir. Après l'émergence d'un marché des devises, celle d'un trafic des biens ne saurait tarder, de l'avis des observateurs. Le gouvernement impose, depuis le vendredi 24 novembre, des contrôles plus stricts aux frontières et étudie la manière d'introduire un cours du mark plus avantageux pour les Allemands de l'Est, mais exclut pour l'instant une réforme monétaire d'urgence. A travers ces problèmes financiers, les Allemands perçoivent à quel point le système de subventions a perverti la notion de la valeur des biens. Pour autant, habitués à ce que l'Etat pourvoie à leurs besoins essentiels, la plupart ne sont pas prêts à accepter une diminution des subventions et une hausse des prix des produits courants qui en découlerait. Le prix d'un billet de transport en commun (20 pfennigs) n'est-il pas resté le même depuis 1945 ?

Même si les nouveaux dirigeants du pays parviennent à surmonter toutes ces pesanteurs, il n'est pas certain que leurs réformes pourront satisfaire rapidement les désirs de la population. Certains problèmes peuvent être réglés dès l'obtention du feu vert politique. Déjà, on apprendait, mercredi 22 novembre, la commande, à la firme japonaise Sanyo, de cent mille magnéto-

scopes destinés à être écoutés sur le marché intérieur. De même, la solution au problème brûlant du téléphone nécessite seulement la signature d'un contrat pour la livraison de nouveaux centraux avec une firme étrangère. Les candidats occidentaux se bousculent au portillon. Pour l'instant, il est très difficile, pour un Berlinois, d'obtenir une communication dans une autre ville de la RDA, et presque impossible de communiquer avec Berlin-Ouest, distant de quelques kilomètres seulement. Pour apaiser les protestations de ceux qui attendent une ligne depuis plusieurs années, les autorités proposent actuellement aux heureux propriétaires d'une installation de la partager avec une autre famille.

Plans de reconversion

En revanche, la dégradation de l'habitat et du parc industriel risque de se poursuivre longtemps. Les industries les plus performantes (principalement dans les domaines de l'équipement polygraphique, des machines-outils, du textile, des instruments de précision) recevront vraisemblablement, par l'Etat ou par l'intermédiaire de sociétés étrangères, des dotations importantes. Les industries traditionnelles et peu performantes risquent, quant à elles, de poursuivre leur activité au ralenti pendant des années, en attendant la mise en œuvre d'un véritable plan de reconversion, coûteux financièrement et socialement.

Finalement, alors que, parmi les pays d'Europe socialiste, la RDA est celui qui paraît le mieux placé pour réussir la transition vers le marché, en raison de sa puissance industrielle et de ses liens privilégiés avec la RFA, c'est également celui qui s'y est le moins préparé. « Pendant quarante ans, nous n'avons pas réellement connu le socialisme », affirment les économistes réunis à Leipzig. Veulent-ils donc s'orienter vers l'économie de marché ? Pas du tout, déclarent-ils. « nous sommes à la recherche du socialisme ». Tous les tabous sont, à la différence de la Hongrie ou de la Pologne, encore loin d'être tombés.

FRANÇOISE LAZARE

Les carences du logement

« On pourrait penser que Götting a été détruite pendant la guerre, et jamais reconstruite. Au contraire, les troupes soviétiques l'ont contournée, et si la ville se trouve dans un tel état, c'est parce qu'aucune restauration n'a été effectuée depuis 1945 », affirme l'un des habitants de la ville.

En venant de Berlin, la capitale du pays et la vitrine de la RDA, l'arrivée à Götting, distante de moins de deux cents kilomètres, est pour le moins déconcertante. La ville, située à la frontière polonoise et proche de la Tchécoslovaquie, dans une des régions les plus polluées d'Europe, surprend par sa noirceur et son délabrement. Clairement, le développement urbain n'a pas figuré parmi les priorités des planificateurs du district de Dresde, dont dépend Götting.

Une jeune femme nous explique qu'elle a dû déménager récemment parce que le toit de

son immeuble s'était en partie effondré ; ailleurs, des hommes sont occupés à récupérer les briques d'une maison en démolition.

Un retraité, ancien réparateur de matériel ferroviaire (la fabrication des wagons est, avec le textile, la principale production industrielle de la région de Götting), avoue qu'il n'a plus à se plaindre. Célibataire, il habite enfin seul depuis sa mise à la retraite, dans un ensemble de logements pour personnes âgées. Auparavant, il avait toujours dû, affirme-t-il, partager une habitation avec d'autres personnes.

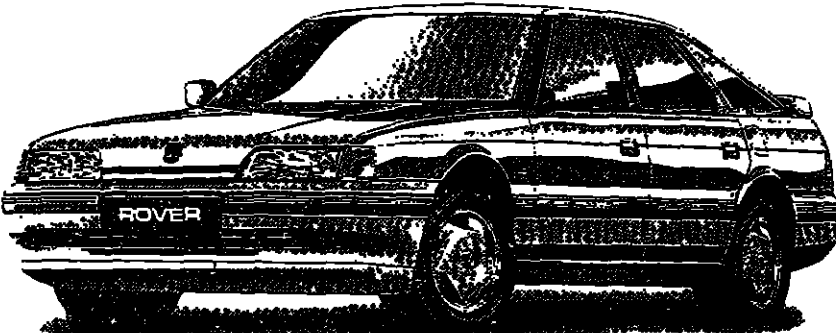
La RDA se targue de ses logements relativement spacieux et bon marché. Selon les statistiques officielles, ses habitants disposent de 27 mètres carrés habitables par personne, contre 36 mètres carrés en RFA. Un appartement de plu-

sieurs pièces se loue en général moins de 50 deutschemarks par mois, alors que le salaire ouvrier moyen s'élève à 1 200 deutschemarks. Cependant, derrière les statistiques, la ville de Götting, parmi d'autres, rappelle l'urgence d'investissements massifs dans le secteur du logement. L'impatience de ses habitants se fait d'autant plus vive que, depuis peu, ils peuvent capter la télévision de RFA, et prendre davantage conscience du fossé qui sépare les conditions de vie des deux Allemands.

La priorité, à Götting, réside dans la reconstruction de la ville. Les premiers effets de la libéralisation politique risquent de prendre la forme d'une diminution des subventions. Les habitants accepteraient-ils de payer plus cher une qualité de vie médiocre ?

F. L.

L.O.A. "FORMULE" ROVER DES AVANTAGES RENOUVELÉS



JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 89 FINANCEMENT EXCEPTIONNEL SUR TOUS LES MODÈLES ROVER SÉRIE 800 (Prolongation de l'offre du 16 Octobre au 11 Novembre 1989)

AVANTAGE

n° 1

AVANTAGE

n° 2

AVANTAGE

n° 3

0 F LA PREMIÈRE ANNÉE

Jusqu'au 31 Décembre 1989, ROVER reprend votre voiture aux conditions générales ARGUS. Si sa valeur couvre le 1^{er} versement de votre location avec Option d'Achat, vous partirez au volant de la ROVER 800 de votre choix sans rien payer de plus pendant 1 an. Location avec Option d'Achat sur 60 mois : 1^{er} versement : 50 % (*) du prix TTC de votre ROVER 800 (Dépôt de Garantie 15 % + 1^{er} loyer 35 %) pouvant être représenté en totalité ou en partie par la reprise de votre voiture, ensuite 0 F pendant 1 an, puis 47 loyers de 1,33 % du prix TTC de votre ROVER 800 (hors assurances).

COÛT TOTAL EN CAS D'ACQUISITION SUR 5 ANS SEULEMENT 12,51 % DE PLUS QUE LE PRIX COMPTANT

Au bout des 60 Mois, vous pourrez devenir propriétaire de votre ROVER 800 sans rien déboursier. L'option d'achat étant couverte par le dépôt de garantie déjà versé. Votre ROVER 800 ne vous aura coûté que 12,51 % du prix comptant TTC (hors assurances).

OPTION D'ACHAT EXCEPTIONNELLE A LA FIN DU 13^e MOIS

Si vous ne résistez pas à l'envie de devenir propriétaire plus tôt de votre ROVER 800, achetez-la au bout du 13^e mois. L'option d'achat à verser, déduction faite du dépôt de garantie initial ne sera alors que de 50 % du prix comptant TTC de votre ROVER 800. 1^{er} versement de 50 % à la livraison + 0 F la 1^{re} année + option d'achat de 50 % à la fin du 13^e mois : vous ne paierez que 100 % du prix comptant de votre ROVER 800 malgré les 13 mois écoulés.

Cette offre est valable jusqu'au 31 Décembre 89, chez les concessionnaires ROVER affiliés à l'opération, sur tous les modèles petits ROVER Série 800 et sous réserve d'acceptation de votre dossier par ROVER FINANCEMENT, département de L'UNIVERS, 51 Bd des Dunes, 13005 Marseille, SA au capital de 22.000.000 F RCS Marseille B 071 800 120.



(*) D'autres propositions de L.O.A. avec apport initial de 30 % ou 40 % pourront aussi vous être proposées. ROVER Série 800, une gamme de 8 modèles Berlins et Fastback à partir de 117.000 F TTC. Tarif Cie en main au 89259 (Modèles 90).

ROVER SÉRIE 800

VERS UNE AUTRE CONDUITE



Pour connaître votre concessionnaire, téléphonez au 05 102 102 (appel gratuit) ou composez sur votre minitel le 36-15 ROVER.

Pour les investisseurs américains L'Allemagne fédérale sera le cheval de Troie

NEW-YORK de notre correspondant

Les importantes réformes politiques actuellement en cours en Allemagne de l'Est vont susciter des opportunités d'investissements accrues en République fédérale pour les investisseurs institutionnels américains. De même, elles vont permettre de développer et de renforcer les perspectives de joint-ventures (sociétés mixtes) entre la RDA et la RFA. Mais ces investissements ne sont pas dénués d'un certain risque, compte tenu de la situation mouvante qui prévaut à Berlin-Est.

Cette réaction mitigée, tirée de l'enquête réalisée auprès d'une trentaine de grands gérants de portefeuilles américains et achevée le 22 novembre par la firme new-yorkaise de consultants Broadgate, illustre la prudence des milieux d'affaires à l'égard de la tourmente qui a balayé la majeure partie de l'ancien régime de l'autre côté de la frontière. Certes, cette libéralisation de la République démocratique constitue un élément positif pour les investisseurs américains. Mais ce sont surtout les sociétés américaines — et leurs sociétés cotées en Bourse — qui vont en profiter, confirme cette étude. Des pans entiers de l'économie locale vont ainsi bénéficier d'un sérieux coup de fouet : la construction et le logement, les entreprises produisant des biens de consommation, des biens d'équipement ou du matériel et de l'outillage, enfin tout le secteur de la vente au détail. D'après ces investisseurs américains, les grandes firmes allemandes comme Siemens AG et Mannesmann AG, représentées aux Etats-Unis sous forme d'ADR (American Depositary Receipts ou Certificats de dépôts américains), cotées en Bourse, vont tout particulièrement bénéficier d'un courant accru d'investissements de la part des Américains.

Dans le même temps, 60 % des gérants de portefeuilles interrogés sur l'ensemble des Etats-Unis con-

sidèrent que les grandes banques et compagnies d'assurances américaines (Deutsche Bank, Commerzbank, Allianz) vont tirer profit des besoins de financements que devront susciter la nouvelle situation économique à l'Est et de joint-ventures en nombre accru. A l'instar de la décision récemment annoncée par la firme américaine General Electric de créer une nouvelle société mixte avec une grande entreprise hongroise du secteur électrique.

Optimisme à long terme

Mais ce courant d'affaires renforcé n'est pas exempt de risques. Et 80 % des personnes interrogées considèrent que nombre d'incertitudes doivent tempérer tout optimisme démesuré à l'égard du marché allemand. Et de citer l'incertitude qui pèse sur les engagements du nouveau gouvernement est-allemand vis-à-vis d'une structure économique plus démocratique reposant sur un marché désormais libre. On enregistre la charge accrue pour l'économie ouest-allemande, cette fois, que constitue l'afflux d'immigrés venant de l'Est. Avec d'éventuelles répercussions telles qu'une relance de l'inflation et des taux d'intérêt, des fluctuations monétaires imprévisibles sur le marché des changes, voire la possibilité « d'achats de panique » venant perturber l'équilibre économique.

Toutefois, le consensus est parfait parmi ces spécialistes qui brassent des dizaines de milliards de dollars sur les perspectives à long terme. Le fait déterminant qui devrait conduire à accroître les investissements financiers en RFA est que ce pays sera appelé tôt ou tard à reconstruire l'infrastructure industrielle de l'Allemagne de l'Est. Mais la rapidité des changements intervenus à l'Est — et l'absence totale, et générale, de la moindre prévision sur ce qui va se passer — explique la réserve perceptible à court terme.

SERGE MARTI

ASYSTEL porte les raisons toujours plus loin de sa réussite

ASSISTANTE DU PRESIDENT

30/35 ans, de formation supérieure, vous souhaitez, après une expérience d'au moins 5 ans, élargir vos responsabilités. Vous assurez le secrétariat de notre Président et l'assistent dans ses actions auprès de nos différents filiales européennes.

Parfaitement bilingue anglais, vous maîtrisez aussi l'espagnol ou l'italien. Le sens de la diplomatie, un bon contact et une excellente présentation, un dynamisme et une grande disponibilité vous permettront de réussir à ce poste. (Basé Paris 8^{ème}.)

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre + CV) sous réf. SD à la Direction des Ressources Humaines, ASYSTEL, 15-17 avenue du Général de Gaulle, 92542 Montrouge.

ASYSTEL créée en 1981 est aujourd'hui le leader sur le marché de la micro-informatique par ses activités de conseil et de vente de solutions informatiques. Avec un volume d'affaires de 855 millions de francs en 1988, ASYSTEL a doublé son chiffre d'affaires par rapport à 1987. Nos perspectives sont à la mesure de cette réussite.

ASYSTEL

SOCOTEC
MAINTENANCE SERVICES

LA MAINTENANCE... AU SERVICE DE LA QUALITE

Filiale du Groupe SOCOTEC (2400 pers.), SMS qui développe et commercialise une gamme de services autour de produits logiciels s'adressant aux services maintenance de l'industrie et du tertiaire technologique, recherche un

INGENIEUR COMMERCIAL

Pour déceler les projets des clients, évaluer et qualifier leurs besoins, faire des propositions, les négocier et les vendre !

E.S.C. Ingénieur ou équivalent, vous justifiez d'une première expérience industrielle : vente de biens d'équipements et/ou de services à l'industrie. Vous voulez développer vos qualités commerciales et votre autonomie dans une société qui offre de réelles possibilités d'évolution et un challenge européen au service de l'INDUSTRIE.

Formation spécifique assurée.

Poste basé à proximité de Versailles.

Pour saisir cette opportunité, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre + CV et références) à notre conseil

SRM, MSF000, DISCRETION GARANTIE - 47, rue Maréchal Foch - 78000 VERSAILLES
Tél. (1) 30.21.85.84

SCORE

Ingénieur construction au GAN, une assurance de réussite.

Un des tout premiers dans le domaine de l'Assurance, nous proposons une large gamme de services aux entreprises et créons aujourd'hui un poste nouveau pour un :

Jeune ingénieur construction

Au sein d'une petite équipe spécialisée dans cette fonction, vous assurez une triple mission :

- déterminer et évaluer les risques de dommages après visite du risque et analyse technique (conformité des procédures, normes de construction...),
- élaborer des plans de garantie "sur mesure",
- participer, dans un but de développement qualitatif du portefeuille, à la mise en place d'une politique de prévention et de conseil auprès des entreprises.

De formation ESTP ou équivalent, vous avez acquis une toute première expérience du bâtiment, sur chantier ou au sein d'un bureau de contrôle, qui a révélé vos qualités de contact et de négociation à haut niveau.

Poste basé à Paris, anglais souhaité.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée sous réf. M/ED/44 à EMPLOI ET CARRIERES - 2, rue Pillet-Will 75448 Paris Cedex 09.

L'énergie de tous les projets gan assurances

CARDIF
La signature financière

Négocier avec les entreprises

CHARGE D'AFFAIRES

Vous serez chargé de proposer, directement aux responsables de grandes entreprises et importants cabinets de courtage, des montages financiers sur mesure dans le domaine de la retraite et de la prévoyance.

Au sein d'une petite équipe, vous serez responsable à part entière de chaque opération et vous négociez les contrats jusqu'à leur terme, avec l'appui des services techniques, financiers et fiscaux. Pour cette fonction alliant négociation et conseil à haut niveau, nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé d'une école de commerce ou d'ingénieurs possédant une 1^{ère} expérience commerciale d'environ 2 à 3 ans.

Si ces perspectives vous intéressent, contactez le Secrétaire Général de CARDIF - 56, avenue Charles de Gaulle - 92200 Neuilly-sur-Seine sous réf. 687.

COMPAGNIE BANCAIRE

FORMATION SUPERIEURE (BTS - DUT) EN PROVINCE, UN ROLE CAPITAL : L'ADMINISTRATION DES VENTES ...

Depuis sa création, PRECILEC étudie, conçoit et réalise des matériels électromécaniques et électroniques à très forte valeur ajoutée technologique. 280 collaborateurs, 3 établissements à PARIS, COURTENAY et AUXERRE, 90 MF de CA, ce sont les chiffres significatifs de notre entreprise.

Chez nous, l'administration des ventes est une fonction clé. En effet, elle est le véritable pivot entre le commercial, les études et la production.

Nous recherchons, aujourd'hui, LE PATRON DE CE DEPARTEMENT. A la tête d'une équipe de 3 personnes que vous animez, rattaché au Directeur Général, vous êtes l'interface dynamique de notre entreprise.

Esprit carré et rigoureux, vous assurez la gestion des commandes et le suivi du tableau de bord commercial. De plus, vous participez à l'implantation d'un logiciel de gestion commerciale adapté à nos ambitions de développement.

Pour réussir dans ce poste, à la mesure de votre talent d'organisateur et d'animateur, vous avez environ 35 ans et une expérience confirmée d'au moins 10 ans dans une fonction similaire en milieu industriel. Vous connaissez l'anglais et les procédures d'exportation.

Basé à AUXERRE, vous concilierez management et qualité de vie.

Ecrivez avec CV et références à : J.-M. Cornilissen, sous référence UM / 1311 à : PRECILEC - 41/47 rue Guynemer - BP 239 89002 AUXERRE Cedex

PRECILEC
LE DYNAMISME TECHNOLOGIQUE

Premier groupe européen de forage pétrolier.

ADJOINT DE NOTRE SECRETAIRE GENERAL bilingue anglais

VOUS : Jeune, de formation commerciale et juridique (école de commerce + maîtrise de droit privé), vous disposez d'une première expérience professionnelle. Vous parlez et lisez couramment l'anglais et votre précédente expérience liée à votre formation vous confère un réel savoir-faire rédactionnel.

LE POSTE : Directement rattaché à notre Secrétaire Général, vous l'assisterez et prendrez progressivement en charge les domaines suivants :

- gestion des services généraux de l'entreprise,
- coordination des contrats d'assurance (matériel, etc.),
- assistance de nos services commerciaux, transit et marine, lors de la négociation et de l'exécution des contrats.

Ce poste, évolutif à terme, nécessite une personnalité sachant communiquer avec l'ensemble des services de l'entreprise, ainsi qu'une grande disponibilité.

Merci d'adresser CV, photo et rémunération actuelle à MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru, 75008 PARIS s/réf. 44.3085M portée sur lettre et enveloppe.

Mercuri Urval

Consultant Maintenance et Production Industrielle Ingénieur Grande Ecole

Nous sommes l'un des premiers Cabinets Conseil en Management de France. Nous avons acquis, tant au niveau de grands groupes internationaux que de PMI performantes, une réputation de compétence et de sérieux. Ce succès, nous le devons avant tout à la qualité de nos consultants qu'à nos méthodes.

De formation Ingénieur Grande Ecole, votre expérience professionnelle, acquise dans l'industrie en Maintenance et Production, vous donne envie d'évoluer vers des fonctions plus larges, mettant davantage en avant vos qualités d'animateur et de formateur, votre goût des contacts commerciaux et de la vente. Après une courte formation qui vous permettra de mettre en pratique nos méthodes sur des dossiers concrets, nous tenons de vous un diagnostic, puis rapidement l'un de nos experts capable de participer au développement que nous prévoyons.

Envisager une évolution professionnelle vers le Conseil veut dire accepter une grande disponibilité à nos yeux, largement compensée par un travail offrant richesse d'expérience et de contacts, et un statut de Partenaire auquel ont accès les consultants de la CORT.

Danielle Jalbert vous remercie de lui adresser votre CV avec photo et rémunération actuelle sous la référence 3359M

CORT
MEMBRE DE SYNTIC

65, avenue Kléber, 75116 PARIS

Paris-Lille-Lyon-Strasbourg

UNE AUTRE DIMENSION A VOTRE CARRIERE...

Nous sommes la Direction des Services Télématiques du Groupe SUGOS (CA de 2 Milliards de Francs, 3400 personnes). Au regard de notre croissance, nous recherchons un :

INGENIEUR COMMERCIAL SENIOR

Notre capacité à apporter à notre clientèle des services et des produits fiables nous permet de vous assurer une mission large.

Vous avez un diplôme type ESC, ingénieur ou équivalent et justifiez d'une expérience de 2 à 5 ans dans le domaine du service. Une connaissance du secteur télématique et/ou de la grande distribution serait appréciée.

Notre équipe compétente et bien implantée auprès de nos clients sera votre support. Nous vous offrons des perspectives d'évolution au sein d'un groupe en plein développement.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous référence CB/HG à Catherine Brossard - SUGOS - Direction des Ressources Humaines - Immeuble Ile de France - Cedex 49 - 92067 PARIS LA DEFENSE 9.

SUGOS
La double compétence informatique

هكذا من الامم

Le Monde CADRES

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 13

Mercuri Urval

- 450 consultants
- une expérience de 20 ans
- 45 filiales
- 14 pays
- un style de management scandinave
- une méthodologie de travail

CONSULTANTS

PARIS, LYON, TOULOUSE, NANTES, STRASBOURG

A 28/35 ans, de formation supérieure (grande école ou université), votre expérience en entreprise vous a convaincu que ce sont les HOMMES QUI FONT LA DIFFERENCE.

Vous apportez un vécu de l'entreprise à des fonctions opérationnelles (commerciales...), des qualités relationnelles et l'habitude de CONTACTS À HAUT NIVEAU. Votre mission sera d'assister les entreprises dans : LEUR RECRUTEMENT, LEUR ORGANISATION, LEUR DÉVELOPPEMENT.

Une solide FORMATION vous sera donnée, tant sur le plan national qu'international, pour vous permettre de mettre en œuvre "LA METHODE MERCURI". Une véritable opportunité de développement pour vous.

Venez nous rejoindre : écrivez-nous sous la référence MU/LM à MERCURI URVAL, 95 avenue Victor Hugo, 92563 RUEIL MALMAISON Cédex.

Mercuri Urval

SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE EN INFORMATIQUE

Filiale d'un Groupe Industriel International, nous avons su progresser dans un univers de technologies de pointe et de compétition. Nous recherchons un

JURISTE

Diplômé de Droit Privé, vous avez une première expérience des milieux de l'informatique et une bonne connaissance des problèmes de propriété industrielle dans le domaine des logiciels et des systèmes d'information. Vous pratiquez couramment l'anglais et vous avez le goût du travail en équipe. Vous savez, si nécessaire, imposer avec fermeté des solutions juridiques conformes aux intérêts de l'Entreprise.

Nous vous offrons une rémunération motivante et de réelles opportunités de carrière dans un Groupe hautement performant.

Martine FAURE, notre conseil, vous remercie de lui adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous la référence O/SY/LM à RPC - 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS.



Raymond Poulain Consultants

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE - CARRIÈRE INTERNATIONALE

Vous êtes actuellement Chef de Produit, Médecin Régional ou Directeur Régional en France. Peut-être avez-vous même déjà une première expérience de la promotion du médicament hors de France.

Si vous êtes MÉDECIN ou PHARMACIEN, notre laboratoire pharmaceutique extrêmement performant à l'export peut vous offrir, après formation en son siège de Paris, un poste de

Si cette offre vous intéresse, merci d'envoyer, sous référence 65681, CV, lettre manuscrite et photo à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

Directeur de zone export

Directeur de filiale à l'étranger

Un des plus importants Organismes Consultatifs

Région Nord - Pas de Calais

soucieux de gagner le nouveau défi économique qui assurera l'avenir de sa région, recherche

UN DIRECTEUR

Dynamique et créatif, de formation supérieure, vous possédez à 40/50 ans une expérience significative dans une fonction similaire ayant mis en valeur vos goûts pour la gestion, la stratégie et la technique.

Manager de talent et coordinateur, vous aurez à animer le Service Aménagement du Territoire et Equipements.

Soucieux de rentabilité et d'efficacité, rigoureux et méthodique, vous saurez optimiser la gestion du budget (50 MF) de réalisation de zones industrielles et d'usines relais.

Diplômé, vous possédez d'excellentes qualités relationnelles qui vous permettront de dialoguer avec les différents partenaires concernés par les actions du Service. Vous saurez évoluer avec aisance dans cet environnement en vous appuyant sur vos collaborateurs et en valorisant leurs compétences.

Ce poste conviendrait à un candidat de valeur disposant d'un fort potentiel d'adaptation. Pour nous accompagner dans notre développement, faites-nous part de votre expérience en adressant votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous réf. 242.M à C.K. - 15, rue Pétrarque - 75116 PARIS



Chantal Kenvyn

Leader sur le marché de la Cuisine Italienne (1,5 Mill. francs de F. de CA, 120 000 personnes)

Buttoni
Groupe Nestlé France

CHEF DE PRODUITS SENIOR

pour compléter l'équipe
marketing déjà en place.

Homme de développement, de préférence familiarisé avec la Cuisine Italienne, vous êtes issu d'une Grande Ecole de Commerce ou d'Agronomie.

Agé d'environ 30 ans, vous justifiez d'une expérience de 5 à 7 ans dans l'agro-alimentaire au sein d'une société réputée pour son marketing performant. Vous avez déjà géré des lancements de nouveaux produits, en liaison étroite avec le service recherche et les usines. Vous maîtrisez l'anglais et si possible l'italien.

Le poste sera basé à Courbevoie.

Adresser lettre manuscrite + CV + photo récente à : BUTTONI France, Direction des Ressources Humaines, 76 rue Garibaldi, 94101 SAINT-MAUR CEDEX.

Importante Société de Services (Paris 8^{ème})
recherche un / une

JURISTE

ayant une expérience confirmée acquise en entreprise, en cabinet de conseil ou au sein d'un organisme professionnel.

Il aura pour mission essentielle d'intervenir comme conseil auprès de la hiérarchie et des responsables d'unités pour tous les problèmes relatifs au droit du travail dont il est spécialiste, de préparer et rédiger les dossiers contentieux et la documentation interne de la Société et de suivre les relations avec l'Administration et les procédures d'élection CE/DP.

Nous intégrerons un candidat disponible et de bon contact, qui évoluera dans un contexte autonome.

Merci de nous adresser un dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions) sous réf. 341 M à Chantal DHERBIER PLEIN EMPLOI - 10, rue du Mail - 75002 PARIS.



plein emploi
conseils en ressources humaines
à l'écoute du talent

RECRECITER AU CŒUR DE L'AÉROPORT

Nous sommes une société spécialisée dans le "catering aérien" implantée au cœur de l'Aéroport Roissy Charles de Gaulle. Filiale du groupe international MARRIOTT nous comptons aujourd'hui 900 personnes.

Pour encore mieux servir nos clients et poursuivre notre développement, nous recherchons pour notre Direction des Ressources Humaines un (e)

CHARGE (E) DE RECRUTEMENT

Diplômé(e) de l'enseignement supérieur : BAC + 5 en psychologie, vous possédez une expérience du Recrutement de 2 ou 3 ans.

Vous sélectionneriez le personnel cadre et non-cadre ainsi que les stagiaires tout en assurant la gestion des carrières.

Votre capacité de jugement et d'appréciation des potentialités humaines vous permettra de jouer un rôle fondamental dans le choix des compétences indispensables à notre expansion.

Notre proposition correspond-elle à votre profil ?



Merci d'adresser votre dossier complet de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) à Sylvie RICHARDE MARRIOTT ROISSY SERVICE - R.P. 20316 95715 ROISSY CHARLES DE GAULLE CEDEX.



Ces entreprises
et la Commission des Communautés
européennes (programme Comett)
vous offrent

100 STAGES DANS LE MONDE ENTIER



Le Monde
CAMPUS
AVEC
EUROPE 1

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

AURAN

Agence d'études urbaines de l'agglomération nantaise
Recherche, pour s'intégrer au sein d'une équipe pluridisciplinaire dans le cadre de la mission de développement d'un projet d'agglomération que lui a confiée la structure de coopération intercommunale, le SIMAN Syndicat intercommunal à vocation multiple de l'agglomération nantaise (19 communes, 500 000 habitants)

ECONOMISTE EXPÉRIMENTÉ

pour études économiques et financières, possédant une bonne maîtrise des techniques des finances locales et de la fiscalité et du Droit public.

URBANISTE EXPÉRIMENTÉ

développeur de projets urbains, ayant notamment compétence dans le domaine des déplacements urbains.

L'ensemble de ces postes est à pourvoir immédiatement

Adressez CV, prétentions et disponibilité à :

M. le Président de l'AURAN
110, bd Michelet, 44300 NANTES

LUNETTES L'AMY

Premier fabricant français de montures de lunettes, nous diffusons nos produits sous les marques L'AMY, LACOSTE, NINA RICCI. En forte croissance (actuellement 1 000 p., 500 MF de CA dont 65 % à l'export) le groupe renforce son équipe de Direction et recherche un :

Directeur informatique et organisation

A partir des options stratégiques de la Direction Générale, dont il dépendra directement, il conduira les projets d'organisation, définira les systèmes d'information, orientera les choix, adaptera les moyens et supervisera les réalisations. Animateur d'une équipe de 12 personnes au Siège (poste basé dans le Jura), ses compétences lui conféreront une responsabilité fonctionnelle sur les sites décentralisés du Groupe dans un environnement informatique performant. Ingénieur de formation, diplômé d'une grande école généraliste, âgé de 30 ans environ, une expérience de cinq ans minimum, acquise en entreprise ou cabinet conseil, vous a permis de développer votre aptitude à conceptualiser des systèmes et à coordonner des projets, de préférence dans un contexte industriel à haute valeur ajoutée. Votre enthousiasme et vos facultés de communication justifient votre intégration à l'équipe de Management du Groupe dont la vocation internationale implique une certaine disponibilité (maîtrise de l'anglais indispensable).

Pour vous accompagner dans votre mission, nous recherchons un :

Jeune ingénieur en organisation

Débutant, diplômé d'une grande école (Centrale, Arts et Métiers), il assistera le Directeur Informatique et Organisation du Groupe. Des études d'organisation lui seront confiées, notamment dans le domaine industriel. Il travaillera en étroite relation avec l'équipe informatique et les responsables opérationnels. Un stage préalable dans l'une de nos unités de production lui permettra de découvrir notre environnement et nos systèmes d'information. La réussite dans cette fonction lui ouvrira des possibilités d'évolution certaines. Merci d'adresser un dossier de candidature sous réf. FL/15 M pour le premier poste ou FL/16 M pour le second, à notre conseil INFRAPLAN 83, bd Raspail - 75006 PARIS.

INFRAPLAN PARIS/BARCELONE

cellier

le GROUPE CELLIER recherche pour l'une de ses filiales spécialisée dans la vente de biens d'équipement pour le secteur Chimique et Pharmaceutique (45 M de C.A. 50 personnes) son

Directeur Général

CHATOU Dpt 78

Ingénieur Généraliste ou de formation supérieure Génie Chimique vous avez nécessairement une expérience réussie en qualité de dirigeant d'une P.M.I./P.M.E.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions (s/réf. D1) à : GROUPE CELLIER Direction du Personnel BP 603 - 78106 ADJ. LES BAINS Cedex. Les dossiers seront traités en toute confidentialité.

L'envoi des technologies.

Pilotez une équipe de traduction technique.

Vous aimez la technique et l'informatique : vous possédez un bon niveau d'anglais et une excellente maîtrise du français. Vous savez animer une équipe et vous voulez gérer des projets. Vous êtes titulaire d'un diplôme scientifique Bac + 4 minimum. Rejoignez le centre de francisation des produits IBM à Marne la Vallée. Vous aurez la responsabilité de la francisation de brochures techniques et de logiciels, en assurant le suivi et la qualité des projets de traduction confiés à nos partenaires.

Ce poste à responsabilités sera la première étape de votre carrière d'ingénieur commercial ou technico-commercial IBM.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre, CV et photo) sous référence E 71 à Michel PERAS - IRM France - Service 3424, 1, place Jean-Baptiste Clément 93164 NOISY-LE-GRAND.

Nous vous rembourserons vos éventuels frais de déplacement.



IBM

Le conseil interne en marketing / ventes vous intéresse ?

Notre Département "Ressources Marketing" fournit l'appui méthodologique marketing aux départements opérationnels de l'entreprise. Intégré à notre équipe, vous serez responsable de l'ensemble des prestations de notre Département auprès d'organisations de vente présentes sur des marchés industriels. Ainsi, vous aurez à diagnostiquer, aider en matière de décision marketing/ventes, définir les besoins, préconiser et réaliser des études spécifiques et en assurer le suivi. Par ailleurs, vous aurez à développer et promouvoir les outils de planification ventes/marketing. Vous maîtriserez l'anglais et l'outil informatique. L'importance et la complexité de ces missions nécessitent une formation Grande Ecole (Centrale, HEC, ou équivalent) complétée par une expérience significative de conseil. Vos qualités d'écoute et d'expression, ainsi que vos talents d'animateur, seront vos atouts pour réussir à ce poste, basé à CERGY et évoluer au sein de notre groupe. Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la réf. CS/30 M, à Christian Salaün - 3M France - bd de l'Oise - 95006 Cergy-Pontoise Cedex.

L'enthousiasme.

3M

DIRECTEUR AMENAGEMENT et COMMERCIALISATION ZONES INDUSTRIELLES

Dans une métropole en pleine mutation économique, située au carrefour de grands flux d'affaires européens, vous avez pour mission l'aménagement et la commercialisation des zones industrielles en création.

Votre formation et votre expérience vous ont habitué à aborder les dossiers en prenant en compte tous les facteurs (économiques, sociaux, politiques, financiers).

Diplômé Grandes Ecoles (Ingénieurs ou Gestion), vous avez acquis pendant plusieurs années la pratique de montage d'affaires (immobilières par exemple) et savez dialoguer valablement avec différents interlocuteurs (administrations, collectivités locales et investisseurs privés).

En collaboration étroite avec le Président des Zones Industrielles et la Direction Générale de la C.C.I., vous serez l'un des acteurs importants du développement économique de notre métropole.

Pour un premier contact, adressez votre dossier de candidature sous réf. 89.37/M à Françoise AIGLON - C.C.I.L.R.T. - B.P.359 - 59020 LILLE cedex qui vous assure une totale confidentialité.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE
DE LILLE ROULX TOURCOING

Pour plus d'infos

SOURCES RESPONSABLE DU DEVELOPPEMENT, SUCCESS STORY OBLIGE.

Vous, 30 ans minimum, ESC ou équivalent vous avez prouvé, en agence de Publicité ou de Communication, votre talent "d'apporteur d'affaires", traduction de votre ténacité, de vos qualités relationnelles et de votre capacité d'initiative.

Plus que votre carnet d'adresses (le nôtre est bien garni) nous attendons de vous la création de nouvelles opportunités dans un marché en plein essor. Vous serez directement rattaché à la Direction de l'Agence, et votre rémunération (fixe + intéressement) sera fonction de votre potentiel et de vos résultats.

Adressez votre dossier (lettre, CV + photo) sous réf. MRD 1191 M à notre conseil SEFOP - 11, rue des Pyramides - 75001 Paris, qui traitera votre candidature en toute confidentialité.

SYNTHELABO

Groupe Pharmaceutique Français
recherche pour le Plessis-Robinson (92)

DIRECTEUR DE LA VISITE MEDICALE

pour assurer au sein d'un département l'ensemble des missions suivantes :

- prendre en charge l'ensemble du réseau des Visiteurs Médicaux en liaison étroite avec les Directeurs Régionaux,
- organiser et planifier l'activité en termes d'objectifs et de résultats,
- gérer les actions mises en œuvre au niveau des produits existants dans le cadre des budgets,
- coordonner la fonction médicale et marketing des Visiteurs Médicaux et les opérations particulières d'informations scientifiques ou de relations publiques.

C'est un diplômé de l'enseignement supérieur qui possède si possible une expérience équivalente en secteur pharmaceutique. Leadership et capacité à collaborer sont deux qualités indispensables à la fonction.

Adressez lettre manuscrite, curriculum-vitae, photo et prétentions sous la référence 89/136 MO à l'attention de : D. VOLTZ - SYNTHELABO BP 72 - 22, avenue Gallée - 92350 LE PLESSIS-ROBINSON.

هكذا من الاميل

Le Monde
CADRES

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 53

Au sein d'un groupe international une banque à taille humaine

recherche pour ses succursales

A PARIS

Le responsable de la clientèle de particuliers

Il devra animer une force de vente tournée vers l'extérieur et, au sein de la succursale, animer l'action auprès de la clientèle particulière. Une bonne expérience bancaire dans ce domaine et la connaissance des techniques de vente sont indispensables.

A LYON

Le second de la succursale

Il gèrera et développera un portefeuille d'entreprises. Il secondera le directeur sur les problèmes généraux. Bonne expérience bancaire et formation supérieure exigées. Perspective de direction d'agence.

A TOULON

Le responsable d'un guichet

Spécialisé dans la clientèle de particuliers, connaissances bancaires et dynamisme indispensables pour mener une action commerciale externe et gérer la clientèle existante.

Ecrire avec C.V., photo, prétentions, lettre manuscrite, en précisant la poste souhaitée, sous n° 8650.

LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.



L'un des tout premiers
groupes français d'ASSURANCES
créé le poste de

RESPONSABLE FORMATION

Pour son siège basé à Noisy le Grand, proche RER

— La fonction s'articulera autour de deux objectifs clés : Développer les compétences — Contribuer à la réussite des itinéraires professionnels.

— Les principales missions seront : Analyser les besoins — Elaborer des axes directeurs et programmer des plans de formation annuels — Organiser, suivre, évaluer les actions de formation — Animer et gérer le service.

En outre le(a) titulaire du poste sera associé(e) aux réflexions et travaux de l'équipe "Développement des ressources humaines".

Le poste convient à un(e) candidat(e) de formation BAC + 4, (option Ressources Humaines souhaitée, IGS ou équivalent), complétée par une expérience d'environ 5 ans dans une fonction formation, ayant acquis de réelles compétences en planification et réalisation de programmes.

Ouverture d'esprit, capacité d'analyse, de communication, et sens de l'organisation sont des aptitudes nécessaires.

Ce poste vous intéresse, adressez lettre manuscrite de candidature, CV, photo et prétentions sous réf. RFM1 à notre Conseil :

ceforpe marc forget et associés
10, rue de la Victoire 75009 PARIS

fnac

Dans le cadre des perspectives importantes de développement de notre Société et de la généralisation des systèmes informatiques de gestion des produits disques et livres, nous recherchons pour la Direction Informatique et Organisation

UN JEUNE CHEF DE PROJET ORGANISATION

Rattaché au Responsable du Service, vous prendrez en charge des missions d'organisation au sein du groupe (26 magasins en France) dans les domaines de gestion et de comptabilité.

Après une formation de type "école supérieure de commerce" ou équivalent, vous justifiez d'une expérience de 2/3 ans dans un poste d'Organisateur, d'Auditeur, en entreprise ou en cabinet de conseil.

La connaissance du secteur de la distribution constitue un atout supplémentaire.

Un bon savoir-faire relationnel, le sens de la communication et le goût du terrain alliés à un bon esprit d'analyse et de synthèse sont les points forts de votre personnalité.

Disponible pour d'éventuels déplacements de courte durée, vous êtes familiarisé avec l'informatique (en tant qu'utilisateur, par exemple).

Poste basé à Paris.
Merci d'adresser lettre manuscrite + CV sous réf. 78/VL à Valérie Loup - Service Recrutement 11 bd de Sébastopol - 75001 Paris.

assistante de recherche

Nous sommes un des tout-premiers cabinets français de Conseil en Recherche de cadres, spécialistes et dirigeants, à vocation généraliste. Nos clients sont des entreprises de taille et de secteurs d'activité très diversifiés. Pour assister nos consultants, nous souhaitons intégrer une Assistante de Recherche.

Vous collaborerez et participerez activement à leurs missions : rendez-vous en clientèle, rédaction d'annonces, identification des candidats potentiels et premières prises de contact.

Nous assurons en outre la liaison avec les associations professionnelles et les anciens élèves.

Organisée et autonome, vous savez gérer votre temps.

Vous avez le souci du détail et le goût de l'analyse précise.

On vous reconnaît de bonnes qualités relationnelles et une aisance téléphonique certaine.

De formation Ecole de Commerce, IEP ou équivalent, vous êtes dotée d'une très bonne culture générale et avez le sens de la diplomatie et de la nuance.

La pratique de l'Anglais est souhaitable.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo et prétentions) sous réf. CGP 90 à notre Conseil qui vous garantit une stricte confidentialité.

2, rue Louis David - 75782 PARIS CEDEX 18
11, rue Victor Hugo - 69002 LYON

COCEPLAN



CA 18 MF (40 000 personnes reçues
dont 50 % de 75 pays différents)
65 personnes.

FOYER INTERNATIONAL D'ACCUEIL DE PARIS LA DEFENSE

Centre de séjour (125 lits), de restauration (200 places), de séminaires, de rencontres, de congrès (8 salles de 15 à 130 p.), d'activités culturelles multiples et de loisirs, situé au RER NANTERRE PREFECTURE, nous recrutons

DIRECTEUR

DE FORMATION SUPERIEURE, VOUS AVEZ UNE EXPERIENCE DE 5 ANS MINIMUM DANS UN POSTE ANALOGUE (HOTELLERIE, LOISIRS, TOURISME, SPORTS, ETC.) ET DE BONNES BASES D'ANGLAIS PARLÉ.

Relevant du Président, vous dirigerez, organiserez et coordonnerez l'ensemble des activités de : accueil, animation, restauration, hébergement, entretien technique, promotion, gestion et administration.

Vos capacités d'adaptation, d'animation et de gestion seront aussi importantes que votre souci de l'accueil et de la qualité des prestations offertes.

Merci d'écrire, sous réf. FIAPAD/DR/77 M, en indiquant votre salaire actuel, à notre conseil Richard BÉVACQUIL - GROUPE BBC - 4 bis, place de Voltaire, 75001 Paris. Réaction oblige et réponse assurée.

RESPONSABLE DE SON OBSERVATOIRE IMMOBILIER

Notre profession a une position clé dans l'analyse du marché immobilier (son volume, ses prix, ses acteurs...). Celui qui va nous rejoindre aura pour mission de développer les actions et moyens existants pour en faire un véritable système-expert au service de toutes les instances concernées, sur le plan national (particuliers, professionnels, collectivités locales...) et international.

Vous attendons du candidat :
— une formation supérieure économique, juridique et commerciale,
— une expérience qui l'ait mis en contact avec les principaux acteurs des opérations immobilières,
— la pratique de l'outil informatique,
— des qualités d'animateur à l'intérieur (son service compte déjà 10 personnes) et à l'extérieur vis-à-vis de partenaires multiples.

Merci de nous faire part de votre intérêt auprès de Solange MONTEIL sous réf. 343 M en spécifiant vos responsabilités actuelles et le niveau de rémunération qui y correspond. PLEIN EMPLOI - 10 rue du Mail - 75002 PARIS

plein emploi
conseils en ressources humaines
à l'écoute du talent

UNISYS (10 milliards de \$ de CA, plus de 2000 collaborateurs en France) recherche pour son bureau d'études de Villers-Ecalles, situé près de Rouen des

Rédacteurs Techniques

pour concevoir la documentation "HARDWARE" et "SOFTWARE" des produits.

Forts d'une première expérience dans ce domaine, les candidats doivent être bilingues anglais/français et posséder autonomie et sens du contact.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence RT/M à Nathalie OIT - Unisys, B.P. 5, Villers Ecalles, 76360 Barentin.

UNISYS

Conseillers commerciaux

Au sein d'une équipe dynamique et performante, vous vous verez confier les missions suivantes : - animer un portefeuille de clients avec lesquels vous développerez une véritable relation de partenariat - assurer la prise en charge commerciale et la gestion de produits de grande notoriété - définir, avec votre hiérarchie, une stratégie commerciale et coordonner les actions à mener, en liaison avec les différents services de l'entreprise.

Votre CV mettra en évidence une formation supérieure (Ecoles de commerce, maîtrise de gestion...) ainsi qu'une première expérience réussie dans une fonction similaire.

Une bonne culture générale, d'excellentes qualités relationnelles et la maîtrise de l'outil informatique, vous permettront d'être rapidement opérationnel.

Au-delà de ce poste, notre Groupe, par sa taille et ses perspectives de développement, offre d'intéressantes possibilités de carrière.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et photo), sous réf. 5208, à AS - 129, rue de Turenne 75003 Paris.

INTÉGRATION

Newsletters-Veille et Marketing
des télécommunications et de l'Audioprofessionnel
recrute

Directeur filiale études marketing
Professionnel confirmé du secteur Télécoms

Directeurs finances-gestion
3 ans d'expérience minimum
de préférence en cabinet d'audit

Adresser candidatures à Intégration, 13, rue Monge, 75005 Paris.

Chargé(e) de recrutements

Nos partenaires-clients sont des Sociétés Internationales "High Tech". Nous les assistons et les conseillons dans la recherche de leurs collaborateurs et la constitution de leurs équipes. Dans cet univers professionnel spécifique, les recrutements font appel, soit aux ressources des annonces d'offres d'emploi, soit aux apports de l'approche directe.

Nous vous confions un ensemble de missions et vous en avez la responsabilité complète depuis la définition des postes jusqu'au suivi de l'intégration des cadres engagés chez nos partenaires-clients ; et ce, dans un véritable esprit de Conseil et de Service.

Si notre équipe et nos outils informatiques vous apportent le support et les moyens nécessaires à la réalisation de vos recherches, vous êtes cependant impliqués activement dans leur mise en oeuvre et leur animation. Et vous pouvez être totalement dévoués à votre rôle de Conseil, car vous n'avez pas à développer de clientèle.

Vous avez une expérience de trois à quatre années de recrutement en entreprise ou en Société de services et vous souhaitez valoriser ce savoir-faire dans un domaine industriel en constante évolution.

Adresser votre dossier en précisant vos souhaits de rémunération à Joëlle DUJOUR, qui traitera confidentiellement chaque candidature.

ALPHA CDI
181, avenue Charles de Gaulle
92200 NEUILLY SUR SEINE



Organisation professionnelle quartier Etoile recherche ATTACHÉ DE DIRECTION Sciences-Po, Sciences-Eco ou équivalent

Qualités requises : Esprit de synthèse, connaissances statistiques ; aptitude à la rédaction ; goût pour les contacts ; première expérience poste similaire souhaitée.

Anglais indispensable

Adresser CV, photo et prétentions sous n° 8652
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy, 75007 Paris

Organisme de formation cherche SON DIRECTEUR

Actions de formation dans le cadre des dispositifs d'Etat (Crédit formation, RMI, etc.)
Gestion administrative et pédagogique
BAC + 4, expérience requise

Ecrire sous le n° 8661
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy, 75007 Paris

L'Université de Technologie
de Compiègne

dans le cadre de son expansion et de l'ouverture prochaine
de son Centre de transfert Université-Industrie,
recherche un :

ATTACHÉ DE DIRECTION

de formation supérieure, il sera chargé, en liaison directe avec
le Directeur aux relations industrielles, de promouvoir, d'orga-
niser et de concrétiser toutes les formes de collaboration avec
le secteur économique.

Une expérience industrielle, en particulier dans une direction
des relations humaines, serait appréciée.

A l'attrait du poste s'ajoutera une rémunération motivante.

Envoyer CV et lettre manuscrite à :
Université de Technologie de Compiègne,
Division du Personnel, BP 649, 60206 COMPIÈGNE CEDEX.

Syndicat mixte
du PARC NATUREL RÉGIONAL
DE LA BRENNÉ

recherche

DIRECTEUR (H. ou F.)

Age minimum 35 ans - Bac + 4

Expérience de la conduite d'opérations avec les collectivités
territoriales et des relations publiques

Sens de l'organisation et aptitude au contact

Mission : administration générale et promotion du parc

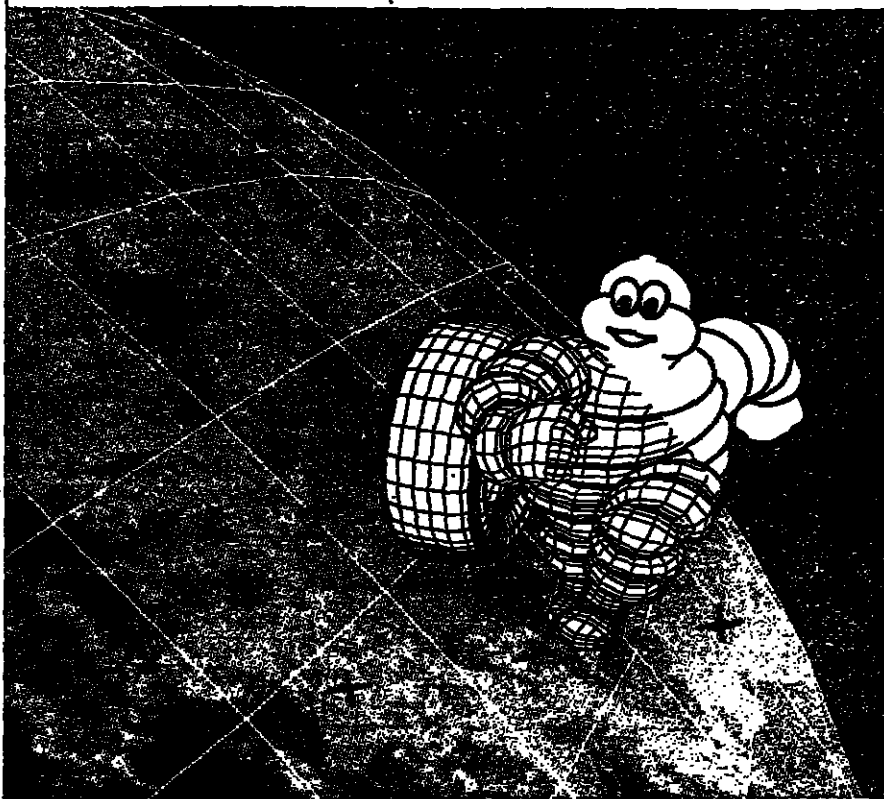
Adresser candidature manuscrite + CV + photo

+ prétentions avant le 15 décembre à :

Monsieur le Président du Syndicat mixte du PNR

Le Bouchet 36300 ROSNAY.

NOS CLIENTS SONT DANS 143 PAYS



MICHELIN
Les moyens de se passionner.

Nous recherchons plusieurs
HEC - ESSEC - ESCP - IEP
débutants ou première expérience.

Nous faisons appel à des hommes de terrain,
désireux de valoriser leurs talents de commer-
çants, et capables de prendre rapidement en
charge après une période de formation en France
d'environ 2 ans

LA DIRECTION COMMERCIALE

Vous avez obtenu un diplôme commercial, et vous
ferez tout pour ne pas rester derrière un bureau.
Vous voulez éviter la filière «classique». Assistant
Chef de Produit, Chef de Produit,
vous êtes tenté par l'aventure d'une expatriation,
vous souhaitez prendre rapidement des respon-
sabilités de commandement.

Veuillez adresser votre dossier de candidature,
sous réf. LM/22 à MICHELIN,
Service du Personnel - Arnaud CHATIN -
63040 CLERMONT-FERRAND CEDEX.

RESPONSABLE DE PRODUIT
MONÉTIQUE

Au sein d'une jeune Banque Régionale membre d'un réseau national très important.

A la tête du service Monétique, il sera chargé de suivre l'évolution technique de l'ensemble des
moyens électroniques de paiements et de la carte, d'en assurer la gestion et le suivi de
fonctionnement (en relation avec l'informatique). Il en sera aussi le véritable promoteur à l'intérieur de
l'entreprise.

En collaboration avec le service Marketing, il interviendra dans la définition de la politique commerciale
relative à cette famille de moyens et de produits en plein développement.

Il s'impliquera auprès du réseau en ce qui concerne les méthodes de vente, la documentation et
l'information de la clientèle, dans le cadre d'une politique très volontariste de développement de la
carte notamment.

Pour cette fonction très stratégique et aux responsabilités étendues, une solide formation (technique
ou commerciale) s'impose, ainsi qu'une expérience professionnelle diversifiée, éventuellement
bancaire.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la réf M 351732 E à :

EGOR BANQUES ET SERVICES

8, rue de Belfort - 75008 PARIS
Tél. : (1) 42.89.25.64

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPAÑA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SWEDEEN UNITED KINGDOM

JEUNE
JURISTE

diversifiez
votre
compétence
notariale

COMPAGNIE BANCAIRE

La COMPAGNIE BANCAIRE, Premier Groupe Européen des
établissements financiers renforce le service juridique
de l'une de ses filiales spécialisée dans le crédit bail
et l'investissement immobilier.

A 25-30 ans environ, votre expérience dans le notariat ou
dans le service juridique d'une société de crédit bail, d'une
banque ou d'un établissement financier vous confère un
solide acquis dans le droit civil, immobilier et de l'urbanisme.

Aujourd'hui, vous souhaitez donner un nouvel élan à
votre professionnalisme et valoriser votre sens du diagnostic
dans un rôle de conseil et d'animateur :

- Rédacteur réalisation, vous établissez les actes
authentiques ou sous seing privé, vous contrôlez les
dossiers et les contacts établis par les notaires, vous en
suivez le montage et les modifications éventuelles.
- Homme de relation, vous coordonnez avec tact et
souplesse les intervenants internes et externes.

Si vous êtes attiré par cette mission et les opportunités
d'évolution qu'offre notre Groupe, adressez votre lettre, C.V.
et photo sous la référence 329/LM à M. GIMÉNEZ
COMPAGNIE BANCAIRE - 5, avenue Kléber - 75116 PARIS.

Société réalisant des biens d'équipements industriels,
filiale d'un important groupe industriel français recherche

CHEF D'AGENCE

Ce poste conviendrait à un ingénieur TP ENSI, INSA ou équivalent, ayant les
qualités d'un patron de petite entreprise, une expérience réussie des
travaux industriels acquis en entreprise générale ou en société de
montage. Sur les objectifs fixés par la Direction Générale il aura, après
formation, la responsabilité commerciale, technique et administrative d'une
unité.

Adresser lettre manuscrite, CV et photo sous réf. 9468 à EUROMESSAGES, soit
par FAX ou 49.10.95.72, soit par courrier BP 80 - 92105 Boulogne Billancourt
Cedex, qui fera suivre votre dossier et vous assurera d'une réponse.

PARIS - STRASBOURG - LYON - MARSEILLE EUROMESSAGES

Assistant
Marketing

Jeunes diplômés HEC, ESSEC, ESCP...

Nous sommes un groupe performant (2,4 milliards de CA, 1550
personnes) leader sur le marché de la Bureautique. Notre progression
importante repose sur la qualité de notre gamme de produits, large et
compétitive, et sur la volonté d'implication de nos équipes.
Rejoindre l'une d'entre elles, c'est pour vous Jeunes Diplômés,
l'opportunité d'évoluer vers une carrière riche et diversifiée.
Dynamique et enthousiaste, vous souhaitez vous investir dans un
projet d'entreprise ambitieux. Au sein de notre Direction Commer-
ciale, vous participerez à la préparation des objectifs par réseau et à
l'application de notre politique commerciale. En collaboration étroite
avec les autres directions, vous participerez au lancement de nos
nouveaux produits et animerez la force de vente.

Votre sens de la communication, votre goût du challenge et votre
desir de réussir vous feront évoluer rapidement vers une responsabi-
lité personnelle au sein d'un réseau. Poste basé au siège.

Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et
photo) sous référence 66/M CANON FRANCE SA Service
Ressources et Développement 93154 LE BLANC MESNIL Cedex.

Canon

Des carrières pleines de vie

La Direction des Achats d'un des leaders mondiaux
de l'informatique se renforce et recrute un

Acheteur
expérience internationale

Rattaché au Directeur du service Achats, en coordination avec la
Direction du Marketing et la Direction Générale des Services, vous
devez optimiser les achats de matériels périphériques et de four-
nitures d'environnement informatique, en sélectionnant sur un plan
international, nos fournisseurs, et en conduisant les négociations
d'achats. Vous possédez une bonne expérience des achats, si
possible dans le secteur informatique. De formation supérieure,
vous êtes âgé de 30 à 40 ans et maîtrisez parfaitement l'anglais.
Nous vous assurons de la confidentialité de votre candidature.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 8011/M à
CURRICULUM 6 passage Lathuille 75018 PARIS qui transmettra.

5021 من الاحول

هكذا من الاصل

Le Monde
CADRES

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 F

CONSULTANTS RISK MANAGEMENT

Sager, Société d'Assistance à la Gestion du Risque, est le leader du conseil en management de risque automobile. Mettre en place les outils de maîtrise du risque et de réduction des coûts d'insécurité au sein des entreprises industrielles ou de transport, telle est la démarche que nous menons, de l'audit à la mise en œuvre de plans d'actions complets tant en matière d'organisation que de communication interne et formation.

A 25-30 ans, de formation Ecole de Commerce ou d'Ingénieurs, vous possédez, de préférence, une première expérience acquise soit au sein d'un cabinet d'organisation soit en entreprise (logistique, contrôle de gestion...).

Vous avez une bonne connaissance des outils informatiques et parlez couramment l'anglais et/ou l'allemand. Autonome, rigoureux et homme de synthèse, votre sens de la communication vous permet de faire passer efficacement vos messages. Votre disponibilité et votre mobilité nous permettront de poursuivre ensemble notre développement.

Merci d'adresser vos candidatures, sous réf. LM114, à Monsieur Camo : Phil Conseil, 114, rue La Boétie, 75008 Paris (Fax : 16-1 43.59.91.36).

SAGER

NORD FRANCE, (3 000 pers., 2,5 milliards de C.A.), entreprise générale, de référence présente dans tous les secteurs de la construction, tant en France qu'à l'étranger, recherche pour intégrer sa Direction Juridique un

CADRE JURIDIQUE

En relation avec les intervenants internes et externes de la société, vous assurerez, en toute autonomie, la gestion contractuelle des marchés publics et privés, français et étrangers. Vous serez, également, responsable de la partie contentieuse et sinistres, et vous gèrerez les affaires juridiques courantes.

Maîtrise de Droit ou DESS (Droit de la construction) • Expérience (3 à 5 ans) dans le BTP, si possible • Anglais courant et connaissance de l'allemand souhaitée • Mobile, organise et grande faculté d'adaptation.

Notre équipe vous attend : merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, prétentions, photo) à **Pascal MONNIER**, NORD FRANCE - Chemin de la Tourelle, LONGPONT-SUR-ORGE - 91310 MONTLHERY

NORD FRANCE

Prévoyance Technico-commercial expérimenté Grands Comptes

Nous sommes l'une des sociétés de courtage les plus performantes du marché. Pour participer à notre croissance, nous recherchons un négociateur de haut niveau. Vous exploiterez, développerez et suivrez un portefeuille de grands comptes dans les domaines de la prévoyance, de la retraite collective et des produits financiers. De formation supérieure, vous parlez couramment anglais et êtes fortement imprégné de la culture des grandes entreprises. Votre expérience de 5 à 10 ans dans l'assurance ou dans une Direction des Ressources Humaines d'une importante société vous a permis de bien connaître la prévoyance et de maîtriser les négociations commerciales à tous les niveaux. Poste basé à Paris, nécessitant des déplacements.

Ecrire sous référence 886/MO à **AL CONSEIL** 35, rue de Naples - 75008 PARIS.

AL conseil

A travers des organismes spécialisés, notre groupe finance des projets multiples dans tous les secteurs de l'économie : il possède une organisation, des structures à taille européenne et souhaite associer à son développement

2 NEGOCIATEURS DE HAUT NIVEAU
spécialistes du crédit bail immobilier

Titulaire d'un diplôme d'études supérieures (Economie, E.S.C.), votre expérience d'au moins 3 ans dans la commercialisation de produits analogues a été couronnée de succès et vous a permis d'établir des contacts durables. Votre pratique interne des grandes entreprises vous amène à appuyer votre réussite sur une structure analogue à la nôtre.

Doté d'excellentes qualités de contact, vous saurez dialoguer et négocier avec des dirigeants d'entreprises de haut niveau.

Rompu aux techniques financières, vous saurez proposer à nos clients la meilleure solution et aurez la capacité de les conseiller et de leur répondre rapidement.

Homme de dialogue, vous saurez travailler avec nos agences nationales et régionales pour accroître votre efficacité et votre portefeuille de clients.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo s. réf. 90036 à notre Conseil J.F. DUFORT, CEGOS - Département Recrutement, Tour Vendôme - 92516 BOULOGNE CEDEX.

cegos

GROUPAMA ASSURANCES

Pour son département Marketing-Études, GROUPAMA ÎLE-DE-FRANCE (C.A. 600 millions de francs) recherche un(e)

ASSISTANT(E) CHEF DE PRODUITS

Vous aurez en charge le marché des professionnels (exploitants agricoles, artisans, commerçants, professions indépendantes et entreprises), et à ce titre :

- vous assurerez le suivi des produits et mettez en place des actions promotionnelles,
- vous organiserez des actions d'animation du réseau,
- vous participerez à la réalisation d'études de marché, et à la définition du plan marketing,
- vous travaillerez en étroite collaboration avec le Département Commercial et Développement et les Services Internes.

De formation sup. (Éc. de Commerce ou BAC + 4) justifiant de préférence d'une première expérience, vous saurez faire preuve :

- d'autonomie et de rigueur,
- de qualités relationnelles et rédactionnelles.

Des connaissances en micro-informatique seront un plus.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions, sous réf. ACP à F.M.A.I.F. - Recrutement - 75687 PARIS CEDEX 14

Imaginez-vous...

INTERPRETE-TRADUCTEUR H/F

Euro Disneyland réunit aujourd'hui des hommes et des femmes de talent autour de l'un des plus grands projets d'Europe : près de 2 000 hectares sous près de Paris, une conception hautement technologique, des réalisations nécessitant la multidisciplinarité, une évolution planifiée jusqu'en 2017.

Imaginez-vous dans ce royaume où le talent est roi.

Vous serez chargé de l'interprétabilité et de la traduction anglaise/française pour l'ensemble des départements de l'entreprise. Par exemple, vous veillerez à la qualité des textes de notre documentation, à tenir à jour nos glossaires, à traduire et assurer la cohérence des manuels.

Mais surtout, de langue maternelle anglaise, vous avez autant de facilité à assurer notre interprétabilité en anglais qu'en français, tant au niveau de réunions internes que de prestations extérieures.

Vous avez une expérience de 2 ans en interprétabilité et d'un an en traduction et vous pourriez nous présenter certains de vos travaux. La connaissance du traitement de texte serait un atout supplémentaire.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo), sous réf. AD/9123/M, à Euro Disneyland, Service Recrutement, "Le Pascal", 3 à 11 bd Georges-Mélias, 94350 Villiers-sur-Marne.

Euro Disneyland S.C.A.
Une entreprise de rêve pour l'avenir

Groupe important recherche pour son Siège en région parisienne :

Auditeurs internes

Vous contribuez à l'élaboration des procédures de gestion, et vous effectuez des missions de contrôle dans les différents établissements.

De formation HEC, ESSEC, Sup de Co..., vous justifiez d'une expérience confirmée dans l'audit interne, vous avez de bonnes connaissances en anglais.

Merci d'adresser, sous réf. AUDIT, lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à notre Conseil qui vous garantira la plus stricte confidentialité.

SM Conseil
38, rue de Lisbonne, 75008 Paris

Société d'études économiques
recherche pour Lille

DIRECTEUR (TRICE) D'ÉTUDES

Votre mission : Après une formation à nos méthodes d'analyse, à Paris, vous serez chargé(e) de mettre en place et d'encadrer une équipe de chargés d'études à Lille.

Votre profil : Spécialiste de l'analyse des stratégies et des performances des entreprises, vous êtes diplômé(e) d'une grande école et/ou d'un 3^e cycle universitaire.

Vous avez plusieurs années d'expérience dans le conseil ou les études économiques et financières.

Envoyer lettre + CV + prétention à : M^{me} Lefèvre, I.C.A., 104, rue La Fayette, 75010 Paris.

Sedgwick Financial Services

COFAST-E.B.C.
GROUPE EUROPÉEN DE COURTAGE
(Assurances de Personnes)
N° 1 en Europe - N° 2 Mondial
cherche

JEUNES ÉTUDIANT(E)S
4 à 5 années de Sciences Économiques - Économie - Droit Commercial - Finances Gestion - Actuariat pour premier emploi.

1) Bilingue anglais 2) Aptitudes commerciales
Envoyer lettre de présentation, curriculum vitae, photo à : Guy JULLEN, COFAST-EBC - 23, rue Babu, 75008 PARIS

TELECOM SYSTEMES MOBILES
Service de radiomessagerie poursuivant son développement

recherche pour sa Direction Marketing

CHEF DE PRODUIT H/F

qui devra proposer et mettre en œuvre le développement d'un produit en cohérence avec la stratégie de l'entreprise.

Analyse de la concurrence, proposition d'objectifs de commercialisation, établissement de Marketing mixte du produit, suivi et analyse de résultats sont quelques unes des principales tâches qui vous permettront de remplir votre mission.

Nous souhaitons que vous ayez une formation BAC + 4, une première expérience dans une fonction similaire, une bonne connaissance des outils informatiques.

Vos qualités de contact et de rigueur seront des éléments déterminants.

Si d'entrer dans un groupe en pleine évolution vous attire, merci d'adresser CV, photo et prétentions à : **TELECOM SYSTEMES MOBILES** à l'attention de C.FAUVEL, Secrétaire Général - 66, avenue du Maine - 75014 PARIS.

Filiale de l'un des premiers Groupes Industriels Français recherche

ADJOINT AU RESPONSABLE DES AFFAIRES JURIDIQUES H/F

Titulaire DESS ou Maîtrise Droit des Affaires Première expérience professionnelle indispensable.

Maîtrise du droit de vie juridique des filiales et des clauses contractuelles. Mise en place et gestion des polices d'assurances.

Lieu de travail : proche Banlieue St Lazare.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions sous réf. 6443 à Lévi Lounay/Asscom 31 Bd Bonne Nouvelle 75003 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

Société d'économie mixte d'études, d'aménagement et de construction
en cours de constitution
(capital social de 4 MF)

recrute

DEUX INGÉNIEURS EXPÉRIMENTÉS
en conduite d'opération d'aménagement et/ou de construction.

Une personne
ayant les diplômes et l'expérience lui permettant de prendre en charge les affaires comptables et financières de la société.

Les postes sont à pourvoir dans la région parisienne.

Adresser dossier avec CV et prétentions sous n° 8659
LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

not de la

AL

LIBERT

PME dans l'industrie distribuée contre les boites sales et les.

leader du marché, les résultats sont constants et pression.

Rejoignez l'équipe BANQUE et ASSURANCE de l'un des premiers cabinets de conseil en organisation en France

Rejoignez une grande entreprise (25 à 30 ans d'existence) de la 1^{ère} division des assurances pour un poste de responsable de la gestion des sinistres. Vous serez responsable de l'ensemble des sinistres de la région parisienne et de la région de la Seine-Saint-Denis. Vous aurez sous votre responsabilité une équipe de 10 à 15 personnes. Vous serez en contact permanent avec les clients et les assureurs. Vous serez en contact permanent avec les clients et les assureurs. Vous serez en contact permanent avec les clients et les assureurs.

ORGANISATION

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Importante société de gestion immobilière (600 collaborateurs), liée à un groupe financier de premier plan, nous cherchons pour notre siège à Paris-Sud

notre responsable de la communication

240 000 F + /an

Sous l'autorité du directeur général, venez développer notre politique de communication interne et externe engagée depuis 2 ans, avec une triple mission : renforcer notre notoriété (brochures, campagnes de publicité, congrès professionnels), assister notre direction du développement et nos responsables commerciaux dans la promotion de nos produits (conception de supports spécifiques, etc.), renforcer notre culture d'entreprise.

A 32 ans minimum, de formation supérieure, vous êtes un professionnel de la communication interne et externe. Communiquez-nous votre passion, nous saurons vous apprendre notre métier.

Ecrivez à Mme M.C. TESSIER, consultante (réf. 5516 LM)

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG
MEMBRE DE SYNTec

PARIS • RÉGION PARISIENNE

JEUNES DIPLOMÉS, BAC+2, BAC+4

**Parce que
la croissance
ça peut aussi
se partager.**

McDonald's a su imposer depuis 1955 plus qu'une réputation, une légende : celle du N°1 mondial de la restauration à service rapide.

Pour faire face au développement important de nos restaurants, nous souhaitons intégrer de jeunes diplômés.

Titulaires de Bac+2, Bac+4, si vous aimez les PME et si vous envisagez les multinationales, au-delà de votre formation supérieure (école de commerce, de gestion, d'hôtellerie, de restauration ou agricole) et de votre pratique de l'anglais, c'est cette même passion du succès que nous vous demandons aujourd'hui de partager.

Dans cette perspective, en vous confiant à court terme la direction d'un restaurant, McDonald's vous accorde le privilège de l'expérience : autonomie, gestion complète,

importants pouvoirs décisionnaires. En partageant notre croissance, vous évoluerez au rythme de nos implantations en France.

Vous avez le type du Manager McDonald's, merci d'envoyer votre dossier complet de candidature sous référence LM à Etienne REMOND - McDONALD'S FRANCE 56, quai le Gallo - 92100 BOULOGNE BILLANCOURT.



AVOIR LE TYPE POUR ETRE AU TOP



SCET La SCET, importante filiale de la Caisse des Dépôts et Consignations, leader dans l'aménagement et l'urbanisme, recherche pour trois Sociétés d'Economie Mixte de son réseau situées EN NORMANDIE ET EN PICARDIE

RESPONSABLES D'OPERATIONS

pour assurer l'animation et la conduite technique et financière d'importantes opérations d'aménagement (ZAC, superstructures, immobilier d'entreprise, opérations centre ville).

Ces postes conviennent à des ingénieurs et/ou gestionnaires ayant une première expérience dans la maîtrise d'ouvrage ou l'urbanisme opérationnel.

Le groupe offre de réelles possibilités d'évolution dans son réseau.

Postes à pourvoir très rapidement.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à la SCET, Service Recrutement, 4 place Raoul Dautry, 75741 Paris Cedex 13, en précisant la référence (RO/M).



Filiale du GROUPE DYNADION (3 Milliards de CA), CFC l'un des leaders européens de la maintenance automatisée a réalisé des milliers d'installations dans le monde entier. Notre stratégie de développement est fondée sur notre grande technicité et sur le dynamisme et le professionnalisme de nos collaborateurs.

INGENIEURS D'AFFAIRES

De formation Ingénieur Electromécanicien, votre expérience de la conception et de la réalisation de biens d'équipements industriels vous incite aujourd'hui à rechercher des responsabilités et un champ d'activité plus large.

En véritable Manager, vous encadrerez un groupe d'études, vous coordonnerez les fabrications, la sous-traitance, le montage et la mise en service.

Vous assurerez les relations avec nos clients depuis le projet et la négociation du contrat jusqu'à la réception définitive des installations.

Vous serez le garant de la bonne gestion budgétaire et financière de l'affaire.

Réf. CCLM1

INGENIEUR D'AFFAIRES EXPORT

Ingénieur Electromécanicien expérimenté, vous avez déjà conduit des projets et réalisé des installations techniques à l'étranger.

Vous souhaitez élargir vos responsabilités sur les marchés britanniques, élaborer des projets, négocier des contrats, assurer la maîtrise d'œuvre de nos équipements en coordonnant nos moyens propres d'études et de fabrication et la sous-traitance locale.

Bilingue, vous êtes capable de "travailler en Anglais" et disposé à séjourner une partie du temps en ANGLETERRE.

Réf. CCLM2

RESPONSABLE DE MARKETING INDUSTRIEL

Interlocuteur privilégié du Directeur Commercial, après une formation spécifique à nos techniques, vous investiguerez nos marchés et élaborerez un plan Marketing en liaison avec la Direction des Recherches et Développement. Vous interviendrez dans notre communication interne et externe.

D'un niveau de formation BAC + 4, débutant ou après une première expérience industrielle, vous appréhendez aisément les éléments technologiques et êtes capable de traduire en termes de transitivité les besoins logistiques des Industries et Services.

Réf. CCLM3

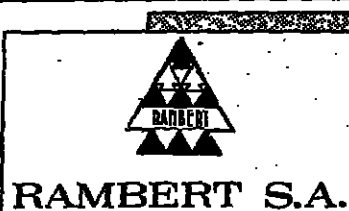
Pour l'ensemble de ces fonctions, basées en banlieue EST, nous vous proposons une rémunération attractive et des perspectives d'évolution à la mesure de votre potentiel.

Merci d'adresser lettre + C.V. + prétentions + enveloppe à votre adresse en précisant la référence choisie à

PARIS
LILLE
LYON
NANCY



michel joughannaud conseils
182, rue de Vaugirard - 75015 PARIS



RAMBERT S.A.

Une société leader dans l'import et la distribution de produits de haute qualité et innovants. Leader sur le marché, nous recherchons des candidats pour nos postes de gestion.

DIRECTEUR COMMERCIAL

Rattaché au P.D.G., vous avez pour objectif la poursuite de notre développement en conquérant de nouveaux marchés.

VOTRE MISSION : • Assurer les relations avec la clientèle • Animer et motiver nos commerciaux • Concevoir une stratégie marketing • Définir et orienter notre politique commerciale.

VOTRE PROFIL : Formation supérieure en gestion (E.S.C.), vous disposez à 30 ans d'une expérience réussie de la vente. Votre anglais est courant.

NOUS VOUS OFFRONS : • Un poste autonome qui offre polyvalence et ouverture • des responsabilités réelles (relation avec les fournisseurs, les clients, gestion de budgets et des hommes, marketing/vente, définition des objectifs, mise en place des moyens) • Une structure à taille humaine qui valorise le potentiel humain et la communication • Des conditions de travail et d'évolution motivantes.

Pour ce poste basé en région parisienne, adressez CV, photo et rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL, 95 avenue Victor Hugo 92563 RUEIL MALMAISON CEDEX, s/réf. 52.3092 LM.

Mercuri Urval

Rejoignez l'équipe BANQUE et ASSURANCE de l'un des tout premiers cabinets de conseil en organisation en France.

CONSULTANTS EN ORGANISATION

Diplômé d'une grande école, vous justifiez d'une première expérience (2/3 ans) de conduite d'actions d'organisation dans les domaines de la banque ou de l'assurance.

Vous souhaitez participer à des projets ambitieux et diversifiés : conception de systèmes d'information, fusion et création d'entités financières, conception de salles des marchés, organisation de réseaux d'agences.

Disponibilité, esprit de synthèse, qualités humaines, créativité sont autant d'atouts qui favoriseront votre évolution rapide.

Adressez votre candidature à Catherine Bocquet, ORGACONSEIL, 64 rue du Ranelagh, 75016 Paris.

ORGACONSEIL
ORGANISATION ET CONSEIL D'ENTREPRISE

Quelle que soit votre formation, vous avez acquis une expérience de la fonction personnel ou de l'entreprise d'au moins deux ans qui vous a intéressé au recrutement, à la formation, à la gestion des carrières...

Vous pouvez alors rejoindre notre entreprise du secteur chimie/pharmacie pour assurer la fonction de **CONSEILLER EN RELATIONS HUMAINES** au sein d'une de nos directions opérationnelles.

Vos qualités d'écoute, de disponibilité, de négociateur et du sens de l'équipe alliées à un réel esprit d'entreprise et d'efficacité pourront pleinement s'exprimer dans cette fonction.

Si cette opportunité vous intéresse, merci d'envoyer lettre manuscrite, CV et photo à PUBLIVAL/11100 27, Route des Gardes - 92190 MEUDON, qui nous le transmettra.

Florian Mantione Institut

Filiale du GROUPE SAGEM SAT SILEC

SATCABLES

Nous fabriquons des câbles destinés au transport de l'énergie (basse et moyenne tension) et aux télécommunications (métalliques ou fibres optiques).

Pour notre usine de RIOM, 600 personnes (proximité de Clermont-Ferrand), nous recherchons

FUTUR RESPONSABLE DE SERVICE PRODUITS FINIS EXPEDITIONS

Ce service est un point clé de notre organisation : la qualité du service assuré à nos clients est essentielle à notre expansion.

Nous souhaitons confier cette responsabilité à un professionnel diplômé de l'Enseignement supérieur (Ecole d'Ingénieurs ou de Gestion) ayant acquis une expérience en milieu industriel.

Ce manager animer une équipe de 40 personnes chargées de la gestion des commandes, du conditionnement et de l'expédition vers la clientèle et les dépôts de la Société. Il disposera de moyens informatiques.

Merci d'adresser CV, prétentions à FLORIAN MANTIONE INSTITUT Centre Beaulieu - 33 bis bd Berthelot 63400 CHAMALIERES, sous référence AU0489A. Minitel 3615 code SOTEL.

552 من الاحول

هكذا من الاجل

TECHNOLOGIE

Duo homme-robot dans le métro

Le futur robot de nettoyage du métro parisien vient de passer avec succès un examen décisif sur les quais de la station Les Halles. Son développement met la France en bonne position sur le marché de la robotique mobile.

8 h 45. Ligne 4 du métro parisien, station Les Halles. L'heure de pointe du matin s'achève. Dans sa combinaison jaune vif, un employé chargé du nettoyage guide son partenaire : le robot Cab. Avec une télécommande, il lui fait descendre les marches qui mènent au quai. Arrivé sur le plat, il passe sur la position « fonctionnement autonome » et range la télécommande dans son logement. Aussitôt le Cab reconnaît son chemin, met ses brosses en action et file seul à son travail. Au bout du quai, il fait demi-tour et revient en nettoyant une bande qui recouvre à peine la première. Il se dirige droit sur la borne du Tube, le circuit intérieur de télévision du métro. Mais, au dernier moment, il se déroute, fait le tour de l'obstacle et reprend sa trajectoire.

Soudain, une rame entre dans la station. Les voyageurs se ruent sur le quai. L'un d'eux frôle Cab, qui stoppe aussitôt. Le flot des passagers l'entoure un instant. La rame repart et la foule s'éclaircit. Le Cab reprend alors sa trajectoire et achève bientôt le nettoyage du quai. L'employé s'approche alors de l'engin immobile et reprend en main la télécommande pour l'amener à la hauteur de l'arrêt de la voiture de première classe. Lorsqu'une rame s'arrête, il fait grimper le Cab dans la voiture et le guide pour qu'il se loge entre les strapontins et la barre verticale à laquelle les voyageurs se cramponnent. Jusqu'au prochain arrêt.

Un tel scénario ne relève plus de la fiction. Les passagers de la ligne 4, entre les Halles et Etienne-Marcel, en ont été témoins du 10 au 17 octobre dernier, pour la première sortie en public du prototype Cab X. Dès le troisième trimestre 1990, les premiers Cab devraient effectivement être mis en service. Les six premiers exemplaires viennent d'être commandés. Ils coûteront chacun environ 500 000 F. C'est le feu vert décisif pour le passage à l'application industrielle d'un programme de recherche très ambitieux initié par la RATP en 1983. C'est aussi une grande première technologique : des engins autonomes, c'est-à-dire sans commande manuelle ni cordon ombilical, disposent donc de leur propre alimentation en énergie et en information vont être « lâchés » au milieu du public particulièrement dense qui circule dans le métro.

L'exploit n'a pourtant encore rien à voir avec les très sympathi-

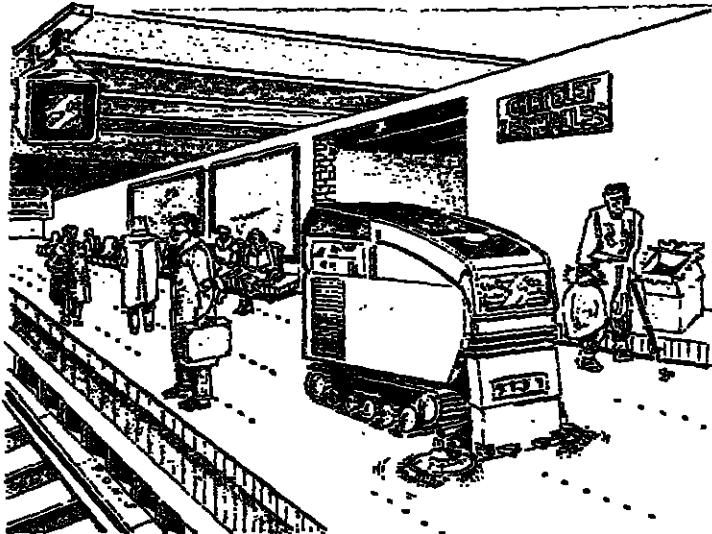
ques Sisteo et R2D2 de la Guerre des étoiles. S'il est physiquement indépendant, le Cab ne s'affranchira pas de la présence, à proximité, de l'être humain. La fiabilité absolue, difficile à atteindre pour l'homme, l'est encore plus pour la machine. La démarche réaliste choisie par la RATP conduit à l'apparition d'un duo homme-machine inédit dans les lieux publics. Indépendants, les deux partenaires vont se partager les tâches de nettoyage.

Nettoyeur : un autre métier

Par rapport aux balayuses et autres auto-laveuses que les « hommes jaunes » de la Comatec conduisent aujourd'hui sur les quais, l'étape technologique est considérable. Il s'agit du passage de la mécanisation à la robotisation. Le Cab est plus qu'un simple outil qui prolonge le bras de l'homme. Il assure seul certaines tâches de nettoyage dont il libère totalement son partenaire humain. Celui-ci, s'il garde un œil sur le robot, a les mains libres. D'où une véritable transformation du métier de nettoyeur. Le balayeur était déjà devenu un conducteur d'engin. Il est sur le point de prendre la responsabilité d'une machine de haute technologie.

Le robot se chargera de la partie la plus fastidieuse et répétitive du travail : le nettoyage du sol sur de grandes surfaces. Il dispose d'une puissance de calcul respectable : l'équivalent d'une dizaine de micro-ordinateurs est logé dans ses 400 kg de structure. Au cœur du système électronique, sept microprocesseurs Intel 8031 et 8088 exécutent un programme informatique et traitent les informations provenant de multiples capteurs qui transmettent au robot un grand nombre d'informations sur son environnement. Ils sont au Cab, certes de façon beaucoup plus grossière, ce que la vue, l'ouïe ou le toucher sont à l'homme.

Les résultats des recherches actuelles en matière de robotique mobile sont liés en grande partie aux choix technologiques en matière de capteurs. Le Cab dispose de quatre systèmes distincts. Des capteurs magnétiques lui indiquent son chemin. Un gyromètre le guide lorsqu'il dévie de sa route. Dans sa partie haute, un balayage



Dessin de Pons.

Pour assurer le nettoyage du métro, les robots de la Comatec se repèrent sur le quai en suivant des balises magnétiques enfoncées dans le sol. Ce dispositif, développé à l'origine par le CEA pour la maintenance des centrales nucléaires, pourrait aussi trouver d'autres débouchés dans les usines pour guider les chariots de manutention. Ils pourraient remplacer progressivement les chariots filoguidés, qui ont fait leur apparition au milieu des années 70, et dont 2 000 unités sont actuellement installées en France, dans l'industrie automobile essentiellement. Car cette technique présente deux inconvénients majeurs : la nécessité de creuser une tranchée pour y loger le fil et l'impossibilité de modifier le trajet des chariots. D'où une demande grandissante, dans les ateliers flexibles, pour des systèmes souples laissant plus de latitude pour adapter le parcours des chariots aux changements de production. Le principe de guidage du robot Cab répond en partie à cette exigence.

de rayons infrarouges le prévient si un obstacle se présente devant lui ou sur ses flancs, tandis que des ultrasons veillent dans sa partie basse. Sans parler des sécurités plus classiques, comme le bouclier avant qui stoppe le robot en cas de contact, ni du système de détection du vide pour lui éviter de tomber sur la voie du métro ou dans un escalier. Pour se déplacer, le Cab utilise des chenilles qui lui permettent de franchir les escaliers ou de monter facilement dans les voitures... de première classe.

Les tests réalisés en octobre dernier ont servi en grande partie à vérifier l'efficacité de ces capteurs. D'abord en matière de sécurité. Jean-Daniel Meyer, surveillant RATP des travaux de mécanisation et de robotisation, note que le nombre d'obstacles à prendre en compte est presque infini. D'où la nécessité d'essais sur le site réel. Le

prototype Cab X a prouvé qu'il pouvait contourner un obstacle fixe, stopper devant un voyageur pressé qui lui coupe le chemin, ne pas écraser un chien curieux...

Les réactions du public ont également été testées. « Nous avons été surpris par la tolérance des voyageurs. Nous avons rarement entendu les remarques classiques sur les robots et le chômage... Mais, aux heures d'affluence, le Cab gêne visiblement le flot des voyageurs. » Jean-Daniel Meyer estime que la présence, désormais classique sur les quais, des balayuses constitue une préparation psychologique efficace. « De nombreuses personnes n'ont même pas remarqué le robot. » Le Cab est également muni de dispositifs visant à le protéger des dégradations. Il prévient son partenaire avec une alarme sonore dès que son inclinaison est anormale. Les 400 kg de l'engin lui confèrent une résistance certaine aux poussées malveillantes.

Un parcours figé

Côté technique, les tests ont révélé certains vices du prototype. Lorsque le Cab stoppe parce que ses capteurs ont détecté la présence trop proche d'un voyageur, il arrive qu'il ne redémarre pas. Ce défaut se produit dans le cas où l'arrêt d'urgence se déclenche au moment précis où le Cab est en train de lire les balises qui lui servent de fil d'Ariane. Car, pour se déplacer, le Cab a besoin de repères. Ce sont des balises enfoncées dans le sol qui lui donnent à la fois la direction à suivre et les ordres de mise en service de ses brosses de nettoyage, de l'aspiration de liquide et de l'aspiration.

Ces balises sont chacune constituées d'ensembles de cinq aimants, espacés d'une dizaine de mètres, qui fournissent des informations au capteur magnétique situé dans le socle du robot. Les différentes combinaisons de positions (horizontale, verticale et orientation nord-sud) des aimants dans le sol constituent autant de codes. Cette méthode de guidage a l'avantage d'être très fiable. Les balises sont noyées dans le bitume et le robot les lit sans difficulté. Par contre, elles figent le parcours. Pour le modifier, il faut extraire les aimants et les remplacer en changeant le code.

Cette limitation est peu gênante dans le métro, où le parcours de nettoyage d'un quai est peu sujet à modifications. Les trois stations choisies pour réaliser les essais ont été équipées d'environ 1 200 aimants. Sur la ligne 4 du métro, les stations Les Halles et Etienne-Marcel ainsi que le quai de la ligne A du RER en direction de Boissy-Saint-Leger sont ainsi prêts pour le nettoyage robotisé.

JEAN RIEUX

Du quai de gare aux centrales nucléaires

Le robot Cab du métro est le projet le plus avancé en matière de robotique mobile. Deux autres programmes se développent en parallèle. Ils sont aussi financés par de grandes entreprises de nettoyage. L'AutoVac est soutenu par Groupe Services France (GSF) et le Robonet 350 par Onet, premier nettoyeur français, qui le présentera le 19 décembre prochain au CNIT de la Défense. Dès janvier 1990, une première série de douze Robonet sera lancée en fabrication et Onet affiche clairement sa volonté de vendre le robot à d'autres entreprises de nettoyage.

La fait que ce sont les utilisateurs qui soutiennent eux-mêmes ces développements technologiques expliquent en grande partie leur réussite. En effet, la robotique est longtemps restée le fait d'une poignée de techniciens hors pair, pour la plupart issus de laboratoires. Leur passion engendrait bien quelques exploits. Mais le résultat laissait les industriels sceptiques. Et l'on inclinait, une fois de plus, le « mal français » ; une cloison étanche privait l'industrie du gisement considérable de développements de pointe présents dans les laboratoires ou dans les entreprises dites « high-tech ».

Le rôle du CEA

Créée en 1985, filiale de la Compagnie générale des eaux et du groupe Genest, la Comatec avait hérité, en janvier 1986, du monopole du nettoyage du métro parisien. Elle remplaçait les seize entreprises qui se chargeaient, auparavant, de cette tâche. Après avoir réduit l'effectif total de 1500 à 1200 personnes, la Comatec s'est lancée dans une politique de mécanisation (balayuses autonomes, auto-laveuses, nettoyeurs à haute pression), suivie par un plan de développement de la robotisation doté d'un investissement de 70 millions de francs sur cinq ans.

L'élaboration du programme de recherche fut confiée au GIE (groupement d'intérêt économique) Protée, créé pour la circonstance, et qui rassemble la Comatec et la RATP. La maîtrise d'œuvre revient au CEA. Le prototype POO2, point de départ du projet Cab, avait, quant à lui, été construit par Midi-Robots, une petite entreprise high-tech de la région toulousaine, créée en 1983. Après certaines péripéties juridiques en matière de propriété industrielle, Midi-Robots passa définitivement le relais au couple Protée-CEA. Pourtant, la Comatec décide alors d'entrer dans le capital de Midi-Robots à hauteur de 39,5 % et lui confie le développement d'un autre projet en parallèle : le robot Rame, destiné au nettoyage des voitures du métro.

C'est alors que les concurrents de la Comatec réagissent. Événement rarissime dans l'industrie française, Onet, entra dans le capital du même Midi-Robots à la même hauteur que la Comatec. Pour les deux concurrents une telle association se justifiait par le caractère stratégique du développement de la robotique de nettoyage. Du coup, Midi-Robots se trouve aujourd'hui impliqué dans deux projets, distincts, mais issus de son prototype POO2. A côté du robot Rame, l'entreprise travaille sur le Robonet 350 d'Onet.

Pendant ce temps, GSF ne restait pas inactif. Le numéro

trois sur le marché français du nettoyage choisissait un autre partenaire, Robosoft, dont elle prit le tiers du capital. Cette PME disposait d'une plateforme mobile, le Robuter, essentiellement destiné à la recherche sur la robotique mobile et vendu dans les laboratoires. Pour GSF, Robosoft adapta le Robuter à la fonction d'aspirateur industriel destiné au nettoyage de grandes surfaces (aéroports, halls de gare, grands magasins, etc.). L'AutoVac 2, le second prototype du robot aspirateur, sera prêt fin décembre et son exploitation sur site commencera début 1990. Les préséries de fabrication industrielle devraient être lancées au cours de l'année prochaine.

Rondes de nuit

L'année 1990 sera donc décisive pour la France en matière de robotique de nettoyage. La commande ferme de six prototypes Cab, passée par Protée début octobre, et la fabrication d'une douzaine de Robonet 350 constituent la phase ultime avant le lancement d'une production industrielle de robots. A la RATP, un responsable envisage, après les essais de 1990, la fabrication de deux Cab par semaine en 1991 et la mise en service de 50 à 400 robots en 1992. Pour le métro parisien, la population de robots Cab est estimée à 300 unités pour couvrir les 400 points d'arrêt. La RATP ne craint plus les réactions des nettoyeurs. D'où l'importance de l'action de formation et d'information que doit mener la Comatec, qui a d'autres projets en cours.

Seu filiale Robotec étudie, non seulement le Rame, mais aussi un robot pour les voitures et les voies et, surtout, s'engage sur d'autres types de nettoyage comme celui de la Pyramide du Louvre avec Comet. L'engin, en mode télécommandé ou en marche automatique, se déplace sur les parois très inclinées et concurrencera les alpinistes, seuls capables aujourd'hui d'entretenir de telles architectures.

De même, le Robonet 350 et l'AutoVac, s'ils sont nés pour le nettoyage, ne sont pas dédiés à une fonction particulière. Onet envisage les applications de surveillance. Muni d'une caméra, d'un émetteur et d'un récepteur de ses brosses et de son aspirateur, le Robonet devient un parfait « rondier ». On peut craindre de le voir apparaître dans les grands magasins ou, transformé en robot-sandwich à des fins accessoirement publicitaires, il pourrait jeter un coup d'œil discret dans les rayons et repérer les kleptomanes. Infatigable, il assurera également les rondes de nuit.

Dans l'industrie, le robot mobile ne manque pas de débouchés potentiels. Les zones difficilement accessibles pour l'homme ont tendance à se multiplier. La chaleur ou la radioactivité laisseront inaccessibles le cousin du Cab, le Robonet ou de l'AutoVac pour peu qu'il ait subi quelques adaptations. La présence d'un organisme aussi prestigieux que le CEA dans un programme de nettoyage du métro trouve là sa justification. Ses besoins en matière d'intervention dans les centrales nucléaires sont considérables. Ces trois projets permettant à la France de se retrouver en bonne position dans la course internationale à la robotique mobile.

J. R.

Des boîtes de crabe en pleine mer

HELSINKI

de notre envoyée spéciale

A Rauma, à quelques centaines de kilomètres à l'ouest d'Helsinki, au bord du golfe de Botnie, le Vsevolod-Sibirev, gigantesque navire de 180 mètres de long, est sur le point de prendre le large. Rauma Yards, le second chantier naval finlandais, le remettra à son propriétaire, le ministère de la pêche de l'Union soviétique, dans les tout prochains jours. Direction : l'océan Pacifique, où il restera ensuite plusieurs mois avant de regagner la côte. Tout est prêt pour accueillir les futurs cinq cent vingt passagers - cabines, boîtes de nuit, sauna, etc. - à bord de ce bâtiment qui n'a rien d'un navire de croisière, ni d'ailleurs d'un bateau de pêche. Il s'agit en fait d'une usine flottante, la troisième et vraisemblablement dernière du genre à être construite à Rauma avant de nombreuses années.

Ancrée en un lieu fixe, en pleine mer, les bateaux de pêche viendront lui apporter leurs prises, poissons et crabes, tandis que d'autres s'amarreront le long de sa coque pour se charger en boîtes de conserve, qu'ils achemineront à terre. Et aussi profiter des divers services offerts à bord : hôpital, cinéma, discothèque, théâtre, atelier de réparation, réserves de fuel ou d'eau potable. Plutôt que de construire un bateau destiné à acheminer le poisson surgelé, solution adoptée de plus en plus souvent par les entreprises de traitement de poisson européennes, les Sovi-

tiques ont choisi d'optimiser les fonctions de traitement industriel à bord au détriment de la vitesse du navire. Pesant 32 000 tonnes une fois chargé, il progresse de 14,3 nœuds (26 km/h).

Outre les harengs, maquereaux et autres poissons de petite ou moyenne taille, c'est aussi sur ce navire let sur ses deux frères en mer depuis un an pour le premier et six mois pour le second que le fameux crabe « chatka » est mis en conserve. Or, la saison de pêche de ce crabe géant, dont le poids moyen est de 2 à 3 kilos et qui mesure près de un mètre et demi lorsque ses pattes sont déployées, est courte, moins de quatre mois. Les Soviétiques ont donc estimé qu'une usine flottante lourde, peu mobile, était la meilleure solution pour profiter au maximum de cette période propice, tout en traitant le plus rapidement possible le crustacé avec tout l'équipement nécessaire.

S'il a la forme d'un bateau, le Vsevolod n'a rien à envier aux usines les plus modernes situées à terre. Il est capable de réceptionner jusqu'à 300 tonnes de poisson ou 120 tonnes de crabe par jour, de fabriquer pendant le même laps de temps 400 000 boîtes de conserve de poisson, de congeler jusqu'à 120 tonnes de poisson frais, et de produire de l'extrait de crabe utilisé ensuite pour fabriquer des bâtonnets de crabe artificiel. Les zones d'habitation sont situées sur des bâtiments construits sur le pont même du navire, l'usine est elle à l'intérieur de la coque. Le poisson déchargé sur le pont

supérieur du bateau est immédiatement placé sur des convoyeurs qui le descendent vers des machines qui le trient automatiquement en fonction de son type et de sa taille. Crabes et poissons sont traités sur deux lignes séparées.

Après une éventuelle période de stockage dans des silos remplis d'eau de mer, le poisson est automatiquement étêté, vidé, mis en boîte. A cette étape, crabes et poissons se retrouvent pour le conditionnement. Un peu de sauce en provenance d'une autre unité de production, sel, poivre ; il ne reste plus qu'à fermer les boîtes avant de les acheminer vers d'énormes cocottes-Minute pour les stériliser. Etiquetage, mise en carton ; les palettes quittent la partie « usine » proprement dite du navire avec leur chargement, vers l'entrepôt.

Non loin de l'usine, une salle de contrôle suit la bonne marche de l'usine et de la machinerie du bateau. Sur les écrans d'ordinateurs s'affichent, en couleur, les schémas de fonctionnement ; le système informatique donne l'alerte en cas d'anomalie, et indique également toutes les informations nécessaires pour gérer la production de l'entreprise, c'est-à-dire essentiellement les quantités traitées et produites.

Le prix de ce navire livré clé en main, c'est-à-dire avec tous les équipements industriels, devrait être de l'ordre de 500 à 700 millions de marks finlandais, soit de 725 millions à 1 milliard de francs. Le prix de quatre Airbus A-320.

ANNIE KAHN

A ces qu
preuves
durable
NF teste
de l'équi
son... A

Dani Berman

Pour répondre à
la qualité NF,
un appareil doit répondre
à des questions
très difficiles.



36 15 Marque NF

A ces questions, tous les produits NF ont su répondre. En effet, la marque NF apporte des preuves. Preuves que le produit, l'appareil ou le matériau que vous avez acheté est fiable, durable, performant et ne présente aucun risque pour votre santé ou votre sécurité. NF teste plus de 130 000 produits différents dans les domaines du bâtiment, de l'équipement industriel, de la santé ou encore de l'aménagement de la maison... Avec ces tests, NF vous offre ainsi une indiscutable preuve de qualité.



NF, pas besoin d'en dire plus

هكذا من العمل

صكنا من الاصل

(Publicité)

**Message de la fédération française du prêt-à-porter à
Monsieur le Ministre de l'Industrie
et
Monsieur le Ministre de la Culture et de la Communication**

Il y a danger aujourd'hui pour le prêt-à-porter français. La capitale de la mode, Paris, ne possède aucun espace d'exposition permanent spécifique à notre profession.

Le prêt-à-porter français doit conserver sa place de leader dans le monde. C'est la volonté de notre Fédération. Pour nous y aider Messieurs les Ministres, il vous appartient de nous permettre de créer un lieu d'exposition unique et permanent : une Cité Internationale de la Mode.

Certes la Haute-Couture est une vitrine prestigieuse de notre pays. Mais n'oublions pas que New-York, Montréal ou Tokyo apprécient la créativité du prêt-à-porter français.

La mode est une : une Cité Internationale de la Mode permettra à ces deux branches d'une même famille d'œuvrer ensemble pour le rayonnement de la création française dans le monde.

Finissons en une fois pour toute avec le vagabondage : les changements incessants de lieux d'exposition sont commercialement préjudiciables. Une compétition toujours plus farouche, un marché bientôt à l'échelle de l'Europe : la France peut-elle se permettre de laisser les acheteurs étrangers désertier Paris ? La balance commerciale de notre profession est excédentaire. Pour combien de temps encore ?

Nous sommes prêts à faire face, nous voulons gagner.

Seule l'absence d'un lieu permanent et spécifique nous empêche de réunir tous les atouts de la réussite.

Il y va de l'avenir de notre profession, de l'image et du commerce extérieur de la France.



Henri Ravoux
Président de la Fédération Française
du Prêt-à-Porter Féminin

AFFAIRES

Les Assises nationales des pays d'accueil à la Réunion

Le laborieux sillon du tourisme vert

Début novembre, à la Réunion, se sont déroulées les sixièmes Assises de la Fédération nationale des pays d'accueil. Depuis mars 1988, cet organisme regroupe, sous la présidence de M. Michel Cointat, ancien ministre, deux cent vingt pays d'accueil (1) voués à la valorisation du tourisme en espace rural.

SAINT-DENIS DE LA RÉUNION
de notre envoyé spécial

La démarche est fondée sur l'analyse suivante : dans le contexte de recul du secteur agricole et du pro-

cessus de désertification humaine qui en découle (40 % des communes connaissent des phénomènes de déclin), le tourisme est, d'une façon générale, les services, seront les secteurs qui permettront la création d'emplois diversifiés en zones rurales. Un constat étayé par quelques chiffres cités par Jean-François Domier, sous-directeur du développement rural au ministère de l'Agriculture. En 1962, 50 % des actifs ruraux étaient agriculteurs ; d'ici cinq ans, ils seront à peine 15 %. D'ores et déjà, 45 % de la population active rurale travaille dans le secteur tertiaire. Président du Comité du tourisme de la Réunion (et principal financier des Assises), Bertho Andiaux expliquera effectivement que face au chômage, sans ressources

naturelles et trop longtemps dépendante de la monoculture de la canne à sucre, son fil considère aujourd'hui le tourisme comme « un axe majeur de développement, de création d'emplois et de stabilité sociale ».

Invités à aider la Réunion « à faire son trou », les participants, en visitant les pays d'accueil locaux, étaient également conviés à revivre leur propre expérience et à mesurer le chemin parcouru. Ce que résumait ainsi leur président : « On s'est d'abord préoccupé de l'hébergement, puis des infrastructures et de l'environnement, ensuite de la production touristique et de sa commercialisation. Reste, maintenant, à aller vers un plus grand professionnalisme et à mettre en place une politique de la qualité, c'est-à-dire à identifier, à codifier, à normaliser et à certifier les produits touristiques proposés ».

La démarche s'inscrit évidemment dans la perspective du grand marché unique en 1993 et vise à répondre à la demande d'une clientèle européenne que l'on dit prête à tomber dans les bras d'une France profonde dont l'espace rural (un tiers de l'Hexagone a une densité inférieure à 12 habitants au kilomètre carré) sera seul capable d'absorber les flux touristiques en provenance du nord. Mais elle découle aussi d'un constat lucide. Si les voyageurs ne s'intéressent pas encore assez aux produits touristiques de l'espace rural, c'est que l'offre est encore beaucoup trop dispersée et hétérogène, et que les prestations y sont de qualité très inégale.

Autant d'exigences légitimes qui ne peuvent être satisfaites sans une politique de standardisation de la production, politique dont les grandes lignes viennent d'être définies dans une étude de la Fédération destinée, à partir de l'exemple des filières « œufs », « vives » et « vides », à servir de cadre de référence à l'ensemble des partenaires intervenant dans la valorisation du tourisme en espace rural. Le schéma est simple. Pour être commercialisé dans de bonnes conditions, un produit doit être convenablement identifié. De plus, tous les partenaires de la chaîne de distribution doivent pouvoir utiliser un langage commun. Pour accéder au monde de la télématique, du vidéo-

disque et de la monétique, ce langage doit être reconnu par un appareil de lecture optique. D'où le recours au code à barres.

En conclusion, l'étude préconise une démarche en trois étapes (la typologie, la codification et la certification) et appelle à la constitution d'un véritable réseau national de mise en marché de la production touristique en espace rural impliquant une interconnexion entre tous les services de réservation.

Hymne à la standardisation

Intellectuellement séduisants, commercialement convaincants, cet hymne à la standardisation et cette idéologie de « stocks de produits identiques et interchangeables » n'en suscitent pas moins une certaine inquiétude : l'espace rural ne va-t-il pas y perdre son âme ? Appréhension balayée par les chœurs de la modernité pour qui la standardisation du descriptif d'un produit n'est pas contradictoire avec une valorisation, à la vente, de tous les particularismes locaux qui peuvent orienter le choix des clients. Et d'affirmer que ce n'est pas une petite dose de professionnalisme dans les recettes préparées par les pays d'accueil qui fera perdre leur savoir aux produits offerts aux vacanciers. Encore faut-il qu'il y ait savoir, encore faut-il qu'il y ait cette « petite note d'authenticité dans les relations humaines », encore faut-il qu'une fois passée sous les fourches caudines de la standardisation, la France rurale ne se trouve pas réduite à la reproduction stéréotypée de randonnées en canoë, kayak, de survols en deltaplane et autre parapente, de stages de golf ou de pêche à la mouche, de moto (verte) et de planche à voile. Autrement dit, que la vague des vacances actives ne déferle pas sur un espace rural où ne subsistent que des ruines reconstruites en professionnel de l'accueil.

Vaste débat qui consiste à se demander si l'exode rural appelle une nouvelle occupation humaine de l'espace ainsi déserté ou une nouvelle affectation de la surface ainsi libérée.

Dans un cas, on réfléchira, par exemple, sur les implications des nouveaux systèmes de communication et la possibilité de vivre et de travailler, notamment dans le tertiaire, dans un milieu libéré des contraintes de la vie urbaine. Dans l'autre, on jouera la carte d'un tourisme rural promis, paraît-il, à un développement de 50 % dans les dix prochaines années.

Ce débat de fond ne semble plus être au cœur des préoccupations de responsables de pays d'accueil engagés résolument dans la mise en valeur touristique de l'espace rural et préoccupés, désormais, de professionnalisme, de commercialisation et de qualité. De là à affirmer, comme M. Cointat, qu'après une quinzaine d'années de tâtonnements les pays d'accueil ne se cherchent plus, est peut-être faire preuve d'un optimisme exagéré. N'était-il pas le premier à relever que « demander à un agriculteur de s'occuper de tourisme n'est pas évident ».

Invité à définir ce que pourrait être une stratégie de développement du tourisme en espace rural, Jean-Paul De Smedt, rédacteur en chef de la revue *Espace*, devait surtout remettre les pendules à l'heure, en posant quelques questions. Par exemple : comment obtenir d'acteurs locaux, peu habitués au changement, peu enclins au partenariat et ayant vécu, des dizaines d'années, dans une sorte d'isolement, qu'ils s'engagent dans l'entreprise la plus difficile qui soit, l'entreprise touristique rurale (« un secteur à haut risque », confirmera un représentant du Crédit agricole), caractérisée par un ticket d'entrée d'un coût fabuleux pour un résultat aléatoire ?

Jean-Paul de Smedt a suggéré aussi d'ouvrir quelques pistes : ne faut-il pas légaliser, a-t-il ainsi demandé, un statut particulier de l'entreprise rurale plutôt que de perpétuer un assistant permanent par le biais d'aides publiques ?

Une logique dans laquelle s'inscrit l'intervention de François Duvergé, consultant, invité, de son côté, à réfléchir sur l'organisation de la production touristique et sa mise en marché. « Si l'on parle de tourisme en milieu rural, fera-t-il observer, ce n'est pas seule-

ment comme d'une activité de substitution à une activité agricole ou rurale qui connaîtrait des problèmes, mais c'est d'abord parce qu'il répond à une demande. » Autrement dit, « c'est le marché et la demande qui doivent nous guider, c'est le marché qui dicte sa loi ».

Dans ce contexte, la réalité actuelle des pays d'accueil, telle que perçue par M. Duvergé, se caractérise par « l'écart extraordinaire existant entre les discours et les actes ». Ainsi, pour ce qui est de la mise en marché, n'a-t-il pas hésité à parler de « constat d'échec ».

Double langage

Dans une conclusion résolument optimiste, M. Michel Cointat annoncera, notamment, la création, au sein de la Fédération, d'une cellule d'expertise au service des membres ainsi que la poursuite des efforts visant à associer les pays d'accueil à la démarche télématique et informatique des services départementaux de réservation Loisirs-Accueil.

Mais il aura également recours à un double langage, en affirmant que le tourisme rural devait être un véritable secteur économique et ses acteurs de véritables « pros » au service du client-rés, tout en insistant sur le fait que « le monde rural, comme le monde agricole, était un secteur semi-public de la nation et qu'à ce titre il aurait toujours besoin de transferts budgétaires ».

Est-ce à dire pour autant que le tourisme vert représente la meilleure des bouées de sauvetage, voire la panacée universelle pour le développement des zones rurales ? A l'issue des Assises, la question restait posée.

PATRICK FRANCÈS

La culture, vecteur de communication des entreprises

BORDEAUX

de notre correspondante

« Culture d'entreprise et communication internationale » : les débats du quatrième colloque « Entreprises et communication » organisé par l'Institut des sciences de l'information et de la communication (ISIC) de l'université de Bordeaux-III en collaboration avec Sud-Ouest, l'Expression d'entreprise et le Monde ont confirmé l'hypothèse avancée en ouverture par Hugues Hotier, le responsable de l'ISIC : dans la communication marchande internationale, les cultures nationales s'opposent souvent encore sur la culture d'entreprise ; en revanche, lorsqu'il s'agit de faire travailler ensemble des gens de cultures nationales différentes, la culture d'entreprise devient une sorte de « minimum vital culturel » qui permet de dépasser les particularismes nationaux et de fédérer les hommes.

Concluant les travaux de ce colloque qui s'est tenu dans le nouveau et superbe centre des congrès de Mériignac, M. Thierry de Beaucourt a invité les entreprises à utiliser le réseau culturel français à l'étranger comme

appui de leur stratégie commerciale.

Le secrétaire d'Etat a souligné que « la France dispose de la plus grande multinationale du monde : quatre cents écoles et lycées, cent soixante instituts et centres culturels, un millier d'antennes de l'Alliance française. Ce dispositif est au service des entreprises. Il peut leur servir de tête de pont pour diffuser une image culturelle et technologique de la France. Aux exportateurs d'utiliser cet instrument ». M. de Beaucourt a également plaidé pour « un véritable dialogue de l'Etat avec le secteur privé, pour définir de nouvelles formes de mécénat ». « Les entreprises, dit-il, ne peuvent et ne doivent pas se contenter de jouer les bouches-trous des musées de l'Etat. Elles doivent inventer une politique culturelle autonome ».

A l'issue du colloque, les Prix de la communication Aquitaine 89 ont été décernés au groupe CILG (société de construction collective du 1 %), à l'université de Bordeaux-I et au centre d'animation de Beutry, quartier de Mérignac.

GINETTE DE MATHA

LA BOURSE
Le 1
ANALYSES
ÉTUDIANTS*
GAGNEZ
PLUS DE 100 STAGES
DANS LE MONDE ENTIER
Participez à la Bourse aux stages dans *Le Monde* du 20 au 29 nov. 1989 (numéros datés du 21 au 30-11-1989)
* Bac + 3 minimum obtenu courant 1990

RÉPONDEZ

AUX DEUX QUESTIONS QUE VOUS PROPOSE LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES (Task Force, Ressources Humaines, Education, Formation et Jeunesse)

1 Quels sont les pays ayant posé officiellement leur candidature à l'adhésion à la Communauté européenne entre le 1^{er} janvier 1988 et le 1^{er} novembre 1989 ?

2 Combien d'accords d'Associations universités-entreprises pour la formation (AUEF) ont été conclus au cours de l'année 1987 (du 1^{er} janvier 1987 au 1^{er} novembre 1989) ?

☐ 80 ☐ 125 ☐ 315

POUR VOUS AIDER

Sur Europe 1
un indice sera diffusé
chaque jour
au journal de 20 heures
pendant toute la durée
de la Bourse
retrouvez ces indices
sur MINITEL 3815 LM

Le Monde
CAMPUS
EUROPE 1

Reliez ces points entre eux.
Vous verrez que ça ne représente rien
si ce n'est la densité
de notre réseau en Afrique.



AVEC 345 LIAISONS INTER-ÉTATS HEBDOMADAIRES, AIR AFRIQUE EST AUJOURD'HUI LE MOYEN LE PLUS SIMPLE POUR RELIER ENTRE ELLES LES PRINCIPALES VILLES AFRICAINES ET POURSUIVRE ENSUITE SON VOYAGE VERS L'EUROPE OU LES U.S.A. LES CORRESPONDANCES S'EN TROUVENT BIEN SÛR SIMPLIFIÉES ; CAR NOUS SAVONS QUE PARMI NOS PASSAGERS, NOMBREUX SONT CEUX POUR QUI LE TEMPS REPRÉSENTE DE L'ARGENT. VOUS VOYEZ, MÊME SI NOUS SOMMES LA PREMIÈRE COMPAGNIE DU CONTINENT NOIR AFRICAIN, CELA NE NOUS DISPENSE PAS D'EN FAIRE CHAQUE JOUR UN PEU PLUS.

* ABIDJAN, ACCRA, AGADES, BAKO, BANGUI, BAZZAVILLE, CASABLANCA, CONAKRY, COTONOU, DAKAR, DOUALA, LAGOS, LIBREVILLE, LOME, MONROVIA, N'DJAMENA, NIAMEY, NOUAKHOTT, QUAGADOUOU.

AIR AFRIQUE

NOUS EN FAISONS CHAQUE JOUR UN PEU PLUS

552 من الامم

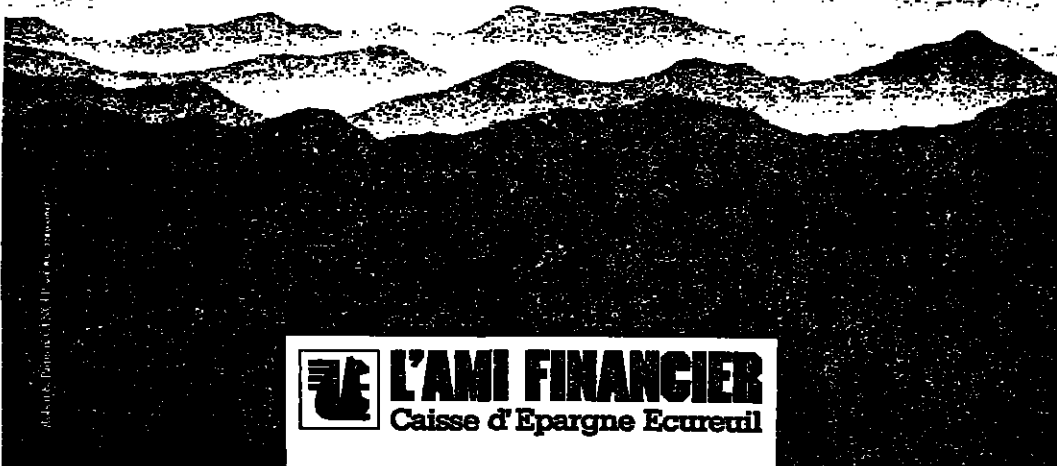
هكذا من الاجل

Nouvel Emprunt Ecureuil.

Souscrivez dès maintenant.

EMPRUNT DE 1000 000 000 DE FRANCS A TAUX FIXE	EMPRUNT DE 300 000 000 DE FRANCS A TAUX VARIABLE (T.M.E.)
PRIX D'ÉMISSION : 4945 F	PRIX D'ÉMISSION : 4961,50 F
JOUISSANCE ET RÈGLEMENT : 18 décembre 1989	JOUISSANCE ET RÈGLEMENT : 18 décembre 1989
DURÉE : 8 ans	DURÉE : 10 ans et 135 jours
INTÉRÊT ANNUEL : 8,2% soit 460 F par obligation payable le 18 décembre de chaque année et pour la première fois le 18 décembre 1990.	INTÉRÊT ANNUEL : Le taux d'intérêt sera variable et égal à la moyenne arithmétique des taux moyens mensuels de rendement des emprunts d'Etat à Long Terme (T.M.E.) établis par la Caisse des Dépôts et Consignations diminuée d'une marge de 0,50% l'an, soit : T.M.E. - 0,50%. L'intérêt sera payable le 2 mai de chaque année et pour la première fois le 2 mai 1990. Exceptionnellement, le 1 ^{er} terme d'intérêt payable le 2 mai 1990 sera égal à 65% du T.M.E. Sur la base du dernier T.M.E. connu (8,10%) les conditions d'émission font ressortir une marge actuarielle négative de 0,05%.
TAUX DE RENDEMENT ACTUARIEL BRUT : 9,40%	
AMORTISSEMENT NORMAL EN TOTALITÉ LE 18 décembre 1997, SAUF RACHAT EN BOURSE.	AMORTISSEMENT NORMAL EN TOTALITÉ LE 2 mai 2000, SAUF RACHAT EN BOURSE.

Une note d'information (visa COB n° 89-528 du 23/11/89) peut être obtenue sans frais au guichet de votre Caisse d'Épargne Ecureuil, BALD du 27/11/89.



DU 27 NOVEMBRE AU 18 DECEMBRE

L'AVENIR AUJOURD'HUI C'EST L'AUGMENTATION DE CAPITAL D'AVENIR HAVAS MEDIA

Avenir aujourd'hui, c'est bien plus que l'Avenir d'il y a deux ans. C'est un nouvel Avenir qui s'appelle désormais Avenir Havas Media.

Un leader en communication.

Avenir, c'était l'affichage. Aujourd'hui, Avenir Havas Media est un puissant groupe de communication multimédia international qui s'appuie sur deux grands partenaires, Havas et le groupe anglais MAI Plc et cinq pôles d'activités :

- L'affichage en France et en Europe avec Avenir, Europoster et Mills and Allen Ltd.
- Les gratuits avec Comareg.
- La distribution publicitaire avec Delta Diffusion.
- Les régies avec Havas Régies.
- L'édition avec Havas Media Hebdo.

Un leader en Europe.

Avenir Havas Media est leader en affichage dans sept pays d'Europe. Comareg édite des gratuits dans trois pays d'Europe, et aux États-Unis.

Avenir enfin c'est une action qui a augmenté de 205% en deux ans*.

Les chiffres d'Avenir, comme ceux d'Avenir Havas Media sont significatifs. En octobre 1987, la moyenne mensuelle pondérée du cours de

l'action d'Avenir était de 530 F. En octobre 1989, elle est de 1615 F.

Le résultat net consolidé de l'exercice 1989, tenant compte des opérations d'apports à effet du 1^{er} juillet 1989, devrait se situer dans la fourchette des 150 à 160 millions de francs.

Les chiffres théoriques correspondant à la nouvelle structure sur douze mois pour 1989 seraient :

- Chiffre d'affaires : 6 milliards de francs environ.
- Résultat net consolidé : de l'ordre de 250 millions de francs.
- Des chiffres qui laissent envisager un avenir serein.

*Moyennes mensuelles pondérées oct. 87/oct. 89.

MODALITÉS DE L'AUGMENTATION DE CAPITAL

Souscription à titre irréductible et réductible, du 27 novembre au 18 décembre 1989, réservée par préférence aux actionnaires actuels, à raison de une action nouvelle pour huit anciennes détenues.

Prix d'émission : 1200 F par action nouvelle

Joissance des actions : 1^{er} juillet 1989

Droit de souscription négociable, coté sur le marché au Comptant de la Bourse de Paris.



Une note d'information (visa COB 89-499 du 14 novembre 1989) est tenue à la disposition du public, BALD du 29 novembre 1989.

SICAV ET FCP DE CAPITALISATION SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

VOUS CHERCHEZ À OPTIMISER VOS PLACEMENTS.
NOUS AVONS DÉSORMAIS UNE GAMME
DIVERSIFIÉE DE SICAV ET FCP
DE CAPITALISATION
ADAPTÉE À VOS OBJECTIFS.

NOS NOUVEAUX FONDS COMMUNS DE PLACEMENT ET SICAV DE CAPITALISATION

COURT TERME

SICAV CAPIMONETAIRE
F.C.P. MONE-PLUS

MOYEN / LONG TERME

SICAV CAPIORLIG
F.C.P. SOGE-PLUS
F.C.P. INTER-CAP

NOS FONDS COMMUNS DE PLACEMENT ET SICAV TRANSFORMÉS EN OPCVM DE CAPITALISATION

COURT TERME

SICAV MONEVALOR*
SICAV SOGEVALOR*
SICAV ASSOCIA-PREMIERE*
F.C.P. TUTELLE SECURITE
F.C.P. ROC COURT TERME 2

MOYEN / LONG TERME

SICAV OPTIMAT*
SICAV SOGECOC*
SICAV SOGEPREMIERE*
SICAV INTEROBLIG*
F.C.P. MAXIROC 2, 3 et 5
F.C.P. ROC OBLIG

*Transformation en SICAV de capitalisation décidée par les Conseils d'Administration respectifs et sous réserve de l'approbation des Assemblées Générales Extraordinaires des SICAV.

Dans nos 2000 agences en France, vous trouverez un conseiller à votre disposition pour vous renseigner sur l'ensemble de notre gamme de SICAV et de F.C.P.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
CONJUGUONS NOS TALENTS

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Tél.: (1) 42-47-97-27
Téléc. MONDOPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beauve-Méry, fondateur.

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-98-81.

Reproduction interdite de tout article,
sauf, accord avec l'administration.

**Le Monde
PUBLICITE**
5, rue de Montigny, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-31 ou 45-55-91-71
Téléc. MONDOPUB 206 136 F

**Le Monde
TÉLÉMATIQUE**
Composés 36-15 - Types LEMONDE
ou 36-16 - Types LM

ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél.: (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
1 an	1 390 F	1 390 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de
votre règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
PORTAGE : pour tous renseignements
tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse difficiles ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
PORT PAYÉ : PARIS RP

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____ Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

AFFAIRES

De la mine de charbon au nucléaire

La reconversion du Nord conduit certains mineurs chez EDF

ULLE

de notre correspondant

On n'efface pas facilement deux cent cinquante ans d'exploitation charbonnière. Celle-ci a laissé des traces encore, béantes dans le paysage — les terrils, les riches industrielles, les corons — et aussi dans la tête des hommes.

Le pari des Houillères est double : social d'abord, consistant à réduire les effectifs sans licenciement ni drames sociaux et donner un nouveau métier aux mineurs d'hier ; industriel ensuite, en lançant ou en pérennisant des activités qui ne sont plus directement liées à l'extraction du houille.

La panoplie des moyens s'est élargie : des départs à la retraite normale (4 095 agents depuis 1984) ou anticipés (4 447 personnes), à la reconversion du mineur dans de nouveaux métiers, en passant par des départs naturels (1 258 agents), les congés charbonniers de fin de carrière (pour les plus de quarante-cinq ans), les mutations à l'intérieur du groupe Charbonnages de France (1 135 personnes), les retours au pays pour les travailleurs marocains (913)...

Les « nouveaux gisements »

Mais c'est bien sûr dans le domaine de la conversion des hommes que le plan social apparaît le plus spectaculaire. Les Houillères se sont attachées à réussir au mieux « l'exploitation de nouveaux gisements », celui des hommes. Elles ont mis en place une cellule d'aide et d'orientation chargée d'informers, de conseiller et d'accompagner chaque agent dans sa démarche ainsi qu'une mission de conversion qui a pour charge de trouver des emplois durables et de définir avec les entreprises d'accueil des opérations de formation. En 1988, les Houillères ont consacré plus de 13 % de la masse salariale à la formation.

Les uns (quelques trois cents agents depuis 1984) ont créé ou repris une entreprise ; principalement dans le commerce et la restauration. Mais la plupart ont trouvé un autre emploi salarié, notamment dans le secteur du bâtiment et des travaux publics, dont les métiers semblaient les moins éloignés du travail au fond.

« Nous ne voulons pas fabriquer de nouveaux chômeurs », explique

M. Jack Verlaque, directeur général des Houillères du bassin du Nord-Pas-de-Calais. Nous prenons le temps et l'argent pour former les agents à de nouveaux métiers. La mission « conversion », recherche des partenaires-employeurs susceptibles de recruter d'anciens mineurs, entreprises, branches professionnelles... Avec chacun d'eux elle signe un protocole d'accord qui prévoit le transfert de l'agent, le niveau de sa rémunération minimale, correspondant à 75 % du salaire de l'ouvrier au jour, sa formation, soit par un organisme choisi par l'entreprise d'accueil, et un prêt de 30 000 francs qui devient subvention si le salarié est toujours dans l'entreprise au bout de deux ans. Le mineur qui accepte sa mutation dépend toujours des Houillères pendant sa période de formation, reçoit un complément de salaire pour compenser le manque à gagner par rapport à son revenu précédent pendant la première année et il a la possibilité de réintégrer la mine en cas d'échec. Enfin, avant de quitter définitivement le giron des Houillères, il reçoit en outre une indemnité de conversion et une prime correspondant au rachat des avantages en nature (logement, chauffage...).

De janvier 1987 à mars 1989, près de huit cents agents ont ainsi « basculé » dans un nouvel emploi : quatre cents dans la région Nord-Pas-de-Calais, dont une trentaine sur le chantier du tunnel sous la Manche ; trois cents en Ile-de-France et une bonne centaine dans les Alpes, sur les chantiers des futurs Jeux olympiques de 1992.

En outre, à la demande de l'Etat, Charbonnages de France et EDF ont signé en 1984 une convention pour la reconversion de « gaueles noires » : un peu plus de neuf cents mineurs sont ainsi passés du charbon à l'électricité.

René est l'un d'entre eux. Il est aujourd'hui « rondier » à la centrale nucléaire de Paluel, dans la Seine-Maritime, la seconde en puissance en France après celle de Gravelines, dans le Nord. La trentaine, il travaille là depuis quatorze mois. En septembre 1988, il est arrivé à Paluel venant tout droit de la fosse n° 9 d'Oignies, dans le Pas-de-Calais. Fils et petit-fils de mineur, il est entré aux Houillères en 1981 dans la foulée de l'arrivée de la gauche au pouvoir et de la relance charbonnière. Bien vite, il a

Après deux siècles et demi d'aventures industrielles, les Houillères du bassin du Nord-Pas-de-Calais (les HBNPC) achèvent leur grand repit. Dans moins de deux ans maintenant, avant le fin de l'année 1991, la dernière benne de charbon ramonera le fond. Deux puits, le n° 10 d'Oignies et le n° 9 de l'Escarpelle, sont encore en activité aujourd'hui sur les cent dix sièges d'extraction que l'on recensait au lendemain de la seconde guerre mondiale : deux cent vingt mille mineurs dans le bassin livraient alors la fameuse bataille du charbon. Aujourd'hui, ils sont moins de six mille, dont seulement mille six cents travaillent au fond. Et c'est bien là le dernier grand pari des Houillères : assurer la fermeture des puits, tout en assurant la reconversion d'une région entière.

failli déchanter : il ne ferait pas toute sa carrière à la mine. Alors, il a eu vent de possibilités de départ vers EDF et a eu envie de connaître le nucléaire. Dans quelques mois, il partira comme technicien à la centrale de Chooz, dans les Ardennes.

Il est soixante-dix ans, ancien mineur comme lui à travailler à la centrale de Paluel. Lors de la signature de la convention, on prévoyait le transfert d'un millier de salariés chaque année ; en fait, on en est à une moyenne de cinq cents par an sur l'ensemble des bassins. EDF ayant en effet à recruter aussi ses propres agents évacués de leur emploi par la fermeture des centrales thermiques classiques. Ce sont tout de même près de trois mille cinq cents dossiers d'anciens mineurs qui ont été retenus par EDF, dont 40 % en provenance du Nord-Pas-de-Calais.

« Un bon cocktail »

Avant d'être inscrit officiellement à l'effectif EDF, l'ancien mineur de moins de quarante ans et de nationalité française (critère d'embauche à EDF) conserve son statut des Houillères pendant trois mois. Il est ensuite détaché à EDF pendant les neuf mois suivants au cours desquels il peut à tout moment réintégrer la mine. Au bout d'une année, au cours de laquelle il aura été formé à son nouveau métier, il est titularisé et abandonne tout lien avec les HBNPC.

« Il nous ont apporté beaucoup de choses dans le domaine de l'humain et ont trouvé chez nous une entreprise qui les intéressait. Cela fait un bon cocktail », remarque M. Le Verre, sous-directeur à la direction du personnel et des relations sociales d'EDF. Aussi bien à Electricité de France que dans les entreprises du bâtiment et

Et eux, y trouvent-ils leur compte ? Apparemment, oui, même si ceux qui travaillaient au fond doivent consentir à une perte de revenus. Si la première année, le manque à gagner est compensé par les Houillères, il leur faut ensuite voler de leurs propres ailes. M. Leroy, directeur du centre de production nucléaire de Paluel, se veut encourageant : « En 1983, explique-t-il, la plupart des agents en provenance des Houillères étaient recrutés au collège exécution : plus du tiers sont passés au collège maîtrise et la plupart des autres progressaient à l'intérieur du collège exécution. »

« Il faut en vouloir »

Pourtant, si René va connaître une promotion en allant à Chooz, Jean-Pierre, qui travaille depuis quelques mois aux services généraux de la centrale (agent de maintenance), a perdu 45 % de son salaire. Il était, il est vrai, chef de taille au fond et avait jusqu'à

soixante hommes sous sa responsabilité. Ce qui lui manque, c'est cette responsabilité et cette solidarité (« Au fond, on est tous ensemble, et on en veut ») qui faisaient toute la richesse du métier de mineur qui lui manque.

Mais il espère bien « monter » et reconnaître qu'on l'aide pour ce faire : son nouvel employeur lui assure des heures de formation. « Il faut en vouloir. » Précisément, il en veut. Ce qui lui manque aussi, c'est la chaleur et la solidarité des corons : « Ici, on se dit à peine bonjour dans les cités d'EDF », regrette-t-il. Mais il estime qu'il n'avait pas le choix. Il allait avoir quarante ans. Et bien décidé à se faire à sa nouvelle vie. Son fils, lui, s'y est déjà fait. Et puis, dans la petite commune où EDF a implanté l'un de ses loissements, on lui a demandé de s'occuper du club des sports. Et ça, il aime... C'est aussi un peu de son passé.

JEAN-RENÉ LORE



COMPAGNIE FINANCIÈRE DE PARIBAS

PARIBAS - NAVIGATION MIXTE LE PRIX DE L'OFFRE PASSE A 1887 F

La Compagnie Financière de Paribas vient d'acquiescer, sur le marché, des actions de la Compagnie de Navigation Mixte à un cours compris entre le prix stipulé dans son Offre Publique d'Achat et 102 % de celui-ci. En conséquence, conformément à l'article 5.2.25 du règlement général du Conseil des Bourses de Valeurs, le prix d'offre est automatiquement relevé de 2 % — c'est-à-dire porté de 1 850 F à 1 887 F pour les actions portant jouissance à compter du 1^{er} janvier 1989 et de 1 800 F à 1 836 F pour les actions portant jouissance à compter du 1^{er} juillet 1989.

Les autres conditions de l'offre demeurent inchangées.

Paribas tient à préciser que dorénavant les acquisitions qu'il fera sur le marché seront en tout état de cause réalisées à un cours maximum égal au nouveau prix d'offre de telle sorte que le prix de l'Offre Publique d'Achat reste définitivement fixé à 1 887 F pour les actions portant jouissance à compter du 1^{er} janvier 1989 et 1 836 F pour les actions portant jouissance à compter du 1^{er} juillet 1989.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

MATRA construit l'avenir

L'internationalisation des programmes, leur haut niveau technologique requièrent de pouvoir nouer des associations durables tant dans le domaine de la Défense que dans celui de l'Espace. Aussi, consciente de ces enjeux,

MATRA filialise ses activités Défense et Espace

LES ACTIONNAIRES DE MATRA

sont conviés à participer ou à se faire représenter à
L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

le Jeudi 14 Décembre à 10 heures 30

Hôtel George V, Salon Vendôme, avenue George-V, Paris 8^e

Si vous êtes actionnaire NOMINATIF de MATRA, vous avez reçu d'ARIL SOCIÉTÉS (Service Titres MATRA - 9, rue Beaugrenon, 75008 PARIS. Tél. : (1) 47.66.01.36) l'avis de convocation et les divers documents vous permettant de participer ou d'être représenté à l'Assemblée : demande de carte d'admission, formulaires de pouvoir ou de vote par correspondance.

Si vous êtes actionnaire au PORTEUR de MATRA et si vous désirez participer ou être représenté à l'Assemblée, adressez-vous à votre établissement teneur de comptes (banque, société de bourse, intermédiaire financier...). Vous devrez avoir déposé 5 jours au moins avant la date de l'Assemblée un certificat d'immobilisation de vos actions auprès des sièges, succursales et agences des établissements suivants : B.N.P., Crédit Lyonnais, Société Générale, Caisse Nationale de Crédit Agricole, Caisse des Dépôts et Consignations, Caisse Centrale des Banques Populaires, Crédit Commercial de France, Crédit Industriel et Commercial, Banque Indosuez, Banque Paribas.

RELATIONS ET INFORMATIONS ACTIONNAIRES : • Minitel : 36.16 code MATRA
• Bureau d'accueil : 5, rue Beaugrenon, 75008 PARIS - Tél. : (1) 47.66.03.06

MATRA

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



RESULTATS DE L'EXERCICE 1988/89

Le Conseil d'Administration de la Fnac s'est réuni sous la présidence de Jean-Louis Pétriat le 23 novembre 1989. Il a arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 août 1989 qui se présentent de la manière suivante :

Groupe Fnac

en MF	1987/88	1988/89	% sur CA HT	Variation en %
CHIFFRES D'AFFAIRES HT	4808,4	5620,3		+ 16,9
RÉSULTAT COURANT (part du Groupe)	95,6	156,4	2,8	+ 63,6
RÉSULTAT NET (part du Groupe)	50,4	81,7	1,5	+ 62,1

Fnac SA

en MF	1987/88	1988/89	% sur CA HT	Variation en %
CHIFFRES D'AFFAIRES HT	2872,5	3211,7		+ 11,8
RÉSULTAT COURANT	52,5	75,3	2,3	+ 43,4
RÉSULTAT NET	33,2	45,2	1,4	+ 36,1

Ces résultats en avance par rapport au plan à trois ans feront l'objet de commentaires plus approfondis dans les prochains jours.

Il sera proposé à la prochaine AGO la distribution d'un dividende de 17 F par action, majoré de 8,50 F au titre de l'impôt déjà versé au Trésor.

5021111111

MARCHÉS FINANCIERS

Pour «clarifier le marché»

Paribas a relevé son offre sur la Mixte

C'est par «soutien de clarification, suite à une série de manœuvres de nature à tromper le marché», que la Compagnie financière Paribas a relevé de 2 % le prix de son OPA sur les actions de la Compagnie de navigation mixte, porté de 1 850 F à 1 887 F.

Pour M. François Morin, directeur général de Paribas, ce relèvement a pour objet de «donner une chance de sortie à un prix plus élevé aux acheteurs de bonne foi, qui ont acheté en Bourse depuis plusieurs semaines au-dessus du prix de l'OPA, en pensant que ce prix était insuffisant et qu'il pouvait être relevé».

Soulignant que, depuis la reprise des cotations de la Mixte, le prix de ses actions s'est systématiquement

établi juste au-dessus (1 F) de celui proposé par Paribas. M. Morin a affirmé qu'«il est impossible de croire que tout cela n'est pas soutenu par une volonté unique», précisant que le relèvement décidé par Paribas «serait le dernier» avant la clôture de l'OPA, repoussée de vingt-quatre heures au 30 novembre minuit.

Il a déclaré, enfin, que «les autorités de marché accumulent toute une série d'éléments, et se livrent à des investigations de plus en plus pressantes», bien que le conseil des Bourses de valeurs n'ait pas ouvert officiellement d'enquête sur un maintien du cours artificiel, contrairement aux indications données par Paribas et reproduites dans nos colonnes le 28 novembre.

Alors que le GIE se réorganise

Le nouvel Airbus sera financé par appel aux marchés internationaux

Le lancement officiel de l'Airbus A-321, version allongée de l'A-320, se déroule sur la toile de fond de la difficile réorganisation du groupement d'intérêt économique Airbus Industrie, annoncée au début de l'année (le Monde du 24 mars), et des rumeurs de départ du directeur financier britannique, M. Robert Smith, chargé depuis huit mois de réaliser la transparence financière du GIE.

Pourtant, le lancement du programme commence sous d'heureux auspices, avec un nouveau record d'engagements d'achats (107 commandes fermes, 74 options) pour ce qui n'était jusqu'à présent qu'un «avion de papier». L'A-321 devrait, dès le début 1994, transporter 186 passagers (contre 150 par l'A-320), avec un fuselage allongé de 7 mètres, une puissance légèrement accrue des moteurs pour un rayon d'action un peu plus faible :

4 450 kilomètres au lieu de 5 300. L'ambition du consortium européen réunit dans Airbus Industrie (le français Aérospatiale et l'allemand MBB, à égalité avec 37,9 % des parts, le britannique British Aerospace, 20 %, l'espagnol CASA, 4,2 %) est d'en vendre 800 exemplaires de l'A-320, qui a déjà reçu 527 commandes et 200 options.

Le financement de l'A-321 devrait représenter 480 millions de dollars (près de 3 milliards de francs), contre 2 milliards de dollars (plus de 12 milliards de francs) pour l'A-320, sans qu'il soit question du versement par les Etats d'«avances remboursables», qui avaient naguère suscité la jalousie des Etats-Unis. Pour la première fois, cette somme sera mobilisée grâce au recours aux marchés financiers, et, pour la première fois aussi, Airbus Industrie, jusqu'ici chargé des tâches de commercialisation, sera l'emprunteur, première étape d'une autonomie financière du consortium européen.

Réunis, vendredi 24 et samedi 25 novembre, en conseil de surveillance, les actionnaires du GIE ont pratiqué de nouvelles méthodes de répartition des tâches industrielles entre chacun des quatre partenaires, à la fois actionnaires et sous-traitants de chaque programme.

Les dysfonctionnements du GIE n'ont pas pour autant disparu, et la clarification des comptes du consortium n'est pas réalisée. Les rumeurs de la démission de M. Robert Smith, annoncées par le Financial Times, et que M. Henri Martre, président d'Aérospatiale, et M. Jean Pierson, administrateur général d'Airbus Industrie, se sont refusés à confirmer, ne peuvent qu'accroître les doutes sur l'établissement prochain de la transparence financière. Le 11 juillet, quelques mois (le Monde du 11 juillet) par Sir Raymond Lygo, directeur général de British Aerospace, grâce à la transformation du GIE en société anonyme, au nom de l'efficacité économique.

Enfin, le différend franco-allemand sur le transfert de la chaîne de l'Airbus A-320 à Hambourg ne devrait, comme prévu, être réglé qu'à la fin de l'année.

JOSÉE DOYÈRE

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LAMBERT FRÈRES ET CIE

Le Conseil d'Administration de la société LAMBERT FRÈRES ET CIE s'est réuni le 24 novembre 1989 sous la présidence de Monsieur Alain CLAROU.

Il a pris acte de la démission de FINANCIÈRE ET INDUSTRIELLE GAZ ET EAUX de son mandat d'administrateur et coopté Monsieur Michel MAURY-LARIBÈRE, président de TUILERIE BRIQUETERIE FRANÇAISE.

Il s'est également occupé de l'aboutissement des cinq opérations récemment décidées :

1) Acquisition de TUILERIE BRIQUETERIE FRANÇAISE (51 %).

2) Acquisition du Groupe LEFFEBURE (65 %).

3) Acquisition du solde des actions de la MÉRIDIONALE DES BOIS ET MATÉRIEL (17 %).

4) Cession de CSAM (Chauffage sanitaire Alpes Méditerranée) au Groupe BROSETTE.

5) Cession de MAUER à ORIGNY DESVOISIE.

Ces deux cessions s'inscrivent dans la politique de recentrage de LAMBERT sur ses activités de base (plâtre, tuile, distribution). Elles dégagent une plus-value nette de 24 MF. Le remboursement des comptes courants et le règlement du prix de vente allègent la trésorerie de 125 MF.

La totalité des filiales contrôlées par LAMBERT sont aujourd'hui bénéficiaires tant dans l'industrie que dans la distribution.

Le Conseil d'Administration a pris connaissance du projet d'OPA par POLIET à la suite de la cession du contrôle de LAMBERT FRÈRES ET CIE par l'OPF-OMNIUM FINANCIER DE PARIS.

De ce fait, il se trouve dans l'obligation de suspendre les deux opérations d'appel public à l'épargne (augmentation de capital et obligations convertibles) pour un total de 417 MF, bien que les procédures soient déjà engagées et que ces capitaux soient nécessaires au bon équilibre de la structure financière du Groupe.

Il constate que la totalité des actionnaires pourront céder leurs titres au prix de 535 francs, correspondant à un niveau de cours jamais atteint par le passé. Il est donc conduit à considérer comme favorables du point de vue de l'actionnaire les conditions de l'OPA.

Toutefois, le Conseil d'Administration souligne la nécessité de préserver l'unité et l'intégrité du Groupe dont le résultat global et les perspectives de développement peuvent seuls justifier le niveau de valorisation de l'OPA.

La croissance et les résultats obtenus par la société découlent de la stratégie mise en œuvre. En conséquence le Conseil s'interdit d'une possible interruption de cette stratégie, voire de cession d'activités.

Il souhaite que POLIET prolonge ce projet d'entreprise qui a permis à la fédération de sociétés assurées de préserver leur culture au sein du Groupe LAMBERT.

NEW-YORK, 27 novembre

Fermeté

Après avoir frôlé, pendant une grande partie de la séance, la Bourse de New-York n'a, en définitive, pas franchi, lundi, le seuil des 2 700 points pour le Dow Jones. Ce dernier a terminé à 2 694,96 points, en hausse de 19,41 points. Quinze 150 millions d'actions ont été échangées. Le nombre des valeurs en hausse a dépassé celui des baisses : 860 contre 596. Le cours de 516 titres est resté inchangé.

Les opérateurs ont l'espoir d'une diminution du taux d'intérêt de base bancaire après les divers signes d'un assouplissement de la politique de crédit de la Réserve fédérale constatée la semaine dernière. Des prises de bénéfices se sont, toutefois, manifestées sporadiquement, contenant la progression des cours. En effet, la Réserve fédérale est intervenue, lundi, sur le marché du crédit, mais pas avec une volonté déterminée de faire baisser les taux, constatant certains opérateurs, déçus. Chevron, Monsanto et International Paper ont fini en hausse, tandis que Digital Equipment, Hilton Hotel et McDonnell-Douglas cédaient du terrain.

VALEURS	Cours du 26 nov.	Cours du 27 nov.
Alcoa	70 3/4	72 1/2
AT&T	58 1/4	58 3/4
Boeing	59	59 3/4
Chemical Bank	37 3/4	38 1/8
Du Pont de Nemours	118 1/2	119 1/8
Eastman Kodak	42 1/2	42 1/8
Exxon	46 7/8	46 7/8
Ford	44 1/4	45 1/8
General Motors	43	43 3/4
Goodyear	100 1/2	101 1/4
ITT	58 1/2	59 1/8
McDell	58 1/8	58 1/4
McDell Oil	58 1/4	58 1/4
Schlumberger	44 3/8	45 3/4
Tempco	53 7/8	53 7/8
Union Carbide	23 3/4	24 1/8
USX	35 5/8	35 7/8
Westinghouse	77 5/8	77 1/4
Weyerhaeuser	67 5/8	67 1/4

LONDRES, 27 novembre

Reprise

Reprise de dernière minute, lundi à la Bourse de Londres, en début de séance, où un terrain appréciable en raison notamment de la faiblesse de la livre et des prévisions d'un ralentissement de la croissance économique par la Confédération de l'industrie britannique. En clôture, l'indice Footsie des cent valeurs progressait de 1,9 point, à 2 224,3 points.

De nombreux secteurs ont terminé sur une note irrégulière, notamment celui des mécaniques, des pétroles, des assurances, des automobiles, de la chimie et des magasins. La banque d'affaires Morgan Grenfell s'est envolée, après le lancement d'une OPA amicale de 950 millions de livres par la Deutsche Bank. En revanche, le constructeur British Aerospace s'est nettement replié sous l'effet de rumeurs de tensions au sein d'Airbus Industrie. Les fonds d'Etat ont chuté de près d'un point, en raison des craintes d'une nouvelle hausse des taux d'intérêt britanniques et faiblesse de certaines mines d'or.

FAITS ET RÉSULTATS

□ Nu-Swift cède Sili à Rothchild et Cie et à Drexel. — Le groupe britannique Nu-Swift va céder le fabricant français d'extincteurs au sein des groupes Rothchild et Cie et à la banque d'affaires américaine Drexel Burnham Lambert. Le conseil d'administration de Nu-Swift a approuvé une promesse de vente au profit des deux investisseurs, portant sur 88,5 % du capital de Sili pour un montant de 1,52 milliard de francs, soit 561 F par action. Nu-Swift a, d'autre part, racheté les 100 % que détenait Sili dans HP Cleaning, une des principales sociétés de nettoyage aux Etats-Unis, pour 650 millions de francs.

□ Santavaleria Finanziaria prend 70 % de la Seapar. — Le holding financier italien Santavaleria Finanziaria SPA va acquérir, le 28 novembre, 70 % du capital de la Société européenne de participations industrielles et financières (Seapar). Cette transaction sera effectuée au prix de 220 F par action. Santavaleria Finanziaria SPA est le holding du groupe milanais Varasi, qui contrôle des sociétés et marques dans les secteurs du verre, des bijoux, et qui détient des participations importantes dans le secteur de la communication (Rizzoli, Corriere della Sera, etc.). La Seapar est une société holding regroupant initialement les activités de la famille Tardy dans le domaine du bâtiment et des travaux publics.

□ Carlsberg : hausse de 14 % du bénéfice annuel. — Le groupe danois Carlsberg (ex-Breweries réunies) a dégagé des bénéfices

PARIS, 27 novembre

Hésitation

Début de semaine hésitant rue Vivienne, les investisseurs restant sur la réserve devant les incertitudes monétaires liées à la fermeté du deutschemark et aux rumeurs de relèvement du taux de base bancaire.

Cette mesure aurait pour but de soutenir le franc. Les opérateurs attendaient donc les résultats de l'adjudication de la Banque de France en début d'après-midi. Mais tous redoutaient un resserrement de cette politique, avec déjà un toyer de l'argent élevé, supérieur 10 % depuis plus d'une semaine.

Dans ces conditions, le MATIF était en baisse, l'ensemble des contrats perdait 0,4 %. Sur le marché à règlement mensuel, l'indice CAC-40, après avoir progressé de 0,2 %, terminait sur un gain de 0,31 %.

Les plus fortes progressions étaient emmenées par Esso, Mérieux International, Epéda et Electronique Serge Dassault. Les plus fortes baisses étaient conduites par Fichtel-Bauche, Avions Dassault, CGI et Compagnie bancaire.

Les cotations de la Navigation mixte étaient suspendues dès lundi matin dans l'attente d'une surchère de Paribas. Le conseil des Bourses de valeurs (CBV) dans un long communiqué publiait les réponses aux lettres envoyées aux élus de la Mixte (Allianz, Bouygues, Crédit lyonnais, Fraternité et Société générale).

Tous ont affirmé qu'il n'existait pas d'accord entre eux, et donc qu'il n'y a pas d'actions de concert. Enfin, American Petroleum sera racheté de la cote le 1^{er} décembre et sera transféré sur le marché hors-cote.

TOKYO, 28 novembre

Nouveau record

En hausse pour la cinquième séance consécutive, la Bourse de Tokyo a terminé la journée de mardi sur un nouveau record. L'indice Nikkei a gagné 103,77 yens, soit 0,3 %, pour atteindre le sommet de 36 985,30 yens.

La séance avait débuté sur une baisse due à des prises de bénéfices. Mais une vague d'achats a tout effacé à la dernière minute. Le marché était actif, en raison d'un afflux de capitaux. La hausse aurait pu être encore plus importante, estimait un porte-parole d'UBS Phillips et Drew International, mais vu les sommets atteints, certains investisseurs se montrent prudents en ce moment.

VALEURS	Cours du 27 nov.	Cours du 28 nov.
Alco	1 950	1 980
Boeing	1 750	1 750
Chemical Bank	1 750	1 750
Du Pont de Nemours	2 250	2 250
Eastman Kodak	1 800	1 800
Exxon	8 250	8 250
Ford	2 850	2 850

PARIS :

Second marché (admission)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amis de l'Associé	447	447	Marx Communication	154 50	202 30
Amis de l'Associé	146 50	146 50	Marx Communication	154 50	202 30
Amis de l'Associé	300	300	Marx Communication	154 50	202 30
Amis de l'Associé	576	576	Marx Communication	154 50	202 30
Amis de l'Associé	182	181	Marx Communication	154 50	202 30
Amis de l'Associé	800	800	Marx Communication	154 50	202 30
Amis de l'Associé	401	401	Marx Communication	154 50	202 30
Amis de l'Associé	200	200	Marx Communication	154 50	202 30
Amis de l'Associé	774	774	Marx Communication	154 50	202 30
Amis de l'Associé	780	780	Marx Communication	154 50	202 30
Amis de l'Associé	1875	1875	Marx Communication	154 50	202 30
Amis de l'Associé	340	340	Marx Communication	154 50	202 30
Amis de l'Associé	329	329	Marx Communication	154 50	202 30
Amis de l'Associé	635	635	Marx Communication	154 50	202 30
Amis de l'Associé	200	200	Marx Communication	154 50	202 30
Amis de l'Associé	1250	1250	Marx Communication	154 50	202 30
Amis de l'Associé	814	814	Marx Communication	154 50	202 30
Amis de l'Associé	1170	1170	Marx Communication	154 50	202 30
Amis de l'Associé	195 20	195 20	Marx Communication	154 50	202 30
Amis de l'Associé	176	176	Marx Communication	154 50	202 30
Amis de l'Associé	14 25	14 25	Marx Communication	154 50	202 30
Amis de l'Associé	210	210	Marx Communication	154 50	202 30
Amis de l'Associé	623	623	Marx Communication	154 50	202 30
Amis de l'Associé	318	318	Marx Communication	154 50	202 30
Amis de l'Associé	308	308	Marx Communication	154 50	202 30
Amis de l'Associé	278	278	Marx Communication	154 50	202 30
Amis de l'Associé	279 50	279 50	Marx Communication	154 50	202 30
Amis de l'Associé	148	148	Marx Communication	154 50	202 30
Amis de l'Associé	300	300	Marx Communication	154 50	202 30
Amis de l'Associé	428	428	Marx Communication	154 50	202 30
Amis de l'Associé	278 50	278 50	Marx Communication	154 50	202 30
Amis de l'Associé	135 10	135 10	Marx Communication	154 50	202 30

LA BOURSE SUR MINTEL
36-15 TAPEZ
LEMONDE

Marché des options négociables le 27 novembre 1989

Nombre de contrats : 9 707.

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Déc. 89	Mars 90	Déc. 89	Mars 90
Accor	840	28	63	24	-
Bouygues	720	-	43	-	-
CGE	488	26	43	7	-
Elf-Aquitaine	520	4	21	-	-
Européenne SA-PLC	40	10	15	1,68	3
Lafarge-Capelle	1 480	57	127	28	57
Michelin	171	1,30	7	16	-
Midi	1 300	48	106	-	-
Paribas	528	98	-	3	-
Pernod-Richard	1 580	33	-	85	-
Pengard	775	55	85	9	25
Saint-Gobain	648	9	28	-	-
Suez	1 800	68	-	75	127
Société générale	560	2,70	12	-	-
Suez Financière	390	32	45	3	30
Thomson-CSF	168	5,70	14,50	7	12,50

MATIF

Notional 10 % - Cotation en pourcentage du 27 novembre 1989

Nombre de contrats : 94 316.

COURS	ÉCHÉANCES			
	Déc. 89	Mars 90	Jun 90	Sept 90
Dernier	104,56	104,72	105,22	-
Précédent	104,98	105,16	105,70	-

Options sur notional

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Déc. 89	Mars 90	Déc. 89	Mars 90
106	-	0,50	-	1,91

INDICES

CHANGES	BOURSES
Dollar : 6,13 F ↑	PARIS (INSEE, base 100: 30-12-88)
Le dollar s'inscrit en légère hausse le mardi 28 novembre, s'échangeant à 6,13 F, contre 6,11 F la veille à la cotation officielle. Les marchés étaient calmes et la monnaie américaine a regagné un peu de terrain contre les principales devises, en raison de mouvements techniques. A Paris, le deutschemark était légèrement plus faible, à 3,4140 F, contre 3,4155 F lundi au fixing.	24 nov. 27 nov.
FRANCOFORT 27 nov. 28 nov.	Valeurs françaises : 1241
Dollar (en DM) : 1,785 1,797	Valeurs étrangères : 1193
TOKYO 27 nov. 28 nov.	(SBF, base 100: 31-12-81)
Dollar (en yen) : 143,30 143,65	Indice général CAC 5194 522,8
MARCHE MONÉTAIRE (effets privés)	(SBF, base 1000: 31-12-87)
Paris (28 nov.) : 83/84 84/85	Indice CAC 40 : 1 888,88 1 863,81
New-York (27 nov.) : 87/88 88/89	(OMF, base 100: 31-12-81)
	Indice OMF 50 : 588,53 588,45
	NEW-YORK (Indice Dow Jones)
	Industrielles : 2 675,55 2 694,17
	LONDRES (Indice Financial Times)
	Industrielles : 1 754,9 1 753,3
	Mines d'or : 296,7 308
	Fonds d'Etat : 84,19 83,64
	TOKYO
	27 nov. 28 nov.
	Nikkei Dow Jones : 36 881,63 36 985,30
	Indice général : 1 795,38 1 799,94

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	Rep. + en dép.	Rep. + en dép.	Rep. + en dép.	Rep. + en dép.	Rep. + en dép.	Rep. + en dép.
SE-UL	61,38	61,38	95	95	225	225
S. com.	5,258	5,258	98	98	178	178
Yen (100)	4,268	4,268	125	125	261	261
DM	5,422	5,422	64	64	127	127
Plaza	1,624	1,624	45	45	97	97
FR (100)	16,258	16,258	37	37	114	114
RS	3,863	3,863	98	98	141	141
L (1 000)	4,622	4,622	123	123	228	228
F (100)	5,585	5,585	38	38	74	74

TAUX DES EUROMONNAIES

SEATTLE									
SE-UL	8	7/16	8 11/16	8 5/16	8 7/16	8 3/8	8 1/2	8 1/16	8 3/16
DM	7 <td>7/16<td>7 1/16</td><td>7 1/16</td><td>7 11/16</td><td>7 1/16</td><td>7 1/16</td><td>8 1/4</td><td>8 1/4</td></td>	7/16 <td>7 1/16</td> <td>7 1/16</td> <td>7 11/16</td> <td>7 1/16</td> <td>7 1/16</td> <td>8 1/4</td> <td>8 1/4</td>	7 1/16	7 1/16	7 11/16	7 1/16	7 1/16	8 1/4	8 1/4
Plaza	8 <td>7/16<td>8 1/16</td><td>8 1/16</td><td>8 1/16</td><td>8 1/16</td><td>8 1/16</td><td>8 1/16</td><td>8 1/16</td></td>	7/16 <td>8 1/16</td> <td>8 1/16</td> <td>8 1/16</td> <td>8 1/16</td> <td>8 1/16</td> <td>8 1/16</td> <td>8 1/16</td>	8 1/16	8 1/16	8 1/16	8 1/16	8 1/16	8 1/16	8 1/16
SE (1986)	9	5/8	10 1/8	9 3/4	10 1/16	9 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16
F.S.	6	1/2	6 3/4	7	7 1/8	7 1/16	7 9/16	7 5/8	7 3/4
(11 000)	14	11/16	12 1/2	12 5/8	13 1/8	12 5/8	13 1/4	12 5/8	13
SE (1986)	11	11/16	12 1/2	12 5/8	13 1/8	12 5/8	13 1/4	12 5/8	13
F. trans.	14	11/16	12 1/2	12 5/8	13 1/8	12 5/8	13 1/4	12 5/8	13
SE (1986)	11	11/16	12 1/2	12 5/8	13 1/8	12 5/8	13 1/4	12 5/8	13
F. trans.	14	11/16	12 1/2	12 5/8	13 1/8	12 5/8	13 1/4	12 5/8	13

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 27 NOVEMBRE

Cours relevés à 17 h 30

Règlement mensuel									
Comptes	VALEURS	Cours	Précédent	Différence	%	Comptes	VALEURS	Cours	Précédent
3700	SAE 30 %	3700	3700	- 0,27	- 0,01	30	De Bont	30	30
3700	SAE 30 %	3700	3700	+ 0,42	+ 0,01	30	De Bont	30	30
3700	SAE 30 %	3700	3700	- 0,27	- 0,01	30	De Bont	30	30
3700	SAE 30 %	3700	3700	+ 0,42	+ 0,01	30	De Bont	30	30
3700	SAE 30 %	3700	3700	- 0,27	- 0,01	30	De Bont	30	30
3700	SAE 30 %	3700	3700	+ 0,42	+ 0,01	30	De Bont	30	30
3700	SAE 30 %	3700	3700	- 0,27	- 0,01	30	De Bont	30	30
3700	SAE 30 %	3700	3700	+ 0,42	+ 0,01	30	De Bont	30	30
3700	SAE 30 %	3700	3700	- 0,27	- 0,01	30	De Bont	30	30
3700	SAE 30 %	3700	3700	+ 0,42	+ 0,01	30	De Bont	30	30

Comptant (addition)									
VALEURS	%	%	Cours	Précédent	Différence	VALEURS	%	%	Cours
3700	SAE 30 %	3700	3700	- 0,27	- 0,01	30	De Bont	30	30
3700	SAE 30 %	3700	3700	+ 0,42	+ 0,01	30	De Bont	30	30
3700	SAE 30 %	3700	3700	- 0,27	- 0,01	30	De Bont	30	30
3700	SAE 30 %	3700	3700	+ 0,42	+ 0,01	30	De Bont	30	30
3700	SAE 30 %	3700	3700	- 0,27	- 0,01	30	De Bont	30	30
3700	SAE 30 %	3700	3700	+ 0,42	+ 0,01	30	De Bont	30	30
3700	SAE 30 %	3700	3700	- 0,27	- 0,01	30	De Bont	30	30
3700	SAE 30 %	3700	3700	+ 0,42	+ 0,01	30	De Bont	30	30
3700	SAE 30 %	3700	3700	- 0,27	- 0,01	30	De Bont	30	30
3700	SAE 30 %	3700	3700	+ 0,42	+ 0,01	30	De Bont	30	30

Cote des changes									
Marché officiel	Cours	Cours	Cours	Cours	Cours	Marché libre de l'or	Cours	Cours	Cours
3700	SAE 30 %	3700	3700	- 0,27	- 0,01	30	De Bont	30	30
3700	SAE 30 %	3700	3700	+ 0,42	+ 0,01	30	De Bont	30	30
3700	SAE 30 %	3700	3700	- 0,27	- 0,01	30	De Bont	30	30
3700	SAE 30 %	3700	3700	+ 0,42	+ 0,01	30	De Bont	30	30
3700	SAE 30 %	3700	3700	- 0,27	- 0,01	30	De Bont	30	30
3700	SAE 30 %	3700	3700	+ 0,42	+ 0,01	30	De Bont	30	30
3700	SAE 30 %	3700	3700	- 0,27	- 0,01	30	De Bont	30	30
3700	SAE 30 %	3700	3700	+ 0,42	+ 0,01	30	De Bont	30	30
3700	SAE 30 %	3700	3700	- 0,27	- 0,01	30	De Bont	30	30
3700	SAE 30 %	3700	3700	+ 0,42	+ 0,01	30	De Bont	30	30

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Le Monde • Mercredi 29 novembre 1989 47

هكذا من الراحل

48 • Mercredi 29 novembre 1989 •

Le Monde

Le second tour des élections législatives partielles à Marseille et à Dreux

Les socialistes veulent « faire barrage au Front national »

Les socialistes avaient-ils le choix ? Après les résultats du premier tour des élections législatives partielles de Dreux et de Marseille, ils ne pouvaient guère qu'appeler leurs électeurs à empêcher l'élection de candidats du Front national, c'est-à-dire à voter pour ceux du RPR ou de l'UDF.

La décision a été prise, le lundi matin 27 novembre, en concertation avec le premier secrétaire, M. Pierre Mauroy, sans réunion du secrétariat national ni du bureau exécutif. Elle a été exprimée par un proche du maire de Lille, M. Bernard Roman, membre du secrétariat national, chargé de l'information, à qui il revenait, cette semaine, de faire le « point de presse » hebdomadaire du PS.

Les socialistes appellent « très clairement à faire barrage aux candidats du Front national et aux idées qu'ils représentent », a déclaré M. Roman, en précisant que, « il appartient à ceux qui s'opposent au Front national de marquer, aujourd'hui, leur différence » et de « montrer que, en votant pour eux, les électeurs s'opposent aux idées du Front

national ». Le premier secrétaire de la fédération socialiste du Nord a mis en cause, en outre, le gouvernement. « Si les partielles d'hier avaient été des élections générales, a-t-il dit, nous n'aurions pas pu y aller avec le dispositif gouvernemental tel que nous le connaissons aujourd'hui ». Selon M. Roman, « il n'est choquant pour personne de dire qu'il y a un sentiment de déficit social aujourd'hui ».

Cette position ne soulève pas, au sein du PS, les difficultés qu'avait entraînées, il y a deux ans, la question de savoir si les socialistes devaient, en s'abstenant lors d'un vote au conseil régional Champagne-Ardenne, aider M. Bernard Stasi (CDS) face au Front national. M. Laurent Fabius, qui s'était prononcé alors contre la position défendue par M. Lionel Jospin en faveur de M. Stasi, a déclaré, lundi, à Montauban, qu'il faut « faire barrage à l'extrême droite ». « C'est une opinion que j'ai toujours eue », a affirmé le président de l'Assemblée nationale. M. Louis Mermaz, qui s'était abstenu, à l'époque, de prendre part au débat « Champagne-Ardenne », a expliqué, lundi matin, sur TF 1, qu'il faut « faire barrage au danger absolu que représente l'extrême

droite », à condition que le RPR « sorte de l'ambiguïté ». « Si l'extrême droite progresse, c'est parce que, à droite, on ne se bat pas comme il faut contre le danger que représente le Front national », a ajouté le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale. « On ne peut pas, a-t-il souligné, jouer sur les deux tableaux ».

Objection des jeunes de Socialisme et République

M. Jean Poperen a exprimé, lui aussi, la même position, en déclarant aux journalistes, lundi soir, en marge d'une réunion de ses partisans à Paris, que « chaque républicain doit savoir où est son devoir » et que les électeurs socialistes de Dreux et de Marseille doivent « faire en sorte que les candidats du Front national ne soient pas élus ». La fédération socialiste des Bouches-du-Rhône a adopté cette attitude, de même que les socialistes de Dreux, dans un département où la fédération du PS est en plein désordre.

La seule note discordante est venue du courant Socialisme et République, dont les dirigeants ne se sont pas exprimés, mais dont les jeunes estiment que, « voter, à

Dreux ou ailleurs, pour le RPR ou la droite, c'est voter pour ceux qui disent mezza voce ce que le Front national pense tout haut ». Pour les jeunes de Socialisme et République, « il faut que le gouvernement et le PS agissent en fonction des principes des socialistes, et non dans le cadre de la recherche permanente d'un consensus avec les forces du libéralisme ».

A l'Assemblée nationale, les députés socialistes présents dans les couloirs approuvaient, plutôt, la position de leur parti. C'était le cas, notamment, de MM. Michel Sapin, président de la commission des lois, et Jean-Michel Bouchet, président de la commission de la défense, fabiusien.

Il en va de même des ministres centristes, membres de l'Association des démocrates. Il faut « faire barrage aux doctrines racistes du Front national », a déclaré M. Michel Durafour, ministre d'Etat, ministre de la fonction publique, à Montpellier, tandis que M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat au Plan, a prévu de faire campagne à Dreux.

PATRICK JARREAU
(Lire également pages 10 et 12.)

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Et mon code !

J'en ai gros sur la patate, moi, aujourd'hui, parce que le nouveau code de déontologie pour une presse libre et démocratique publié à la une de tous les journaux britanniques. Attendez que je vous le résume.

1. Les allusions à la vie privée devraient toujours être de nature à intéresser l'opinion publique. Non, mais où ils vont là, les mecs ? Si chaque fois que vous passez devant ma loge faut d'abord que je m'enquière : Vous savez le coup qu'ils m'ont fait, hier, mes gosses ? Non ? Et vous voulez pas le savoir ? Voulez pas non plus que je vous raconte ma totale ? Bon, ben allez vous faire foutre. Je la boucle et je vous renvoie au sommaire : De plus en plus pressant, M. Mauroy fait des avances à M. Fabius. Section A, p. 11.

2. Le droit de réponse sera accordé dans les limites du raisonnable. Et c'est qui qui les fixe, ces limites ? Parce que, je vais vous dire, elles sont vachement élastiques. Toutes les lettres furibardes des cowboys que je traîne dans la boue au fil de mes chroniques, moi je les flanquerais au panier. C'est des fous, ces types ! En bon, non,

ils les trouvent épatantes, mes chefs, pleines d'une saine objectivité : Tiens, passe ça au courrier des lecteurs, enfin une opinion pertinente et pondérée.

3. L'information ne sera obtenue que par des moyens au-dessus de tout soupçon. N'importe quoi ! Comment voulez-vous qu'on se renseigne ? En allant sonner à la porte des gens : pardon de vous déranger, m'sieur Médor, je suis la concierge du journal le Monde, c'est simplement pour jeter un coup d'œil à votre livre de comptes rapport à l'affaire Nica Opéra. Il va me renvoyer à mes poubelles. Tiens, ça me fait penser, bonne occasion de les fouiller.

4. Eviter toute allusion superflue à la race, à la couleur ou à la religion. Ah ! parce que c'est inutile, peut-être, que je vous bécote avec ma juiverie, ma bosse de bison et mes taches de son ? Enfants ! Ça me permet de me moquer impunément des blacks, des japs et des musulmans. Enfin, soyons sérieux ! Si on peut même pas révéler qu'un acteur noir couche avec un politicien maron sans traîner notre petit doigt, il y a plus qu'à fermer boutique.

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats
Résistance : « L'Histoire contre la politique », par Daniel Cordier, Salvador : « La teneur du mépris », par Pierre de Charentenay. Diplomatie : « Hommage à Armand Bérard », par Jean-Baptiste Duroselle ... 2

La visite à Rome du numéro un soviétique
L'Italie « ne peut pas se contenter d'être l'antichambre de la politique gorbatchévienne » ... 4

L'assassinat du président des Comores
Une vengeance personnelle ? ... 8

Les élections en Inde
Le Parti du Congrès reconnaît sa défaite ... 7

Défense : M. Rocard engage sa responsabilité
Le premier ministre a engagé la responsabilité du gouvernement, pour la seconde fois, à l'Assemblée nationale, sur le projet de loi de programmation militaire, rejeté par le Sénat. L'opposition ne déposera pas, cette fois, de motion de censure ... 12

SECTION B

SCIENCES • MÉDECINE

Le sida de la mère
Plus de deux millions de femmes, dont trente-cinq mille en France, sont aujourd'hui contaminées par le virus ... 15 et 17

Interpol et lutte contre la drogue
A l'occasion de l'inauguration du nouveau siège d'Interpol à Lyon, M. François Mitterrand a insisté sur l'urgence d'une mobilisation internationale dans la lutte contre la drogue ... 14

Bulles de science
En s'intéressant aux scientifiques, la bande dessinée met en images le décor où s'appliquent leurs découvertes ... 16

Nouvelle profession : avocat-conseil juridique
Dans une communication qu'il devait faire mardi 28 novembre au conseil des ministres, M. Pierre Arpaillange a présenté deux textes organisant la future profession d'avocat-conseil juridique ... 14

L'affaire Touvier
M. Jean-Pierre Getti, l'un des deux magistrats chargés de l'affaire Touvier, a obtenu de la chancellerie communication du dossier qui, en 1971, avait permis à Georges

Pompidou de gracier l'ancien militaire ... 18

Diagonales
« Moi tatar toi », par Bertrand Poirot-Delpech ... 18

Chostakovitch selon Janowski
L'énigmatique Quatrième Symphonie du compositeur soviétique élucidée par l'Orchestre philharmonique et son chef Marek Janowski ... 20

La formation des champions
Les sections sport-études, créées dans les années 70 pour former les futurs sportifs de haut niveau, semblent aujourd'hui inadéquates aux besoins du sport français. Une réforme est en préparation ... 24

L'échec d'Antiope
TDF, Thomson et Grundig testent un télétexte utilisant la norme britannique Ceefax. La fin de l'aventure Antiope tentée par TDF dès la fin des années 70 et qui n'a jamais su trouver de marché ... 24

SECTION C

Accord de coopération CEE-URSS
La Communauté octroie à l'URSS des avantages commerciaux substantiels ... 25

Refus des ACP
Les pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) refusent les propositions des Douze. Le renouvellement de la convention de Lomé échoue provisoirement ... 27

Les tabous de la RDA
L'économie est-elle en déclin ? La RDA place la main à la pâte pour la transition vers le marché ... 30

Technologie
Le duo homme-robot pour le nettoyage du métro • Des boîtes de crabe en plein mer ... 40

Affaires
La reconversion du Nord conduit certains mineurs chez EDF • Le laborieux sillon du tourisme vert ... 43

Services

Abonnements ... 44
Annonces classées ... 31 à 39
Campus ... 23
Carnet ... 22
Cinéma ... 21
Marchés financiers ... 46 et 47
Météorologie ... 22
Mots croisés ... 23
Radio-télévision ... 23

La télématique du Monde :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 28 novembre 1989 a été tiré à 574 674 exemplaires

L'argent du cancer

Nadia Gomez condamnée à deux ans de prison dont vingt-deux mois avec sursis

La 12^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné, lundi 27 novembre, M^{me} Nadia Gomez, trente-huit ans, fondatrice de l'association d'aide aux cancéreux la Ligne bleue, à deux ans d'emprisonnement dont vingt-deux mois avec sursis, et à une mise à l'épreuve pendant trois ans. M^{me} Gomez avait comparu les 6 et 13 novembre (le Monde des 8 et 15 novembre) pour des escroqueries évaluées à « au moins 3,9 millions de francs ».

Demain dans « le Monde »
Un sondage sur l'islam en France

Dans sa prochaine édition datée jeudi 30 novembre, le Monde publiera les résultats d'un sondage réalisé par l'IFOP pour l'hebdomadaire la Vie, RTL et le Monde. Pour la première fois sur une telle question, l'enquête a été réalisée auprès de deux populations différentes : d'une part, l'ensemble de la population française, d'autre part, les résidents en France d'origine musulmane.

o AFGHANISTAN : requêtes sur Kaboul, trente et un morts. Une attaque à la roquette perpétrée, dimanche 26 novembre, par la résistance contre Kaboul a fait trente et un morts, a indiqué lundi un porte-parole du gouvernement afghan. — (AFP.)

TAPIS PERSANS

FAITS MAIN points nouveaux soldés à 50% et à 30%
ANAKER 397 x 282 31.400 F = 15.500 F
KERMAN 261 x 151 23.400 F = 14.500 F
HAMEDAN 175 x 107 5.900 F = 2.500 F
SERIKH 160 x 145 11.000 F = 5.500 F
ISPAHAN laine et soie
153 x 107 31.000 F = 21.700 F
MAISON DE L'IRAN
65, Champs-Élysées (8^e)

J'ai ouvert

« Mémoires du XX^e siècle » et j'ai ENTENDU Trotski, Chanel, Cerdan, Piaf, Saint-Exupéry...

MEMOIRES DU XX^e SIECLE. ENCYCLOPEDIE BORDAS. 7 VOLUMES
POUR EN SAVOIR PLUS, APPELEZ LE :
NUMERO VERT 05.143.144

Huitième essai nucléaire français en Polynésie

La France a procédé, mardi 28 novembre, sur l'atoll polynésien de Fangatau, à un essai nucléaire à une expérimentation nucléaire souterraine. Selon les autorités néo-zélandaises, le tir a dégagé une puissance de 90 kilotonnes (cinq fois la puissance de la bombe sur Hiroshima). C'est le huitième et dernier essai de 1989.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 28 novembre
Poursuite de l'hésitation

A l'image de la veille, le marché était hésitant mardi dès les premiers échanges. L'indicateur instantané après avoir gagné 0,09 % le vendredi en fin de matinée, les hausses étaient compensées par CGI Informatique (+ 3,5 %), Leroy Somer (+ 3,4 %) et Printemps (+ 3,27 %).

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT

avec la garantie d'un grand maître tailleur
COSTUMES MESURE à partir de 2 350 F
PANTALONS 780 F VESTONS 1 570 F 3 000 tissus
Luxueuses draperies anglaises
Fabrication traditionnelle
TAILLEURS, JUPES, VESTES
MANTEAUX et PARDESSUS
UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES
LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-61.
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

Après l'arraisonnement d'un cargo en 1987

Avis de recherche contre six Libyens soupçonnés de trafic d'armes

M. Jean-Louis Brugnière, juge d'instruction à Paris, vient de lancer des avis de recherche internationaux visant six personnes de nationalité libyenne. Les avis de recherche transmis à Interpol, dont la Libye est membre, font suite à l'arraisonnement par les douanes françaises en 1987, au large des côtes bretonnes, d'un cargo panaméen, l'Eksund-II, transportant 200 tonnes d'armes (20 missiles SAM et 2 tonnes de Semtex, un explosif extrêmement puissant).

Parmi les caisses saisies destinées à l'IRA (Armée républicaine irlandaise), certaines portaient des inscriptions indiquant que les

armes provenaient de Libye. La rumeur sociale de certaines sociétés libyennes, notamment de maintenance à Tripoli, figurait sur ces caisses. Nasser Ashour, un des responsables des services spéciaux libyens qui avait été envoyé à Londres en 1984, comme négociateur, lors du siège de l'ambassade de Libye, figure parmi les six personnes recherchées. Les cinq autres sont Mustapha Omar Hasnani, dirigeant d'une société de pompes à eau à Malte, Ahmed Ali Saleh, représentant de la Libyan Airlines à Malte, Hussein Abouzaid, Mohamed Zein et Mohamed Ramadan.

ECONOMIE MAGAZINE

L'EUROPE PARADIS DES FRAUDEURS

A la fois trop complexe et trop laxiste, la réglementation communautaire permet de réaliser facilement de fructueuses escroqueries. Bruxelles découvre avec horreur l'étendue des dégâts. S & V ECONOMIE MAGAZINE démonte les mécanismes de la fraude.

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE :

- FISCALITÉ : L'impôt sur les sociétés est-il trop lourd ?
- ENTREPRISES : Comment s'allier sans se marier ?
- PLACEMENTS : Le big-bang des SICAV.
- EXPERT-COMPTABLE : Une profession menacée ?

S & V ECONOMIE MAGAZINE
COMPRENDRE POUR AGIR

Le plan K

processus
table

4.50 F